

PAUL WILLIAMS

**LES DOSSIERS NOIRS DU
VATICAN**

**L'ARGENT, LE CRIME ET LA MAFIA
DANS L'ÉGLISE CATHOLIQUE**



H&O

Paul Williams

**Les Dossiers Noirs du
VATICAN**

Traduit de l'américain

Par Véronique Dassa et Colette St-Hilaire



H&O éditions

2011

ISBN 2845472137

Table des matières

INTRODUCTION

Un véritable conte de fées

CHAPITRE 1

La donation de Mussolini

CHAPITRE 2

Le miracle de l'argent

CHAPITRE 3

Le triomphe de Mammon

CHAPITRE 4

La création de la Banque du Vatican

CHAPITRE 5

La Croatie catholique et l'or des nazis

CHAPITRE 6

Richesses et réseaux d'exfiltration

CHAPITRE 7

Une prospérité au-delà de toute mesure

CHAPITRE 8

Un Pape de gauche

CHAPITRE 9

Le maelström de Montini

CHAPITRE 10

Le requin entre en scène

CHAPITRE 11

La société secrète

CHAPITRE 12

Autres temps, autres crimes

CHAPITRE 13

Une Église de faussaires

CHAPITRE 14

La chute de Vatican Inc.

CHAPITRE 15

Le pape doit mourir

CHAPITRE 16

L'affaire Ambrosiano

CHAPITRE 17

Les suites de la tempête

CHAPITRE 18

Les affaires continuent

CHAPITRE 19

Une forteresse inexpugnable

ÉPILOGUE

Ainsi vont les choses

ANNEXE I

Accords du Latran

ANNEXE II

Concordat entre le Saint-Siège et le Reich allemand

INTRODUCTION

Un véritable conte de fées

À la vue des foules, Jésus monta dans la montagne. Il s'assit et ses disciples s'approchèrent de lui. En prenant la parole, il les enseignait:

« Heureux les pauvres de cœur: le royaume des deux est à eux. Heureux les doux, ils auront la terre en partage.

Heureux ceux qui pleurent: ils seront consolés.

Heureux ceux qui ont faim et soif de Injustice: ils seront rassasiés. Heureux ceux qui sont miséricordieux: il leur sera fait miséricorde. Heureux les cœurs purs: ils verront Dieu.

Heureux ceux qui font œuvre de paix: ils seront appelés fils de Dieu. Heureux ceux qui sont persécutés pour Injustice: le royaume des deux est à eux. Heureux êtes-vous quand l'on vous insulte, que l'on vous persécute et que l'on dit faussement contre vous toute sorte de mal à cause de moi. Soyez dans la joie et l'allégresse, car votre récompense est grande dans les deux: c'est ainsi en effet qu'on a persécuté les prophètes qui vous ont précédés. »

Matthieu, V, 1-12

Le miracle présumé arrive le 28 octobre 312. Deux centurions viennent chercher Miltiade, un petit homme sans prétention de 62 ans, là où il se cache, une petite maison dans une ruelle du Trastevere à Rome. Le vieil homme en conclut qu'on va le jeter en prison parce qu'il est le chef du mouvement des chrétiens — un mouvement que l'Empire a

déclaré *religio illicita*. Il s'attend à cette arrestation. Il s'attend à être traîné devant les tribunaux et condamné avec ses disciples à une exécution publique pour que la ville entière puisse voir le sort que subissent ceux qui refusent d'honorer les dieux de Rome.

Miltiade, qui porte une tunique élimée et travaille au marché, est évêque de Rome et, à ce titre, ses coreligionnaires chrétiens l'appellent « *papa* » ou « père ». Selon la tradition, le premier évêque de Rome fut l'apôtre Pierre, que Jésus désigna pour fonder l'Église — le royaume visible de Dieu sur la terre. « Et moi je te le déclare : Tu es Pierre, et sur cette pierre je bâtirai mon Église, et la Puissance de la Mort n'aura pas de force contre elle. » (Matthieu, XVI, 18).

Pierre avait fondé une communauté de chrétiens à Rome, le centre de l'Empire. Le célèbre apôtre fut crucifié en 68 de notre ère, pendant le règne de Néron. Le successeur de Pierre fut Linus qui selon la tradition mourut lui aussi en martyr. Linus fut remplacé par Anacleto, un esclave grec dont le nom signifie « irréprochable ». Miltiade, originaire d'Afrique du Nord, est le trente-deuxième évêque de Rome. Ses prédécesseurs ne sont que rarement morts dans leurs lits. Certains d'entre eux furent livrés aux bêtes sauvages dans l'arène; d'autres périrent par le feu, embrasés comme des torches pour éclairer les jeux.

Le vieil homme fait le signe de la croix et prie pour avoir le courage de mériter la couronne de martyr. Il suit les soldats dans la lumière du soleil et aperçoit l'empereur Constantin, flanqué de centaines d'hommes.

L'Empereur est un personnage imposant, il mesure plus d'un mètre quatre-vingt, il a le visage carré et pâle, les yeux bleus et un cou de taureau. Soldats et chevaux sont couverts de sang, de boue et de poussière. Ce matin même d'octobre, sur le Pont Milvio qui traverse le Tibre, Constantin a vaincu son impérial rival, Maxence, et devient ainsi le seul chef de l'Empire romain.

Constantin est convaincu qu'il doit sa victoire à une vision qu'il a eue avant la bataille : il a vu une croix. Au-dessus de la croix apparue par-delà les nuages dans le ciel du matin, ces mots se sont inscrits : « *In hoc signo vinces* », « Par ce signe, tu vaincras ». Quand il leur a demandé ce que pouvait signifier ce signe dans les cieux, ses soldats lui ont appris que la croix était le symbole du « Christ », le Dieu des chrétiens.

Après avoir taillé en pièces l'armée de son rival, Constantin décide d'adopter le Dieu des chrétiens, pour lui et pour son empire.

Au lieu de jeter Miltiade en prison, Constantin l'embrasse et couvre les vieilles épaules de l'évêque de la tunique pourpre d'un grand prêtre païen. Miltiade n'y comprend plus rien. Ce qui se déroule devant ses yeux est trop étrange pour être vrai. Deux mondes viennent de se rencontrer. Le monde de César, avec ses richesses et sa puissance — sa pompe et sa magnificence —, il faut absolument le fuir. Celui du Christ est un monde de pauvreté et de servitude — de persécutions et d'abnégation. Complètement abasourdi, Miltiade se contente de hocher la tête tandis que l'Empereur baragouine quelques phrases sur le grand signe apparu dans les cieux et qui sera

désormais gravé sur le bouclier de ses soldats. Le vieil homme ne dit mot, même si l'Empereur semble confondre Jésus Christ, le serviteur martyr des Écritures, avec Sol, le dieu romain du soleil.

Constantin demande qu'on lui indique l'endroit où les restes de Pierre, le premier chef des chrétiens, ont été enterrés. Miltiade conduit l'Empereur et toute la grande légion romaine devant une petite pierre, un *tropaeum*, dans un cimetière des environs de Rome. L'Empereur tombe à genoux et promet de construire en ce lieu même une grande basilique. Encore une fois, Miltiade en a le souffle coupé. Une basilique, à l'époque, n'est pas un lieu de culte. C'est un bâtiment profane où l'on vénère les statues des différents empereurs qui sont considérés comme des dieux. L'idée même d'une basilique chrétienne, c'est aussi absurde que la quadrature du cercle. La création entière semble avoir perdu la tête.

Constantin conduit ensuite le vieil évêque dans un magnifique palais sur la colline du Latran. « Dorénavant », dit-il, « ceci est la demeure de Miltiade et de tous les successeurs du saint apôtre Pierre. » Il fait cadeau au *papa* d'un autre palais à Gandolfo, en guise de résidence d'été, puisqu'il serait indigne pour le successeur de Pierre de ne posséder qu'une seule demeure.

Dans les semaines qui suivent, les changements se multiplient à la vitesse de l'éclair. Miltiade, en plus de ses palais, reçoit le titre de grand Pontife, *pontifex maximus*, ce qui jusque-là était l'apanage exclusif de César. Ceux qui

l'aident à officier dans les services liturgiques — qui sont désormais des événements publics — deviendront des « cardinaux », du latin *cardo* qui signifie « pivot », « charnière ». Et quand la foi chrétienne devient la religion officielle de l'Empire, les cardinaux vont former un *collegium*, un collège, une association d'administrateurs de l'Église.

Du jour au lendemain, l'Église chrétienne commence à se servir de l'étole et de certains autres ornements sacerdotaux des prêtres païens, à utiliser l'eau consacrée et l'encens pour la purification. Un processus de syncrétisme commence à atteindre ce que les premiers chrétiens appelaient la foi sainte et apostolique. Les convertis païens avec leur penchant pour le polythéisme commencent à considérer les héros chrétiens et les martyrs comme des demi-dieux et à leur adresser directement des prières. Ce mélange va s'intensifier quand le calendrier des saints va remplacer le *fasti* romain (le calendrier des jours consacrés aux devoirs envers les dieux). Tout à coup, certaines divinités chères aux païens vont être honorées et adorées comme des saints chrétiens. La déesse Victoria des Basses-Alpes va devenir sainte Victoire, et Castor et Pollux vont renaître sous les traits légendaires de saint Côme et de saint Damien. Bien des chrétiens pieux se rendent compte qu'on est en train de déformer leur foi et ils s'en plaignent auprès du souverain pontife et de son collège de cardinaux. Les convertis païens, insiste saint Claude de Turin, n'ont pas abandonné leurs idoles, ils ont seulement changé leurs noms. Mais ces plaintes restent lettre morte. Les changements sont institutionnalisés par décret impérial.

Miltiade meurt dans un lit de roi, entouré des membres de sa suite. Le vieil évêque est remplacé par Sylvestre, qui règne pendant presque vingt-deux ans. C'est à cette époque que le Pape est amené à exercer un pouvoir séculier.

La condamnation de l'hérésie ou faux enseignement — c'est-à-dire tout enseignement qui contredit ceux de l'Église romaine — s'accompagne d'une punition civile ce qui, avec le temps, pourra signifier l'emprisonnement, l'exil ou la mise à mort.

Vivant dans le faste et entourés d'une suite prête à satisfaire leurs moindres caprices, les évêques de Rome, tout naturellement, deviennent extrêmement pontifiants et dominateurs. Personne ne peut les approcher sans se prosterner au sol et leur baiser les pieds. Peu à peu, ils commencent à faire des déclarations tout à fait exagérées sur leur saint office. Le pape Léon I^{er} (440-461) soutient qu'il importe peu qu'un pape soit immoral ou stupide du moment qu'il est le successeur légitime de saint Pierre et l'agent du gouvernement impérial.

En même temps, l'Église des apôtres saints et pauvres devient extrêmement riche. Les riches et les aristocrates, hommes et femmes, qui abandonnent le paganisme pour le christianisme font de l'Église de Rome l'heureuse bénéficiaire de tous leurs bienfaits. Elle reçoit donc des cadeaux et, qui plus est, les empereurs lui octroient des terres immenses.

Vers la fin du VI siècle, les possessions matérielles de l'Église aux alentours de Rome et à Naples, en Calabre, en

Sicile sont immenses. Les revenus annuels du Saint-Siège en Calabre et en Sicile s'élèvent à plus de 35000 florins d'or. En 764, le pape Paul Ier se donne le titre éminemment temporel de *dux plebes*, chef du peuple, et commence à parler avec sa suite de *par nostra Romanorum*, notre État romain ecclésiastique.

La célèbre donation de Pépin le Bref, en 756, accroît considérablement le pouvoir temporel de l'Église romaine. En échange d'un titre important, celui de *Patricus Romanus*, Patrice des Romains, Pépin dit le Bref, roi des Francs, fait cadeau au Saint-Siège de toutes les villes italiennes qu'il a conquises aux Lombards ainsi que les territoires qui leur appartenaient. Le pape Stéphane II reçoit ainsi d'énormes étendues de terre. L'une, située autour de Ravenne, couvre une superficie de près de 1 177 000 hectares. Ce sera plus tard la Romagne. L'autre couvre près de 957 000 hectares et s'étend au sud de Ravenne vers le centre et le sud de l'Italie. Ce sera plus tard la région des Marches d'Ancône. Le Saint-Père réalise ainsi l'opération foncière la plus importante de l'histoire de l'humanité. En échange d'un simple titre, il acquiert l'équivalent de presque toute l'Italie moderne.

Vingt et un ans plus tard, les citoyens de Rome se rassemblent au Parlement et confient au Pape l'autorité suprême de les gouverner. Le vicaire du Christ, ironie suprême aussi, devient le nouveau César de Rome.

CHAPITRE 1

La donation de Mussolini

Le diable l'emmène encore sur une très haute montagne; il lui montre tous les royaumes du monde avec leur gloire et il lui dit: « Tout cela je te le donnerai, si tu te prosternes et m'adores. » Alors Jésus lui dit: « Retire-toi, Satan! Car il est écrit: Le Seigneur ton Dieu tu adoreras et c'est à lui seul que tu rendras un culte. »

Matthieu, IV, 8-10

Nous sommes le 1er janvier. En 1929. L'Église catholique romaine est ruinée. Le Pape, bien qu'il soit sorti pour bénir la foule rassemblée sous son balcon, est pratiquement prisonnier à l'intérieur du Palais du Latran. Le personnel séculier du complexe du Vatican à Rome se résume à quelques employés d'entretien, jardiniers et gardes suisses.

Dans le palais, tout tombe en ruine, ou presque. Les planchers des étages supérieurs sont abîmés par des infiltrations d'eau et couverts des fientes des milliers de pigeons qui passent la nuit dans les greniers. Des incendies provoqués par le mauvais état des fils électriques enflamment régulièrement le sous-sol, la cuisine, les salles de réception, les salles à manger et même les appartements du Pape.

Le Saint-Père entend des rats détaier dans l'épaisseur des murs. Ils ont même envahi d'autres bâtiments du Vatican,

dont la cathédrale Saint-Pierre^[1]. La vermine va jusqu'à ronger les corps de certains papes qui reposent sous le verre des tombes dans les chapelles latérales.

À cause des rats, il n'est même plus très sûr de laisser les saintes hosties sur l'autel pour les 40 heures d'adoration. Le corps sacré du Christ mâché par la vermine, c'est vraiment un cauchemar trop atroce pour qu'on puisse même y penser. L'hostie, élevée et consacrée par le son des cloches et les vapeurs d'encens, devient le corps et le sang du Christ sauveur quand le prêtre prononce ces mots: « *Hoc est corpus* » (« Ceci est mon corps »), que les protestants pour se moquer ont transformés en *hocus-pocus* (abracadabra). Il est trop sacré pour que le commun des mortels le touche — a fortiori pour qu'on le mâche ! Toute partie représente le tout. La moindre miette est une communion. Et l'idée même que quelques miettes soient restées sur la nappe de l'autel, abandonnées là par un prêtre distrait, fait pousser au Pape ce cri d'alarme: « *Ratti !* » (« Les rats ! »).

La porte des appartements du Pape s'ouvre et un garde entre : « Sa Sainteté se porte-t-elle bien ? » Le Pape renvoie son serviteur d'un geste de la main. En vertu des règles édictées par Léon XIII, il est interdit d'adresser la parole au petit personnel, y compris aux membres de la Garde suisse.

Des rats au Palais du Latran et à la Basilique Saint-Pierre ! Mais il n'y a pas d'argent pour payer un exterminateur. Même pas d'argent pour protéger toiles et tapisseries inestimables de la moisissure et de l'humidité. Pas d'argent pour faire des réparations, même pas pour purger les égouts bouchés. Pas

d'argent pour changer le chauffage et faire en sorte que les affaires du Vatican se gèrent dans un minimum de confort. Pas d'argent pour payer le matériel d'entretien, sans parler du personnel et des femmes de chambre. Pas d'argent pour réparer les installations défectueuses et les meubles ; pas d'argent pour remplacer les tentures mangées par les mites.

« *Ratti* », cela veut dire *rats* en italien mais c'est également le nom de famille du Pape. Il est né Achille Ratti, à Milan, fils d'un patron de filature de soie. Après son ordination, il devient paléographe et archiviste à la bibliothèque du Vatican. En 1919, Benoît XV l'envoie en Pologne où il s'illustre par ses talents de diplomate. En 1921, Ratti est nommé archevêque de Milan et, plusieurs mois après, il est nommé cardinal. Il monte sur le trône papal l'année suivante et choisit de s'appeler Pie XI.

Pie XI est petit et trapu, il a le front haut et le regard pénétrant. Il possède une intelligence vive, aime approfondir les choses et a un goût marqué pour la scolastique^[2]. Un de ses prélats raconte que se préparer à une rencontre avec le Saint- Père, c'est un peu se préparer à un examen^[3]. Il possède une façon redoutable de poser des questions à répétition et se met en colère quand on se trouve à court de bonnes réponses. Bien des prélats le détestent et le craignent.

À l'âge de 71 ans, Pie XI a encore un physique imposant. Il a fait de l'escalade dans sa jeunesse et s'est retrouvé un jour au sommet du Mont Rose, forcé par un orage à passer la nuit sur une saillie rocheuse très étroite. Il a les épaules larges et un teint de roux. On dirait qu'il n'est pas à sa place au milieu de

tous les bureaucrates ascétiques du Vatican. Son élection n'a pas fait que des heureux et il la doit au fait que les cardinaux se sont retrouvés partagés entre l'ultraconservateur cardinal Merry del Val et un autre candidat plus libéral, le sympathique cardinal Gasparri, qui est secrétaire d'État du Vatican. Ratti est un candidat de compromis et il faut 15 scrutins avant qu'il ne l'emporte^[4].

Il sera un pape intransigeant, sérieux et exigeant, qui adoptera cette devise: « La paix du Christ dans le royaume du Christ. » Elle reflète bien sa conviction que l'Église doit être active dans le monde, qu'elle ne doit pas s'en isoler. Pie XI croit qu'il faut agir devant la menace du communisme athée et l'attrait qu'il représente pour le peuple opprimé des pays chrétiens. Il traitera de cette menace en 1937 dans son encyclique *Divini Redemptoris* (Le divin Rédempteur). En fait, la haine farouche de Pie XI pour le communisme permettra aux universitaires catholiques de justifier les concordats qu'il signera avec deux des plus célèbres leaders fascistes du XXe siècle — Hitler et Mussolini — ainsi que son appui inconditionnel à un troisième, l'Espagnol Francisco Franco.

Dès le début de son règne, Pie XI prouve qu'il attache une grande importance aux missions et exige de tous les ordres religieux qu'ils s'engagent dans le travail missionnaire. Il consacre les premiers évêques d'origine chinoise en 1927 — presque dans un geste de provocation envers la hiérarchie catholique caucasienne. Pendant son pontificat, le nombre total de prêtres indigènes dans les missions passe de 3000 à

plus de 7 000^[5].

Contrairement à ses prédécesseurs, Pie XI fait des efforts d'œcuménisme. Il veut réaliser une union avec les orthodoxes de l'Orient et il fait tout ce qui est en son pouvoir pour soutenir le rite oriental uniate dans son lien avec Rome. En revanche, il ne fait pas autant d'efforts pour se réconcilier avec les protestants. Dans son encyclique *Mortalium animos* (1930), le Pape interdit toute participation à des conférences œcuméniques, des synodes ou même des offices avec des protestants de quelque Église que ce soit.

Contrairement à ses prédécesseurs, il s'engage en faveur de la science et du savoir. Il modernise la bibliothèque du Vatican, fonde l'institut pontifical d'archéologie chrétienne et installe l'Observatoire du Vatican à Castel Gandolfo.

Pie XI accomplit tout cela avec un budget annuel dérisoire d'un million de dollars^[6]. Il y a tant à faire. Mais les coffres sont vides. Et les banques demandent qu'on leur paye les arriérés sur les intérêts des emprunts. Ratti se rend compte qu'il doit s'occuper des rats, dans tous les sens du mot. Dans ses appartements, avant de célébrer la fête de la circoncision du Christ, le Pape sait qu'il doit signer un accord avec les fascistes — avec Mussolini et ses Chemises noires — et cela aussi vite que possible. Il est prêt, après avoir longtemps attendu, à faire ce qu'il faut. Il est prêt à rendre à l'Église catholique romaine sa prospérité et son pouvoir. Il est prêt à signer un pacte avec le diable.

Pendant près de 1 200 ans — de la promulgation en 313 de

l'Édit de Milan par Constantin jusqu'aux 95 thèses sur les indulgences de Luther en 1517 — les papes ont été les potentats les plus puissants du monde. Les rois et les empereurs s'agenouillaient à leurs pieds pour recevoir leur bénédiction et le baiser de paix. En 1215, le concile du Latran IV proclama que l'évêque de Rome possédait un pouvoir absolu non seulement sur le plan spirituel mais également sur les affaires de ce monde. « Le Seigneur a laissé à Pierre, disait le pape Innocent III, le gouvernement non seulement de toute l'Église, mais du monde entier^[7]. »

Pendant des siècles, il était entendu que les papes avaient le droit de détrôner n'importe quel roi; d'annuler n'importe quel décret séculier; de rejeter n'importe quelle constitution.

L'Église romaine est une monarchie absolue, tous les pouvoirs émanent des papes et convergent vers eux. Dans les paroisses, le pouvoir des prêtres de remettre les péchés ou de les retenir vient des évêques qui sont à la tête de leurs diocèses. Les évêques à leur tour relèvent directement des souverains pontifes qui sont les représentants de Jésus Christ^[8]. Dans toute la structure imposante de ce que l'on appelle la chrétienté, tous les ecclésiastiques — les prêtres, les moines, les frères, les abbés, les évêques et les cardinaux — forment une grande armée spirituelle sous l'égide du souverain pontife de Rome.

Les papes sont également des souverains dans le monde temporel. Ils règnent sur les États pontificaux, plus de 4 millions d'hectares qui forment à peu de chose près l'Italie moderne. L'État est divisé en *patrimonia* ou domaines: le

domaine de la Toscane, celui de Pérouse, des Marches d'Ancône ou de Romagne, de Bologne et de Rome. En plus de ces juridictions qui sont directement gouvernées par les papes, ceux-ci possèdent pendant toute l'époque médiévale des pouvoirs féodaux sur presque tout le Portugal, sur la Navarre et l'Aragon en Espagne, sur l'Angleterre, l'Irlande, la Corse, la Sardaigne et le Royaume de Sicile qui tous versent au Saint-Siège leur tribut annuel d'États vassaux^[9]. Les papes règnent sur toute une série de bureaucrates qui gèrent les villes et les villages de la papauté, qui vendent ses services et prélèvent ses impôts.

Des millions se déversent dans les caisses du Pape, venant de tous les coins et recoins de la chrétienté. Les successeurs de saint Pierre sont devenus plus riches que tous les sultans et les suzerains. Ils vivent dans des palais avec des milliers de serviteurs et de courtisans pour satisfaire leurs moindres caprices. Ils sont vêtus de robes ornementées, de somptueuses tuniques et d'étoles d'hermine. Ils portent des tiaras (un couvre-chef portant trois couronnes et surmonté d'un globe et d'une croix) dont la valeur dépasse celle des couronnes de bien des rois et des seigneurs. Des armées immenses se forment sur leur ordre pour soumettre les rebelles; leurs flottes sillonnent les mers du monde entier pour faire du commerce ; sur leur ordre on procède à des inquisitions, on fait des croisades, on lance des pogroms pour purifier la chrétienté de tous les hérétiques, de tous les arrivistes qui se risqueraient à remettre en question l'autorité suprême du souverain pontife.

Après la Réforme, la richesse et le pouvoir de l'Église romaine (qui n'est plus « catholique » puisque le mot signifie « universel ») commencent à s'effriter. Tous les revenus provenant d'une grande partie de l'Europe du Nord s'envolent : taxes, tributs, legs, dons, tout cela est perdu. En vertu de l'interdiction frappant l'usure (c'est-à-dire du profit sur les intérêts), l'Église se refuse à investir dans les marchés des colonies ou à s'engager dans le commerce international.

De plus, en bonne institution féodale, l'Église s'oppose fermement à toute innovation technique. Après la révolution industrielle, elle ne sait pas tirer profit de certaines de ces innovations comme la machine à vapeur, la navette volante des métiers à tisser ou la fileuse hydraulique qui révolutionnent les moyens de production. Pour toutes ces raisons, les États pontificaux entrent dans une période de stagnation et les coffres commencent à se vider.

Au début du règne de Clément IX en 1700, les dettes du pape s'élèvent à 15 millions d'écus (un écu ayant une valeur comparable à un dollar). En 1730, elles ont grimpé à 60 millions. Et trente ans plus tard, elles atteignent 100 millions d'écus.

Mais d'autres épreuves attendent la papauté. Le 2 novembre 1789, avec la Révolution, on déclare en France que toutes les possessions de l'Église sont désormais « à la disposition de la nation ». L'Assemblée nationale à Paris interdit aux évêques français d'envoyer des fonds à Rome. Et la situation s'aggrave encore pour le Vatican avec l'arrivée au pouvoir en France de Napoléon en 1796. L'Empereur réclame en effet à l'État

pontifical le paiement d'un tribut de 21 millions d'écus par an^[10]. Le Pape ne payant pas, Napoléon envoie ses troupes à Rome pour vider les palais, les églises, les cathédrales et les couvents de l'or, de l'argent et des pierres précieuses, pour emporter les œuvres d'art — tous les trésors de la peinture, de la sculpture, de la tapisserie et de la céramique — et déménager tout ce qui peut avoir de la valeur de Rome à Paris. La Fiancée du Christ se retrouve donc violée et nue.

Après la chute de l'empire napoléonien, le Congrès de Vienne (1815) restitue certains trésors inestimables à Rome et lui offre des indemnités tout à fait dérisoires. Bien que les 18 provinces des États pontificaux soient intactes, la gloire temporelle du catholicisme romain est sur le point de s'éteindre.

Le dernier pape-roi (*il Papa rè*) est Pie IX (Giovanni Maria Mastai-Ferretti), qui règne de 1846 à 1878. Comme ses prédécesseurs, le nouveau pape, connu sous son nom italien, *Pio Nono* (qui veut tout simplement dire Pie le neuvième), prétend que les possessions territoriales du Saint-Siège sont indispensables à son indépendance spirituelle. « Si le souverain pontife n'est qu'un simple habitant dans un pays étranger », déclare-t-il, « comment pourrait-il être libre de toute influence locale^[11] ? ».

Pie IX, qui est épileptique et s'empporte facilement, s'oppose à toute tentative d'unification de l'Italie et refuse de donner le droit de vote aux habitants des États pontificaux. Cette position le pousse aussi à refuser de soutenir les nationalistes dans leur lutte pour libérer les terres italiennes de

l'envahisseur autrichien. Les nationalistes ripostent en s'opposant ouvertement à l'autorité pontificale. Le 15 novembre 1849, une foule en colère assassine le Comte Pellegrino Rossi, un ministre laïque des États pontificaux. Le lendemain, les révolutionnaires républicains s'emparent du Palais d'été du Quirinal qu'ils mettent à sac, obligeant Pie IX à se déguiser pour fuir Rome^[12].

Pie IX, en exil à Gaète, demande de l'aide aux puissances catholiques. Les troupes françaises restaurent l'autorité du pape à Rome le 15 juillet et celui-ci retrouve son trône et sa ville le 12 avril 1850.

Mais malgré les bulles, les cris et les menaces d'excommunication, Pie IX ne parvient pas à garder le contrôle de ses biens temporels. Un par un les États pontificaux se séparent et déclarent leur indépendance. En 1860, le Pape a perdu tous les États pontificaux à l'exception du domaine de Saint-Pierre.

Le pape riposte en émettant un *Syllabus* qui, dans l'histoire, porte son nom et condamne la civilisation moderne, la franc-maçonnerie, le rationalisme, le libéralisme et le concept de progrès en faisant une liste d'erreurs condamnées par l'Église. L'erreur 77 consiste à croire qu'« À notre époque, il n'est plus utile que la religion catholique soit considérée comme l'unique religion de l'État, à l'exclusion de tous les autres cultes. » L'erreur 80 s'énonce ainsi: « Le Pontife romain peut et doit se réconcilier et transiger avec le progrès, le libéralisme et la civilisation moderne^[13]. »

Pour rester le chef suprême de toutes les affaires terrestres bien qu'il ait perdu tout ce qu'il possédait, Pie IX convoque le premier Concile du Vatican pour affirmer son autorité spirituelle sur toute la création. Dans sa constitution dogmatique intitulée *Pastor Aeternus*, le Concile proclame que le Pape a : « ...un pouvoir plénier et souverain de juridiction sur toute l'Église, non seulement en ce qui touche à la foi et aux mœurs, mais encore en ce qui touche à la discipline et au gouvernement de l'Église dans le monde entier... » Ce pouvoir, affirme encore le Concile, est « ordinaire », (c'est-à-dire non délégué) et « immédiat » (c'est-à-dire qu'il prend effet dès ce jour)^[14]. Le Concile affirme également le dogme de l'infailibilité du pape : « Il s'agit bien d'un dogme révélé par Dieu : le Pontife romain, lorsqu'il parle *ex cathedra*, c'est-à-dire lorsque, remplissant sa charge de pasteur et de docteur de tous les chrétiens, il définit, en vertu de sa suprême autorité apostolique, qu'une doctrine sur la foi ou les mœurs doit être tenue par toute l'Église, jouit, par l'assistance divine à lui promise en la personne de saint Pierre, de cette infailibilité dont le divin Rédempteur a voulu que fût pourvue son Église, lorsqu'elle définit la doctrine sur la foi et les mœurs. Par conséquent, ces définitions du Pontife romain sont irréformables par elles-mêmes et non en vertu du consentement de l'Église^[15]. »

Le 19 août 1870, les troupes nationales de l'Italie unifiée prennent possession du domaine de Saint-Pierre, la province romaine elle-même. Pie IX, qui se considère au-dessus de tout reproche et de tout châtement, se retrouve à la tête d'un État

de la taille d'un timbre-poste, 480 000 mètres carrés sur la colline du Vatican et dans ses alentours. Dépouillé de ses possessions terrestres, le Pape s'enferme dans le palais apostolique et refuse de se montrer, même pour bénir son peuple.

Après sa mort, le 7 février 1878, on transporte le corps de Pie IX de l'endroit où il repose provisoirement, dans la cathédrale Saint-Pierre, à sa tombe permanente à San Lorenzo. Quand la procession funèbre arrive au Tibre, une bande de Romains anticléricaux menace de jeter la dépouille du Saint-Père dans le fleuve. Seule l'arrivée de la milice de Rome parvient à sauver le corps de Pie IX de cette dernière offense^[16].

Pâle et squelettique, Léon XIII (Gioacchino Vincenzo Pecci), que les évêques américains surnomment « sac d'os », tente de récupérer les États pontificaux et les pouvoirs temporels du Saint-Siège en interdisant aux catholiques de participer aux élections du nouvel État italien et en condamnant publiquement le concept « américain » de séparation de l'Église et de l'État.

Plus de terres, plus d'impôts: aux alentours de 1900, le budget du Vatican s'élève à un peu moins de 4 millions de dollars et on ne parvient pas à joindre les deux bouts^[17].

Suivant la tradition établie par ses deux prédécesseurs, Pie X (Giuseppe Sarto) donne la bénédiction papale depuis le balcon intérieur de Saint-Pierre le jour de son accession au Saint-Siège en 1903. Un geste qui entend montrer que le Pape

reste « prisonnier » du gouvernement italien.

Pie X, dans un effort pour mobiliser la solidarité catholique, émet un décret — *Sacrorum antistitum* — qui oblige tous ceux qui vont devenir prêtres à prêter serment contre le « modernisme », que le Vatican appelle toujours « américanisme », un mouvement qui représente « la synthèse de toutes les hérésies ». Ce serment déclare qu'on peut reconnaître et accepter l'existence de Dieu par la raison ; que les miracles et les prophéties sont signes de révélation ; que l'Église romaine catholique est une institution fondée par Jésus-Christ; que la tradition catholique repose toujours sur la foi, qu'ainsi les dogmes ne peuvent pas changer de génération en génération ; et qu'avoir la foi signifie assujettir sa volonté à ce qui a été révélé par Dieu^[18].

Avant sa mort, au début de la Première Guerre mondiale, Pie X donne des instructions pour que son corps ne soit pas vidé de son sang et embaumé. Ceci aura des conséquences désastreuses pour sa dépouille et celles de ses successeurs (le nez de Pie XII tombera, le visage de Jean-Paul I tournera au vert et les oreilles de Paul VI au noir)^[19]. Seul Ratti lui-même devait être embaumé par la suite et cela dans des circonstances tout à fait mystérieuses.

L'Église catholique tombe en ruine au propre comme au figuré. Benoît XV (Giacomo délia Chiesa) semble incarner dans son apparence physique même la situation du Vatican. Il n'a qu'un œil et qu'une seule oreille par suite d'un accident survenu quand il était enfant. Sa silhouette est complètement déformée par une épaule beaucoup plus haute que l'autre. Son

allure sinistre est accentuée par sa petite taille, son extrême maigreur, son teint bleuâtre et ses très fines lèvres violettes. Pour couronner le tout, un peu comme Richard III, il boite. Ses détracteurs l'appellent par son surnom, *Picoletto*, le tout petit^[20].

Autour de 1919, les dépenses dépassent les revenus et le Vatican doit puiser dans ses réserves financières. Benoît XV investit presque toutes ces réserves dans des titres, jadis très rentables, de l'Empire ottoman. Mais l'Empire étant sur le bord de la dissolution, les titres perdent considérablement de leur valeur.

La situation devient catastrophique. Benoît XV ne peut pas vivre retiré du monde comme ses prédécesseurs immédiats. Plus d'un demi-million d'italiens sont morts pendant la Première Guerre mondiale et le peuple commence à se tourner vers le Parti communiste pour trouver des solutions à ses malheurs économiques. Le Pape lui-même, au début, est assez attiré par ce mouvement et il fait l'éloge de la Révolution russe en disant qu'il s'agit d'« une victoire triomphale sur la tyrannie »^[21]. Mais désormais le communisme représente non seulement une menace pour le gouvernement parlementaire mais également pour le Saint-Siège. Le programme des communistes réclame l'abandon de la propriété privée, la redistribution de la richesse et le rejet des enseignements de l'Église (y compris du dogme de l'infailibilité) qui « asservissent le peuple à des conditions socio-économiques intolérables ». Autour de 1919, des évêques et des prêtres sont jetés en prison et assassinés en

Russie ; les églises sont mises à sac et transformées en musées de l'athéisme, et la presse communiste entreprend de vilipender les enseignements de l'Église orthodoxe et de l'Église catholique^[22].

Pour essayer de parer au « péril rouge », le Vatican crée le Parti populaire italien en 1919. En l'espace de quelques mois, celui-ci devient le deuxième parti politique en Italie et de nouveau la voix de l'Église se fait entendre dans les milieux au pouvoir.

Mais la menace du communisme persiste chez les ouvriers des usines qui demandent la fermeture des chaînes de montage, chez les paysans qui refusent de faire les récoltes pour les patrons et chez les révolutionnaires qui envahissent les églises et haranguent les foules en montant en chaire. L'Église est devenue tellement faible et inefficace qu'elle ne peut même pas protéger ses sanctuaires des forces impies.

En janvier 1922, à la mort de Benoît XV, le budget annuel du Vatican se réduit à 1 million de dollars. Pour arriver à payer ses dépenses, l'Église est contrainte à emprunter de l'argent, essentiellement à des banques allemandes^[23].

Mais Ratti — en devenant Pie XI — est bien décidé à faire changer les choses. Il apparaît du haut de la loggia dominant la place Saint-Pierre et donne la bénédiction solennelle « *urbi et orbi* » (à la ville et au monde). Il indique ainsi qu'il est déterminé à mettre fin à l'exil du pape et à redonner à l'Église catholique romaine la place importante qu'elle a eue dans les affaires du monde. La foule rassemblée sur la place l'accueille

aux cris de « Vive Pie XI ! Vive l'Italie ! »^[24].

Le nouveau pape s'attaque immédiatement à la question romaine — le fait que le Vatican n'ait pas été payé pour les biens temporels saisis par le gouvernement italien. Il demande réparation au Parlement, il fait appel au roi Victor-Emmanuel au Palais du Quirinal. Il a des conversations téléphoniques avec le général Cittadini, l'aide de camp du roi. Mais tout cela en pure perte. L'Italie — comme Sa Sainte Mère l'Église — est dans une situation financière désastreuse. Le pays a le taux de natalité le plus élevé d'Europe et le peuple italien, dans sa grande majorité, vit dans une pauvreté épouvantable. Le taux d'inflation se situe juste derrière celui de l'Allemagne. Les grèves se succèdent. Et les services publics s'effondrent.

Mais, au milieu de tous ces malheurs, le nouveau pape entrevoit les signes avant-coureurs de jours meilleurs. Benito Mussolini galvanise les foules italiennes par des discours presque lyriques donnés dans les salles publiques et sur les places, appelant à une réforme complète du régime du *risorgimento*. « Notre programme est simple, clame Mussolini, nous voulons gouverner l'Italie^[25]. »

Pour faire part de ses intentions, Mussolini lâche ses brigades contre les communistes dans toute la vallée du Pô. Ville après ville, toutes les *case del popolo* (les maisons du peuple) socialistes, sont incendiées et les préfets locaux qui somment la police d'intervenir contre les *condottieri* fascistes sont démis de leurs fonctions^[26].

Les communistes réagissent à la violence en appelant à une grève générale, mais cette grève est un échec cuisant qui finalement ne fait que renforcer la position de Mussolini.

De toute évidence, le leader fasciste représente une force avec laquelle il faut compter. Contrairement aux dirigeants inefficaces du Parti populaire italien, Mussolini est un homme d'action — un homme capable d'anéantir le péril rouge en faisant intervenir ses Chemises noires.

Mais il y a un problème. Mussolini n'est pas un enfant dévoué de Sa Sainte Mère l'Église. Loin de là. En 1910, il a publié un brûlot intitulé *Dieu n'existe pas* et un roman à sensation au titre évocateur : *La maîtresse du cardinal*. Affichant son mépris des valeurs catholiques traditionnelles, le Duce vit en concubinage avec Donna Rachele, une ancienne marxiste qui lui a donné plusieurs enfants. Il refuse de faire baptiser sa progéniture, évite de participer aux offices liturgiques et se vante dans ses discours d'avoir eu 169 maîtresses^[27].

Mais l'opinion du Duce sur l'Église s'adoucit. Il comprend qu'il peut se servir du catholicisme pour consolider sa position politique. En 1920, le leader fasciste affirme: « Je pense qu'on peut se servir du catholicisme comme d'une force nationale parmi les plus importantes pour exprimer notre identité italienne à la face du monde^[28]. »

Le Parti populaire italien de Don Luigi Sturzo tente d'empêcher Mussolini de s'emparer du pouvoir en s'alliant avec les socialistes. Les militants de base du parti rencontrent

le clergé catholique pour trouver des appuis à cette coalition. On organise des assemblées dans les salles paroissiales de Gênes jusqu'à Naples, les 107 députés du parti catholique s'engageant à contrer l'avènement d'un État fasciste.

Devant cette offensive, Mussolini réagit en se présentant devant le cardinal Pietro Gasparri, secrétaire d'État du Vatican, avec un rameau d'olivier à la bouche.

À la suite de cette rencontre, le Vatican envoie une circulaire à la hiérarchie italienne, donnant ordre au clergé de ne pas s'identifier au Parti populaire italien, pourtant catholique, mais d'adopter une attitude de neutralité politique^[29]. L'ordre, daté du 2 octobre 1922, plonge les membres fidèles du Parti populaire dans la stupeur. Sa Sainte Mère l'Église semble abandonner son troupeau à un véritable loup de la politique.

Deux semaines plus tard, le 16 octobre 1922, Mussolini marche sur Rome à la tête de 40000 Chemises noires. Plus de 100 000 citoyens envahissent les rues pour soutenir les fascistes. Le vieux roi Victor-Emmanuel, qui est encore à la tête de l'État, est tellement secoué à la vue de cette foule qu'il autorise sur le champ les fascistes à former un nouveau gouvernement.

Du jour au lendemain, Mussolini s'empare du ministère de l'intérieur, de celui des Affaires étrangères, des Colonies, des Corporations, de la Guerre et des Travaux publics. En quelques mois la situation économique s'améliore, avec une forte croissance de la productivité dans le secteur industriel et une baisse considérable de l'inflation. Les grèves et les

fermetures d'usine cessent. Les communistes sont réduits au silence. Les parlementaires corrompus sont destitués. Les trains arrivent à l'heure. « Le catholicisme, proclame le nouveau dictateur, est une grande puissance spirituelle et morale et je sais que les rapports entre l'État italien et le Vatican seront désormais amicaux^[30]. »

Et pour donner quelques preuves de cette amitié, Mussolini interdit la franc-maçonnerie en Italie ; consacre des fonds publics au sauvetage des institutions de l'Église qui sont au bord de la faillite et exempte d'impôts tout le clergé catholique. La réponse du Vatican ne se fait guère attendre. Le 9 juin 1923, les dirigeants du Parti populaire italien, dont Sturzo, reçoivent un ordre formel de dissolution. Devant le refus d'obtempérer de certains d'entre eux, le Pape menace de les excommunier et ordonne à tous les membres du clergé qui soutiennent le Parti populaire italien de démissionner.

En 1925, que Pie XI déclare année sainte, Mussolini commence à adopter ce qui va devenir la devise de l'État fasciste : « Tout dans l'État, rien en dehors ni contre l'État ». Il considère que l'État fasciste doit contrôler tous les aspects de la vie — morale, politique et économique — en Italie. Il définit le fascisme comme « une démocratie organisée, concentrée, autoritaire et fondée sur la nation^[31] ». Mais pour réaliser cette utopie fasciste, le Duce doit démontrer qu'il peut compter sur le soutien du peuple. Il se considère comme le chef de la nation plus que comme le chef d'un parti. Quand il rencontre des dignitaires étrangers, Mussolini soutient qu'il gouverne par « consensus » plus que par la « force ». Et pour

prouver que le peuple est derrière lui, il demande un « plébiscite national » pour que le peuple italien — une fois pour toutes — choisisse entre une vieille forme de parlementarisme et le nouvel État fasciste.

Pour pouvoir s'offrir ne serait-ce qu'un semblant de triomphe électoral, Mussolini a besoin de l'appui du Vatican. La grande majorité du peuple est farouchement dévouée à l'Église et elle obéit aux conseils du Pape (son refus du contrôle des naissances le prouve bien). Si l'Église évoque l'athéisme supposé du Duce, l'anticléricalisme de ses débuts, si elle remet en question son intégrité morale, cela pourrait faire triompher la démocratie et faire subir un échec cuisant à celui qui se considère comme un nouveau César.

Pour gagner les faveurs du Saint-Siège, le dictateur fait bénir son mariage avec Donna Rachele par un prêtre catholique. Il commence à assister à la messe les jours de fête et pour les fêtes d'obligation. Il insiste pour dire que les enfants doivent être baptisés et il jure de « renoncer à Satan et à ses œuvres », en bon parent vivant dans la crainte de Dieu. Et pour apporter une autre preuve de sa foi, Mussolini propose de faire payer un impôt supplémentaire aux couples sans enfants, conseille de punir sévèrement l'adultère et déclare criminels ceux qui sont atteints de la syphilis. Il fustige également les jupes courtes, les maillots de bain suggestifs et il exhorte les bons Italiens à ne pas s'adonner aux « danses de nègres » importées des États-Unis^[32]. Ce revirement est si complet qu'il lance fièrement au peuple à plusieurs occasions la fameuse formule du pape Grégoire VII :

« Quiconque touche au pape doit mourir^[33] ».

Enfin, Mussolini entre en contact avec le cardinal Pietro Gasparri pour lui faire part de son désir de faire un cadeau important à Sa Sainte Mère l'Église en compensation de la perte des États pontificaux.

Pie XI n'aime pas Mussolini et il ne lui fait pas confiance. Il voit clair dans toute cette mascarade de la piété, dans cette façon de jouer à l'enfant fidèle de l'Église. En privé, il traite souvent le dictateur de « fils du Diable^[34] ». Mais il cède pourtant à la troisième tentation, la plus terrible. Il doit céder à la volonté du Duce et bénir l'État fasciste pour le bien du monde et de toutes ses richesses. Le Christ pourrait rejeter une offre pareille mais pas lui, son vicaire. Refuser, ce serait aller à la ruine. Le Pape vient de recevoir les résultats d'une vérification comptable effectuée par la Commission cardinalice qui a travaillé avec la Chambre apostolique pour avoir accès à la situation financière immédiate de l'Église.

Les chiffres ne peuvent pas être plus catastrophiques. Les dépenses quotidiennes du Vatican s'élèvent à 7 000 dollars. Les redevances perçues par l'Église ont baissé de 20 % par rapport à l'année précédente. Les donations se font rares. Les créanciers, y compris la Banque du Reich, réclament le paiement immédiat des emprunts arrivés à échéance^[35]. Et pour aggraver encore la situation, les conseillers financiers du Pape — y compris George William Cardinal Mundelein, archevêque de Chicago — prévoient une crise financière internationale de longue durée. Pour la papauté, la ruine — qu'on est arrivé à retarder d'une cinquantaine d'années — est

imminente.

Pie XI convoque le cardinal Gasparri et l'archevêque Eugenio Pacelli (le futur Pie XII) dans ses appartements pour mettre la dernière main au « concordat » avec Mussolini.

Le cardinal Gasparri est frêle et faible avec ses 78 ans. Une « paralysie agitante » fait trembler ses deux mains et son corps est tellement déformé par un mélange d'arthrite et d'ostéoporose qu'il marche complètement courbé vers le sol.

L'aspect de l'archevêque Pacelli, qui a 52 ans, est encore plus étonnant. Il est grand — un peu plus de 1 m 80 — et incroyablement maigre avec ses 57 kg. Il a de grands yeux noirs derrière des lunettes cerclées d'or posées sur un nez aquilin.

Pacelli a de grandes mains fuselées qui semblent plus longues encore car ses ongles sont soigneusement manucurés. Il possède une voix haut perchée et perçante et il semble bégayer tant son élocution est douloureusement précise.

Mais ce qui frappe le plus dans son apparence physique, c'est la pâleur de son teint couleur de cendre. On dirait un handicapé qui aurait passé sa vie dans une chambre privée de lumière.

Pie XI dit à ses deux conseillers qu'il faut modifier l'accord avec les fascistes en fonction de la vérification comptable de la Chambre apostolique.

L'archevêque Pacelli rappelle au Pape que, lors de pourparlers préliminaires, Mussolini avait promis 50 millions

de dollars en bons d'État, plus d'autres bénéfices, dont la reconnaissance du Vatican en tant qu'État souverain, un pays en soi.

Mais le Pape insiste: il faut que des sommes importantes soient versées non seulement dans les caisses de la papauté mais aussi dans sa propre escarcelle^[36]. Pie XI exprime son inquiétude concernant les sources de revenu de l'Église pour les années à venir — les 5, les 10 prochaines années. Il fait allusion à un emprunt de 1,5 million de dollars effectué par le cardinal Mundelein de Chicago en se servant des possessions de l'Église comme nantissement. Il indique que tout cet argent a été dépensé^[37].

Le pape parle ensuite de la chute de l'économie italienne que prévoit Bernardino Nogara, le conseiller financier en chef du Vatican et président de l'Agence interalliée des réparations. On doit conclure un accord dans les plus brefs délais, affirme-t-il, avant même le début du Carême. Il serait tout à fait malvenu d'effectuer toutes ces tractations en pleine période de jeûne et d'abstinence.

Le cardinal Gasparri et l'archevêque Pacelli, en prenant congé du Pape, envoient un message urgent à Mussolini. Pour le bénéfice des deux parties — l'Église et l'État — la question du Vatican doit être réglée avant le mercredi des cendres, écrivent-ils.

Mussolini approuve les termes de l'entente et une cérémonie de signature est fixée au 11 février 1929, au palais du Latran, tout à côté de la pièce où le pape Léon III a

couronné Charlemagne empereur du Saint Empire romain en l'an 800 de notre ère.

Quelques jours avant la cérémonie, Pie XI accorde une audience privée à Mussolini pour offrir au dictateur non pas une couronne mais sa bénédiction. Portant sa tiare et cramponné à sa crosse, le Pape reste assis sur son trône quand le Duce entre dans la salle. Il ne se lève pas pour recevoir son hôte, comme le font généralement les papes quand ils reçoivent des chefs d'État. Mais Mussolini semble ne pas remarquer ce détail. Il tombe à genoux pour baiser la bague et les pieds nus du pontife. Pie XI répond mécaniquement par la bénédiction d'usage : « *Benedicat te omnipotens Deus, Pater, et Filius, et Spiritus Sanctus* » (Je te bénis au nom du Père, Dieu tout puissant, et du Fils et du Saint-Esprit). Quand Mussolini se redresse, le Pape est saisi par le changement radical qu'il voit chez le Duce. Sur le crâne chauve du dictateur, un énorme kyste a poussé. Sur le moment, il recule presque d'effroi. Il pense à la marque du démon dont parle le *Livre des Révélations*. Mais il aperçoit d'autres changements encore. Un gros grain de beauté a germé sur le menton charnu et arrogant de Mussolini. Et puis le Pape remarque pour la première fois que les dents du dictateur ont la couleur du vieil ivoire et qu'elles sont très écartées. Malgré tous les efforts de Mussolini pour irradier le charme et la bonne volonté, tout chez lui semble détestable, y compris ses yeux délavés et sans vie, comme ceux d'un serpent, commentera plus tard le Pape^[38].

Le jour de la cérémonie, il pleuvra sans discontinuer.

Mussolini, en jaquette bien coupée, signe pour le gouvernement; Gasparri, drapé dans le faste médiéval de la pourpre cardinalice, signe pour le Vatican, avec à ses côtés l'archevêque Pacelli. La cérémonie aurait dû en principe durer plusieurs heures, en fait, au bout de 45 minutes, tout est expédié^[39]. Le texte du Vatican se trouve dans un coffret en velours rouge aux angles damasquinés dont le couvercle porte les armoiries du pape.

À l'annonce de la signature de l'accord, les cloches de Rome se mettent à sonner. Des foules affluent vers la cathédrale Saint-Pierre pour assister à une messe d'action de grâce. Mussolini et Pie XI reçoivent des messages de félicitations des quatre coins de la terre.

Le Président de la Chambre des Communes de Londres déclare qu'il est enchanté que le « Signor Mussolini soit parvenu à un compromis honorable avec le Pape^[40] ». Désormais l'Italie est vraiment unifiée. L'Église est en accord avec l'État. Elle s'avérera même très complaisante à son égard. La nouvelle Rome, telle qu'imaginée par Mussolini et ses *condottieri* (les Chemises noires), est sur le point de devenir réalité.

Une foule énorme de sympathisants se rassemble et manifeste spontanément son allégresse sous les fenêtres du Pape, avec l'espoir que celui-ci sorte pour les bénir. Mais ils seront déçus. Les fenêtres du Vatican restent hermétiquement fermées et Pie XI retiré du monde.

À Berlin, Hitler jubile à l'annonce de la conclusion du traité.

Il écrit un article pour *Völkischer Beobachter* qui paraît le 22 février 1929: « Le fait que la Curie fasse maintenant la paix avec le fascisme prouve que le Vatican fait confiance aux nouvelles réalités politiques bien davantage que l'ancienne démocratie libérale, dont elle ne sut jamais s'accommoder. » Revenant à la situation allemande, il écrit : « En prêchant que la démocratie sert encore au mieux les intérêts des catholiques allemands, le Parti du centre [...] est en contradiction flagrante avec l'esprit du traité aujourd'hui signé par le Saint-Siège ». Hitler conclut sa diatribe en affirmant: « Que l'Église catholique ait trouvé un accord avec l'Italie fasciste [...] prouve sans conteste que le monde des idées fascistes est plus proche du christianisme que ne le sont le libéralisme juif ou même le marxisme athée auxquels le soi-disant catholique Parti du centre est aujourd'hui si étroitement lié, au détriment du christianisme et de notre nation allemande^[41]. »

Dans les annales du catholicisme romain, il existe très peu de documents qui ont rétrospectivement l'importance de ce que l'on appellera les *Accords du Latran* (voir annexe I).

La première partie du traité, intitulée *Concordat*, donne au Vatican entière juridiction sur l'ensemble des organisations catholiques en Italie. Ces organisations, que l'on désigne comme des corporations ecclésiastiques, sont déclarées exemptes d'impôts et hors de portée du pouvoir de vérification de l'État. De plus, le Vatican peut créer autant d'organisations qu'il le désire et celles-ci seront exonérées d'impôts pour l'éternité.

Cette première partie du traité établit également que le catholicisme est « la religion officielle de l'Italie » et que tout prosélytisme en faveur du protestantisme sera désormais interdit. Des cours de catéchisme préparant les élèves au sacrement de la Confirmation et à la communion solennelle seront dispensés dans toutes les écoles publiques et privées.

La deuxième partie du traité, intitulée *Pacte du Latran*, fait de la Cité du Vatican un État souverain (*lo Stato délia Città del Vaticano*, l'État de la Cité du Vatican). Le nouvel État pontifical mesure à peu près 44 hectares sur la colline du Vatican, comprenant la cathédrale Saint-Pierre, le Palais du Latran, un cloître et d'autres bâtiments. Il comprend aussi 30 places et des rues, quatre casernes logeant les gardes suisses et deux églises en plus de Saint-Pierre. Le Vatican a 973 habitants dont la plupart sont des prêtres célibataires.

En tant que pays distinct, la Cité du Vatican possède différents biens en dehors de son territoire, dans le reste de l'Italie: trois basiliques à Rome (Sainte-Marie-Majeure, Saint-Jean de Latran et Saint-Paul-hors-les-murs), plusieurs immeubles administratifs, le palais d'été du pape à Castel Gandolfo (à quelques kilomètres de Rome) et une vingtaine de propriétés de Milan, au Nord, à Reggio, au Sud.

En échange de la souveraineté, le Vatican renonce à réclamer les terres qui ont été saisies par le gouvernement national en 1870 et accepte d'instaurer des relations diplomatiques avec le gouvernement italien.

La dernière partie du traité, intitulée *Convention financière*,

accorde une somme de 90 millions de dollars en espèces et en bons d'État et une somme tenue secrète allant directement dans la caisse personnelle du Pape au titre d'une restitution des États pontificaux^[42]. Le gouvernement italien accepte aussi de verser les salaires des prêtres de toutes les paroisses du pays.

D'un trait de plume, le Vatican passe de la misère à la prospérité et acquiert une position de choix sur les tableaux des marchés monétaires internationaux qui planifieront l'orientation future du XX^e siècle. Dix ans plus tard, en 1939, quand Hitler envahira la Pologne, l'Église catholique romaine deviendra — encore une fois — l'institution la plus riche — et, par bien des aspects, la plus puissante — du monde.

CHAPITRE 2

Le miracle de l'argent

À quiconque te demande, donne et à qui te prend ton bien, ne le réclame pas. Et comme vous voulez que les hommes agissent envers vous, agissez de même envers eux.

Si vous aimez ceux qui vous aiment, quelle reconnaissance vous en a-t-on ? Les pécheurs eux-mêmes en font autant. Et si vous prêtez à ceux dont vous espérez qu'ils vous rendent, quelle reconnaissance vous en a-t-on ? Même des pécheurs prêtent aux pécheurs pour qu'on leur rende l'équivalent.

Luc, VI, 30-34

Le jour même de la ratification des Accords du Latran, Pie XI pose deux gestes qui vont marquer à jamais le futur du catholicisme romain. D'abord il fonde une nouvelle institution financière qu'il baptise Administration spéciale du Saint-Siège. La seule mission de cette institution étant de préserver la « donation de Mussolini » de façon à ce que la richesse que l'Église vient de retrouver ne prenne pas directement le chemin des poches des amis et des proches des fonctionnaires du Vatican ou qu'on ne la dilapide pas dans des causes sociales, par exemple pour nourrir les affamés ou trouver un toit aux démunis.

Deuxièmement, le Pape engage Bernardino Nogara, le génie de la finance qui a réorganisé la Banque du Reich, pour

devenir le gestionnaire et le directeur du nouvel organisme, en lui confiant le contrôle plein et entier sur les investissements. Sur la consigne de Nogara, la nouvelle institution n'emploie pas d'ecclésiastiques pour qu'aucun intérêt paroissial ne puisse interférer avec la logique du profit financier. Le seul but de l'Administration spéciale du Saint-Siège est de générer des revenus pour rendre à l'Église richesse et pouvoir^[43].

Nogara choisit ses assistants : le marquis Enrico de Maillardoz et quatre comptables venant des plus grandes firmes financières italiennes.

Comme l'exige le protocole du Vatican, le Pape forme un comité spécial composé de trois cardinaux — Pietro Gasparri, Donato Sbaretti et Rafaël Merry del Val — pour superviser les activités de l'organisme. Mais ce comité n'est en fait qu'une sorte de façade ecclésiastique et n'a en aucun cas le pouvoir de contrer les décisions de Nogara.

Dans toute l'histoire de l'Église catholique romaine, bien peu d'individus ont eu plus d'influence que Nogara. C'est vraiment l'homme de la situation, tout comme d'autres avant lui : Augustin, Léon I^{er}, François d'Assise, Thomas d'Aquin et le cardinal John Henry Newman. À sa mort, en 1959, le cardinal Spellman déclarera: « Après Jésus-Christ, la plus grande chose qui soit arrivée à l'Église catholique, c'est Bernardino Nogara^[44]. »

Mais on en sait encore moins sur le génie financier du Vatican que sur certains saints obscurs du Moyen-Age. Il est né et a grandi à Bellano, sur le bord du lac de Côme. On ne sait

presque rien de ses parents si ce n'est qu'ils étaient extrêmement attachés à l'Église. Trois de ses frères sont devenus prêtres et un quatrième conservateur du Musée du Vatican. Sa vie durant, Bernardino assiste tous les jours à la messe, fait des dévotions hebdomadaires comme le Chemin de Croix. À midi, il fait une pause dans son travail pour réciter l'Angélus (l'annonce de l'Ange Gabriel à la Sainte Vierge Marie) et avant de se retirer le soir il arrive à réciter in extenso les trois mystères du Rosaire: les 50 Je vous salue Marie du mystère joyeux, les 50 du mystère douloureux et les 50 du mystère glorieux.

Bien des gens qui travaillent avec lui le prennent à tort pour un ecclésiastique et l'appellent monsignore. Mais Nogara n'est jamais entré dans les ordres et pas même dans un ordre laïque.

Sur le plan professionnel, il a une formation de minéralogiste et il a supervisé des opérations minières en Angleterre, en Grèce, en Bulgarie et en Turquie. Ceux qui ont travaillé avec lui se souviennent de sa mise impeccable, de son don des langues (il en parlait couramment huit) et de sa froideur. Ils évoquent également sa mémoire photographique (Nogara pouvait réciter par cœur des chants entiers de la *Divine comédie* de Dante) et sa capacité à compter plus vite qu'une machine à calculer.

Il finit par entrer au service de la *Banca Commerciale Italiana*, où il devient vice-président et directeur de la succursale d'Istanbul. À ce poste, il gagne la confiance à la fois des forces d'occupation britanniques et des Jeunes Turcs de

Kemal Atatürk, qui font pression en faveur de la création d'une nouvelle république turque. En essayant d'attirer des investisseurs occidentaux en Turquie, Nogara se fait connaître dans les milieux de la finance mondiale et finit par devenir administrateur de l'Agence interalliée des réparations qui participe aux négociations d'après-guerre entre l'Autriche, la Bulgarie, la Hongrie et la Turquie. De 1924 à 1929, ses dons pour la finance se révèlent quand il réorganise la Banque du Reich et parvient à stabiliser les problèmes financiers de l'Allemagne d'après-guerre. Pour en arriver là, il va se révéler d'une adresse incroyable, jongler avec la fiscalité et réussir à encaisser 2,5 milliards de marks d'intérêts pour un prêt de 800 millions^[45].

En Allemagne, Nogara est régulièrement en contact avec l'archevêque Eugenio Pacelli, qui est nonce du pape auprès de la République de Weimar et cherche des conseils financiers sur la question romaine, c'est-à-dire la réparation qui serait réclamée au gouvernement italien pour la confiscation des États pontificaux. Au cours de ses rencontres avec Pacelli, Nogara le convainc que le Vatican doit abandonner la vieille idée millénaire d'un État pontifical fondé sur un vaste territoire mais doit plutôt chercher à devenir une puissance économique par le biais d'investissements internationaux. Ce n'est qu'ainsi, argumente Nogara, que les puissances du monde seront contraintes à s'agenouiller devant le Saint-Siège.

À Rome, Pacelli transmet cet avis à Pie XI, qui sollicite les conseils du génie de la finance, en particulier pour préparer

les termes des Accords du Latran.

Quand on lui demande de prendre la tête de l'Administration spéciale du Saint-Siège, Nogara accepte à condition d'être libre de prendre des engagements sans avoir à les faire approuver par une autorité supérieure, d'avoir le contrôle total sur ses décisions d'acheter ou de vendre, et de gérer l'organisme en toute indépendance par rapport aux différentes bureaucraties du Vatican.

Le quartier général de l'Administration spéciale s'installe au quatrième étage du Palais du Latran, tout à côté des appartements privés du Pape. Ses travaux revêtent une importance telle que Nogara est le seul employé du Vatican à pouvoir rencontrer le Saint-Père librement et sans avis préalable.

Au moment où le monde entier sombre dans la Grande crise, la première décision de Nogara est de devenir le principal actionnaire de la Banca di Roma, une entreprise dont les titres sont sans grande valeur, c'est-à-dire qui, vendus sur le marché boursier, ne rapporteraient rien ou presque rien^[46]. Puis il réussit à convaincre Mussolini d'intégrer cette banque dans un Institut pour la reconstruction industrielle (IRI). C'est là la réponse de l'Italie à la destruction qui afflige le pays. La fonction de l'IRI est de fournir du capital aux entreprises industrielles pour stimuler la croissance économique. Les entreprises acceptent d'investir une lire pour deux liras qui viennent du secteur public. Tous les investissements sont garantis par le gouvernement. Avec cet accord, les titres de la *Banca di Roma* reprennent de la valeur

et le Vatican, qui est actionnaire majoritaire, peut se vanter d'empocher une petite fortune: 632 millions de dollars.

L'affaire de la Banca di Roma n'a pas retenu l'attention des historiens de l'Église. Elle représente pourtant une évolution théologique importante au sein de l'Église romaine. Le Saint-Siège se retrouve à pratiquer l'usure, et l'usure représente l'un des péchés les plus graves dans la tradition catholique.

« L'usure », écrit Saint Ambroise, « c'est tout ce qui s'ajoute au capital ». Gratien se sert de cette définition dans son ébauche du droit canon de l'Église. Toucher des intérêts sur des prêts ou des investissements est une pratique que condamnent différents conciles, celui de Nicée (324), de Carthage (371), d'Orléans (538) et de Clichy (626). Le canon 36 du Concile d'Aix, en 789, confirme cette règle et le troisième Concile du Latran (1179) déclare que « les usuriers n'ont pas le droit de communier et s'ils meurent, ils n'ont pas droit à un enterrement chrétien ; les prêtres ne doivent pas accepter leurs aumônes ». Benoît IX condamne les usuriers comme hérétiques dans son encyclique *Vix pervertit*, promulguée le 1^{er} novembre 1745. Le 29 juillet 1836, le Saint-Siège publie une déclaration rappelant aux catholiques que la condamnation du profit provenant de prêts s'applique à toute l'Église et que ce principe fondamental du capitalisme constitue un anathème pour tous les vrais croyants.

Pie XI, en acceptant l'investissement auprès de la Banca di Roma, effectue une rupture importante par rapport à la tradition, ce qui aura des répercussions sur d'autres dogmes et doctrines de l'Église, des répercussions qui déboucheront sur

l'*aggiornamento* (la modernisation) de Vatican II. Avant de s'éloigner aussi radicalement des règles strictes du droit canon, l'Église prétend que ses enseignements sont *semper eadem*, inaltérables et immuables, qu'ils obligent ceux qui y souscrivent à une certaine façon de vivre et leur confèrent une identité catholique clairement définie. Mais la création de cette Administration spéciale du Saint-Siège est un moment important: ce qui était immuable a changé. Ce qui autrefois était qualifié de « manifestation la plus grave de cupidité débridée » est désormais approuvé par Sa Sainte Mère l'Église non pas pour le bien des croyants mais pour le sien.

Avec la manne venue de la Banca di Roma, Nogara achète sur le marché libre des actions de l'IRI, ce qui fait qu'en 1935, le Vatican devient en Italie l'actionnaire le plus important des entreprises garanties par l'État et ces actions vont lui rapporter des millions en intérêts. Une des sociétés que le Vatican finit par contrôler, *Italgas*, devient le seul fournisseur de gaz naturel dans de nombreuses villes de la péninsule^[47]. La *Società Generale Immobiliare* en est une autre, une des plus vieilles entreprises italiennes du bâtiment^[48]. Plus tard, cette société deviendra un conglomérat international qui contribuera à renverser des gouvernements, à créer le chaos économique dans le monde entier et qui va mêler le Vatican à toute une série de scandales.

Quand la Deuxième Guerre mondiale éclate, le Vatican a des intérêts importants dans le textile, l'acier, les mines, les produits de la métallurgie, les produits agricoles, les engrais, l'industrie du bois, la céramique, les chemins de fer, les

scieries, les pâtes alimentaires, le téléphone et les télécommunications. La liste de ces entreprises occupe soixante-dix pages de grands livres de comptes. Parmi ces entreprises, nombreuses sont celles qui fabriquent des produits qui s'accordent bien mal avec les enseignements de la religion catholique : des bombes ou des tanks, par exemple, et même des contraceptifs^[49]. Mais ce que l'on condamne en chaire sert à alimenter le compte en banque. En 1935, quand Mussolini a besoin d'armes pour envahir l'Éthiopie, une bonne partie de celles-ci proviendra d'une usine que Nogara a achetée pour le Saint-Siège. Après avoir acquis la majorité des actions des entreprises italiennes les plus importantes, Nogara trie sur le volet des laïcs de confiance et les place comme directeurs des différents conseils d'administration et comme directeurs financiers dans un certain nombre de banques. Ces laïcs en qui il a confiance, ce sont pour la plupart des membres de ce que l'on appelle la Noblesse noire, des aristocrates qui se sont opposés à l'intégration des États pontificaux à l'Italie et à la formation d'un gouvernement national dirigé par Garibaldi. Les nobles noirs sont partisans d'un gouvernement religieux, dirigé par les fonctionnaires du Pape qui généralement portent des soutanes noires. Pour servir ses fins, Nogara se tourne vers des patriciens comme Massimo Spada, le comte Enrico Gellazi, Carlo Pesenti, Antonio Rinaldi, Luigi Mennini, Luigi Gedda, le comte Paolo Blumenstil et le baron Francesco Maria Oddasso^[50]. Il engage également des amis et des parents de l'archevêque Eugenio Pacelli, y compris le frère de celui-ci, Francisco, et ses neveux Carlo, Guido et Marcantonio Pacelli^[51]. Grâce à ces employés,

uomini di fiducia (des hommes de confiance), Nogara peut prendre part aux décisions de toutes ces entreprises et les faire travailler de concert au même objectif. Pour éviter tout semblant d'irrégularité, son nom ne figure jamais sur la liste des cadres ou des membres de conseils d'administration des entreprises appartenant au Vatican^[52].

Alors que l'Italie reste aux prises avec la Crise, Nogara commence à acheter de grandes propriétés à Rome et dans ses environs. En 1935, le Vatican possède à peu près 370 hectares de terres. Grâce aux succès de sa nouvelle gestion, le Pape devient le plus grand propriétaire terrien du pays, juste après le gouvernement.

Mais Nogara revient inmanquablement à ses premières amours : la banque. Avec la très lucrative Banca di Roma, Nogara acquiert pour le Vatican la propriété absolue de toute une série de banques de campagne, petites et moyennes, dans les régions rurales du Sud, de même que la majorité des actions dans des entreprises bancaires importantes comme Banca Commerciale Italiana, Credito Italiano, Banca Provinciale Lombarda et Banco Ambrosiano^[53]. Il comprend parfaitement le principe fondamental du capitalisme, c'est-à-dire qu'en économie, le contrôle du flot de revenus détermine le succès des entreprises. Par l'intermédiaire des banques, Nogara peut diriger ces liquidités vers les sociétés que possède le Vatican, à l'abri de tous ses concurrents. C'est pour cette raison que l'Église romaine est arrivée à survivre et à prospérer dans les années 1930 pourtant si difficiles.

L'argent afflue au Vatican, de partout en Italie — en

quantité telle que Nogara se trouve devant le problème d'arriver à cacher l'ampleur des propriétés et des gains du Vatican aux yeux du public. L'argent n'arrive plus à l'Administration spéciale pour ensuite être investi dans le secteur privé des affaires ou déposé dans des banques contrôlées par le Vatican. L'excédent des revenus est désormais détourné à partir des organisations de l'Église (qui sont exonérées d'impôts et dispensées de vérification) vers des comptes dans des banques suisses pour que les traces de cet argent mènent à des registres comptables clos et secrets^[54]. Seul le Pape et ses conseillers fidèles connaîtront la véritable étendue de la richesse de l'Église romaine. Quant aux autres, ils se contenteront de conjectures.

Mais la donation de Mussolini et le génie financier de Nogara en Italie ne vont bientôt représenter qu'une source parmi d'autres de la richesse fabuleuse de l'Église. C'est encore un dictateur fasciste qui va en fournir une nouvelle. Adolf Hitler, le nouveau chancelier allemand, attend de pouvoir conclure un marché avec l'archevêque Eugenio Pacelli. Et Pacelli est en passe de devenir le pape Pie XII.

CHAPITRE 3

Le triomphe de Mammon

Nul ne peut servir deux maîtres : ou bien il haïra l'un et aimera l'autre, ou bien il s'attachera à l'un et méprisera l'autre. Vous ne pouvez servir Dieu et l'Argent.

Matthieu, VI, 24

Une semaine après l'effondrement des cours de la bourse de New York en octobre 1929, l'archevêque Eugenio Pacelli est rappelé à Rome, alors qu'il se trouve à Berlin où il occupe la fonction de nonce du pape. On lui remet la calotte pourpre des cardinaux en reconnaissance de sa participation remarquable à la préparation des Accords du Latran. Après la cérémonie, le Saint-Siège annonce que Pacelli remplacera le cardinal Gasparri dans les fonctions de secrétaire d'État, ce qui est la position la plus importante de l'Église catholique, après le pape.

À partir de ce moment-là, Pacelli va devenir l'un des acteurs clés de la politique allemande et de la montée d'Adolph Hitler.

Entre 1928 et 1930 en Allemagne, le pourcentage des membres du Parti national-socialiste passe de 10 à 24 %. Les évêques catholiques allemands s'opposent à la montée de ce qu'ils appellent le « nouveau paganisme » en promulguant un certain nombre d'interdits: 1) il est interdit aux catholiques

d'entrer au Parti nazi et d'assister à ses assemblées ; 2) les membres du Parti nazi n'ont pas le droit de recevoir les sacrements et d'être enterrés selon les rites catholiques ; 3) les Nazis n'ont pas le droit d'assister à un enterrement ou aux offices religieux en formation de groupe. Le Parti du centre et la presse catholiques appuient ces mesures^[55]. On peut lire dans le grand hebdomadaire catholique *Der Gerade Weg* (le droit chemin) : « Le national-socialisme, c'est l'hostilité envers les pays voisins, le despotisme en politique intérieure, la guerre civile, la guerre avec l'étranger. Le national-socialisme, c'est le mensonge, la haine, les luttes fratricides et la misère éternelle. Adolph Hitler prêche la loi du mensonge. Vous êtes victimes des déceptions de quelqu'un qui est obsédé par le despotisme. Réveillez-vous^[56]! » Hitler est conscient qu'il est important d'établir de bonnes relations avec le Vatican. Dans *Mein Kampf* il se souvient que les catholiques allemands — unis au sein du Parti du centre — ont fait échouer le *Kulturkampf* de Bismark, la bataille culturelle contre le catholicisme des années 1870. Le *Kulturkampf* répondait à Pie XI et au dogme de l'infaillibilité du pape. Selon le *Kulturkampf*, l'instruction religieuse se retrouvait sous contrôle de l'État; les Jésuites étaient frappés d'interdit ; les biens de l'Église devaient être gérés par des comités laïques ; ceux parmi les évêques et les prélats qui résistaient à tout cela étaient condamnés à des amendes, mis en prison, exilés. Cette politique a eu pour effet de renforcer l'opposition catholique au pouvoir de Bismark — une opposition qui s'est concrétisée avec la formation du Parti du centre catholique. En prison, alors qu'il écrit *Mein Kampf*, Hitler se rend compte que s'il ne

parvient pas à calmer l'Église catholique romaine elle pourrait mettre en péril son rêve d'un troisième Reich.

« Les partis politiques, écrit-il, n'ont rien à voir avec les questions religieuses pour autant que les répercussions de ces dernières ne vont point contre la vie nationale, et ne minent pas la morale de la race ; de même, on ne doit pas mêler la religion à la lutte des partis politiques^[57]. » En 1927, Hitler déclare que tout commentaire négatif sur la religion est interdit pour des raisons tactiques, et que le national-socialisme ne devrait pas se laisser entraîner à un nouveau *Kulturkampf*.

Le cardinal Pacelli lui aussi tient beaucoup à un rapprochement avec Hitler. Il comprend qu'un gouvernement de droite en Allemagne constitue un rempart contre l'influence grandissante du communisme ; qu'il faut protéger les biens de l'Église en Allemagne ; et qu'une alliance de ce genre pourrait déboucher sur un concordat rentable financièrement — un peu comme l'entente avec Mussolini. Pendant toutes ses années de nonciature en Allemagne, Pacelli s'est lié avec Ludwig Kaas, un prêtre catholique, député du Parti du centre au Reichstag. Grâce à Pacelli, Kaas a été élevé en rang de monsignore et il est devenu président du Parti du centre. La gouvernante de Pacelli, mère Pasqualina, dira plus tard que les deux hommes étaient extrêmement proches ; que Kaas accompagnait souvent Pacelli en vacances ; et que le chef du parti était lié au cardinal par « une adoration, un amour sincère et une loyauté inconditionnelle^[58] ».

En 1930, grâce à l'intervention de Kaas, Pacelli rencontre

Heinrich Brüning, un membre important du Parti du centre qui a été élu chancelier du nouveau gouvernement allemand, bien fragile au demeurant, et fondé sur une coalition entre catholiques et socialistes. Au cours de cet entretien, Pacelli fait la leçon à Brüning en cherchant à le convaincre des avantages de donner à Hitler une place importante au cabinet pour ouvrir la voie à un concordat entre le gouvernement allemand et le Saint-Siège. Hitler, après tout, est né catholique, il a reçu une éducation catholique, a été à l'école dans un monastère et a même exprimé le désir de devenir prêtre. Mais l'Allemand se fait tirer l'oreille et Pacelli se met alors en colère. Il dit à Brüning que s'il refuse de coopérer, Kaas devra démissionner de la présidence du Parti du centre, laissant ainsi le nouveau chancelier sans soutien politique d'envergure. Avant de quitter Pacelli, Brüning déclare qu'il espère que « le Vatican s'en tirera bien mieux entre les mains d'Hitler [...] qu'avec lui, catholique fervent^[59] ». Brüning avait tout de même consacré sa vie à appuyer le Parti du centre et d'autres grandes causes catholiques.

On fait d'autres pressions auprès du Parti du centre pour que celui-ci en vienne à une entente avec Hitler. En 1932, Brüning est remplacé au poste de chancelier par Franz Von Papen, un grand défenseur du Pape et un membre très influent du Parti du centre.

Pressé par Kaas, Von Papen convainc le président allemand Paul von Hindenburg — qui considère les nazis avec le plus grand mépris — de faire appel à Hitler pour former un nouveau cabinet. Hindenburg accepte avec réticence et, le 30

janvier 1933, Hitler devient le nouveau chancelier d'Allemagne. Son premier geste politique est de nommer Von Papen vice- chancelier. Les nazis, grâce aux manœuvres clandestines du Vatican, ont pris le contrôle du gouvernement.

Mais Hitler ne peut pas exercer le pouvoir absolu si on ne lui donne pas les pleins pouvoirs. Ceux-ci doivent être votés aux deux tiers du Reichstag. Puisque les socialistes continuent à s'opposer aux nationaux-socialistes, Hitler a besoin du soutien massif du Parti du centre.

Hitler et le cardinal Pacelli s'entendent sur une marche à suivre. Pacelli se servira de son influence pour convaincre les catholiques de soutenir le vote des pleins pouvoirs. Quand il sera assuré de cet appui, Hitler signera un concordat qui servira les intérêts de Rome.

Monsignore Kaas, sous les instances de Pacelli, commence à faire campagne pour les pleins pouvoirs d'Hitler auprès des membres du Parti catholique. Il les informe qu'Hitler a promis de signer avec le Vatican un concordat qu'il présente comme « le plus grand succès des dix dernières années, dans le monde entier^[60] ».

La loi sur les pleins pouvoirs finit par recevoir le soutien absolu du Parti du centre et elle est votée le 24 mars 1933. Deux jours plus tard, les Églises protestantes d'Allemagne déclarent officiellement qu'elles reconnaissent Hitler et son régime. Le 26 mars, les évêques de l'Église catholique allemande qui avaient d'abord condamné les partisans du national-socialisme font acte de soumission devant le

Troisième Reich en ces termes: « Sans revenir sur le jugement exprimé dans ses précédentes déclarations à l'égard de certaines erreurs éthico-religieuses, l'épiscopat croit pouvoir affirmer avec confiance que les interdits et les mises en garde ne sont plus indispensables. À l'heure actuelle, il n'est pas nécessaire de mettre en garde les catholiques, pour qui la voix de l'Église est sacrée, contre la loyauté envers le gouvernement légitime et l'observation scrupuleuse de leurs devoirs de citoyens, dès lors qu'ils rejettent par principe toute action illégale ou subversive^[61]. » La presse nazie accepte cette déclaration malgré son ambiguïté comme une approbation claire et retentissante de la politique hitlérienne. À partir de cette déclaration conciliante des évêques, les catholiques peuvent désormais devenir nazis à part entière et les nazis, même en uniformes et en groupe, ont désormais le droit de recevoir les sacrements.

Une semaine plus tard, dans un article publié par la presse catholique, Kaas écrit que l'Allemagne est en pleine évolution et que cela exige l'abandon de certaines « libertés formelles indéniablement excessives » de la République de Weimar en vue de créer un État fort et stable. Le Parti du centre, écrit-il, a été poussé à participer de cette évolution, non seulement par fidélité à l'Église mais aussi afin de « semer pour l'avenir^[62] ».

Devant tant de démonstrations de soutien et de bonne volonté, Hitler présente au Vatican un concordat dont les termes dépassent ce que Pacelli avait espéré de mieux. L'entente (voir annexe II), dans sa version finale du 1^{er} juillet 1933, stipule que tous les catholiques allemands seront liés

par le nouveau code de droit canonique; que toute l'œuvre sociale catholique recevra le soutien financier de l'État et qu'il sera interdit dans les écoles et les assemblées publiques de critiquer la doctrine du catholicisme. En plus, il offre à l'Église une inestimable source de revenus sous la forme d'un impôt ecclésiastique (*Kirchensteuer*) qui sera levé auprès de tous les catholiques pratiquants en Allemagne^[63]. Cet impôt rapportera des milliards. Contrairement à ce qui s'était fait jusque-là, cet impôt est prélevé directement sur le chèque de paie, exactement comme un impôt de l'État, au taux fixe de 9 % du salaire brut. Cette aubaine incroyable fournira au Saint-Siège des dividendes plus importants encore que tous les investissements de Nogara, malgré toute l'intelligence de ce dernier dans le domaine de la finance. Le *Kirchensteuer*, conjugué à la donation de Mussolini, va solidifier la base politique et économique du Vatican, de sorte que quand Pacelli devient pape, il détient un pouvoir plus grand qu'innocent III au sommet de la gloire pontificale, entre 1198 et 1226.

Ces termes si avantageux s'assortissent de quelques exigences. Hitler demande le suicide politique des députés du Parti du centre et l'autodissolution de leur parti pour permettre l'avènement du Troisième Reich. L'ordre de dissolution prend la forme d'une déclaration plus ou moins officielle de Pacelli qui se lit ainsi: « La décision du chancelier Hitler d'éliminer le Parti catholique correspond à la volonté du Vatican de se désintéresser des partis politiques et de limiter les activités des catholiques à l'organisation de l'action

catholique en dehors de tout parti. » Après avoir demandé aux députés du Parti du centre de démissionner, Pacelli entreprend maintenant de leur apprendre à être des catholiques fidèles en étant fidèles au Parti nazi :

« Puisque les catholiques n'ont plus de parti qui les représente en tant que tels dans la vie publique en Allemagne, il devient tout à fait nécessaire pour eux, qui du coup sont dépourvus de représentation diplomatique, de trouver dans les ententes entre le Saint-Siège et le gouvernement du Troisième Reich des garanties pouvant leur assurer [...] de conserver une place dans la vie de la nation. Pour le Saint-Siège, il s'agit d'une nécessité et d'une lourde responsabilité vis-à-vis des catholiques allemands^[64]. »

Le Führer ajoute une autre clause au concordat que le Saint-Siège va signer. En vertu de l'article 16, les évêques catholiques doivent prêter serment sur le drapeau du Troisième Reich en ces termes : « Devant Dieu et les Saints Évangiles je jure et promets, en devenant évêque, loyauté au Reich Allemand et à l'État. Je jure et promets d'honorer le gouvernement légalement constitué et de tout faire pour que le clergé de mon diocèse l'honore^[65]. »

Au cours d'une réunion de son cabinet le 11 juillet 1933, Hitler indique les trois grands avantages pour le Reich de ce concordat. Ces avantages ont été rapportés ainsi dans le procès-verbal de cette réunion :

1. Le fait que le Vatican ait négocié, alors que, surtout en Autriche, son action laissait supposer que le national-

socialisme était antichrétien et hostile à l'Église ;

2. Le fait qu'on ait pu convaincre le Vatican d'établir de bonnes relations avec cet État allemand purement national. Lui, Chancelier du Reich, n'aurait jamais cru, même peu de temps auparavant, que l'Église accepterait de soumettre les évêques à cet État. Le fait que cela ait été accepté représente certainement une reconnaissance sans restriction du régime actuel.

3. Le fait qu'à cause du Concordat, l'Église ne participe plus aux activités des associations et des partis, et, par exemple, abandonne les syndicats chrétiens. Cela aussi, le Chancelier du Reich ne l'aurait jamais cru possible il y a quelques mois seulement. Même la dissolution du Parti du centre ne peut être qualifiée de définitive que grâce à la conclusion du Concordat, maintenant que le Vatican a ordonné l'exclusion permanente des prêtres de la politique partisane^[66].

À l'issue de cette réunion, Hitler remarque que le Concordat a installé un climat de confiance et d'appui envers le Troisième Reich, ce qui est de la plus haute importance « dans la lutte qu'il est urgent de mener contre les Juifs internationaux^[67] ».

La signature officielle du Concordat a lieu au secrétariat d'État le 30 juillet 1933. Von Papen signe pour le gouvernement allemand et Pacelli pour le Vatican. Après la cérémonie, on échange des cadeaux. Pacelli reçoit une statue de la Vierge en porcelaine de Meissen et Von Papen une médaille pontificale. Quand au Saint-Siège, il est gratifié de la

somme de 25 000 lires de la part de l'ambassade d'Allemagne à Rome.

Hitler est aux anges. Dans une lettre adressée au Parti nazi le 22 juillet 1933, il écrit: « Le fait que le Vatican conclut un traité avec la nouvelle Allemagne signifie que l'Église catholique reconnaît l'État national-socialiste. Ce traité montre clairement et sans équivoque au monde entier que prétendre que le national-socialisme est hostile à la religion est un mensonge^[68]. »

De son côté, le Saint-Siège est aussi tout à fait satisfait. L'archevêque Cesare Orsenigo, nonce pontifical en Allemagne, célèbre une grande messe solennelle d'action de grâce à la cathédrale St-Hedwig à Berlin à l'occasion de la ratification du Concordat. À la fin de la célébration, alors que les drapeaux nazis flottent avec les drapeaux catholiques, toute l'assemblée entonne le *Horst Wessel*, l'hymne officiel du Parti nazi. Les paroles de cet hymne sur l'air du chant catholique *Dieu tout-puissant*, disent ceci :

Le drapeau haut, les rangs bien serrés.
La SA défile d'un pas calme et ferme.
Les camarades fusillés par le front rouge et la réaction.
Défilent avec nous, en esprit dans nos rangs !

La rue libre, pour les bataillons bruns.
La rue libre, pour l'homme des SA!
Des millions déjà pleins d'espérance admirent la croix
gammée.
Le jour de la liberté et du pain s'éveille.

Pour la dernière fois l'appel est sonné.
Nous sommes tous déjà prêts pour le combat.
Bientôt les drapeaux hitlériens flotteront au-dessus de
toutes les rues.
La servitude ne durera plus longtemps.

Le drapeau haut, les rangs bien serrés.
La SA défile d'un pas calme et ferme
Les camarades fusillés par le front rouge et la réaction.
Défilent avec nous, en esprit dans nos rangs !^[69]

La chanson est retransmise par haut-parleurs aux milliers de personnes qui se sont rassemblées sur le parvis de la cathédrale.

Et tandis que l'argent du *Kirchensteuer* commence à couler à flots dans des coffres du Vatican, Pacelli ferme les yeux sur les atrocités perpétrées contre les Juifs, déclarant que ces questions relèvent de la politique intérieure de l'Allemagne. Il ferme également les yeux sur l'exécution de leaders catholiques laïques, y compris Erich Klausener, directeur de l'Action catholique,

Edgar Jung, personnage important lui aussi de l'Action catholique, Adalbert Probst, directeur de l'organisation sportive catholique, et Fritz Gerlich, rédacteur en chef de *Der Gerade Weg*^[70]. Ces exécutions ont lieu pendant la Nuit des longs couteaux, le 30 juin 1934, quand Hitler élimine les membres des SA (les fameuses Sections d'assaut) et Ernest Rohm qui ont exprimé des doutes sur la façon de diriger la

patrie. Cette nuit-là disparaissent aussi les ennemis d'Hitler. Parmi eux, les catholiques laïques que l'on vient de citer figurent sur la « Liste des personnes à assassiner » établie par le Reich^[71].

En janvier 1937, trois cardinaux (Adolf Bertram, Michael Von Faulhaber et Karl Josef Schulte) et deux évêques allemands (Clemens August von Galen et Konrad von Preysing) finissent par se rendre au Vatican pour supplier Pie XI de protester vigoureusement contre la violence exercée par les nazis sur l'Église catholique. Cette violence, disent-ils, ils en ont des preuves : les associations catholiques (y compris les cercles diocésains de couture pour lutter contre l'hiver) disparaissent et la presse catholique est muselée.

Pie XI reçoit la délégation dans sa chambre à coucher. Le Pape souffre de diabète, d'une maladie cardiaque et d'ulcères aux jambes et, pendant que les délégués lui parlent, il reste au lit « presque méconnaissable, pâle, émacié, le visage creusé de rides, les yeux gonflés et à demi-clos^[72]. »

Finalement, le pape malade décide de publier une encyclique aux fidèles sur la situation alarmante de l'Église en Allemagne. Rédigée par Faulhauber et revue par Pacelli (qui est obligé de servir le Saint-Père), *Mit brennender Sorge* (*Avec une vive inquiétude*) sera lue en chaire partout en Allemagne le dimanche de la Passion, le 14 mars 1937. Elle commence ainsi : « C'est avec une vive inquiétude et un étonnement croissant que depuis longtemps Nous suivons des yeux les douloureuses épreuves de l'Église allemande. » La déification de la race, du peuple et de l'État a remplacé la véritable foi en

Dieu, lit-on dans l'encyclique qui ensuite exhorte les évêques allemands à se méfier des pratiques dangereuses qui peuvent suivre de tels enseignements.

Bien que l'on évoque généralement cette encyclique pour prouver que le Vatican s'oppose au Troisième Reich, elle ne contient aucune condamnation claire de l'antisémitisme et ne cite pas nommément le national-socialisme et Hitler.

Alors qu'il exprime sa vive inquiétude concernant la publication de cette encyclique, le diplomate allemand en mission au Vatican est rassuré par un Pacelli tout sourire. Ce dernier lui assure que l'on reviendra le plus vite possible à des relations normales et amicales avec Hitler et les responsables nazis^[73].

Mais cette promesse ne fait pas long feu. Au cours de l'été 1938, Pie XI décide de rendre publique une condamnation sévère de l'antisémitisme hitlérien dans une encyclique qui s'intitulera *Humani Generis Unitas* (*L'Unité du genre humain*). Ce qui pousse le Pape à agir ainsi, ce n'est pas un amour subit pour les « traîtres » juifs, mais plutôt certains rapports qui l'informent qu'Hitler confisque des couvents et des édifices religieux par mesure de représailles, des religieuses et des prêtres ayant été accusés de harceler de jeunes enfants. Comme la précédente, cette lettre ouverte de Pie XI n'entame pas une polémique contre l'antisémitisme mais se contente de critiquer les méthodes terroristes des nazis.

La nouvelle encyclique est préparée par des spécialistes

jésuites de Rome et elle est prête le 10 février 1939. L'un des rédacteurs du document est le père John La Farge, un jeune jésuite originaire des États-Unis^[74]. La Farge est l'auteur d'un travail qui a reçu des éloges sur la ségrégation et qui s'intitule *La Justice interraciale*. Il a été engagé par le Vatican pour être secrétaire du Pape.

Si La Farge n'avait pas participé à la préparation de *Humani Generis Unitas*, personne ne saurait que cette encyclique a été préparée pour publication. Ce jésuite s'avère un maniaque de la conservation, il garde tous ses papiers, y compris les notes de ses cours à Harvard. La Farge conserve aussi les brouillons en français de la version finale de l'encyclique ainsi que des notes en langage codé où il fait référence à Pie XI en l'appelant « pécheur un » et à Pie XII en l'appelant « pécheur deux ».

Après la mort de La Farge, un séminariste jésuite du nom de Thomas Breslin tombe par hasard sur le brouillon de la lettre du Pape en triant les papiers de son ancien mentor. Des informations sur l'encyclique perdue paraissent dans *The National Catholic Reporter* en 1972, mais le Vatican dément l'histoire en prétendant qu'elle a été inventée de toute pièce^[75]. Deux Belges, Georges Passelecq, un moine bénédictin, et Bernard Suchecky, un historien juif, refusent d'accepter le démenti officiel et, à partir des notes de La Farge, ils se mettent à la recherche de l'encyclique perdue. En 1997, ils trouvent une copie encore existante parmi les papiers du cardinal Eugène Tisserant qui a été au service de Pie XI au poste de doyen du Sacré Collège. Après la mort de Tisserant le

21 février 1972, ses papiers quittent le Vatican et ils sont envoyés en Suisse et enfermés dans la voûte d'une banque locale, selon les instructions de feu leur propriétaire. Tisserant de son vivant a confié à des proches que ses papiers contiennent des bombes qui pourraient déstabiliser complètement le Vatican. Une de ces bombes, c'est la copie de l'encyclique dont les fonctionnaires du Vatican continuent de nier l'existence^[76].

Ces informations sur l'encyclique perdue font sensation dans les milieux universitaires et ecclésiastiques et amènent les spécialistes à réexaminer les relations entre l'Allemagne nazie et le Vatican. Ils sont nombreux désormais, et parmi eux Thomas Breslin qui a mis la main sur le brouillon original, à penser que la publication de l'encyclique aurait pu sauver « des centaines de milliers ou des milliers de vies humaines^[77] ». Ils prétendent que le jugement du Pape aurait miné le soutien politique de presque un tiers des Allemands, qui étaient des catholiques romains fervents, sans parler des sympathisants nazis à travers le monde. Cette réaction du Pape, insistent-ils, aurait pu amener Hitler à reconsidérer ses plans de guerre et aurait sauvé les millions de gens qui sont morts dans les camps d'extermination.

L'encyclique condamne la lutte pour la pureté de la race « qui finit par être uniquement la lutte contre les juifs ». Elle soutient que la persécution des juifs est condamnable de tous les points de vue. Bien que l'encyclique maintienne l'hostilité traditionnelle des catholiques envers les Juifs en tant que peuple, aveuglés qu'ils sont par leur rêve de « conquête

temporelle et de succès matériel », elle réclame que l'on porte attention à leur situation dramatique en disant : « On leur refuse la protection de la loi contre la violence et le vol, l'insulte et la honte les guettent, on va jusqu'à attacher la flétrissure du crime à des personnes jusqu'à ce jour scrupuleusement respectueuses de la Loi de leur pays. Ceux-là même qui ont combattu vaillamment pour la patrie sont traités comme des traîtres ; les enfants de ceux qui sont tombés sur le champ de bataille deviennent, par le seul fait de leur parenté, des hors-la-loi. »

Selon le cardinal Tisserant, Pie XI avait l'intention de promulguer l'encyclique le 12 février 1939. Tout était prêt pour l'annonce officielle. Le manuscrit original était sur le bureau du Pape pour qu'il le signe et le Vatican avait fait des copies afin de les faire circuler parmi les évêques et les prêtres dans le monde entier^[78]. Pour préparer l'événement, il convoque la hiérarchie italienne à une réunion prévue le 11 février.

Le changement d'attitude du Pape par rapport à Hitler n'est vraisemblablement pas le résultat de ce que les évêques allemands lui ont rapporté sur les « persécutions » contre l'Église. Ces persécutions étaient loin d'être graves ou intolérables, vu qu'elles consistaient surtout en la dissolution d'associations catholiques jugées politiques et donc hors-la-loi aux termes du Concordat, et de la censure d'articles incendiaires et d'éditoriaux attaquant le Reich dans la presse catholique. Il décide de publier l'encyclique sans doute plutôt parce qu'il veut dénoncer les forces du mal — des forces qu'il a

pourtant participé à déchaîner — avant sa mort prochaine. Deux jours avant de mourir, on raconte que Pie XI suppliait ses médecins de le maintenir en vie : « Je veux dire aux catholiques du monde entier de ne pas soutenir Hitler et Mussolini. Cela pourra peut-être éviter la guerre. Laissez-moi vivre encore 48 heures^[79]! »

Le cardinal Tisserant ajoute dans son journal que quelques représentants du Vatican, dont le cardinal Pacelli, sont très inquiets de la sortie de l'encyclique et des effets qu'elle pourrait avoir sur les relations entre Rome et l'Allemagne nazie. Ils sont surtout inquiets du fait qu'Hitler pourrait mettre fin au *Kirschensteuer* qui rapporte désormais au Saint-Siège presque 100 millions de dollars par an.

Mais l'encyclique ne verra jamais le jour. Pie XI meurt le 10 février, la veille du jour qu'il avait fixé pour rencontrer la hiérarchie de son Église. Le Pape est vieux et atteint d'une grave maladie cardiaque. Pourtant il meurt dans des circonstances mystérieuses — des circonstances qui sont relatées dans le journal du cardinal Tisserant — et on rapporte certains actes malveillants commis au cœur même du Vatican.

Les journaux de Tisserant sont très volumineux et, comme l'encyclique perdue, on commence à peine à en prendre connaissance.

D'après Tisserant, le docteur Francisco Petacci devient le médecin officiel de Pie XI en février 1939. À partir du moment où il entre en fonction, selon les dires de Tisserant, le docteur Petacci adopte une attitude extrêmement circonspecte et

supporte très mal que d'autres médecins soient appelés en consultation. Il demande à être présent quand ils examinent le pape et rejette leurs conseils thérapeutiques^[80].

Malgré les protestations de Petacci, on demande à quatre médecins d'assurer une garde presque continuelle auprès du Pape, en plus des deux frères infirmiers qui s'occupent de lui.

Sous la supervision de cette équipe médicale, son état semble s'améliorer et on le qualifie de satisfaisant^[81]. Mais, entre le 8 et le 9 février, la situation se détériore et on demande à Tisserant et aux autres cardinaux de se préparer « au pire^[82] ».

Pourtant, dans la soirée du 9 février, le Pape semble récupérer un peu et son état est qualifié de bon. Tisserant et les autres cardinaux poussent un soupir de soulagement, ils pensent que le Saint-Père va être en mesure de publier l'encyclique, et l'organisation pour le 11 février de l'audience du Saint-Père avec ses cardinaux italiens suit son cours^[83].

Le 10 février au matin, à 5 h 30, le Pape est déclaré mort. Personne ne semble avoir assisté à ses derniers moments. Il semble avoir expiré sans personne à ses côtés. La seule personne à avoir eu accès aux appartements privés du Pape avant sa mort, c'est le docteur Petacci.

Selon Tisserant, le docteur Petacci et le cardinal Pacelli donnent l'ordre d'embaumer le corps du souverain pontife^[84]. On viole d'ailleurs ainsi la sainte tradition. Aucun pape n'a jamais été embaumé, pas même les papes qui sont morts en plein été et dont les dépouilles se sont beaucoup dégradées

avant qu'on les enterre.

À 6 h 19, le cardinal Tisserant se présente à la porte des appartements du Saint-Père et, quand il demande de ses nouvelles, on lui répond que l'état du Pape est devenu « grave^[85] ».

Dans son journal, Tisserant affirme avoir soigneusement noté l'heure. Plus tard, il va réaliser que Pie XI est mort depuis 49 minutes quand on lui répond que le pape se trouve dans un état grave. Il va réaliser aussi que, pendant qu'il prie avec les autres cardinaux assis devant la porte des appartements du Saint-Père, les préparatifs de l'embaumement sont déjà en marche.

Tisserant insiste sur le fait que les deux seules personnes qui vont entrer dans la chambre du Pape pendant les deux heures qui suivent, ce sont le docteur Petacci et Pacelli.

Finalement Tisserant et les autres cardinaux sont convoqués dans la chambre du Pape où Pacelli, remplissant ses fonctions de camerlingue (cardinal qui a la responsabilité du Vatican quand le pontife régnant meurt), prononce la déclaration officielle de la mort du Pape. Respectant la tradition, Pacelli baise le front et les mains du Saint-Père décédé.

Dans son journal, Tisserant se souvient que le visage de Pie XI est « déformé » et que son corps porte d'« étranges marques bleuâtres ». Il ajoute que ces marques semblent avoir été recouvertes de poudre blanche pour paraître « moins bleues^[86] ».

Tisserant demande une autopsie. Mais sa requête n'est pas entendue. Pacelli qui, en sa qualité de camerlingue, est responsable des funérailles et de l'enterrement, ne le permettra pas et restera « de marbre » et « impassible » devant la supplique de Tisserant.

Dans son journal, Tisserant laisse tomber une deuxième bombe en écrivant dans son français natal : « Ils l'ont assassiné. »

Qui, selon lui, sont les assassins du pape ? Il est clair que ses soupçons se tournent vers Pacelli et le docteur Petacci, surtout quand il découvre que celui-ci a une fille qui est la maîtresse préférée de Mussolini, Claretta Petacci, une starlette italienne. Tisserant est également convaincu que monsignore Umberto Benigni, qui est le secrétaire de Pacelli, fait partie du complot. Ses soupçons concernant Benigni sont bien fondés. Après la guerre, on découvrira que Benigni est un agent de l'OVRA (Œuvre de vigilance et de répression de l'antifascisme), la police secrète fasciste, qui fait rapport régulièrement aux autorités mussoliniennes sur ce qui se passe au Vatican^[87].

Pendant toute sa longue carrière de prince de l'Église, Tisserant réitérera ses accusations à ses proches. Il dira également qu'il craint que les responsables du Vatican ne saisissent ses journaux après sa mort pour détruire ses révélations sur l'encyclique et les événements mystérieux qui entourent le décès de Pie XI.

Le 2 mars 1939, l'assemblée des cardinaux élit Eugenio

Pacelli, qui devient Pie XII. C'est le conclave le plus rapide en trois cents ans, il ne dure qu'une seule journée. Pacelli obtient assez de voix pour être élu dès le deuxième scrutin, mais il en demande un troisième pour confirmer la volonté des cardinaux électeurs. Tisserant votera jusqu'au bout contre lui.

CHAPITRE 4

La création de la Banque du Vatican

Ne vous amassez pas de trésors sur la terre où les mites et les vers font tout disparaître, où Les voleurs percent les murs et dérobent. Mais amassez-vous des trésors dans le ciel où ni les mites ni les vers ne font des ravages, où les voleurs ne percent ni ne dérobent. Car où est ton trésor, là aussi sera ton cœur.

Matthieu, VI, 19-21

L'*Istituto per le Opere di religione* (Institut pour les Œuvres religieuses, IOR), mieux connu sous le nom de Banque du Vatican, est parmi les institutions les plus mystérieuses de la planète. Il opère à partir d'une tour située au cœur même de la Cité du Vatican. Pour y arriver, il faut franchir la porte de Sainte-Anne, à droite de la colonnade du Bernin, puis passer devant l'église de Sainte-Anne sur la droite et la caserne de la Garde suisse sur la gauche. La tour se dresse à côté du mur du Palais apostolique en face de l'imprimerie polyglotte vaticane. Elle a été construite il y a presque six cent cinquante ans dans le cadre d'un plan plus général du pape Nicolas V pour défendre la papauté contre les soulèvements républicains. Ne sont autorisées à y pénétrer que quelques personnes triées sur le volet. L'entrée est toujours protégée par la Garde suisse. La Banque du Vatican reste fermée aux gens de l'extérieur, y compris à de nombreux dignitaires du clergé catholique.

Dans les dernières années, elle a été source de scandales internationaux impliquant des milliards de dollars et beaucoup de sang versé. Cela a fait l'objet d'innombrables enquêtes, de rapports et de best-sellers. Elle reste la cible de nombreuses poursuites judiciaires, dont plusieurs ont été déposées par des victimes de l'Holocauste : on accuse le Vatican de posséder de l'or ayant appartenu aux nazis, d'avoir organisé des filières d'exfiltration pour les nationaux-socialistes et blanchi de l'argent bien mal acquis.

Mais la Banque du Vatican reste imperméable aux procès et aux accusations. Elle est l'organe financier d'un État souverain. En tant que telle, on ne peut guère l'obliger à agir en redresseur de torts et pas même devant les violations les plus scandaleuses du droit international. La seule façon de l'atteindre du point de vue juridique, ce serait de faire entrer le Vatican dans la catégorie des États voyous et la Banque du Vatican dans celles des institutions voyous. Il faudrait pour cela démontrer que l'Église catholique romaine est une organisation corrompue et donc susceptible d'être poursuivie en vertu du *Racketeer Influenced and Corrupt Organizations Act* (RICO), cette loi américaine dont on s'est servi ces dernières années contre les différentes mafias.

Malgré ses protestations, la Banque du Vatican n'est pas une succursale de l'État de la Cité du Vatican. Elle a son existence propre, sans lien institutionnel ou ecclésiastique avec aucune autre organisation du Saint-Siège. Elle se trouve directement sous l'autorité du pape. Il en est le seul et unique actionnaire. Il la possède, il la contrôle^[88].

Contrairement aux comptes de toutes les autres institutions financières, ceux de la Banque du Vatican ne font l'objet d'aucune vérification, ni de la part d'instances internes du Vatican ni de la part d'instances externes. Sa valeur reste du domaine de l'hypothèse, même pour les membres du Collège des cardinaux. Pas le moindre document ne vient attester de ses biens ou de ses comptes dans aucune des autres bureaucraties de l'Église catholique, et pas même dans les instances financières ecclésiastiques. En 1996, le cardinal Edmund Szoka, le vérificateur interne du Saint-Siège, déclare à des enquêteurs qu'il n'a aucune autorité sur la Banque du Vatican et qu'il ne sait rien de ses opérations^[89].

Plus étrange encore, la Banque du Vatican détruit tous ses dossiers tous les 10 ans, si bien que son fonctionnement restera toujours libre de tout examen mené par des instances publiques ou de simples individus. Quiconque cherche des informations sur la banque, et même sur sa structure d'entreprise, ne trouvera sans doute pas autre chose d'autre que des classeurs vides dans les archives du Vatican.

Les rouages internes de la Banque du Vatican sont incroyablement complexes, avec des documents circulant entre trois conseils d'administration distincts et séparés. L'un d'entre eux comprend des cardinaux de haut rang, un deuxième des banquiers importants venus du monde entier, et le troisième des fonctionnaires des services financiers du Vatican. Ses règlements, que l'on appelle des chirographes, sont déposés au Saint-Siège. Mais même ces dossiers ne peuvent être produits pour inspection. Ce sont des documents

confidentiels de l'État souverain qui ne peuvent être examinés qu'avec une autorisation spéciale du pape^[90].

Le Vatican publie consciencieusement des rapports financiers tous les ans. Des rapports qui paraissent exhaustifs mais font état de profits et de pertes modestes. Ils contiennent les registres bien tenus des revenus et des dépenses de tous les organismes du Saint-Siège — de tous sauf de la Banque du Vatican. Son nom n'apparaît jamais sur aucun bilan. Si l'on se fie aux rapports publiés, il semble que cette entreprise ecclésiastique n'existe pas et que l'Église catholique romaine soit une institution de charité vivant au jour le jour. En 1990, par exemple, le Vatican affiche un déficit de 78 millions de dollars^[91]. Mais cet état financier ne fait absolument pas mention des avoirs, qui, selon les estimations, dépassent et de loin les 10 milliards de dollars, dans les coffres de la Banque du Vatican.

Tout enquêteur qui essaye de suivre les traces écrites dans les dédales des services du Saint-Siège aboutit inévitablement à un cul-de-sac. Dans tous les documents internes, dans toutes les déclarations, on tombe sur des énoncés qui excluent l'IOR de tous les règlements ou de toutes les procédures normales. Ils sont ponctués de phrases comme: « en respectant toujours le caractère particulier de l'IOR », « sauf l'IOR » ou « en respectant le statut juridique de l'IOR^[92] ». Même les hauts fonctionnaires du Vatican ne peuvent pas jeter un œil sur les trésors qui se trouvent dans les coffres. En 1967, le pape Paul VI crée un service général de comptabilité au Vatican qui porte le nom de Préfecture des Affaires

économiques du Saint-Siège. La mission de ce service est de produire un état annuel des avoirs et des dettes de Sa Sainte Mère l'Église. Le Pape met le cardinal Egidio Vagnozzi, l'un de ses amis les plus proches, à la tête de ce nouveau service. Mais on va tout de suite lui mettre des bâtons dans les roues. On lui interdit de s'enquérir des avoirs de la Banque du Vatican. Seul le Saint-Père peut avoir accès à ces renseignements. Cela fait dire au cardinal : « Il faudrait combiner le KGB, la CIA et Interpol pour avoir le commencement d'un indice sur le montant et la localisation des avoirs financiers^[93]. »

Comme le fonctionnement de la Banque du Vatican est secret, des millions peuvent fort bien y être déposés puis disparaître ensuite dans des comptes numérotés en Suisse. C'est un système sur mesure pour les fonds frauduleux : l'argent de la mafia ou l'or nazi. Il fera ses preuves.

Tout commence à ce sujet le 9 mars 1939, quand Pie XII (celui qui était jusque-là le cardinal Eugenio Pacelli) accède au trône. Contrairement à ses prédécesseurs, il insiste pour que l'on organise une grande cérémonie dans la basilique Saint-Pierre plutôt que dans la chapelle Sixtine. Plus encore, il insiste pour que l'événement soit diffusé dans le monde entier sur les ondes de la radio du Vatican qui vient juste d'être mise en service. Et puis, après avoir reçu le pallium (l'étole de laine blanche que papes, primats et archevêques portent par-dessus la chasuble pendant la messe), il est couronné avec la tiare papale. Il sera le premier pape en plus d'un siècle à porter les trois couronnes. La première couronne représente l'Église militante, la deuxième l'Église souffrante et la troisième

l'Église triomphante. Le couronnement a lieu sur la loggia qui surplombe la place Saint-Pierre devant une foule immense et tandis que le chœur entonne: « Une couronne d'or sur sa tête ». Nul ne peut douter du fait que la majesté et le pouvoir impérial du Pape sont de retour.

Cette cérémonie, pour laquelle on n'a « pas regardé à la dépense », donne le ton et elle inspire quelques idées au nouveau Pape. Pie XII ne manque pas de charisme et, à peu de chose près, tous ceux qui le rencontrent sont attirés par ses manières agréables et par le fait qu'il a le sourire facile. Si l'on en croit le correspondant au Vatican, Gerrado Pallenburg, sa peau « avait un côté étonnamment transparent, comme reflétant de l'intérieur une flamme froide et blanche^[94] ». L'écrivain anglais James Lees-Milne, se souvient que : « Sa présence rayonnait d'une bienveillance, d'un calme et d'une sainteté que je n'avais encore assurément perçus chez aucun être humain. [...] je fus aussitôt sous le charme. J'étais tellement ému que j'avais peine à parler sans verser des larmes et que je sentais mes jambes trembler^[95]. »

Malgré sa douceur, Pie XII exige respect et obéissance absolus de la part de ceux qui se trouvent au-dessous de lui. Les employés du Vatican doivent s'agenouiller quand il les appelle au téléphone. Il dîne toujours seul et ses domestiques sont tenus d'officier dans le silence le plus complet^[96]. Quand il sort pour ses promenades de l'après-midi, les jardiniers et les gardes doivent se cacher dans les buissons. Personne n'est autorisé à remettre son avis en question et à s'opposer à son point de vue. « La voix du Pape, dit-il devant la Curie, c'est la

voix des siècles, la voix de l'éternité. »

Pie XII ne se considère pas comme un mortel, mais comme l'infailible vicaire du Christ qui a été désigné par Dieu pour gouverner Sa Sainte Mère l'Église. Pour asseoir son autorité, il proclame le dogme de l'Assomption, voulant que la Vierge Marie, puisqu'elle a conçu « sans péché », ne soit pas morte mais qu'elle ait été « élevée en âme et en corps à la gloire céleste ». Cet enseignement n'a pas de fondement dans la tradition du christianisme primitif ou dans les Écritures. Il est censé être vrai simplement en vertu de l'autorité du souverain pontife. Avant lui, un seul autre pape, Pie IX, en 1854, a fait une déclaration infailible.

Pour donner des preuves de sa sainteté et de son statut presque divin, Pie XII prétend recevoir des messages du ciel. À de nombreuses reprises, en marchant dans les jardins du Vatican, le Pape soutient qu'il a vu « le prodige de la vallée de Fatima ». Le soleil se serait approché de la terre et serait remonté dans le ciel, comme un yoyo flamboyant. Puis il se serait mis à tourner et à se décomposer, envoyant au Saint-Père des messages venus d'en haut, « muets mais éloquents^[97] ». Ce prétendu miracle se serait produit pendant trois jours consécutifs: les 30, 31 octobre et le 1er novembre 1950. Giovanni Sefanori, un domestique du Pape qui l'accompagne ces jours-là, confessa par la suite que lui, il n'a rien vu^[98]. Deux ans plus tard, le Pape déclarera que le Christ lui est apparu un matin dans ses appartements.

Après le couronnement, le premier souci du Pape est d'envoyer des vœux « au très illustre Adolf Hitler, führer et

chancelier du Reich allemand » et de renforcer les liens du pontificat avec le Reich en nommant l'archevêque Cesare Orsenigo au poste de nonce à Berlin. Le 20 avril 1939, le Pape ordonne à Orsenigo de se présenter à une fête en l'honneur du 50^e anniversaire d'Hitler. Le nonce transmet de la part du Saint-Père de « chaleureuses félicitations » et l'assurance que les catholiques partout en Allemagne vont offrir leurs plus ferventes prières au führer et à son Reich.

Le deuxième souci de Pie XII, c'est d'examiner très attentivement les activités de Bernardino Nogara et de l'Administration spéciale du Saint-Siège. Les rumeurs vont en effet bon train : Nogara aurait gaspillé la donation de Mussolini en prenant des risques dans des affaires financières hasardeuses ; il se serait enrichi, acoquiné avec les ennemis de l'Église, et en particulier avec une loge maçonnique ultrasecrète. Le Pape forme donc un comité spécial composé de trois cardinaux de la Curie pour examiner les dossiers de l'Administration spéciale, interroger les employés, convoquer des témoins et éventuellement poser des questions à Nogara lui-même^[99].

En plus de ce comité, Pie XII ordonne à une équipe d'enquêteurs d'examiner tous les aspects de la vie personnelle de Nogara: ses amis, ses lieux de prédilection, ses habitudes.

Les résultats de ces enquêtes sont époustoufflants. Nogara est complètement transparent. Il n'a tout simplement pas de vie personnelle, pas d'intérêts particuliers. Il vit dans un appartement modeste à Rome; il s'en tient à une routine quotidienne rigoureuse; il lit les journaux financiers et

plusieurs journaux internationaux et, le dimanche après-midi, il va au cinéma. Il aime les films américains avec Tyrone Power et Rita Hayworth. Il n'a aucune vie sexuelle et ne lit pas de revues osées. Il ne possède que 5 000 dollars dans ses comptes courants et ses comptes d'épargne et il fait don de sommes astronomiques aux œuvres de charité catholiques. Toute la journée, il conduit ses affaires auprès d'importants financiers venus du monde entier. Ses meilleurs amis, ce sont Guiseppa Nogara, son oncle qui fut archevêque de Udine, à la frontière italo-yougoslave, et plusieurs membres de la Noblesse noire dont Massimo Spada, le comte Enrico Galleazzi, Antonio Rinaldi, le comte Paolo Blumenstil et le baron Francesco Maria Oddasso^[100]. Il est extrêmement dévoué à l'Église et ne manque jamais la messe du matin ou les dévotions vespérales. À côté de son lit, il garde un exemplaire de la *Divine comédie* de Dante et un missel quotidien. Celui que l'on appelle « le banquier de Dieu^[101] » ne dégage pas le moindre parfum de scandale. Ce que découvre le comité spécial est tout aussi fascinant. Nogara touche un salaire qui lui permet seulement de subvenir à ses modestes besoins (moins de 2000 dollars par an). Il n'est associé d'aucune façon avec des cercles anticatholiques et encore moins avec une loge maçonnique. Quant aux indemnités de 90 millions de dollars qui lui ont été confiées, elles dépassent maintenant 2 milliards. Selon le rapport des trois cardinaux, le Vatican, dans toute son histoire, n'a jamais été aussi prospère.

« *Ma come ?* » aurait dit Pie XII en recevant le rapport, «

Comment a-t-il fait ? »

Les cardinaux auraient tous trois hoché la tête. « De A à B, nous avons parfaitement compris ses explications, répondent-ils au Saint-Père, mais vous savez Votre Sainteté, ce Nogara a continué jusqu'à la fin de l'alphabet. Et nous, nous ne sommes que des cardinaux qui n'y connaissons pas grand-chose^[102]. » Pie XII ne remettra plus jamais en question le caractère ou le jugement de Nogara. Il verra dans ce banquier taciturne une image temporelle de lui-même : un homme qui se bat pour renforcer la position de Sa Sainte Mère l'Église. Ils vont tous deux désormais travailler main dans la main. Nogara va rapporter des millions avec ses mystérieux investissements internationaux et Pie XII des millions lui aussi grâce au denier de St-Pierre (la taxe sur tous les diocèses catholiques) et, plus lucratif encore, au *Kirschensteuer* de l'Allemagne nazie. Et puis l'argent va couler à flot dans les coffres de l'Administration spéciale, celui de certains hommes d'affaires italiens désireux de transférer des fonds en Suisse ou ailleurs pour échapper aux contrôles du gouvernement. Ces fonds, ils vont faire comprendre à Nogara qu'il faut créer au Vatican un autre organisme financier, une forme plus élaborée de l'Administration spéciale du Saint-Siège, qui pourra investir et négocier les fonds des institutions ecclésiastiques à l'intérieur de l'Église et également fournir des services spéciaux à des amis de confiance, moyennant rétribution et au prix fort.

Nogara soumet cette idée à Pie XII. C'est sans risque. L'Administration spéciale dont les coffres sont pleins grâce

aux profits réalisés dans l'Italie de Mussolini et l'Allemagne d'Hitler peut facilement financer ce projet. En plus, cela aura l'avantage de donner à la papauté une indépendance économique aussi importante qu'au temps où elle était une grande puissance temporelle sur un vaste territoire.

Le 27 juin 1942, Pie XII, qui a 66 ans, et Nogara, qui en a 72, signent un accord qui donne naissance à l'*Istituto per le Opere di religione* (l'institut pour les Œuvres religieuses, IOR). Selon la charte de ce nouvel organisme, sa mission est « de prendre en charge et de gérer les capitaux destinés à des organismes religieux^[103] ». Il faut entendre ici le terme organisme au sens large, c'est-à-dire tout groupe qui servirait les intérêts du Saint-Siège, quand bien même il ne s'agirait que de profit financier.

Monsignore Alberto di Jorio, l'assistant de Nogara à l'Administration spéciale, est nommé président et élevé au rang de cardinal. Deux ecclésiastiques seront ses assistants. Nogara quant à lui, a un statut spécial, il est *delegato*, un délégué qui a tout pouvoir de superviser la totalité des opérations^[104].

Puisqu'il s'agit d'une entreprise ecclésiastique, le premier dirigeant de la nouvelle banque est le pape lui-même. Il reste le chef absolu de la Cité du Vatican, un État complètement souverain, il est le chef suprême de la Curie et le juge ultime de la vraie foi. En étant élu, le pape ne rend plus de comptes à personne, personne ne peut contester son autorité et personne non plus, pas même le conseil œcuménique, ne peut le révoquer. À l'époque comme aujourd'hui, l'Église

catholique romaine est une monarchie absolue dont le pouvoir part du pape et revient à lui. Tous les dignitaires de l'Église catholique, tous les cardinaux, les évêques et les prélats, ainsi que tous les banquiers et les bureaucrates sont nommés à leurs postes par le pape. L'autorité qu'ils détiennent pour mener les affaires de l'Église vient du pouvoir du pape en tant que représentant de Jésus sur la terre. D'un geste de la main, le souverain pontife peut également congédier employés et ecclésiastiques. Même Nogara, avec toute sa science des investissements et des affaires terrestres, n'est qu'un vassal à la cour du pape, un laquais à ses ordres. Pie XII garde le pouvoir de se servir de l'immense fortune de l'Église pour le meilleur ou pour le pire. Il ne peut plus lever de grandes armées à sa solde pour vaincre ses ennemis, mais les fonds énormes qu'il est capable de mobiliser lui permettent d'imposer sa volonté et, une fois encore, de mettre les leaders du monde occidental à genoux devant le trône de Saint-Pierre.

CHAPITRE 5

La Croatie catholique et l'or des nazis

Et quel avantage l'homme aura-t-il à gagner le monde entier, s'il le paie de sa vie? Ou bien que donnera l'homme qui ait la valeur de sa vie ? Car le fils de l'homme va venir avec ses anges dans la gloire de son père; et alors il rendra à chacun selon sa conduite.

Matthieu, XVI, 26-27

Comme la fortune était venue grâce aux fascistes, Pie XII voit aussi dans l'Axe une possibilité d'étendre sa puissance spirituelle vers l'Est. Le 6 avril 1941, Hitler envahit la Yougoslavie en même temps qu'il attaque la Grèce, bombardant la ville ouverte de Belgrade et tuant des milliers de civils. Quand la Wehrmacht fait une entrée triomphale à Zagreb le 10 avril, Hitler donne l'ordre de partager le pays vaincu en deux. Il détache la Croatie catholique de l'autorité de la Serbie orthodoxe. On gratifie également le nouveau pays de l'adjectif aryen et du statut qui en découle. On lui donne l'indépendance sous la férule d'Ante Pavelic et de son armée de brutes fascistes, les Oustachis (du croate *ustase*, insurgés). Le 14 avril, l'archevêque Alojzije Stepinac, primat de Croatie, rencontre personnellement Pavelic à Zagreb pour le féliciter de la victoire des fascistes. Les cloches des églises carillonnent dans tout le pays, accompagnant la joie des vainqueurs et la

presse catholique publie ce véritable hymne de louanges adressé à Pavelic et à Hitler :

Dieu, qui oriente le destin des nations et règne sur le cœur des rois, nous a donné Ante Pavelic et a fait agir le chef d'un peuple ami et allié, Adolf Hitler. Grâce à son armée, il a chassé ceux qui nous opprimaient et nous a permis de fonder l'État indépendant de Croatie. Gloire à Dieu, gratitude envers Adolf Hitler et fidélité éternelle à notre chef, Ante Pavelic^[105].

Pour Pie XII, tout cela revêt une importance tout à fait fondamentale. La Croatie représente une aventure politique exceptionnelle, l'occasion de réaliser le rêve des Croisades : la création d'un royaume catholique dans les Balkans. Pavelic et les Oustachis choisissent le duc de Spolète et le baptisent Tomislav II. Il deviendra le roi fantoche de Croatie.

Le Pape reçoit le nouveau roi avant son couronnement et accorde à Pavelic un entretien privé qui dure plusieurs heures. Il bénit ensuite le premier ministre Pavelic et l'ensemble de la délégation des Oustachis, y compris les membres de la grande fraternité des Croisés qui ont pour mission de convertir les orthodoxes serbes au catholicisme romain^[106].

Selon les enseignements de la tradition catholique, le nouvel État est gouverné par un pouvoir civil et religieux. Ante Pavelic, en tant que chef des Oustachis, est acclamé Führer de la nouvelle Croatie et l'archevêque Stepinac le bénit solennellement au cours d'une cérémonie qui a lieu dans la cathédrale de Zagreb. Pavelic lui rend la pareille en nommant

l'archevêque premier vicaire apostolique militaire de l'armée des Oustachis. Le 28 juin 1941, Stepinac dit une messe de sanctification pour bénir Pavelic dans son rôle de dirigeant du peuple croate. « Alors que nous vous saluons chaleureusement dans votre rôle de chef de l'État indépendant de Croatie, dit l'archevêque, nous implorons le Seigneur de bien vouloir accorder sa bénédiction divine à vous, dirigeant du peuple^[107]. » Ces mots paraissent bien étranges dans la bouche d'un porte-parole officiel de l'Église. Pavelic ne pouvait guère passer pour un berger innocent ou un chef d'État pacifique. Le dictateur yougoslave avait été condamné à mort par contumace par des tribunaux yougoslaves et français pour avoir assassiné le roi Alexandre de Yougoslavie et le ministre français des Affaires étrangères, Louis Barthou.

Avec l'archevêque dans son sillage, Pavelic entreprend de nettoyer la nation de toute impureté religieuse ou génétique pour créer un État fasciste et catholique modèle. Toutes les institutions sont tenues de se conformer à l'esprit et à la lettre du droit canon. Le 25 avril 1941, Pavelic décrète qu'il est interdit de publier quoi que ce soit en alphabet cyrillique (celui des Serbes orthodoxes). Le mois suivant, la Croatie promulgue des lois antisémites, interdit leur mariage avec des Aryens (comme les Croates catholiques) et institue l'« aryanisation » de la bureaucratie, des professions et des universités. Vers la fin du mois de mai, les premiers Juifs sont déportés de Zagreb vers le camp de concentration de Danica^[108]. À la même période, les opposants politiques des Oustachis — les communistes, les socialistes et les libéraux —

sont envoyés en exil ou mis en prison. Les syndicats sont interdits; la liberté de parole supprimée; et la presse devient la voix du régime de Pavelic. Prêtres et religieuses rassemblent les enfants et les font marcher en formation presque militaire pour saluer les portraits de Pavelic, d'Hitler et de Mussolini. On impose la doctrine catholique dans toutes les écoles et les institutions de l'État. Les Juifs doivent porter l'étoile de David cousue sur leurs vêtements. Les Serbes orthodoxes n'ont plus le droit de tenir leurs offices religieux dans des lieux publics, d'enseigner dans les écoles et de travailler dans les usines. À l'entrée des parcs et dans tous les moyens de transport publics, on voit apparaître des affiches où l'on peut lire : « Entrée interdite aux Serbes, aux Juifs, aux Tsiganes et aux chiens^[109]. »

Mais ces mesures ne suffisent pas à réaliser le rêve d'une nouvelle Croatie. On adopte alors une politique permettant le massacre de masse de tous les « indésirables ». Ces « indésirables », ce sont tout simplement tous ceux qui ne sont ni aryens ni membres de l'Église catholique romaine. Le 2 juin 1941, le ministre de la Justice Milovan Zanitch déclare: « Cet État, notre patrie, est seulement pour les Croates et pour personne d'autre. Il n'y a pas de méthode, que, nous, Croates, puissions négliger dans le but de faire ce pays vraiment nôtre, et de le nettoyer des Serbes. Tous ceux qui vinrent en notre patrie, il y a 300 ans, doivent disparaître. Nous ne cachons pas notre pensée. C'est la politique de notre État, et quand nous l'aurons mise à exécution, nous ne ferons pas autre chose, mais seulement ce qui est écrit dans les principes

oustachis^[110]. »

Le 22 juillet 1941, le ministre de l'Éducation, Mile Budak, confirme officiellement l'intention de génocide en déclarant : « Nous tuerons un tiers des Serbes, nous en déporterons un autre tiers, quant à ceux qui restent, nous les obligerons à embrasser la foi catholique romaine. Ce dernier tiers sera absorbé par l'élément croate^[111]. »

Le projet de nettoyage ethnique est ambitieux. Le nouvel État comprend de nombreux groupes ethno-religieux qui doivent être éliminés. Sur une population de 6,7 millions d'habitants, seuls 3,3 millions sont des Croates catholiques. Il y a 2 millions de Serbes orthodoxes, 700 000 musulmans et 45 000 juifs^[112].

En quelques mois, les camps de la mort fonctionnent à plein régime dans des endroits comme Dakovo, Stara Gradiska, Krapje, Gradina, Brodice et Velika Kosutarica. De décembre 1941 à février 1942, 40 000 Serbes sont exécutés dans le fameux camp de concentration de Jasenovac, le pendant oustachi de Dachau. Quand l'été arrive, le camp devient plus efficace. Entre juin et août 1942, 66 000 Serbes, dont 2 000 enfants, sont mis à mort. Les crématoires de Jasenovac fonctionnent nuit et jour et les Oustachis sont si acharnés dans leur volonté d'éliminer les Serbes qu'ils commencent à les jeter dans la fournaise alors qu'ils sont encore vivants. Ils abandonnent cependant assez vite cette méthode en raison de la réaction terrible de ceux qui vont être brûlés. « Les gens criaient, hurlaient et se débattaient », se souviendra plus tard un officier oustachi. « Pour éviter ces scènes, on a décidé de

les tuer d'abord et de les brûler ensuite^[113]. »

On installe des camps d'extermination réservés aux enfants à Lobar, Jablanac, Mlaka, Brodice, Ustici, Stara Gradiska, Sisak, Jastrebarsko et Gornja Rijeka. Gjordana Diedlender, qui était gardien à Stara Gradiska, témoigne en ces termes au procès d'Ante Vrban, le commandant de ce camp :

À cette période des femmes et des enfants arrivaient tous les jours au camp de Strara Gradiska. Environ deux semaines plus tard, Ante Vrban a donné l'ordre de séparer les enfants de leurs mères et de les mettre dans une pièce à part. Une dizaine d'entre nous ont reçu l'ordre de les y emmener dans des draps. Les enfants rampaient partout dans la pièce et l'un d'entre eux s'est retrouvé avec bras et jambes dans l'embrasure de la porte et du coup on ne pouvait plus la fermer. Vrban a crié : Pousse !

Et comme je ne l'ai pas fait, il a claqué la porte et a écrasé la jambe de l'enfant. Puis il l'a saisi par sa jambe intacte et il l'a cogné sur le mur jusqu'à ce qu'il meure. Nous avons ensuite continué à entasser des enfants dans la pièce. Quand elle a été pleine, Vrban a apporté un gaz toxique et les a tous tués^[114].

Plusieurs parmi les commandants et les officiers qui dirigent les camps d'extermination oustachis sont des prêtres catholiques. Le père Miroslav Filipovic, un franciscain, commande le camp de Jasenovac. Trois autres franciscains, Zvonko Brekalo, Zvonko Lipovac et Josef Culina, qui sont des officiers oustachis, aident Filipovic à superviser les exécutions de masse^[115]. En 1944, le père Brekalo reçoit de Pavelic la

décoration de l'Ordre de la Couronne du Roi Zvonimir pour services rendus à la nouvelle Croatie. De la même façon, un autre franciscain, le père Grga Blazevitch, est l'assistant du commandant du camp de concentration de Bosanski Novi.

Alors que des colonnes de fumée s'élèvent au-dessus des camps de la mort, les soldats oustachis circulent dans les campagnes, détruisant villes et villages, pillant tout et assassinant des milliers de Serbes. Les assassinats ont lieu au domicile des victimes avec les armes les plus primitives — des marteaux, des faux, des fourches, des hachettes^[116]. Dans les rues s'alignent les corps des pendus. Certains sont crucifiés, comme Luke Avramovitch, ancien député au Parlement yougoslave et son fils de dix ans.

Voici quelques exemples des atrocités qui sont perpétrées : des soldats oustachis encerclent 331 Serbes et les obligent à creuser leur tombe avant de les massacrer à la hache. On ordonne à un prêtre orthodoxe qui se trouvait là de réciter la prière des morts pendant que son fils est démembré devant ses yeux. Puis on le torture. Les soldats lui arrachent la barbe et les cheveux, puis lui arrachent les yeux et l'écorchent vivant^[117].

Pour que la postérité se souvienne d'eux comme de héros, les Oustachis se font photographier avec leurs victimes. Les photos — trop atroces pour qu'on les reproduise — montrent les Oustachis qui décapitent leurs victimes serbes, qui leur coupent le cou à la scie et qui marchent dans les rues de Zagreb avec des têtes au bout de leurs bâtons^[118].

Des prêtres catholiques, invariablement franciscains, non seulement encouragent les massacres mais y prennent part. L'un d'entre eux, le frère Tugomire Soldo, organise le grand pogrom de 1941. Le père Bozidar Bralow, connu parce qu'il ne se sépare jamais de sa mitraillette, se met à danser autour de 180 Serbes que l'on vient d'assassiner à Alipasin Most. Individuellement, les moines franciscains tuent des centaines d'hommes, de femmes et d'enfants, incendient des maisons, pillent des villages et ravagent les campagnes bosniaques à la tête des bandes d'Oustachis^[119]. En 1941, un correspondant italien rapporte qu'un prêtre franciscain, crucifix à la main, exhorte les Oustachis à massacrer les Serbes dans un village au sud de Banja Luka. Ce nettoyage ethnique effréné horrifie même les plus endurcis des officiers nazis. Le général allemand Edmund Glaise von Horstenau rapporte à Hitler que « les Oustachis sont devenus fous furieux^[120] ».

Bien des horreurs et parmi les plus sinistres sont non pas l'œuvre des paysans croates mais celle de l'intelligentsia catholique. C'est le cas de Petar Brzica, un juriste de renom qui a fait ses études dans un collège franciscain à Siroki Brijeg, en Herzégovine. Dans la nuit du 29 août 1942, on ordonne de procéder à des exécutions massives pour faire de la place à de nouveaux convois de prisonniers. Un concours s'organise pour déterminer qui pourra massacrer le plus de prisonniers en quelques heures. Brzica se distingue en tranchant la gorge à 1 360 prisonniers avec un couteau de boucher qu'il affûte sans arrêt avec un cuir à aiguiser. Pour cet exploit, le juriste est élevé au rang de Roi des égorgeurs et on le récompense en lui

remettant une montre en or. Pour la remise du prix, les participants sont invités à une fête où ils mangent du cochon de lait et boivent du vin vieux: c'est un monastère franciscain voisin qui régale^[121].

Les massacres de masse sont une aubaine financière pour l'Église. Les églises orthodoxes, les monastères et les maisons sont pillés ; les objets de valeur sont d'abord transportés dans les églises et les monastères franciscains, et plus tard au Vatican^[122].

Mais l'holocauste en Croatie a d'autres avantages pour l'Église. Les Serbes orthodoxes se convertissent massivement à la foi romaine. La méthode est simple et le confesseur d'Ante Pavelic, le père Dionizio Juric, l'explique très clairement : « Tout Serbe qui refuse de devenir catholique est condamné à mort. » Le couteau sous la gorge, des foules se présentent devant les prêtres catholiques pour abjurer leur faux christianisme et recevoir le sacrement de la confession.

Dans de nombreuses villes et villages de Croatie, ce sacrement se paye au prix fort: 180 dinars. Dans le village de Jasenak, le père Ivan Mikan recueille 80 000 dinars en une seule cérémonie de conversion massive^[123]. En un an, plus de 30 % des Serbes de la nouvelle Croatie se convertissent pour échapper à la mort. On dépose l'argent que rapportent les certificats de conversion à la Banque du Vatican sur les comptes des Franciscains. Des listes de convertis paraissent dans les bulletins diocésains. Dans l'archidiocèse de Zagreb, par exemple, le *Katolicki List* rapporte dans son numéro 31 de l'année 1941 qu'on a créé « une nouvelle paroisse de plus de

2300 âmes » dans le village de Budinci qui tout entier s'est converti à la foi catholique^[124]. Le clergé catholique oblige tous les convertis à envoyer des lettres de félicitations à l'archevêque Stepinac. Ces lettres sont également publiées dans les bulletins des églises et dans le journal des Oustachis, *Nova Hrvatska*. Dans son édition du 9 avril 1942, ce journal publie quatre de ces télégrammes, tous adressés à l'archevêque. L'un d'entre eux dit ceci: « 2300 personnes réunies à Slatinski Drenovac et originaires des villages de Pusina, Kraskovic, Prekorecan, Miljani et Gjursic ont accepté aujourd'hui la protection de l'Église catholique romaine et ont envoyé leurs meilleurs vœux à son Chef^[125] ».

À cent quatre-vingts dinars, le certificat de conversion est une affaire, même pour les paysans les plus humbles qui doivent vendre tout ce qu'ils possèdent pour s'en procurer un. Cela devient évident le 14 mai 1941, dans un village nommé Glina. Des centaines de Serbes sont amenés de force dans une église pour assister à une messe d'action de grâces en l'honneur de la constitution de la nouvelle Croatie. Une fois qu'ils sont tous rassemblés, une bande d'Oustachis commandée par le père G. Casimir, abbé du monastère de Gunic, fait son entrée, armée de haches et de couteaux. On donne l'ordre aux Serbes de montrer leurs certificats de conversion. Deux d'entre eux seulement possèdent les papiers qu'on leur demande et ils sont relâchés. Puis on ferme les portes et tous les autres sont massacrés au son des ferventes prières du père Casimir.

À la fin de la guerre, la vente des certificats de conversion a

rapporté des millions et des millions au Saint-Siège et à la nouvelle Croatie. Sans compter les trésors inestimables qui ont été arrachés aux églises orthodoxes et les biens personnels qui ont été confisqués aux Juifs, aux Tsiganes et aux Serbes.

Des protestations parviennent jusqu'au Pape mais elles sont lettre morte. Le 17 mars 1942, le Congrès juif mondial envoie un appel au secours au Saint-Siège de la part des Juifs persécutés de Croatie. Cette supplique dit ceci: « Plusieurs milliers de familles furent soit déportées sur des îles désertes de la côte Dalmate, soit incarcérées dans les camps de concentration [...], tous les Juifs mâles de la Croatie [...] furent envoyés dans des camps de travail où ils sont affectés à des travaux de drainage et d'assainissement et où ils périssent en grand nombre [...]. En même temps, leurs femmes et leurs enfants furent envoyés dans un autre camp où ils endurent aussi les pires privations^[126]. » Une copie de cet appel se trouve encore dans les Archives sionistes à Jérusalem, mais l'appel ne figure pas dans les onze volumes de documents sur la guerre qui ont été publiés par le Vatican en 1995. Cela prouve que le Vatican refuse encore de dire ce qu'il a sur la conscience et d'avouer ce qu'il a su des atrocités commises en Croatie et des premières étapes de la Solution finale.

Malgré ses démentis catégoriques, le Vatican a donné sa bénédiction à l'holocauste de Croatie. Pie XII est bien informé de la situation — y compris des massacres, des camps de la mort et des conversions forcées — par monsignore Ramiro Marcone, son représentant personnel en Croatie. Marcone participe à presque toutes les réceptions officielles ou semi-

officielles et il bénit les Oustachis aux yeux de tous, il fait le salut fasciste en public et il encourage les Croates à être « fidèles au Saint-Siège, qui s'est opposé pendant des siècles à la barbarie orientale^[127] », c'est-à-dire à l'Église orthodoxe et aux Serbes.

L'archevêque Stepinac envoie lui aussi régulièrement des rapports au Vatican. Dans un document officiel daté du 8 mai 1944, il prend plaisir à informer le Saint-Père que, jusque-là, « 244 000 Serbes orthodoxes » se sont convertis à « l'Église de Dieu^[128] ».

Pie XII a aussi d'autres moyens personnels d'information sur la situation en Croatie, dont les émissions de la BBC que Francis D'Arcy Osborne, le ministre du Vatican à Londres, écoute fidèlement pour lui et qu'il se charge de lui traduire. L'émission du 16 février 1942 dit ceci: « Autour de Stepinac (archevêque de Zagreb), on commet les atrocités les plus horribles. Le sang fraternel coule en ruisseaux [...]. Les orthodoxes sont convertis par la force au catholicisme, et nous n'entendons pas la voix de l'archevêque prêcher la révolte. Nous lisons au contraire qu'il assiste à des parades nazies et fascistes^[129]. » Deux semaines auparavant, le 8 février 1942, Prvislav Grizogono, ancien ministre du Royaume de Yougoslavie, envoie une lettre officielle à Pie XII où il rapporte les atrocités commises par les Oustachis dans toute la nouvelle Croatie. Il conclut sa missive par cet appel :

Pourquoi cette lettre ? Voici pourquoi : à tous ces crimes sans précédents, pires que les païens, notre Église catholique a également participé de deux manières.

D'abord un très grand nombre de prêtres, d'ecclésiastiques, de moines et des membres des mouvements de la jeunesse catholique ont participé activement à tous ces crimes mais, plus terrible encore, des prêtres catholiques ont commandé des groupes et des camps et, à ce titre, ils ont ordonné ou toléré d'horribles tortures, des meurtres et des massacres de baptisés. Rien de tout cela n'aurait pu avoir lieu sans l'autorisation de leurs évêques, s'ils avaient agi sans autorisation, ils auraient dû être traînés devant les tribunaux ecclésiastiques et puis défroqués. Puisque rien de tout cela ne s'est produit, il est clair que les évêques ont donné leur aval au moins par acquiescement^[130].

Malgré de tels rapports, Pie XII n'a jamais prononcé un mot de blâme envers les Oustachis. Même après la guerre, quand la presse internationale publie des enquêtes bien documentées sur la participation de certains franciscains aux exécutions de masse, le Pape se tait. Il n'a jamais demandé de comptes à un seul membre du clergé, même pas au père Miroslav Filipovic, au père Zvonko Brekalo et aux autres commandants des camps de la mort. Il n'a blâmé personne, même pas le père Bozidar Bralow qui a organisé des exécutions de masse ou le père G. Casimir qui a supervisé le massacre de Glina.

À la fin de la guerre, l'archevêque Stepinac est arrêté pour crimes de guerre par le gouvernement yougoslave. Tout un défilé de témoins de l'accusation déclarent à Zagreb le 5 octobre 1945 que des prêtres catholiques armés de

mitrailleuses sont allés convertir les Serbes orthodoxes et qu'ils les ont massacrés^[131]. La plupart de ces témoins sont des paysans et des ouvriers croates catholiques. L'archevêque est reconnu coupable et est condamné à seize ans de prison.

Quand il apprend ce verdict, Pie XII crie au scandale et ordonne l'excommunication de tous ceux qui ont participé au procès. Dans la presse catholique, l'archevêque Stepinac est présenté comme le champion de la liberté religieuse qui s'est opposé aux forces impies du communisme. On disqualifie les documents qui attestent des atrocités commises par la Croatie catholique en les qualifiant soit de « propagande communiste » soit d'inventions « concoctées par la Gestapo ». Le Vatican orchestre à travers le monde un grand mouvement de défense de « Stepinac le martyr ». Et cette campagne réussit. En 1951, ce dernier est relâché après un appel rendu par les Nations Unies. L'archevêque triomphant rentre à Rome où le Pape l'accueille à bras ouverts et l'élève au rang de cardinal.

Le 4 octobre 1998, le pape Jean-Paul II se rend en République de Croatie pour annoncer la béatification de l'archevêque Stepinac qui est mort en Croatie en 1960. La béatification est la première étape vers la sanctification. Il déclara que le défunt est « bien-aimé du Christ » et « digne de vénération ». Lors d'une cérémonie en l'église de Marija Bistrica, le Pape déclare : « Le bienheureux Stepinac n'a pas versé son sang au sens propre du terme. Ce sont les longues souffrances qu'il a subies qui sont responsables de sa mort : au cours des quinze dernières années, il a connu une longue suite de procès où il a courageusement défendu sa vie pour

témoigner de l'Évangile et de l'unité de l'Église. »

Les événements de Croatie ont été noyés dans les horreurs nazies en Europe. Mais les chiffres concernant le règne des Oustachis sont à peine croyables. Entre 1941 et 1945, plus de 500 000 Serbes orthodoxes ont été massacrés dans l'État indépendant de Croatie, ainsi que 80 000 Juifs et 30 000 Tsiganes. Proportionnellement au nombre d'habitants, cela représente le massacre de masse le plus important dans les annales du XX^e siècle.

Mais personne au Vatican ne pourrait prétendre que cette expérience politique n'a pas été rentable.

CHAPITRE 6

Richesses et réseaux d'exfiltration

Alors Judas qui l'avait livré, voyant que Jésus avait été condamné, fut pris de remords et rapporta les 30 pièces d'argent aux grands maîtres et aux anciens en disant: « J'ai péché en livrant un sang innocent. » Mais ils dirent: « Que nous importe! C'est ton affaire! ». Alors il se retira en jetant l'argent du côté du Sanctuaire et alla se pendre.

Matthieu, XXVII, 3-5

Après avoir signé des pactes faustiens avec Hitler et Mussolini, l'Église a été attirée par le charme de toutes ses entreprises terrestres. Elle avait prospéré à partir de ses alliances d'avant-guerre, elle prospère encore avec la fin du régime fasciste en Italie, la chute du Troisième Reich et l'effondrement de la nouvelle Croatie.

Vers la fin février 1945, les troupes yougoslaves, avec l'aide des forces communistes, parviennent à libérer Zagreb, la capitale croate. Les Oustachis se débattent pour sauver le maximum de tout ce qu'ils ont pillé. Dans un monastère franciscain à proximité du centre de Zagreb, Ante Pavelic, avec le plein accord de l'archevêque Stepinac, enterre trente-six coffres contenant de l'or volé — des bagues, des bijoux, des montres, des couronnes dentaires en or, des plombages en or qui ont été arrachés dans la bouche des Juifs, des Tsiganes,

des Serbes qu'il a fait massacrer — et le contenu de deux camions pleins d'objets en argent^[132].

Alors que les Yougoslaves pourchassent les dirigeants oustachis responsables du génocide, Pavelic s'enfuit en Autriche où il est arrêté par les forces américaines et mis en prison près de Salzbourg.

Bien que des pourparlers soient en cours pour que Pavelic se retrouve sur le banc des accusés au procès de Nuremberg, une « intervention mystérieuse » arrête brusquement tout le processus. Par l'intermédiaire de l'archevêque de Salzbourg, Pie XII organise le transfert de Pavelic au Vatican où le dictateur oustachi va pouvoir profiter de la protection du Pape.

Plusieurs semaines plus tard, pour éviter le scandale, le Pape va s'arranger pour que Pavelic quitte le Vatican en pleine nuit. Pendant les trois ans qui suivent, le chef oustachi va d'un monastère à un autre, déguisé en moine franciscain et sous différentes identités, dont père Benares et père Gomez^[133]. Les services de renseignement de l'Armée américaine connaissent ses identités et ses déplacements mais ils sont réticents à l'arrêter. Dans un rapport confidentiel daté du 12 septembre 1947, William Gowen et Louis Caniglia, des agents spéciaux du Counter Intelligence Corps (le CIC, l'ancêtre du FBI) de l'Armée américaine, notent : « Les contacts de Pavelic sont si haut placés et sa situation si compromettante pour le Vatican que toute extradition du sujet représenterait un véritable coup de massue pour l'Église catholique romaine^[134]. »

Pendant ce temps-là, le trésor enfoui des Oustachis quitte le monastère de Zagreb pour Rome et, de Rome, il se retrouve à Naples, où la mafia se charge de fondre en lingots tout l'or et l'argent. Ces lingots sont ensuite transportés, toujours par les soins de la mafia, à la Cité du Vatican pour être déposés dans les comptes franciscains à la Banque du Vatican où cette fortune — évaluée à plus de 80 millions de dollars — disparaît dans ses vastes coffres^[135].

Mais, de Croatie, il devait arriver plus d'argent encore. Le 7 mai 1945, on retire 288 kilogrammes d'or de la Banque nationale de Croatie et du trésor national. Selon un rapport du 21 octobre 1946 rédigé par l'agent OSS (*Office of Strategic Services*) Emerson Bigelow, des militaires britanniques parviennent à confisquer 150 kg de cet or à la frontière italienne, mais le reste se rend jusqu'au Saint-Siège où on le met « en lieu sûr », à la Banque du Vatican^[136].

En plus de cet argent des nazis croates, le Vatican accumule des millions grâce à la vente de faux passeports aux criminels de guerre en fuite et à l'organisation des tristement célèbres *ratlines*. Les *ratlines*, ce sont ces filières clandestines d'exfiltration qui permettent aux dirigeants nazis d'échapper aux poursuites judiciaires pour crimes de guerre. Grâce au réseau du Vatican, le haut commandement oustachi s'est déplacé de Trieste à Rome, puis à Genève vers des pays neutres et surtout vers l'Argentine où ils peuvent vivre sans se faire remarquer et en toute impunité^[137].

Le personnage qui est au centre de toutes ces sinistres activités est Krunoslav Draganovic, un moine franciscain

devenu membre du haut commandement oustachi. Le père Draganovic passe un jour clandestinement 50 kg d'or à destination de Rome dans des caisses d'expédition de marchandises^[138]. Après avoir supervisé le massacre de milliers de Serbes en nouvelle Croatie, le père Draganovic est en 1943 rappelé à Rome où on le place à la tête du Collège San Girolamo degli Illirici. Ce séminaire financé par le Vatican et situé à Rome va devenir un centre destiné aux Croates qui veulent recevoir une éducation religieuse et devenir prêtres. Plus tard, San Girolamo deviendra le quartier général des clandestins oustachis de l'après-guerre^[139]. Dans un rapport du 12 février 1947, l'agent Gowan du CIC de l'Armée américaine écrit ceci : « San Girolamo est un nid de cellules d'agents secrets oustachis. Pour entrer dans le monastère, il faut se soumettre à des contrôles d'identité et de port d'armes. Tout le secteur est surveillé par de jeunes oustachis en armes et en civil qui s'échangent en permanence le salut oustachi^[140]. »

Le père Draganovic se présente comme un employé de la Croix-Rouge mais, d'après les services secrets américains, son véritable rôle est de permettre à des nazis de s'évader vers l'Amérique du Sud. Un rapport secret du CIC daté du 27 juillet 1950 montre que les États-Unis sont prêts à laisser Draganovic faire ce qu'il veut avec les *ratlines* parce que les autorités du Vatican veulent organiser l'évasion d'informateurs anticomunistes. Parmi eux, se trouve Klaus Barbie, le chef de la Gestapo de Lyon, qui a torturé et assassiné des milliers de Juifs et de membres de la Résistance

en France^[141]. De 1946 à 1947, Draganovic garde Barbie sous sa protection à San Girolamo où ils prennent souvent leurs repas ensemble.

Certains dossiers de la CIA montrent que Draganovic est resté sur les registres de paie de l'Armée américaine pendant toutes les années 1950. En 1958, après la mort de Pie XII, son protecteur, Draganovic est expulsé du Collège de San Girolamo par ordre du secrétariat d'État du Vatican. Malgré cela, il continue de travailler pour la CIA en recrutant des mercenaires oustachis qu'on envoie en République dominicaine apporter leur aide à la lutte contre Fidel Castro.

La *ratline* du Vatican, sous la supervision de Draganovic, devient incroyablement efficace et très organisée. Les criminels de guerre en cavale sont hébergés dans la Cité du Vatican où on leur fournit une nouvelle identité. Une véritable petite armée de bureaucrates du Vatican incroyablement compétents prépare, fabrique et délivre certificats de naissance, visas, passeports et autres documents^[142]. On recrute certains membres de la mafia sicilienne, experts dans l'art subtil de la falsification, pour prêter main-forte aux opérations. L'un des plus éminents de ces mafiosi est Lucio Gelli, qui a été *Oberleutnant* des SS en Italie et officier de liaison dans la division d'élite des SS d'Herman Goering. Après la guerre, il devient non seulement responsable de la *ratline* du Vatican mais également un élément clé de l'Opération Gladio, une opération secrète mise sur pied par l'OTAN et la CIA pour établir partout en Europe des réseaux dits *stay behind*, des réseaux clandestins de résistance chargés

de missions de propagande, de renseignement, de sabotage et de guérilla, et qui ont pour mission de contrer le communisme^[143]. On permet à de nombreux criminels nazis importants, dont le commandant du camp de Treblinka, Franz Stangl, d'avoir leurs quartiers dans l'enceinte de la Cité du Vatican et dans la résidence d'été du Pape à Castel Gandolfo^[144]. D'autres sont hébergés dans des familles catholiques qui sont enchantées d'ouvrir leurs portes aux « invités » du Vatican moyennant un modeste dédommagement. D'autres criminels trouvent refuge dans des monastères, déguisés en religieux. En 1946, ces possibilités d'hébergement ne suffisent plus et de nombreux fugitifs nazis sont logés dans des couvents où ils sont habillés en religieuses. Bien des observateurs remarqueront que tout à coup sont apparues de drôles de sœurs aux allures masculines, aux traits plutôt rudes — certaines d'entre elles auraient bien besoin d'un sérieux coup de rasoir. On remarque aussi que, de 1945 à 1948, le nombre de religieuses dans les couvents de Rome fluctue à intervalle régulier^[145]. Un conseiller politique anglais haut placé rapporte qu'il devient de plus en plus clair que les collabos les plus importants ont trouvé refuge sous l'aile protectrice de l'Église catholique romaine. Cet homme prédit par ailleurs que l'on ne pourra pas intervenir « à moins de convaincre le Vatican de coopérer^[146] ».

Mais, pour cette protection, il faut payer le prix fort. Les fugitifs nazis sont généralement obligés de se dessaisir au profit du Vatican de 40 à 50 % de leurs économies, y compris de ce qu'ils ont volé à leurs victimes. Ils payent sans discuter.

Tout fugitif qui éveille des soupçons peut battre en retraite dans l'ombre des couloirs du Vatican où ils sont à l'abri des arrestations et des poursuites. Les forces alliées et le CIC, qui sont pourtant à la recherche des criminels de guerre, ne sont pas prêts à défier la souveraineté de l'État de la Cité du Vatican. Voilà pourquoi de nouveaux « invités » arrivent tous les jours pour remplir encore et encore les coffres du Pape qui, d'ailleurs, débordent.

La liste de ces invités est des plus impressionnantes. En plus de Klaus Barbie et de Franz Stangl, l'Église hébergera des sommités comme Adolf Eichmann, principal homme de main d'Hitler et organisateur du génocide, Eduard Roschmann, le « boucher de Riga » ; le général SS Walter Rauff, inventeur de la chambre à gaz mobile, installée dans un camion; Gustav Wagner, commandant du camp de Sobibor, et le docteur Josef Mengele, surnommé à Auschwitz l'« ange de la mort ». Ces « invités » munis de passeports fabriqués au Vatican sont assurés de passer en toute sécurité en Amérique du Sud, en Australie et aux États-Unis. En tout, plus de 30 000 nazis échapperont à la justice grâce à Sa Très Sainte Mère l'Église. « Tous ces gens parvenaient à s'enfuir, se souviendra plus tard l'agent Gowan, et cela juste au moment où se procurer un repas à Rome relevait de l'exploit^[147]. »

Le père Draganovic, selon des documents déclassifiés par le département d'État des États-Unis en 1998, a sans doute profité personnellement de tout cela en faisant payer à certains réfugiés jusqu'à 1 500 dollars pour les faux papiers et 650 dollars pour chaque planque et cela en plus de ce que leur

fait payer le Vatican^[148].

Certains rapports font état du fait que des sympathisants nazis, dont des membres d'ODESSA (Organisation des anciens officiers SS) et de *Die Spinne* (L'Araignée) apportent un soutien financier aux réseaux d'évasion du Vatican.

Pavelic quant à lui, l'enfant chéri de l'Église, se retrouve sous la protection spéciale du père Draganovic qui non seulement fournit au dictateur fasciste un faux passeport de la Croix-Rouge mais l'accompagne à Buenos Aires, en compagnie de plus de 200 vieux officiers oustachis. Avant de revenir à Rome, Draganovic confie Pavelic aux bons soins de la hiérarchie argentine et le présente au gratin des dirigeants argentins, dont Juan Peron. En un an, Pavelic rassemble ses compatriotes oustachis expatriés et forme Hrvatska Drzavotvorna Stranka, un nouveau parti croate qui entend garder vivant le rêve d'une Croatie catholique. En 1959, Pavelic subit une attaque cardiaque lors d'un voyage en Espagne. Le « boucher des Balkans » reçoit sur son lit de mort une bénédiction spéciale et le sacrement de l'extrême-onction, le tout de la part du pape Jean XXIII^[149].

Le 23 novembre 1999, les survivants des atrocités effectuées en Croatie avec l'approbation des catholiques intentent un procès au Vatican pour recel de l'or volé par les Oustachis et pour avoir aidé les criminels nazis à fuir la justice en organisant des réseaux d'évasion vers l'Amérique du Sud. La poursuite, qui réclame plus d'un milliard de dollars de réparation, reçoit l'appui de l'Union ukrainienne des victimes et des prisonniers du nazisme et de l'Organisation des

combattants de la résistance antifasciste. « La poursuite contre la Banque du Vatican sera peut-être aussi importante que celle contre les banques suisses », déclare l'avocat Jonathan Levy. « En fait, les sommes concernées sont sans doute beaucoup plus élevées^[150]. »

CHAPITRE 7

Une prospérité au-delà de toute mesure

Regardant autour de lui, Jésus dit à ses disciples: « Qu'il sera difficile à ceux qui ont des richesses d'entrer dans le royaume de Dieu ! » Les disciples étaient déconcertés par ces paroles. Mais Jésus leur répète: « Mes enfants, qu'il est difficile d'entrer dans le royaume de Dieu ! Il est plus facile à un chameau d'entrer par le trou d'une aiguille qu'à un riche d'entrer dans le royaume de Dieu. » Ils étaient de plus en plus impressionnés; ils se disaient entre eux: « Alors, qui peut être sauvé? » Fixant sur eux son regard, Jésus dit: « Aux hommes, c'est impossible, mais pas à Dieu, car tout est possible à Dieu. »

Marc, X, 23-27

À la fin de la Deuxième Guerre mondiale, l'Italie n'est plus qu'« un gigantesque hospice de pauvres^[151] ». L'invasion des Alliés, la défense allemande, les sabotages des partisans italiens ont tout détruit: les routes, les chemins de fer, les ponts, les tunnels, les usines, les rues des villes, les marchés et les immeubles d'habitation. Cela veut dire la ruine économique pour le Vatican, puisque celui-ci a investi la donation de Mussolini presque uniquement dans l'industrie et le commerce en Italie. Désormais, bien des commerces sont fermés, quant aux industries elles sont toutes chancelantes, au bord de la faillite.

Pour aggraver le tout, le Parti communiste est désormais le

seul dans le pays à être prospère, bien organisé et agressif sur le plan politique. Son chef est Palmiro Togliatti, qui a passé presque toute la guerre à Moscou, invité de Joseph Staline^[152]. Son programme réclame la socialisation des entreprises qui ont été financées par l'institut de reconstruction industrielle (IRI) pendant la Crise, ces entreprises dans lesquelles Nogara a investi l'essentiel des capitaux de l'Église. Pie XII blêmit seulement à y penser.

Pour contrer la menace communiste, le Saint-Père décide de financer complètement la Démocratie chrétienne pour lui redonner vie sous l'égide d'Alcide De Gasperi dont la devise personnelle est: « catholique, italien et démocrate, dans cet ordre. » Sa vie durant, il a assisté à la messe et communiqué tous les jours. Dans la lettre de demande en mariage qu'il adresse à sa future femme, Francesca Romani, il écrit: « La figure du Christ vivant m'attire, me subjugué et me reconforte comme quand j'étais enfant. Je te désire à mes côtés, afin que tu te laisses attirer et prendre à ton tour dans cet abîme de lumière^[153]. »

Dans sa jeunesse, farouchement opposé au fascisme, De Gasperi s'est attiré l'hostilité de Mussolini. Alors qu'on l'a traîné devant un tribunal fasciste, il déclare : « C'est le concept même d'État fasciste que je ne peux accepter. Il existe pour moi des droits naturels que l'État ne peut se permettre de piétiner^[154]. » Mussolini le fait arrêter en 1927 et il est envoyé à la prison Regina Coeli. De Gasperi, comme son ami Antonio Gramsci, n'aurait sans doute pas survécu à un long séjour en prison qui aurait duré jusqu'à la chute du régime

fasciste. Mais quand Mussolini signe les Accords du Latran, Pie XI est en mesure de le faire libérer en s'en portant garant. Pendant les quinze ans qui suivent, il reste enfermé dans la bibliothèque du Vatican.

En 1946, il aurait été difficile pour Pie XII de trouver meilleur candidat pour diriger le Parti de la démocratie chrétienne. À 65 ans, De Gasperi est un homme digne, il a le verbe élégant, et il est farouchement dévoué à son illustre protecteur. Il est également — grâce à son long séjour dans la bibliothèque vaticane — politiquement sans tache.

Le Vatican fait passer des millions de lires à la Démocratie chrétienne par l'entremise d'une organisation laïque, l'Action catholique, dirigée par Bernardino Nogara^[155]. Du coup, on ne peut pas accuser le Vatican de violer les termes du Concordat de 1929 en intervenant directement dans la vie politique de l'État. Avec cet argent, la Démocratie chrétienne met sur pied partout en Italie vingt mille *comitati civici*, des comités civiques — sur le modèle des cellules communistes^[156]. Ces comités servent à recruter de nouveaux membres pour le parti.

Au cours des 12 mois qui précèdent les élections, les États-Unis injectent 350 millions de dollars en Italie à des fins humanitaires et politiques. Une part non négligeable de cet argent — environ 30 millions de dollars — va directement à l'Action catholique pour tenter d'éviter l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement communiste^[157]. Sous les auspices du Vatican, le cardinal Spellman fait campagne auprès des Italo-américains pour qu'ils convainquent leurs familles restées en

Europe de voter contre Togliatti et les communistes. « Le sort de l'Italie dépend des prochaines élections et de la lutte entre le communisme et le christianisme, entre l'esclavage et la liberté », écrit Spellman dans un tract qui est distribué dans les paroisses catholiques partout aux États-Unis^[158]. Quelques jours avant les élections, les Italiens sont bombardés de messages radio de personnages célèbres comme Frank Sinatra, Bing Crosby et Gary Cooper les pressant de soutenir la Démocratie chrétienne et de s'opposer à la propagation du communisme^[159].

En Sicile, les démocrates chrétiens se servent des fonds du Vatican pour faire alliance avec la mafia. Celle-ci accepte de donner une leçon aux communistes, en échange du prix du sang et du droit pour ses hommes d'occuper des postes de direction dans le parti. À la tête d'un groupe de tueurs, le chef mafieux Salvatore Giuliano et son cousin Gaspare Pisciotta se rendent à Portella délia Ginestra où les communistes fêtent une victoire électorale. Les truands tuent une douzaine de personnes et en blessent une cinquantaine d'autres. On tiendra de nouvelles élections et les Démocrates chrétiens entourés de leurs « nouveaux » amis remporteront une victoire éclatante. Des années plus tard, Gaspare Pisciotta reçoit l'ordre d'exécuter son cousin Salvatore Giuliano. Lors de son procès, il dira à propos du massacre : « Nous ne formions qu'un seul corps : bandits, police et mafia, comme le Père, le Fils et le Saint-Esprit^[160] ».

En définitive, l'union entre les démocrates chrétiens et la mafia donnera naissance à la haute mafia ou mafia politique.

À partir de ce moment-là, les politiciens reliés à la mafia vont contrôler l'aile droite du Parti démocrate-chrétien. C'est ce qui va entraîner la corruption de la politique en Italie, l'infiltration de mafieux bien formés — des gens comme Michele Sindona — dans le milieu de l'industrie et des affaires, ainsi que la dépravation accrue du Saint-Siège^[161].

À la veille des élections de 1948, trois cents évêques à travers toute l'Italie dénoncent Togliatti et les communistes du haut de leurs chaires. L'archevêque Giuseppe Siri de Gênes déclarera à ses diocésains que ne pas voter est un péché mortel, que voter pour un communiste est incompatible avec le fait d'être catholique et que les confesseurs : « devraient refuser l'absolution à toute personne qui n'aurait pas tenu compte de ses instructions^[162]. » À la même période, vingt-cinq mille prêtres vont faire du porte-à-porte chez leurs paroissiens pour recruter de nouveaux membres pour l'Action catholique. Et leur nombre passe de trois à cinq millions.

Très vite après le vote, les catholiques sont invités sur la place Saint-Pierre pour recevoir la bénédiction du Pape. Alden Hatch, un historien de l'Église, décrit ce rassemblement ainsi : « La foule remplissait l'immense esplanade et débordait le long de la via Conciliazione jusqu'aux ponts qui traversent le Tibre et même plus loin sur ses rives jusqu'au Corso Vittorio Emanuele. Le Saint-Père, portant la chasuble pontificale blanche et or, s'adressa à elle dans la tradition des Croisades et le ton passionné de son discours redonna du cœur à tous ceux qui l'entendirent et frappa leurs esprits^[163]. »

Toutes ces tactiques mènent à la victoire. Les Démocrates

chrétiens parviennent au pouvoir en juin 1948 avec 48 % des voix et un taux de participation de 90 %. Le Front populaire des communistes et des socialistes n'obtient finalement que 31 %. Le parti de la Démocratie chrétienne va garder le contrôle des affaires de l'État pendant les 20 ans qui suivent. La nouvelle République italienne devient un élément, respectable et centriste, de la nouvelle Europe. Elle entre à l'OTAN, se joint au Conseil de l'Europe, à la Communauté européenne du fer et de l'acier, et prend part au plan Marshall.

Avec la victoire sur les communistes, Pie XII entrevoit un coin de ciel bleu dans le brouillard de l'après-guerre. Le nouveau président De Gasperi, en reconnaissance du soutien que lui a apporté le Vatican, offre à l'Église les termes du Concordat signé avec Mussolini. Toutes les entreprises appartenant au Vatican en Italie resteront exonérées d'impôts et, en tant que sociétés légales d'un État souverain, libres de toute investigation publique. Rien des biens considérables de l'Église ne sera rendu à César.

Et avec l'aide financière américaine qui coule à flots en Italie, le Vatican reçoit des millions pour la revitalisation de ces entreprises comme Italgas et Immobiliare. De plus, l'administration Truman, par l'intermédiaire du cardinal Spellman, commence à faire parvenir au Vatican d'importantes sommes d'argent « au noir », pour « continuer à combattre les soviets en Europe ». Dans l'un de ses rapports destinés à Rome, Spellman insiste sur l'absolue nécessité de garder^[164] le secret sur les millions de dollars que les États-Unis déversent dans les coffres de l'Église catholique romaine.

« Des groupes subversifs aux États-Unis, écrit-il, pourraient prendre ce prétexte pour attaquer le gouvernement américain parce qu'il a laissé sortir de l'argent destiné au Vatican, et cela même si cet argent a été transmis indirectement^[165]. »

Avec un soutien de ce genre, venu à la fois de l'intérieur et de l'extérieur, le Vatican est le principal bénéficiaire du « miracle économique » italien. Entre 1953 et 1958, le produit intérieur brut (PIB) italien s'accroît de 150 %, pour atteindre 70 milliards de dollars. Le Vatican possède 90 des 180 banques, institutions de crédit et compagnies d'assurance qui existent dans le pays. Parmi ces sociétés, la plus importante est La Centrale, une entreprise qui fournit du crédit à moyen et à long terme à des projets dans les secteurs de l'agriculture, de l'hydro-électricité, du génie et des mines. En 1968, quand les Démocrates chrétiens perdent le contrôle du gouvernement, les titres de La Centrale comptent 8 235 actions dans une compagnie d'électricité, évaluées à 24,5 millions de dollars, et 1417 actions dans une autre, évaluées à 25,2 millions de dollars. À cette époque, La Centrale possède 107 millions de dollars en capital et 277 millions de dollars en actifs. Elle affiche des prêts industriels pour plus de 60 millions de dollars et des prêts de catégorie moyenne pour plus de 155 millions. Les profits nets de La Centrale se situent autour de 16 millions de dollars^[166].

Italcementi, une autre compagnie contrôlée par le Vatican, fournit plus de 30 % du ciment qui se consomme en Italie et possède une société financière, Italmobiliare. Cette dernière, quant à elle, possède sept banques dont le capital atteint 512

millions de dollars et les réserves 22 millions. De plus, cette société financière contrôle la Banca Provinciale Lombarda et le Credito Commerciale di Cremona dont les comptes s'élèvent à plus de 1,2 milliard. En 1968, l'année où la période faste prend fin dans la douleur, Italcementi possède 51,2 millions de dollars en capital et affiche 5 millions de profits nets^[167].

Pendant la même période, le Vatican devient l'actionnaire le plus important de trois grandes banques : Banco di Roma, Banca Commerciale Italiana et Credito Italiano, et de 76 autres banques en Italie, dont Banco Ambrosiano de Milan est l'une des plus prestigieuses. Par ailleurs, il achète deux grandes compagnies d'assurance, dont le capital à elles deux s'élève à 30 millions de dollars, et neuf petites compagnies d'assurance dont le capital total atteint 10,7 millions de dollars^[168].

Dans le secteur industriel, le Vatican contrôle Italgas qui fournit du gaz naturel à 35 villes italiennes. En 1968, cette société produit plus de 680 millions de mètres cubes de gaz par an et dispose d'un capital de 59 millions de dollars. Le Vatican finira aussi par posséder une énorme entreprise de télécommunication du nom de Società Finanziaria Telefonia, un important fournisseur de services de téléphonie et de télégraphie qui dégage des profits de plus de 20 millions de dollars par an^[169].

Après la guerre, le Vatican fait un certain nombre d'acquisitions dont Finsider, un cartel de l'acier qui compte parmi ses filiales le constructeur automobile Alfa Romeo;

Finmeccanica, une société de portefeuille pour 35 sociétés spécialisées dans toutes les étapes de l'ingénierie (y compris la production d'armes nucléaires) ; Finmare, qui gère des lignes maritimes pour passagers ; la compagnie Terni, qui fabrique des produits en acier; et Italsider, qui produit de la fonte brute, de l'acier en lingots et de la tuyauterie. Le Vatican acquiert encore Montedison, qui se spécialise dans l'extraction minière et la métallurgie, les produits pharmaceutiques, l'énergie électrique et le textile. En 1968, Montedison affiche des ventes de 854 millions de dollars et un profit net de 67 millions de dollars^[170].

Mais parmi les nouvelles acquisitions du Vatican, la plus lucrative est SNIA Viscosa, l'un des plus gros producteurs de l'industrie textile qui possède un capital de 90 millions de dollars en 1968 et affiche un profit de 15 millions^[171].

L'immense empire du Vatican comprend dans toute l'Italie des milliers d'autres entreprises — grandes et petites — spécialisées dans toutes sortes de domaines : la soie, le textile en général, l'édition, la fourrure, les spaghettis, le tourisme, le sel, l'électronique, le prêt-à-porter, les jouets et les grands magasins. Certaines de ces entreprises vont causer au Vatican un certain embarras. En 1968, quand le pape Paul VI publie *Humanae Vitae*, sa célèbre encyclique sur le contrôle des naissances, le Vatican possède toute une série de compagnies pharmaceutiques, dont Sereno, qui produit des pilules contraceptives du nom de Luteolas^[172].

Mais la plus grande entreprise du Vatican reste la Società Generale Immobiliare, un conglomérat géant, la plus grande

entreprise italienne du bâtiment. Par l'intermédiaire de l'Immobilier, le Vatican possède de grands hôtels en Italie, dont le Hilton de Rome, et les chaînes suivantes : Italo Americana Nuovi Alberghi, Alberghi Ambrosiani, Compagnia Italiana Alberghi Cavalieri et Società Italiani Alberghi Moderni. La société permet aussi au Vatican de déployer ses tentacules dans le monde occidental. En France, Immobiliare construit des tours de bureaux et des magasins au 90 avenue des Champs Élysées, au 61 rue de Ponthieu ou au 6 rue de Berry. Au Canada, il possède la Tour de la Bourse de Montréal, l'un des gratte-ciel les plus hauts du monde ; la tour Port-Royal de 224 appartements ; et un grand complexe résidentiel dans les environs de la ville, à Greendale. À Mexico, il acquiert toute la ville-satellite de Lomas Verdes. Aux États-Unis, il possède cinq grands ensembles d'appartements à Washington (DC) dont le Watergate Hôtel, plusieurs hôtels et tours de bureaux à New York et un complexe résidentiel de plus de 90 hectares à Oyster Bay^[173]. Une liste exhaustive des biens immobiliers du Vatican occuperait un deuxième tome de ce livre.

En plus de ce qu'il possède, le Vatican détient aussi la majorité des actions dans de grandes entreprises américaines comme Shell Oil, Gulf Oil, General Motors, General Electric, Bethlehem Steel, IBM et TWA. Quand les actions de ces entreprises montent ou baissent sur les marchés boursiers, ce sont des hommes comme Nogara et Pie XII qui sont à l'origine de ces mouvements^[174].

Ces investissements « étrangers » sont très rentables mais

la fortune de l'Église reste en Italie, où elle est protégée par l'État, où les députés élus de la Démocratie chrétienne sont aux ordres du Saint-Père.

Et pendant que l'Église acquiert des richesses terrestres immenses, Pie XII joue le rôle du saint détaché des contingences de ce monde. Selon son dossier de béatification, le Saint-Père ne dort pas plus de quatre heures par nuit ; se refuse le moindre plaisir (un café, par exemple) ; et passe des heures innombrables à communiquer avec le Seigneur « comme s'il était au sommet d'une montagne ». Dans les dernières années de sa vie, Pie XII prétend qu'il a reçu une visite spéciale de Jésus-Christ dans l'intimité de sa chambre à coucher.

Pour donner des preuves de sa sainteté, Pie XII fait réaliser un documentaire destiné à être diffusé dans les salles de cinéma du monde entier. Ce film s'intitule *Pastor Angelicus* et décrit la vie quotidienne du Pape et la manière dont celui-ci a donné vie à la prophétie du moine irlandais Malachie disant que le 262^e successeur de Pierre serait un « berger angélique ». Au début du film, on voit Pie XII portant un agneau sur les épaules. Puis on suit le Pape qui avance doucement dans les couloirs de marbre du Vatican, vêtu de sa soutane blanche, comme une apparition sacrée, tandis que monsignori et cardinaux dans leurs robes étincelantes s'agenouillent sur son passage. Le film se poursuit en montrant la famille royale italienne — le roi et les princesses — qui tombe à genoux pour baiser sa bague, acceptant ainsi la supériorité du souverain pontife sur les rois et les grands de ce monde. Dans une autre

scène, le Saint-Père reçoit un groupe de premières communiantes aux mains encombrées de chapelets et de lys, pour leur donner sa bénédiction. Le message de cette image de Pie XII est clair: revêtu de sa soutane d'un blanc éclatant parmi les robes immaculées des communiantes, le *pastor angelicus* est la source même de la pureté^[175].

L'aura de sainteté du Pape est rehaussée par un autre détail qui lui est particulier : son odeur. Lors d'une rencontre avec le Pape, l'écrivain John Guest exprime son étonnement devant cette odeur surnaturelle. Il écrit : « Pas une odeur au sens commun, non pas agréable ou excitante, mais une odeur fraîche, très pure [...]. Une sorte de délicieuse odeur de rosée du petit matin, qu'on pourrait presque caractériser comme l'absence soudaine de toute odeur [...]. Peut-être est-ce l'imagination; peut-être une affection nerveuse de l'odorat, par sympathie, quand les autres sens sont intensément stimulés; peut-être s'agit-il de la véritable, de l'originale "odeur de sainteté". » Les hôtes du Pape ignorent de toute évidence que sœur Pasqualina, sa gouvernante et protectrice, asperge régulièrement les mains et le mouchoir du Saint-Père d'une solution antiseptique pour le protéger des microbes qu'il pourrait attraper au contact des hommes^[176].

Pour faire étalage de son savoir surnaturel qui frôle l'omniscience, Pie XII fait des discours sur toutes sortes de sujets à ceux qui lui rendent visite: la dentisterie, la gymnastique, la psychologie, la psychiatrie, la philosophie, l'agriculture, la médecine, l'art de présenter les nouvelles et même la gynécologie. Lorsqu'il rencontre T. S. Elliot, critique littéraire

et poète, pour un entretien privé, le Pape lui fait un véritable exposé sur les tendances de la littérature moderne^[177].

Le Pape tient absolument à ce que l'on croit qu'il est polyglotte, alors il apprend par cœur d'« élégants petits discours » en anglais, en danois, en néerlandais, en suédois, en russe, en espagnol et en portugais et il les récite comme un perroquet quand il reçoit la visite de dignitaires étrangers. Pourtant, il ne parle en fait que l'italien, le français et un peu d'allemand. Au fil des années, ces discours se répètent, même quand les visiteurs sollicitent une audience pour la deuxième fois^[178].

Le 9 octobre 1958, Pie XII rend l'âme et s'en va vers la récompense éternelle. *L'Osservatore romano* décrit ses funérailles comme: « les plus grandioses de la longue histoire de Rome, surpassant même celles de Jules César^[179]. » Mais « pendant l'exposition du corps à Saint-Pierre, la dépouille commence à se décomposer dans la tiédeur de l'automne [...]. Le visage du pape défunt devient gris-vert, puis violet^[180]. » Pour aggraver encore les choses, son corps commence à « émettre d'affreux bruits intestinaux et des éructations [...]. La puanteur est telle que l'un des gardes s'évanouit. Comme un dernier outrage, le nez devient noir et se détache avant la mise en terre^[181]. » Pour certains, tout cela ressemble à un message venu du ciel : le corps du Christ (en la personne de son Vicaire) est corrompu.

En guise de dénouement à tout ce drame pontifical, Bernardino Nogara meurt à Rome quelques semaines plus tard. La mort du grand financier du Vatican passe presque

inaperçue dans la presse. Bien des journalistes ne connaissent ni son poste au Vatican et ni son statut véritable. Quelques-uns parleront de lui comme d'un illustre monsignore. Bien peu savent que c'était un laïc, qu'il avait étudié l'architecture et que le grand projet de sa vie ne fut ni un bâtiment ni un pont mais un immense complexe financier connu sous le nom de « Vatican Inc. ».

CHAPITRE 8

Un Pape de gauche

La multitude de ceux qui étaient devenus croyants n'avait qu'un cœur et qu'une âme et nul ne considérait comme sa propriété l'un quelconque de ses biens: au contraire, ils mettaient tout en commun. Une grande puissance marquait le témoignage rendu par ses apôtres à la résurrection du Seigneur Jésus et une grande grâce était à l'œuvre chez eux tous. Nul parmi eux n'était indigent: en effet ceux qui se trouvaient possesseurs de terrains ou de maisons les vendaient, apportaient le prix des biens qu'ils avaient cédés et les déposaient aux pieds des apôtres. Chacun en recevait une part selon ses besoins.

Actes, IV, 32-35

Tout ce qu'avaient construit Pie XI, Pie XII et Nogara s'effondre presque avec l'élection d'Angelo Roncalli, qui allait devenir le pape Jean XXIII. Ce fils de petits fermiers était, comme le remarquera la fille du premier ministre soviétique Nikita Khrouchtchev, « un vrai socialiste » avec « des mains de paysan^[182] ». En 1892, à l'âge de onze ans, il entre au petit séminaire et est ordonné douze ans après. En 1918, après avoir été aumônier, il est désigné pour enseigner l'histoire de l'Église au Grand séminaire pontifical romain au Latran. Il est démis de ses fonctions parce qu'il se montre trop favorable au communisme et aux idées modernes. Il est, entre autres, en faveur des mariages dit mixtes entre catholiques et non-

catholiques. Celui qu'on appelle le « prêtre de gauche » devient copiste à la Congrégation orientale du Saint-Siège, avant de recevoir la charge de visiteur apostolique en Bulgarie, un poste qui nécessite qu'on le fasse évêque^[183].

À la fin de la Deuxième Guerre mondiale, Roncalli est envoyé comme nonce apostolique à Paris où il se lie d'amitié avec le président français Vincent Auriol, avec Maurice Thorez, chef du Parti communiste, et Édouard Herriot, chef du Parti radical. Thorez envoie au Kremlin un rapport élogieux sur Roncalli qui pour lui est le prêtre idéal. Thorez écrit aux autorités soviétiques que Roncalli comprend le marxisme comme un marxiste et que, si le Parti communiste n'affichait pas un athéisme militant, le nonce pourrait certainement être considéré comme un « camarade chrétien » au sein de l'Église catholique^[184].

Quand Pie XII condamne les ecclésiastiques procommunistes et qu'il les oblige à dissoudre les groupes qu'ils forment, Roncalli conteste ces prises de positions lors d'un entretien privé avec le Pape. Il encouragera par la suite les prêtres ouvriers à poursuivre leur action politique, mais « sans trop s'afficher ».

En 1948, quand Pie XII menace tous les prélats qui appuient le communisme, Roncalli, qui est le premier observateur permanent du Vatican aux Nations Unies, établit des relations étroites avec Palmiro Togliatti et d'autres membres du Parti communiste italien. On ne peut plus ignorer l'existence du « prêtre de gauche », surtout depuis que Togliatti a informé les autorités soviétiques que Roncalli pourrait être l'« homme

idéal » pour arriver à trouver un bon compromis entre l'Église et le communisme^[185].

En 1954, le comte Dalla Torre, rédacteur en chef du journal du Vatican, *L'Osservatore romano*, met Pie XII en garde à propos des sympathies communistes de Roncalli. D'autres membres de la noblesse noire expriment les mêmes craintes^[186].

Roncalli attire également l'attention du FBI et de la CIA. Ces deux agences de renseignement commencent à constituer des dossiers détaillés sur lui et sur les activités suspectes d'autres « progressistes » du Vatican, dont monsignore Giovanni Battista Montini, le futur Paul VI.

À l'instigation du secrétaire d'État américain John Foster Dulles et du chef de la CIA, Allan Dulles, le cardinal Francis Spellman, de l'archidiocèse de New York, rencontre Pie XII pour lui « révéler » des informations confidentielles et demander à ce que Roncalli soit renvoyé du Vatican. Ce renvoi, bien entendu, devra s'effectuer très diplomatiquement et avec le plus grand tact. Pie XII obtempère en élevant Roncalli au Collège des cardinaux et en l'envoyant au Patriarcat de Venise, où l'on espère bien que cet homme encombrant, avec ses 72 ans, va consacrer ce qui lui reste de vie à « la pastorale^[187] ». De la même façon, après cet entretien, Giovanni Montini est relevé de ses fonctions de secrétaire au Vatican et on l'envoie occuper la charge d'archevêque de Milan où il a bien peu de chances de devenir cardinal.

Pie XII désigne le cardinal Giuseppe Siri comme étant son successeur idéal^[188]. Siri est farouchement anticomuniste et d'un traditionalisme intransigeant en matière de doctrine ecclésiastique. Il est également doué pour la bureaucratie et a été formé aux subtilités des finances vaticanes par Bernardino Nogara. De plus, Siri bénéficie de l'appui d'un groupe de cardinaux que l'on appelle « le Pentagone ». Ce groupe comprend les cardinaux Canali, Pizzardo, Mucara, Ottaviani, Mimmi et Spellman. Il existe également un groupe de progressistes anti-Pentagone, moins connu, et composé du primat de Pologne, Wyszynski, du cardinal indien Garcias, des cardinaux français, du cardinal Lercaro et de Roncalli. Les progressistes sont inquiets de la rigidité du régime de Pie XII, de la centralisation de tous les pouvoirs, du fait que toute l'autorité se trouve entièrement entre les mains du Pape, de son refus d'entamer des réformes, et des croisades anticomunistes qui creusent un abîme entre l'Est et l'Ouest.

En 1958, alors que les cardinaux sont enfermés dans la chapelle Sixtine pour élire un nouveau pape, un certain nombre d'événements mystérieux vont se produire. Au troisième tour de scrutin, si l'on en croit certaines sources du FBI, Siri obtient les voix nécessaires et il est élu sous le nom de Grégoire XVII^[189]. La fumée blanche apparaît au-dessus de la cheminée de la chapelle pour avertir les fidèles qu'un nouveau pape a été élu. La nouvelle est annoncée avec joie à six heures de l'après-midi par la radio du Vatican. Le présentateur déclare: « La fumée est blanche: il n'y a absolument aucun doute. Un pape a été élu^[190]. ». La Garde

palatine et la Garde suisse sont averties. On fait sortir la première de ses quartiers et on lui ordonne de se rendre à la basilique Saint-Pierre pour l'annonce officielle de l'identité du Saint-Père. Des milliers de fidèles se massent sous les fenêtres du Palais apostolique pour recevoir la bénédiction du nouveau pape.

Mais le nouveau pape n'apparaît pas au balcon. On commence à se demander si la fumée était vraiment blanche. Pour faire taire tous ces doutes, monsignore Santaro, secrétaire du Conclave des cardinaux, déclare à la presse qu'en effet la fumée était blanche et qu'un nouveau pape a été élu. On continue à attendre. Dans la soirée, la radio du Vatican annonce que les résultats sont incertains. Le 27 octobre 1958, on peut lire dans le *Houston Post* le titre suivant : « Les cardinaux ne parviennent pas à élire un pape en quatre tours de scrutin : une erreur dans les signaux de fumée donne lieu à une fausse déclaration^[191]. »

Pourtant, la première déclaration disait vrai. Au quatrième tour de scrutin, selon des sources du FBI, Siri obtient les voies nécessaires et il est élu. Mais les cardinaux français font annuler l'élection en prétendant qu'elle entraînerait des émeutes un peu partout et l'assassinat de plusieurs évêques importants derrière le rideau de fer^[192].

Les cardinaux décident d'élire le cardinal Federico Tedeschini comme « pape de transition », mais son mauvais état de santé ne lui permet pas d'accepter cette charge. Finalement, le troisième jour du vote, Roncalli reçoit les appuis nécessaires et il devient le pape Jean XXIII. Les

cardinaux conservateurs pensent qu'à son âge (il a 78 ans), Roncalli est trop vieux pour faire des dégâts au Vatican et qu'il va se contenter d'être un « pape gardien » jusqu'au prochain conclave. Ils se trompent lourdement.

La première décision du nouveau pape est de faire appel à Giovanni Battista Montini, un progressiste comme lui qui a été exilé dans le Nord de l'Italie avec une charge d'archevêque.

Il nomme ensuite 23 autres cardinaux pour écarter toute tentative de reprise de contrôle du Vatican de la part des « ultras » (c'est ainsi qu'il désigne la vieille garde). Parmi ces nouveaux cardinaux, il y en a plusieurs qui sont connus pour leur sensibilité de gauche; d'autres viennent de pays du Tiers-Monde^[193]. De retour aux États-Unis après le Conclave, le cardinal Spellman ne cache pas son mépris pour le nouveau Pape. Il déclare : « Ce n'est pas un pape, il devrait plutôt vendre des bananes^[194]. »

Jean XXIII commence à éliminer tous ceux qui ont eu des liens avec Pie XII. On demande même à Mère Pasqualina, qui s'est occupée de Pie XII pendant plus de trente ans, de vider les appartements où elle vit au palais pontifical en l'espace de quelques heures. Les « rats nuisibles », c'est-à-dire les jésuites qui ont dominé le Vatican pendant les 19 ans du règne de Pie XII, sont prêts à s'enfuir. Le comte Dalla Torre, qui a été rédacteur en chef de *L'Osservatore romano*, l'organe de presse officiel du Vatican, est congédié et on lui donne l'ordre de prendre du service à la bibliothèque vaticane où il passera le reste de ses jours « à errer sans but, comme un fantôme nostalgique ». Quant aux deux neveux de Pie XII qui

occupaient les postes de direction à la Banque du Vatican, ils sont obligés d'accepter une retraite anticipée^[195].

Jean XXIII entreprend d'établir un dialogue d'abord avec les socialistes puis avec les communistes, en les assurant qu'il appuiera les réformes sociales. On peut le croire sur parole. En mai 1961, il publie sa célèbre encyclique *Mater et Magistra* qui analyse le développement de la doctrine sociale de l'Église de l'époque du pape Léon XIII à la Guerre froide. D'un trait de plume, le Pape place l'Église du côté des réformateurs de gauche, en insistant sur le fait que celle-ci doit se trouver à la fine pointe du changement social et des réformes économiques. Au grand émoi des traditionalistes, il endosse le processus de « socialisation », appelant à l'abolition des distinctions de classes, à la distribution des biens selon des « normes de justice » et à l'élimination de la propriété privée^[196]. Pour certains, il s'agit d'un véritable manifeste du parti communiste version catholique. À New York l'écrivain conservateur William F. Buckley se moque de tout cela : « *Mater*, d'accord ; *Magistra*, non », ironise-t-il. Deux ans après, Jean XXIII publie une encyclique encore plus radicale, *Pacem in terris*, qui en appelle au rapprochement entre les catholiques et les communistes et à l'application de la dialectique marxiste à l'enseignement chrétien^[197]. Conformément à l'esprit de ce texte, le Pape invite Khrouchtchev au Vatican où il reçoit également plusieurs autres dirigeants soviétiques, dont le rédacteur en chef du journal Izvestia auquel il accorde une audience privée.

Les effets de ces prises de position se font sentir dans le

monde entier. En Amérique latine, le mélange de marxisme et de christianisme débouche sur la théologie de la libération qui va menacer l'ordre social établi partout au sud des États-Unis. Au cours d'une interview, Jean XXIII ouvre une fenêtre de son bureau et déclare aux journalistes qu'il a décidé de convoquer un concile œcuménique pour faire souffler un peu d'air frais dans l'« univers clos et étouffant » de l'Église catholique romaine^[198]. Le concile, connu sous le nom de Vatican II, va entraîner l'abandon de la vieille tradition, l'assouplissement du droit canon et la traduction en langues vernaculaires de la liturgie en latin. Tout cela au nom de ce que le Pape appelle un *aggiornamento*, une mise à jour. « Nous ne sommes pas nés pour être des gardiens de musée », dira-t-il un jour devant la Curie, « mais pour cultiver le jardin foisonnant de la vie^[199]. » La révolution du pape « gardien » devient si dévastatrice qu'un ecclésiastique catholique important s'en plaindra en ces termes : « Quatre siècles d'histoire — toutes les réalisations du Concile de Trente — ont été anéantis en quatre ans^[200]. »

Mais, par bien des aspects, ce qui dérange le plus dans les réformes de Jean XXIII, c'est son refus de financer la Démocratie chrétienne. Du jour au lendemain, la structure de la scène politique en Italie va changer. Pour se maintenir au pouvoir devant la montée du nombre de communistes dans le pays, la Démocratie chrétienne forme une coalition avec les socialistes, une orientation que l'on désigne comme une *apertura alla sinistra*, une ouverture à gauche^[201]. Cette ouverture va déboucher sur le gouvernement d'Aldo Moro,

nouveau leader des démocrates chrétiens, qui nomme au poste de premier ministre adjoint le vieux leader du Parti socialiste Pietro Nenni.

En 1963, le gouvernement Moro est obligé de faire alliance avec Luigi Longo, leader des communistes italiens. Le contrôle de l'Église catholique sur le gouvernement du pays est désormais chose du passé. Les termes du Concordat signé avec Mussolini sont susceptibles d'être réétudiés et modifiés. De tous les changements et les réformes dont Jean XXIII est l'instigateur, son refus de financer la Démocratie chrétienne va se révéler le plus important pour l'avenir de Vatican Inc. Il donne lieu non seulement à l'ouverture à gauche du gouvernement mais également au plus sinistre de tous les développements : le mariage de Sa Sainte Mère l'Église avec la mafia.

CHAPITRE 9

Le maelström de Montini

Alors les Pharisiens allèrent tenir conseil afin de le prendre au piège en le faisant parler. Ils lui envoient leurs disciples avec les Hérodiens pour lui dire: « Maître, nous savons que tu es franc et que tu enseignes les chemins de Dieu en toute vérité, sans te laisser influencer par qui que ce soit, car tu ne tiens pas compte de la condition des gens. Dis-nous donc ton avis: Est-il permis, oui ou non, de payer le tribut à César? » Mais Jésus, s'apercevant de leur malice, dit: « Hypocrites, pourquoi me tendez-vous un piège ? Montrez-moi la monnaie qui sert à payer le tribut. » Ils lui présentèrent une pièce d'argent. Il leur dit: « Cette effigie et cette inscription, de qui sont-elles? » Ils répondirent: « De César. » Alors, il leur dit: « Rendez donc à César ce qui est à César, et à Dieu ce qui est à Dieu. »

Matthieu, XXII, 15-21

En 1963, après avoir fait ce qu'il fallait pour éviter que le Saint-Office ne tombe aux mains des réactionnaires, le pape Jean XXIII meurt des suites d'un carcinome inopérable. Il a noyauté le Collège des cardinaux avec des progressistes qui revendiquent maintenant la « collégialité » — un partage de l'autorité ecclésiastique entre les évêques et le pape — et préparé Giovanni Montini, l'archevêque de Milan, à lui succéder.

Montini n'a rien d'un radical. Ses manières sont douces, il est attentionné, gentil et il s'acquitte de ses tâches avec un

zèle irréprochable. Une fois installé sur le trône pontifical et devenu le pape Paul VI, il voyage à travers le monde, prononce souvent jusqu'à neuf discours par jour et reçoit plus d'un million de visiteurs par an. Tous peuvent l'approcher, y compris la presse, et il répond même à des questions sur sa sexualité, déclarant un jour en toute franchise à un reporter qu'il n'est pas homosexuel.

Mais à l'annonce du décès de Jean XXIII, l'idée même de voir Montini devenir pape horrifie la vieille garde, sans parler du département d'État des États-Unis. À l'époque d'Eisenhower, le chef de la CIA Allan Dulles, frère du Secrétaire d'État John Foster Dulles, avait constitué un dossier volumineux sur Montini, un dossier marqué de deux couleurs, le rouge et le noir, indiquant ainsi qu'il était un sympathisant marxiste potentiellement menaçant pour l'équilibre du pouvoir^[202]. On y apprend que Montini, alors sous-secrétaire du Pape, a envoyé secrètement une dépêche à Joseph Staline. Personne n'a jamais su ce que cette dépêche contenait ni si Montini avait agi pour obéir à Pie XII, mais le contact avec le dictateur soviétique suffit à le rendre suspect aux yeux des représentants du gouvernement américain^[203]. Leur inquiétude s'accroît après la mort de Staline quand Montini, de son propre chef cette fois, envoie une lettre au président de la Chine communiste Mao Tsé-Toung, une lettre qui lui reviendra sans avoir été ouverte.

D'autres épisodes s'ajoutent encore au dossier de Montini, comme son appui aux forces communistes en Espagne en 1938 et les rumeurs voulant qu'il ait informé les représentants

du Kremlin qu'Hitler avait l'intention d'envahir la Russie^[204].

Les tendances politiques de Montini lui valent finalement d'être éloigné du Vatican en 1954 et « exilé » à Milan avec une charge d'archevêque, sans possibilité de se mêler des affaires du Vatican ou de devenir cardinal.

Mais l'arrivée d'un pape de gauche change la donne. Jean XXIII rappelle « l'exilé » et le gratifie de la calotte rouge qu'on lui avait refusée.

L'élection de 1963 préoccupe la CIA qui tente de proposer la candidature du cardinal Siri, connu pour être pro-américain. Comme on l'a déjà noté, on confie à un cardinal américain un émetteur radio pour transmettre à Langley, en Virginie, tous les développements des délibérations du conclave. Le 21 juin, avant même que la fumée blanche ne s'échappe de la cheminée de la chapelle Sixtine, le quartier général de la CIA apprend que Montini est élu et qu'il va devenir pape sous le nom de Paul VI. Le conclave a été mis sur écoute^[205].

Les inquiétudes de la CIA sont tout à fait fondées. Paul VI (Montini) s'avère même plus radical et « progressiste » que son prédécesseur. Dans son encyclique *Populorum Progressio*, le nouveau pape condamne le capitalisme et le choix du libre-échange dans l'économie mondiale : « Le superflu des pays riches doit servir aux pays pauvres. La règle qui valait autrefois en faveur des plus proches doit s'appliquer aujourd'hui à la totalité des nécessiteux du monde. Les riches en seront d'ailleurs les premiers bénéficiaires. Sinon, leur avarice prolongée ne pourrait que susciter le jugement de

Dieu et la colère des pauvres, aux imprévisibles conséquences^[206]. » Il poursuit en critiquant l'idée de profit et le concept de propriété privée: « C'est dire que la propriété privée ne constitue pour personne un droit inconditionnel et absolu^[207]. » Dès sa parution, *The Wall Street Journal* taxe le document pontifical de « marxisme réchauffé^[208] ». Certains estiment que l'Encyclique a des relents d'hypocrisie. Si « le superflu des pays riches doit servir aux pays pauvres », que dire de la richesse superflue de l'Église ? Des millions et des millions enfermés dans les coffres de la Banque du Vatican ?

Davantage encore que ses paroles, les gestes de Paul VI dérangent. Il soutient le régime de Castro à Cuba et donne carte blanche aux évêques, aux prêtres et aux religieuses marxistes d'Amérique latine, d'Europe et d'Afrique. Il refuse également de s'élever contre la persécution des catholiques lituaniens par les Soviétiques, contre l'interdiction de la foi en Hongrie, en Roumanie et en Tchécoslovaquie, et contre le sort réservé aux prisonniers politiques à Cuba.

Défenseur du communisme, Paul VI ne voit plus l'Église comme le « royaume de Dieu » mais comme le « peuple de Dieu ». Cette définition implique que l'Église catholique romaine n'est plus « la seule véritable Église de Jésus-Christ ». Elle consacre le concept de pluralisme religieux et suggère l'abandon de tout prosélytisme et de toute activité missionnaire. Elle engendre l'idée que les peuples peuvent décider par eux-mêmes ce qu'ils doivent croire et comment y croire. Le rôle de l'Église, « du peuple de Dieu », se limite à pourvoir à leurs besoins sociaux et matériels.

Paul VI n'est pourtant pas un révolutionnaire comme son prédécesseur, qui prenait des décisions rapides et exigeait des changements immédiats. Le nouveau pape réfléchit pendant des jours et des jours et souvent n'arrive pas à se décider à agir. On le constate dans la façon dont il gère la crise théologique en Allemagne et le conflit au Moyen-Orient. Par ses hésitations il se démarque de ses prédécesseurs. Au Vatican, on commence à dire de lui qu'il est « ham létien ».

Il affiche souvent des idéologies contradictoires. Bien qu'il adhère à l'idée d'une « Église du peuple » et qu'il appuie des causes de gauche, Paul VI a une conception impériale du Saint-Office. Il refuse de réformer la Curie et de retirer le Code du droit canon datant de 1917 qui centralise tout le pouvoir ecclésiastique dans la papauté. C'est ce qui explique que le mouvement en faveur de la collégialité se soit arrêté net. Au Vatican, les observateurs n'arrivent pas à comprendre comment le Saint-Père peut être si progressiste en politique mais si intransigeant sur la gestion de l'État.

Cette intransigeance se manifeste au moment de la publication d'*Humanae Vitae* en 1968. Le Pape, qui prépare son Encyclique, ne consulte personne — même pas les membres du comité nommés par Jean XXIII pour étudier la question du contrôle des naissances. Il décide seul, comme si le Concile Vatican II n'avait jamais eu lieu. *Humanae Vitae* condamne non seulement l'avortement et la stérilisation mais aussi « toute action qui, soit en prévision de l'acte conjugal, soit dans son déroulement, soit dans le développement de ses conséquences naturelles, se proposerait comme but ou

comme moyen de rendre impossible la procréation^[209] ».

Le Pape ne s'attend pas au tumulte que provoque son encyclique. En Angleterre, on peut lire dans le *Guardian* qu' *Humanae Vitae* est « la bourde fatale des temps modernes^[210] ».

The Economist écrit : « Elle peut bien susciter les pires controverses, cette encyclique est intellectuellement d'un autre âge, plus encore que les dodos^[211]. » Même l'hebdomadaire catholique *The Tablet* se demande où est passée « la réflexion profonde et novatrice que l'Église avait promise^[212] ».

Tous semblent se déchaîner contre lui. Le Pape de « l'Église du peuple », où tous sont égaux, se retrouve devant des évêques assoiffés d'autonomie, des religieuses qui veulent devenir prêtre, des prêtres qui veulent se marier, des laïcs qui veulent d'administrer les sacrements, des théologiens qui exigent la liberté de pensée, et des homosexuels et des divorcés qui réclament la reconnaissance sans concession de leur statut. Le nouveau peuple s'est lancé à l'assaut de la vieille Église et le Pape est sans défense devant lui. De plus en plus, il réagit en fondant en larmes.

Mais voilà qu'une crise survient, qui relègue au rang d'incidents mineurs tous les malheurs de Sa Sainte Mère l'Église. En 1969, le gouvernement italien, maintenant formé d'une coalition de démocrates chrétiens, de socialistes et de communistes, décide de révoquer le Concordat de 1929 avec Mussolini : le Vatican perd l'exemption d'impôt sur tous ses

biens en Italie dont il a bénéficié jusque-là. Il sera dorénavant traité comme n'importe quelle autre institution commerciale ou financière. Cette seule idée fait pâlir Paul VI. On estime la somme due à plus de 720 millions de dollars. Déjà secoué par une crise spirituelle, le Vatican est maintenant au bord de la ruine.

Le Saint-Père doit adopter des mesures extraordinaires. Il entre en contact avec Michele Sindona, le banquier de la mafia sicilienne.

C'est pendant les années passées à l'épiscopat de Milan que Paul VI fait la connaissance de Sindona. En 1959, le cardinal peine à recueillir les 2,4 millions de dollars nécessaires à la *Casa della Madonnina*, un foyer pour personnes âgées. Sindona offre ses services et réunit la somme pour le lendemain. L'argent sort des poches de certains hommes d'affaires de la mafia pressés d'établir des relations avec le Saint-Siège et, chose étrange, avec la CIA. Victor Marchetti, ancien agent de la CIA, expliquera par la suite comment l'agence américaine a été mêlée aux affaires internes de l'Église catholique: « Dans les années 1950 et 1960, la CIA a apporté un appui financier à différentes organisations parrainées par l'Église catholique, comme des orphelinats ou des missions. De nombreux prêtres et monsignori ont reçu des millions de dollars tous les ans. Parmi eux se trouvait le cardinal Giovanni Battista Montini. Il est bien possible que le cardinal Montini ait ignoré la provenance de l'argent. Il a pu penser qu'il s'agissait d'amis^[213]. »

Au printemps de 1969, tard dans la soirée, Sindona se

présente au bureau privé du Pape au quatrième étage du Palais apostolique. Petit, mince et éloquent, le mafioso porte un complet bleu marine parfaitement coupé, une chemise blanche, des boutons de manchette en or et une cravate en soie. Il semble dispos et confiant. Le Pape est assis sur l'un de ses fauteuils recouverts de satin. Il se tient penché en avant, il a l'air fatigué et malade. Le Saint-Père ne tend pas la main pour recevoir le baiser de Michele, ils se saluent plutôt en se serrant la main comme de vieux amis.

« Nous avons un problème grave », dit Paul VI à Sindona, faisant référence à la décision du Parlement de lever l'exemption fiscale sur les biens du Vatican. Permettre à l'Italie de taxer les investissements du Vatican, explique le Pape, c'est courir le risque que les autres pays n'emboîtent le pas, et, pour finir, que la vaste fortune de l'Église soit irrécupérable. « Il s'agit », dit-il, « d'une affaire de la première importance^[214]. »

Sindona propose une stratégie pour envoyer les capitaux du Vatican à l'étranger et les investir, par un réseau d'entreprises offshore, dans le marché lucratif de l'eurodollar, qui est exonéré d'impôts. Cette solution mettrait non seulement les actifs du Vatican à l'abri grâce à l'*omertà* — chère aussi bien au Vatican qu'à la mafia — mais elle ferait également comprendre clairement au monde que l'Église catholique est forte et que la moindre intervention dans ses finances peut avoir des conséquences désastreuses sur les économies nationales^[215]. Cette proposition a des proportions inédites — c'est une aventure qui donnera au banquier sicilien le contrôle

des investissements de l'Administration spéciale et de la Banque du Vatican.

Dès qu'il entend la proposition, le Pape tend à Sindona une entente qu'il a déjà préparée. Cette dernière dépasse même ce que le mafioso a pu espérer ou ce qu'il a osé suggérer. Sindona est nommé *Mercator senesis romanam curiam*, « banquier en chef de la Curie romaine » et détiendra désormais le contrôle complet de la politique d'investissement du Vatican, en Italie comme à l'étranger^[216]. Selon les termes de cet accord, Sindona travaillera en étroite collaboration avec l'évêque Paul Marcinkus, le nouveau président de la Banque du Vatican, et le cardinal Sergio Guerri, gouverneur de l'État de la Cité du Vatican. Mais ces derniers ne seront guère que des conseillers. Sindona peut maintenant disposer des milliards du Vatican.

Le chef de la mafia tourne la dernière page du document, regarde le Saint-Père et sourit. Le Pape a déjà signé et il a apposé son sceau. Difficile d'imaginer une plus grande marque de confiance de la part du Vicaire du Christ.

Michele Sindona signe le document à son tour, s'agenouille devant le Pape et porte à ses lèvres l'anneau du pêcheur, insigne de la papauté. Paul VI, en échange, lui accorde sa bénédiction. Le « règne de Satan » est sur le point de s'ouvrir.

CHAPITRE 10

Le requin entre en scène

Ne formez pas d'attelage disparate avec les incrédules; quelle association peut-il y avoir entre la justice et l'impiété? Quelle union entre la lumière et les ténèbres ? Quel accord entre le Christ et Béliar? Quelle relation entre le croyant et l'incrédule? Qu'y a-t-il de commun entre le temple de Dieu et les idoles ? Car nous sommes nous le temple du Dieu vivant comme Dieu l'a dit: Au milieu d'eux, j'habiterai et je marcherai, je serai leur Dieu et ils seront mon peuple.

2 Corinthiens, VI, 14-16

Après avoir étudié le droit fiscal à l'Université de Messine en 1942, Michele Sindona gagne bien sa vie en faisant du marché noir. Il achète de la nourriture et des marchandises volées dans les magasins de l'armée américaine à Palerme et les passe en contrebande à Messine, où il encaisse un énorme profit en les vendant à une population affamée. Pour obtenir l'autorisation de faire ce trafic, Sindona s'est adressé à l'archevêque de Messine, qui l'a présenté à Vito Genovese, tout juste débarqué en Sicile après avoir été accusé aux États-Unis du meurtre de Ferdinand Boccia, un petit escroc surnommé *the Shadow*, l'Ombre^[217].

Genovese, qu'on appelle Don Vitone, est l'un des chefs de *Murder Incorporated*^[218]. Il est le second de Lucky Luciano

(Salvatore Luciano) et, à ce titre, il dirige à Manhattan le trafic de narcotiques et la traite des blanches. Avec son patron, Genovese a organisé et perpétré le meurtre de Joe Masseria, le chef des chefs de la mafia américaine^[219].

L'association fonctionne à merveille. Sindona achète la protection de Genovese en lui versant une part de ses profits et, en échange, le jeune entrepreneur peut opérer librement, sans que les autres *mafiosi* ne s'interposent. Sindona n'est pas seul dans cette affaire. Des chefs (*i capi*) aux plus minables hommes de main (*i picciotti*), tous les *mafiosi* gagnent beaucoup d'argent. Pratiquement tout ce que les Italiens mangent, portent, fument, tout ce qui leur sert de véhicules sous l'occupation alliée provient des bases militaires américaines. « Comment j'ai bâti ma fortune ? », Don Luciano Leggio expliquera à ses juges des années des années plus tard : « J'ai profité du marché noir pendant et après la guerre. Imaginez- vous que l'on pouvait acheter un quintal de céréales de la Commission agricole à 2000 ou 2 500 liras et le revendre sur le marché noir à 15 000 liras^[220]. »

Don Luciano Leggio n'est pas seulement l'un des caïds de la mafia, il dirige aussi Anonima Sequestri, un groupe politique de Palerme apparenté aux fascistes. Leggio se lie d'amitié avec Sindona et l'accueille dans sa famille mafieuse. Grâce à Leggio, Sindona fait la connaissance du père Agostino Coppola, qui sera accusé plus tard d'avoir organisé un meurtre et orchestré l'enlèvement de plusieurs hommes d'affaires et dirigeants politiques italiens. Le père Coppola n'est pas le seul prêtre catholique à agir dans la mafia sicilienne^[221]. Il arrive

souvent que le clergé ne se contente pas d'une coexistence pacifique avec elle. En 1962, quatre moines franciscains sont traduits en justice puis reconnus coupables et condamnés à 13 ans de prison pour conspiration, extorsion et homicide^[222]. En 1978, le père Fernando Taddei, prieur de l'église Sant'Angelo à Rome, est arrêté : il a acheté une rançon à la mafia — à 70 % de sa valeur — et l'a blanchie dans les institutions financières du Vatican^[223]. Cette opération de blanchiment est absolument indispensable car les billets de la rançon sont numérotés et donc faciles à retrouver. Ainsi, dès le début de sa carrière, Sindona apprend à considérer les prélats catholiques non seulement comme des guides spirituels mais aussi éventuellement comme des complices.

En 1946, Sindona déménage à Milan où il ouvre un cabinet d'expert-conseil en affaires et en fiscalité. Grâce au « miracle économique » de De Gasparri et des démocrates chrétiens, le capital américain afflue sur l'Italie d'après-guerre. Sindona devient un spécialiste des lois fiscales du pays et de leurs complexités, ce qui lui permet de conseiller les investisseurs. Il s'avère talentueux, ambitieux et absolument corrompible. Il a compris, grâce à son amitié avec Vito Genovese, toute l'importance de l'*omertà*.

Qui plus est, il a appris, grâce à son association avec Don Luciano Leggio, combien il est important d'établir des liens avec l'Église catholique. Grâce à ses associés milanais, Sindona se lie d'amitié avec monsignore Amleto Tondini, un représentant de la Curie romaine. Et il s'avère que la sœur de ce dernier est mariée à un cousin de Sindona. Comme il est de

la « famille », Tondini présente Michele à Massimo Spada, un membre de la « noblesse noire » — descendants des familles d'aristocrates qui se sont opposées à Garibaldi lorsqu'il a confisqué les États pontificaux. Spada est un représentant de la Banque du Vatican, dirigée par Bernardino Nogara^[224]. Grâce à Spada, Sindona fait la connaissance d'un évêque progressiste que Pie XII a exilé à Milan et qui se nomme Giovanni Batista Montini.

À la fin de la guerre, quand tous les témoins du meurtre de Ferdinand Boccia ont disparu, Vito Genovese rentre aux États-Unis. Lucky Luciano est en exil (déporté dans sa Sicile natale après avoir été condamné pour traite des blanches), Genovese se lance donc dans une campagne de meurtres pour obtenir le titre de chef des chefs. Il est responsable de la mort de Willie Moretti en 1951, de Steve Franse en 1953 et d'Albert Anastasia — le patron de *Murder Incorporated* — en 1957. Désireux de consolider son pouvoir et d'organiser un commerce international de la drogue, Genovese s'associe à Carlo Gambino, le chef respecté de la famille Gambino de la mafia new-yorkaise.

Pendant toutes ces années, Genovese reste en contact avec Sindona, qu'il surnomme « le jeune requin ».

Et puis arrive une invitation. Sindona est prié d'assister à un dîner de famille au Grand Hôtel des Palmes à Palerme, le 2 novembre 1957. Le repas, qui dure douze heures et demie, se déroule dans une salle fermée du restaurant de fruits de mer. C'est dans ce décor, face à la mer, sur des nappes empesées et avec des menus à pompons, du vin frais et des chandelles, de

la *pasta alle sarde* (pâtes aux sardines) et du *pesce arrosto* (poisson grillé), que naît la *Cosa Nostra* — (littéralement « notre chose à nous »), la mafia internationale.

Assistent à cette brillante rencontre des sommités de la mafia venues de deux continents. Parmi eux, Lucky Luciano, Joseph Bonanno (dit Joe Bananas), Carminé Galante, Tommaso Busceto, Frank Costello (qui représente la famille Gambino) ainsi que des représentants des familles Lucchese et Genovese, de New York. Parmi les Américains présents on retrouve Antonio, Giuseppe et Gaspare Magadino, qui s'occupent de Buffalo, et John Prizziola, de Détroit. Don Giuseppe Genco Russo est à la tête du contingent sicilien. Une douzaine de fils de la *mammasantissima*^[225] de l'île l'entourent à table, dont Salvatore Greco dit *Cicchiteddu* (petit oiseau), un descendant de la puissante famille Greco, Calcedino Di Pisa (le second des Greco) et les frères La Barbera^[226].

Le but de la rencontre est d'organiser le commerce international de la drogue. On confiera aux Siciliens la responsabilité de l'approvisionnement en héroïne, depuis le Triangle d'or de la Birmanie, du Laos et de la Thaïlande jusqu'aux centres de transformation en Turquie et en Bulgarie, et aux ports de Pologne, du Portugal et de l'Italie. Les Américains seront responsables de la distribution dans divers « territoires » aux États-Unis et de la perception de la « rente », c'est-à-dire de la part des profits des vendeurs et des distributeurs qui revient à la mafia^[227].

Les profits qui affluent sont énormes et les familles ont

besoin d'un banquier pour faire circuler ces grosses sommes d'argent en Italie et hors d'Italie sans alerter le fisc. Il leur faut aussi quelqu'un qui puisse investir leurs revenus dans des entreprises respectables partout dans le monde : quelqu'un qui leur permettra de faire les choses « dans les règles ». Le banquier devra être un Sicilien et avoir établi des relations solides avec la mafia — une personne ayant l'expérience des affaires et du droit —, une personne qui comprenne les subtilités des activités bancaires et des affaires. Michele Sindona est l'homme de la situation.

Quelques semaines après la conférence au sommet de la mafia, Sindona crée, avec l'argent de l'organisation, une société de portefeuille, Fasco AG, située au Liechtenstein. La nouvelle société achète une banque milanaise, la *Banca Privata Finanziaria*, connue sous le nom de BPF. Elle fait aussi l'acquisition de la *Banca di Messina*, dans la Sicile natale de Sindona, et de la Banque de financement de Genève. Sindona vend des blocs d'actions de ses banques à d'autres banques, dont la *Hambros Bank*, à Londres; la *Continental Bank*, en Illinois ; et la *Banque du Vatican*^[228].

Les milliards de dollars du commerce international de la drogue affluent de la Sicile vers la Suisse et du coup les affaires bancaires de Sindona sont florissantes. Il découvre en même temps l'une des règles d'or du vol : la meilleure façon de voler une banque, c'est d'en acheter une. En 1966, Carlo Bordini, qui a des relations dans le monde interlope et qui fait transiter depuis nombre d'années des millions de dollars sur le marché des changes, examine les activités de la BPF et ce

qu'il découvre le stupéfie. Douze ans après, dans un hôpital pénitentiaire de Caracas, il livrera les faits aux autorités de Milan. Dans une déclaration sous serment, il écrit: « Pendant l'été 1966, quand je commençai à m'occuper de la BPF, je fus profondément affecté par le chaos qui régnait dans les divers secteurs. C'était une banque minuscule qui ne réussissait à survivre que grâce aux marges, maquillées comme il se doit, bien entendu, provenant d'une myriade "d'opérations au noir" effectuées par la BPF en faveur du Credito Italiano, de la Banca Commerciale Italiana, et d'autres banques nationales importantes. Ces opérations au noir sur les devises étrangères, vaste exportation de capitaux illicites, avaient lieu tous les jours et concernaient des chiffres d'importance. La technique était vraiment la plus illégale et la plus grossière qu'on pût imaginer^[229]. »

Dans un ouvrage intitulé *Au nom de Dieu*, David Yallop décrit ce que Bordoni a découvert: « Il [Bordoni] trouva de nombreux comptes à découvert sans garanties réelles et pour des montants qui dépassaient de loin la limite légale d'un cinquième du capital et des réserves. Il trouva aussi un pillage massif. Les dirigeants transféraient de grosses sommes des comptes des déposants sans que ceux-ci le sachent. Elles étaient ensuite virées sur le compte ouvert par la Banque du Vatican. Celle-ci transférait à son tour ces montants, moins 15 % de commission, sur le compte de Sindona à la Banque de financement de Genève. Ce compte était au nom de Mani. MA pour Marco, NI pour Nino, les prénoms des deux fils de Sindona^[230]. »

Si un client de la Banque de financement se plaint d'un chèque refusé ou encore que son compte doit contenir davantage que la somme indiquée sur son relevé, on commence par lui conseiller de changer de banque. S'il persiste, un directeur arrive et s'excuse : « Tout cela est une impardonnable erreur de comptabilité, vous savez, ces ordinateurs modernes. » S'il menace d'alerter les autorités, on l'envoie « manger les pissenlits par la racine ».

Ce que Bordoni découvre à la Banque de financement de Genève est tout aussi ahurissant. Les directeurs passent leur temps à spéculer à la bourse des valeurs, à la bourse des marchandises ou sur le marché des changes, toujours au profit de Sindona. S'ils perdent, les pertes sont épongées par le compte d'un client. S'ils gagnent, les profits se retrouvent dans le compte de Sindona.

La Banque du Vatican non seulement possède 29 % des parts de la banque, mais elle y possède aussi plusieurs comptes. Bordoni est choqué de découvrir que ces comptes « reflétaient exclusivement de gigantesques opérations de spéculation qui aboutissaient à des pertes colossales^[231] ». Ces pertes, tout comme celles d'autres grands spéculateurs, sont financées par une société fantôme, Liberfinco (Liberian Financial Company). Quand Bordoni examine les dossiers, Liberfinco affiche des pertes de 30 millions de dollars. Et lorsque les inspecteurs des banques suisses entrent en scène en 1973, on en est à 45 millions de dollars. Sindona apprend qu'il a quarante-huit heures pour fermer Liberfinco, faute de quoi la Banque de financement sera mise en faillite. Sindona

s'exécute, ferme Liberfinco et ouvre une autre société fantôme, Aran Investment of Panama, qui affiche d'emblée un déficit de 45 millions de dollars^[232].

Quand il découvre toutes ces manigances dans les activités bancaires de Sindona, Bordoni tente de prendre ses distances par rapport à son employeur. Sindona réagit en se servant d'une de ses techniques habituelles: le chantage. Bordoni a enfreint la loi en spéculant sur les devises étrangères. Sindona menace de le dénoncer à la Banque d'Italie. Bordoni reste et assiste Sindona dans la gestion d'une énorme société internationale de courtage, Moneyrex.

Créée par Sindona en 1964, Moneyrex est en relation avec 850 banques clientes partout dans le monde et affiche un chiffre d'affaires de plus de 200 milliards de dollars par an^[233]. Grâce à cette société, les Italiens les plus riches et les plus puissants peuvent, illégalement et sans risque, amasser des fortunes énormes dans des banques étrangères. En échange de ses services, Sindona reçoit une commission pouvant fluctuer entre 15 et 20 %. Il tient également un registre secret qui incrimine ses « clients confidentiels ». Cette liste lui sauvera la vie quand son gigantesque navire financier fera naufrage.

En 1969, Sindona est le financier le plus puissant d'Italie et la personne tout indiquée pour s'attaquer aux problèmes que connaît le Vatican dans ses relations avec le gouvernement italien. Le « groupe » Sindona comprend six banques, dans autant de pays, la chaîne hôtelière internationale CIGA, Libby Foods et 500 autres sociétés. Il contrôle la bourse de Milan où

40 % des actions échangées chaque jour lui passent entre les mains. Il a une telle influence sur la situation financière italienne que l'ancien premier ministre Giulio Andreotti l'a proclamé « sauveur de la lire^[234] ».

Sindona est maintenant un « homme d'honneur » de la *Cosa Nostra* sicilienne et américaine. Et c'est pour cette raison qu'il reçoit une invitation à se joindre à la très secrète loge maçonnique, *Propaganda Due* (P2), dont le Grand Maître est aussi le maître chanteur le plus doué d'Italie : Licio Gelli, dit le Marionnettiste.

CHAPITRE 11

La société secrète

Autrefois vous étiez ténèbres; maintenant vous êtes lumière dans le seigneur. Vivez en enfants de lumière. Et le fruit de la lumière s'appelle: bonté, justice, vérité. Discernez ce qui plaît au Seigneur. Ne vous associez pas aux œuvres stériles des ténèbres; démasquez-les plutôt. Ce que ces gens font en secret, on a honte même d'en parler.

Éphésiens, V, 8-12

« Dans toutes les banques, les portes des coffres s'ouvrent à droite », déclare un jour Licio Gelli. Il veut évoquer l'enthousiasme des biens nantis quand il s'agit de financer le genre d'activités de droite qu'il orchestre, lui, Gelli le Marionnettiste. Pendant la Guerre civile espagnole, alors que les aristocrates et l'Église catholique apportent un soutien indéfectible au général Franco, il fait partie des chefs des Chemises noires. Pendant la Seconde Guerre mondiale, il occupe un poste clé d'officier de liaison dans une division d'élite des SS, sous le commandement du maréchal Herman Goering. Sa mission : espionner les partisans italiens et les dénoncer au commandement allemand^[235].

En poste dans la ville italienne de Cattaro, où le trésor national yougoslave est caché, Gelli fait fortune. La Yougoslavie ne reverra jamais ses lingots d'or. En 1998, la

police italienne découvre 150 de ces lingots, qu'on évalue à deux millions de dollars, dans des pots de fleurs, entre les bégonias qui décorent la terrasse de la villa de Gelli en Toscane^[236].

Il a également d'autres sources de revenus avec les *ratlines* du Vatican qu'il dirige avec le Père Krunoslav Draganovic à partir du Vatican. Gelli reçoit des honoraires qui représentent 40 % du montant versé par chacun des « rats » qui veut s'enfuir. Comme la part du Vatican s'élève aussi à 40 % ou 50 %, les nazis en cavale sont sans le sou lorsqu'ils arrivent en Argentine ou dans un autre pays neutre. Gelli vient en aide à l'un de ces rats parmi les plus célèbres, Klaus Barbie, le « boucher de Lyon ». Le Vatican héberge le chef de la Gestapo pendant plusieurs mois, puis le confie à Gelli. Barbie ne paie rien ni à l'un ni à l'autre. Le contre-espionnage américain s'occupe des frais et emploie Barbie jusqu'en 1951^[237].

Pendant la guerre froide, Gelli commande l'« Opération Glaudio », une initiative de la CIA dont le but est d'établir des réseaux partout en Europe pour contrer les progrès du communisme. En 1972, au moment où Gelli se lie d'amitié avec Alexander Haig, le chef d'État-major de la Maison blanche et ancien Commandant des forces de l'OTAN en Europe, le réseau Glaudio compte plus de 15 000 agents à travers le monde. Selon certaines sources des services secrets, Haig a consacré des millions de dollars à financer les opérations anticomunistes de Gelli^[238].

Pour réaliser son rêve de restaurer l'ordre fasciste dans l'Italie moderne, Gelli se tourne vers le mouvement

maçonnique réhabilité. Ironie de l'histoire, écrit le journaliste anglais David Yallop, c'est son chef bien-aimé Mussolini qui a interdit la franc-maçonnerie. Mussolini considérait qu'elle était « un État dans l'État^[239] »- Mais le gouvernement démocratique italien ayant autorisé les francs-maçons à reprendre leurs activités, les loges commencent à se multiplier partout dans le pays.

Gelli entre dans une loge maçonnique conventionnelle en novembre 1963. Il parvient rapidement au troisième degré — un statut qui lui permet de diriger la loge. Le Grand Maître Giordano Gamberini presse Gelli de former un cercle de francs-maçons importants et prêts à favoriser le développement de la franc-maçonnerie partout en Italie. Gelli s'exécute et crée *Propaganda Due* (P2), que l'on appelle aussi *Raggruppamento Gelli* (regroupement Gelli^[240]).

Loin de viser simplement le retour du fascisme en Italie, cette branche ultrasécète d'une société déjà secrète cherche à installer des gouvernements d'extrême droite dans le monde entier.

On se croirait devant le plan ourdi par un fou dans un roman d'espionnage, sinon dans une arnaque digne d'Austin Powers^[241]. Mais l'opération est bien financée et, dans bien des cas, elle réussit. En peu de temps, Gelli devient à la fois plus riche et plus puissant que Blofeld, le chef machiavélique de l'organisation contre laquelle lutte James Bond. Son organisation à lui est plus sophistiquée et plus sinistre que le fameux SPECTRE sorti de l'imagination romanesque de Fleming.

En 1969, quand Sindona se joint à P2, l'ordre se vante de compter parmi ses membres des personnages aussi importants que le commandant des Forces armées italiennes Giovanni Torrisi, les chefs des Services secrets Giuseppe Santovito et Giulio Grassini, le chef de la Police financière Orazio Giannini, le Dr Joseph Micheli Crimi, chirurgien en chef du Service de police de Palerme, le général Vito Micili du SID (un service secret), le général Raffaele Giudice de la Police financière, Ugo Zilletti, membre du Conseil supérieur de la magistrature, des ministres et des politiciens de toutes tendances — sauf des communistes bien entendu —, trente généraux, huit amiraux, des directeurs de journaux, des patrons de la télévision et des dirigeants d'entreprises^[242].

Pour ce qui est du recrutement, l'un des plus grands succès de Gelli est Carmelo Spagnuolo. Celui-ci est en effet procureur général de la République à Milan et deviendra par la suite président de la Cour de cassation italienne^[243]. P2 aura ainsi la justice de son côté.

Gelli déploie tout un arsenal de moyens pour attirer de nouveaux membres dans son organisation. Il se sert bien sûr des méthodes classiques, les contacts personnels et la cooptation. Mais il en utilise d'autres, plus redoutables. Pour prouver sa loyauté à Gelli, quiconque entre à P2 doit remettre des documents compromettants à la fois pour lui-même et pour d'autres candidats. Devant les preuves de leurs méfaits, ces derniers n'ont guère le choix, ils cèdent au chantage et adhèrent à l'ordre. C'est de toute évidence le cas de Giorgio Mazzanti, le président de la société pétrolière italienne ENI.

Placé devant les preuves de sa corruption (il a reçu et distribué d'énormes pots-de-vin lors d'une transaction avec des Saoudiens), Mazzanti fait le serment du secret, intègre l'ordre maçonnique très sélect et communique à Gelli des informations plus compromettantes encore^[244].

En l'espace de dix ans, P2 essaime en Argentine, au Venezuela, au Paraguay, en Bolivie, en France, au Portugal, au Nicaragua, en Allemagne de l'Ouest et en Angleterre. Ses membres américains appartiennent à de grandes familles mafieuses, les Gambino et les Lucchese. En 1996, des reporters qui font enquête sur les relations entre la mafia et l'industrie du ramassage des ordures découvrent que nombre de propriétaires de sites d'enfouissement et d'entreprises de transport des déchets en Pennsylvanie et au New Jersey sont liés non seulement aux familles mafieuses de New York mais aussi à P2.

Gelli n'est pas étranger au retour au pouvoir de Juan Peron, au régime du général Anastasio Somoza au Nicaragua et aux escadrons de la mort de la Triple A en Argentine, en Colombie et au Brésil.

En Amérique du Sud, il reste en relation étroite avec Klaus Barbie. Avec l'ancien chef de la Gestapo, il crée en Bolivie les « Fiancés de la mort », un groupe qui sera responsable de l'assassinat du dirigeant socialiste Marcelo Quiroga et de l'ascension au pouvoir du général Garcia Meza. Avec la bénédiction de la junte bolivienne, Gelli et Barbie entreprennent de réorganiser l'industrie de la cocaïne, supprimant les petits vendeurs pour que les grands

narcotrafiquants — ceux qui coopèrent avec la mafia sicilienne — puissent devenir de puissants seigneurs du crime à la tête de véritables armées^[245].

Gelli et Barbie commencent aussi à vendre des armes à la Bolivie et à d'autres régimes de droite en Amérique du Sud.

Ils réussissent même — aussi incroyable que cela puisse paraître — à vendre un arsenal d'armes perfectionnées à Israël.

D'après la CIA, P2 reste active en Italie où elle fomenta des troubles pour prévenir ce que le groupe considère comme le désastre ultime: l'élection démocratique d'un gouvernement communiste. La CIA a récemment rendu publics des documents qui associent le groupe maçonnique de Gelli à une série d'actions terroristes, dont l'attentat à la bombe en 1969 contre l'express Rome-Munich — l'*Italicus*— qui tue 12 personnes et en blesse 48, l'attentat à la bombe de la Piazza Fontana à Milan, qui tue 16 personnes et en blesse 88, et l'attentat perpétré dans une gare à Bologne, qui tue 85 personnes et en blesse 182. P2 est aussi impliquée dans le meurtre du chef de la Démocratie chrétienne et ex-premier ministre Aldo Moro par les Brigades rouges en 1978 et dans l'assassinat du juge Vittorio Occorsio^[246]. Cette « stratégie de la terreur » est d'une efficacité redoutable. On attribue ces actes aux Brigades rouges et à d'autres organisations de gauche; de plus, toutes les tentatives d'en arriver à un compromis historique entre les communistes et les démocrates chrétiens s'arrêtent net.

Gelli continue pendant ce temps à élargir le cercle de ses amis. Le réseau de relations du Grand Maître de la loge P2 est si étendu qu'en 1981 il reçoit une invitation spéciale pour assister à la cérémonie d'investiture du président Ronald Reagan^[247].

Il se fait aussi des amis parmi les dignitaires de l'Église catholique, comme le cardinal Paolo Bertoli, lui aussi toscan. Grâce à Bertoli, Gelli fait la connaissance du cardinal Sebastiano Baggio, du cardinal Agostino Casaroli, du cardinal Ugo Poletti et du cardinal Jean Villot. Grâce à ses contacts avec ces princes de l'Église, Gelli obtient plusieurs audiences privées avec le pape Paul VI, qui est si enchanté d'avoir fait sa connaissance qu'il le fait Chevalier de Malte et Chevalier du Saint-Sépulcre^[248]. Ces chevaliers sont censés être les protecteurs du Pape. Ce dernier, de toute évidence, ignore que Gelli n'est pas un catholique romain et, plus encore, qu'il est franc-maçon.

La franc-maçonnerie est frappée d'anathème par le catholicisme romain. Depuis l'adoption du Code de droit canonique de 1917, tous ceux qui font partie d'une loge maçonnique sont excommuniés. Cette règle est reconduite dans le Code de 1983 : « Le jugement négatif de l'Église sur les associations maçonniques demeure donc inchangé, parce que leurs principes ont toujours été considérés comme inconciliables avec la doctrine de l'Église, et l'inscription à ces associations reste interdite par l'Église. Les fidèles qui appartiennent aux associations maçonniques sont en état de péché grave et ne peuvent accéder à la sainte communion^[249].

»

Malgré cette condamnation sans équivoque, la vaste majorité des membres de P2 sont des catholiques romains qui voient là une occasion de s'opposer à la progression du socialisme et du communisme, tout en nouant de précieuses relations.

Les enquêteurs qui s'intéressent au développement de P2 sont quand même scandalisés de découvrir que des représentants du Vatican (y compris des cardinaux) et de hauts dignitaires de l'Église catholique romaine (notamment des évêques et des archevêques importants) appartiennent à des loges maçonniques — bon nombre d'entre eux ont des liens avec P2. On découvre leur identité quand le gouvernement italien confirme sa décision de rendre publics les noms de tous les individus qui appartiennent à une société secrète et, entre autres, à la franc-maçonnerie. En 1976, le *Bulletin de l'Occident chrétien* publie une liste de présumés francs-maçons qui occupent des postes importants dans la hiérarchie l'Église catholique romaine, avec la date de leur initiation, leurs numéros de code et, quand ils sont connus, leurs noms maçonniques^[250]. Parmi eux, il y a :

Alberto Ablondi, évêque de Livourne. Initié le 5 septembre 1958. #7-2431.

Pio Abrech, membre de la Sacrée congrégation pour les évêques. 27 novembre 1967. #63-143. « API ».

Fiorenzo Angelini, évêque, vicaire général des hôpitaux de Rome et commandeur de l'Ordre du Saint-Esprit. 14 octobre

1957. #14- 005. « ANFI ».

Augustino Bea, cardinal, secrétaire d'État du Vatican sous Jean XXIII et Paul VI.

Sebastiano Baggio, cardinal, préfet de la Sacrée congrégation pour les évêques. 14 août 1957. #85-2640. Nom de code maçonnique: « SEBA ». Le cardinal Baggio a été le secrétaire d'État du Vatican sous Jean-Paul II.

Salvatore Baldassari, évêque de Ravenne. 19 février 1958. #4315-19. « BALSA ».

Cleto Bellucci, évêque coadjuteur de Fermo. 4 juin 1968. #12-217. « CLEBE ».

Luigi Bettazzi, évêque d'Ivrea en Italie. 11 mai 1966. #1347-45. « LUBE ».

Franco Biffi, recteur de l'Université pontificale du Latran et confesseur privé du pape Paul VI. 15 août 1959. « BIFRA ».

Gaetano Bonicelli, évêque d'Albano en Italie. 12 mai 1959. #63-1428. « BOGA ».

Alberto Bovone, sous-secrétaire du Saint-Office. 30 avril 1967. #254- 3. « ALBO ».

Mario Brini, archevêque, Secrétaire pour les Églises orientales et chinoise, et pour les païens, et membre de la Commission pontificale pour la Russie. 13 juillet 1968. #15-670. « MABRI ».

Annibale Bugnini, archevêque, auteur de la réforme de la liturgie catholique Novus Ordo Mass. 23 avril 1963. #1365-75.

« BUAN ».

Michele Buro, évêque, prélat de la Commission pontificale pour l'Amérique latine. 21 mars 1969. #140-2. « BUMI ».

Agostino Cacciavillan, secrétaire d'État du Vatican. 6 novembre 1960. #13-154. « ACA ».

Umberto Cameli, directeur de l'Office des affaires ecclésiastiques d'Italie chargé de l'enseignement de la doctrine catholique. 5 septembre 1957. #21-014. « GICA ».

Agostino Casaroli, cardinal. 28 septembre 1957. #41-076. « CASA ». Le cardinal Casaroli a été secrétaire d'État du Vatican sous Jean-Paul II de 1979 jusqu'à sa retraite en 1989.

Flaminio Cerruti, chef de l'Office de l'Université de la Congrégation des études. 2 avril 1960. #76-2154. « CEFLA ».

Luigi Dadagio, évêque et nonce apostolique en Espagne. 8 octobre 1967. #43-B. « LUDA ».

Enzio D'Antonio, archevêque de Trivento. 21 juin 1969. #214-53. « EDA ».

Donato De Bonis, évêque, premier prélat de la Banque du Vatican. 24 juin 1968. #321-02. « DONDEBO ».

Aldo Del Monte, évêque de Novare en Italie. 25 août 1969. #32-012. « ADELMO ».

Giuseppe Ferraioli, membre de la Sacrée Congrégation pour les Affaires Publiques. 24 novembre 1969. #004-125. « GIFE ».

Vito Gemmiti, Sacrée congrégation pour les évêques. 25

mars 1968. #54-13. « VIGE».

Alessandro Gottardi, archevêque de Trente, procureur et postulateur général des Frères maristes. 13 juin 1959. #2437-14. « ALGO ».

Carlo Graziani, recteur du Petit séminaire du Vatican. 23 juillet 1961. #156-3. « GRACA».

Antonio Gregagnin, Tribunal des causes de béatification. 19 octobre 1967. #8-45. « GREA».

Pio Laghi, nonce apostolique en Argentine. 24 août 1969. #0-538. « LAPI ». Monsignore Laghi a servi par la suite sous Jean Paul II comme nonce apostolique aux États-Unis.

Giovanni Lajolo, membre de la Sacrée congrégation pour les affaires publiques de l'Église. 27 juillet 1970. #21-1397. « LAGI ».

Angelo Lanzoni, chef de bureau du Secrétaire d'État du Vatican. 24 septembre 1966. #6-324. « LANA ».

Virgilio Levi (alias Levine), directeur adjoint de L'Osservatore romano, le journal officiel du Vatican. 4 juillet 1958. #241-3. « VILE ». Sous Jean-Paul II, monsignore Levi a dirigé la radio du Vatican.

Lino Lozza, chancelier de l'Académie pontificale romaine de Saint-Thomas d'Aquin et de la religion catholique. 23 juillet 1969. #12- 768. « LOLI ».

Achille Liénart, cardinal, évêque de Lille en France. Grand Maître des loges maçonniques, le cardinal Liénart représente les forces progressistes au concile de Vatican II.

Pasquale Macchi, cardinal, prélat d'honneur et secrétaire particulier du pape Paul VI. 23 avril 1958. #5463-2. « MAPA ».

Francesco Marchisano, prélat d'honneur du pape et secrétaire de la Sacrée congrégation pour les séminaires et les universités. 4 février 1961. #4536-3. « FRAMA ».

Salvatore Marsili, abbé de l'Abbaye bénédictine de Finalpia près de Modène en Italie. 2 juillet 1963. #1278-49. « SALMA ».

Antonio Mazza, archevêque de Velia et secrétaire général de l'Année sainte en 1975. 14 avril 1971. #054-329. « MANU ».

Dino Monduzzi, régent du Palais apostolique. 11 mars 1967. #190-2. « MONDI ».

Marcello Morgante, évêque d'Ascoli Piceno dans l'est de l'Italie. 22 juillet 1955. #78-0361. « MORMA ».

Terzo Natalini, vice-président des archives du Secrétariat du Vatican. 17 juin 1967. #21-44d. « NATE ».

Carmelo Nigro, recteur du Séminaire pontifical pour les études juridiques. 21 décembre 1970. #23-154. « CARNI ».

Virgilio Noe, préfet de la Sacrée congrégation pour le culte divin. 3 avril 1961. #43652-21. « VINO ».

Vittorio Palestra, conseiller juridique à la Rote romaine de l'État de la Cité du Vatican. 9 juin 1968. #075-43. « PAVI ».

Salvatore Pappalardo, cardinal et archevêque de Palerme. 15 avril 1968. #234-07. « SALPA ».

Michele Pellegrino, cardinal et archevêque de Turin. 2 mai 1960. #352-36. « PALMI ». Le cardinal Pellegrino a été fait «

Protecteur de l'Église » par le pape Paul VI.

Mario Pimpo, vicaire de l'Office des affaires générales. 15 mars 1970. #793-43. « PIMA ».

Pio Vito Pinto, attaché du secrétaire d'État du Vatican et notaire au Tribunal suprême de la Signature apostolique. 2 avril 1970. #3317-42. « PIPIVI ».

Ugo Poletti, cardinal et vicaire du diocèse de Rome. 17 février 1969. #32-1425. « UPO ». Le cardinal Poletti a aussi présidé les Œuvres pontificales pour la préservation de la Foi et F Académie liturgique.

Mario Rizzi, évêque, prélat d'honneur du Saint-Père et membre de la Sacrée congrégation des rites orientaux. 16 septembre 1969. #43- 179. « MARI » et aussi « MONMARI » (en reconnaissance de son statut de monsignore).

Fiorenzo Romita, membre de la Sacrée congrégation pour le clergé. 21 avril 1956. #52-142. « FIRO ».

Pietro Rossano, secrétaire de la Sacrée congrégation pour les non-chré- tiens. 12 février 1968. #3421-a. « PIRO ».

Aurelio Sabattani, archevêque de Giustiniana dans la province de Milan en Italie et premier secrétaire du Tribunal suprême de la Signature apostolique. 22 juin 1969. #87-43. « ASA ».

Francesco Santangelo, substitut promoteur de justice de l'État du Vatican. 12 novembre 1970. #32-096. « FRASA ».

Pietro Santini, second vicaire du diocèse de Rome. 23 août 1964. #326-11. « SAPI ».

Gaetano Scanagatta, membre de la Sacrée congrégation pour le clergé et de la Commission de Pompei et Loreto. 23 septembre 1971. #42-023. « GASC A ».

Mario Schierano, évêque titulaire d'Acrida (Acri, dans la province de Cosenza en Italie) et chapelain militaire en chef des Forces armées italiennes. 3 juillet 1959. #14-3641. « MASCHI ».

Domenico Semproni, membre du Tribunal du vicariat du Vatican. 16 avril 1960. #00-12. « DOSE ».

Giuseppe Maria Sensi, archevêque titulaire de Sardes (en Asie mineure près de Smyrne) et nonce apostolique au Portugal. 2 novembre 1967. #18911-47. « GIMASE ».

Léo Suenens, cardinal et protecteur de la Basilique de St-Pierre-aux- Liens, dans les environs de Rome. 15 juin 1967. #21-64. « LESU ».

Dino Tralozini, évêque de Rieti (Pérouse en Italie) et évêque auxiliaire de Rome sud. 6 février 1965. #61-956. « TRADI ».

Antonio Travia, archevêque titulaire de l'Académie pontificale Termini Imerese et responsable des écoles catholiques. 15 octobre 1967. #16-141. « ATRA ».

Vittorio Trocchi, secrétaire pour la consultation des laïcs catholiques du Consistoire de l'État de la Cité du Vatican. 12 juillet 1962. #3- 896. « TROVI ».

Roberto Tucci, directeur général de Radio Vatican. 21 juin 1957. #42- 58. « TURO ».

Piero Vergari, chef du protocole à l'Office de la Signature au Vatican. 14 décembre 1970. #3241-6. « PIVE ».

Jean Villot, cardinal et secrétaire d'État sous Paul VI. 6 août 1966. #041-3. « JEANNI » et « ZURIGO ». Le cardinal Villot a été cameringue sous Jean-Paul II.

Cette liste conduit à de nombreuses arrestations pour conspiration criminelle (dont celle de Gelli, qui réussira à soudoyer un gardien et à s'enfuir), au congédiement de deux ministres et à la démission du ministre de la Justice, Adolfo Sarti. Son nom n'apparaît pas sur la liste mais on a trouvé chez Gelli un document qui révèle qu'il a demandé à devenir membre de P2^[251].

Lorsque Michele Sindona adhère à P2 en 1964, il se présente devant le Grand Maître Licio Gelli et prononce ce serment :

Je jure devant tous ceux qui sont présents, je jure devant tous ceux dont la liste est enfermée dans les coffres de Propagande 2, et je jure en particulier devant votre vénérable Maître — Naja Hannah (le « Roi Cobra » — le nom maçonnique de Gelli) — que je serai loyal à nos frères et à la cause. Je jure sur ce fer (Gelli tend une hache à Sindona) de combattre les maux du communisme, de porter un coup au libéralisme et de lutter pour instaurer un régime présidentiel. Je jure de venir en aide à mes frères et de ne jamais les trahir. Et si j'échoue, si je dois me parjurer (à ce moment précis de la cérémonie, Gelli découpe une photographie de Sindona en

quatre morceaux), que mon corps soit mis en pièces (Gelli jette les morceaux dans le feu) et réduit en cendres comme les cendres de cette image^[252].

Une fois membre de P2, Sindona se lie rapidement d'amitié avec Paul Marcinkus, un ecclésiastique de Chicago, un dur. Les parents de Marcinkus sont des immigrants lituaniens qui parlent peu l'anglais et qui peinent à joindre les deux bouts. Son père est laveur de vitres et sa mère travaille dans une boulangerie. À l'école secondaire, entre 1936 et 1940, Marcinkus est un joueur de football exceptionnel, la terreur de tous sur le terrain. Il mesure 1,90 mètre pour 105 kg. Quand il obtient son diplôme, on lui propose une bourse, mais il décide de devenir prêtre. Il est ordonné en 1947.

Il commence sa carrière dans une paroisse de Chicago puis, en 1952, grâce à l'intervention de son protecteur, le cardinal Samuel Stricht, il est affecté au bureau du secrétaire d'État du Vatican.

En 1964, au cours d'une visite au centre de Rome, Paul VI manque d'être écrasé par une foule des plus enthousiastes. Marcinkus vient à sa rescousse. Jouant à la fois des épaules, des coudes et des mains, il ouvre un passage dans la foule pour laisser passer le pontife tout recroquevillé sur lui-même. Le lendemain, Paul VI le nomme conseiller du pape et garde du corps « officieux ». À partir de ce jour, dans les milieux ecclésiastiques, on l'appelle le « gorille ». Marcinkus accompagne « le pape pèlerin » en Inde, au Portugal, en Turquie et aux États-Unis. Lors de la visite de Paul VI aux Philippines, il le sauve d'une tentative d'assassinat. Il est d'un

naturel enthousiaste et se fait vite des amis. Il apprécie les bonnes bouteilles et les bons cigares, et peut battre au golf n'importe quel presbytérien écossais. Il n'est guère étonnant que la hiérarchie, et le Saint-Père avec elle, s'imaginent que le sympathique gaillard de Chicago est un homme d'affaires dans l'âme. En 1964, il est consacré évêque, prélat d'honneur (*prelato d'onore*), et nommé assistant spécial du cardinal Alberto di Jorio. En 1967, il se joint à P2.

En 1969, il fait la connaissance de son frère maçon Michele Sindona, que Paul VI a nommé conseiller financier et à qui il a confié le contrôle complet des finances du Vatican. La rencontre semble providentielle et opportune. L'évêque Paul Marcinkus a été désigné pour remplacer le cardinal Vagnozzi comme président de la Banque du Vatican. Pour Sindona, Marcinkus est le meilleur candidat. « Je n'ai aucune expérience du métier de banquier », déclare ouvertement le « gorille » lors d'une rencontre avec la presse^[253].

CHAPITRE 12

Autres temps, autres crimes

Un notable interroge Jésus: « Bon maître, que dois-je faire pour obtenir la vie éternelle en partage? » Jésus lui dit: « Pourquoi m'appelles- tu bon ? Nul n'est bon que Dieu seul. Tu connais les commandements: tu ne commettras pas d'adultère, tu ne commettras pas de meurtre, tu ne voleras pas, tu ne porteras pas de faux témoignage, honore ton père et ta mère. » Le notable répondit: « Tout cela, je l'ai observé dès ma jeunesse. » L'ayant entendu, Jésus lui dit: « Une seule chose encore te manque: tout ce que tu as, vends-le, distribue-le aux pauvres et tu auras un trésor dans les cieux; puis, viens, suis-moi. »

Luc, XVIII, 18-22

La première étape de la liquidation des biens immenses du Vatican en Italie, puisque le gouvernement italien a décidé de les imposer, est de vendre la Società Generale Immobiliare. Cette entreprise du bâtiment a fait la fortune de l'Église depuis que Bernardino Nogara l'a achetée en 1934, pendant la Crise. En 1969, les actions d'Immobiliare se vendent à 350 liras. Avec l'argent déposé à la Banca Privata Finanziaria et illégalement détourné vers son compte, Michele Sindona en achète 140 millions au Vatican — il les paie 700 liras, le double du prix du marché^[254]. Sindona cherche à s'attirer les faveurs du Saint-Siège, aussi est-il prêt à payer les actions au-dessus de leur cours réel. Qui plus est, il paie avec de l'argent

qu'il a dérobé aux déposants de ses diverses banques.

Sindona achète également les parts majoritaires du Vatican dans la Società Italiana per Condotte d'Acqua, la société italienne des eaux, et dans Ceramica Pozzi, une entreprise de produits chimiques et de porcelaine^[255]. Il achète aussi Sereno, la compagnie pharmaceutique du Vatican qui produit des contraceptifs oraux, évitant ainsi au Pape de se retrouver en situation embarrassante.

Ces transactions s'effectuent dans le plus grand secret pour ne pas alerter le fisc italien. Les actions d'Immobiliare passent d'abord par Paribas transcontinental, une filiale de la Banque de Paris et des Pays-Bas située au Luxembourg. Elles sont ensuite transférées à Fasco A. G., la société de portefeuille de Sindona établie au Liechtenstein^[256].

Malgré toutes ces tactiques de diversion, la presse a vent de l'affaire et exige du Saint-Siège quelques explications. Le porte-parole de Paul VI déclare : « Nous voulons éviter de garder le contrôle de nos entreprises comme autrefois. Nous cherchons à équilibrer la recherche du meilleur rendement sur nos investissements, ce qui doit rester, il va sans dire, une approche essentiellement conservatrice en matière de placements. Il ne conviendrait pas à l'Église de perdre son capital dans la spéculation. »

Interrogé sur ces transactions par les journalistes italiens, Sindona refuse de commenter. Il doit respecter l'anonymat de son client, Sa Sainte Mère l'Église.

Le banquier du Pape s'attelle ensuite à liquider les actions

que le Vatican possède toujours dans des entreprises italiennes. Il les vend à des sociétés comme la Hambros Bank of London, la Continental Illinois et le conglomérat américain Gulf & Western^[257].

Sindona investit les profits que le Vatican tire de ces transactions dans des entreprises américaines comme General Foods, Chase Manhattan, Colgate, Standard Oil, Westinghouse, General Motors, Proctor and Gamble et Dan River^[258].

Cette vaste liquidation des actifs du Vatican, orchestrée par Sindona, est désastreuse pour l'économie italienne. La lire perd brusquement de sa valeur. Le chômage augmente. Le coût de la vie est à la hausse. Des millions de familles voient leurs économies fondre du jour au lendemain.

Sindona pendant ce temps établit de bonnes relations d'affaires avec Charles Bluhdorn, de chez Gulf & Western. Pour créer un marché artificiel, les nouveaux comparses entreprennent de troquer des actions sans valeur qu'ils échangent au prix nominal. En 1972, la Commission américaine des opérations de Bourse exige que les deux hommes mettent fin à cet échange incessant de valeurs^[259].

Au même moment, Paramount Pictures, une société de production cinématographique appartenant à Gulf & Western, est en train de tourner *The Godfather*, un regard fascinant sur la vie de la mafia. Le film est tourné dans les Studios Paramount à Hollywood, propriété d'Immobiliare, le géant de l'immobilier et du bâtiment que Sindona a acheté au Vatican^[260]. Grâce à une entente avec Bluhdorn, les bénéfices

que rapporte le film épique de Coppola affluent dans les banques et les entreprises de Sindona, en plus des millions encaissés par la mafia dans le trafic international des stupéfiants. La vie, décidément, imite l'art.

Sindona continue à se faire des amis importants, comme Roberto Calvi, membre comme lui de P2 et président de Banco Ambrosiano à Milan, et David Kennedy, premier secrétaire au Trésor sous le président Nixon et président de la Continental Illinois National Bank and Trust. Sindona manœuvre pour que l'essentiel des actions américaines détenues par le Vatican transite par la Continental Illinois. De la même façon, Kennedy s'organise pour que la Continental Illinois achète 20 % des parts de la Banca Finanziaria, propriété de Sindona à Milan^[261]. Kennedy est nommé directeur de Fasco International, l'une des sociétés de portefeuille de Sindona. Il fera plus tard l'objet d'une poursuite de 54 millions de dollars de la part du gouvernement italien, qui l'accusera de s'être entendu avec Sindona pour vendre Talcott Corporation, propriété de la Banca Privata Finanziaria, à un groupe d'hommes d'affaires de l'Utah^[262].

Sindona se lie aussi d'amitié avec Richard Nixon. Ils déjeunent ensemble à de nombreuses reprises. Nixon, en fait, a conseillé à nombre de ses clients et associés de profiter des services spécialisés de Sindona pour leurs placements et leurs activités bancaires^[263].

Non seulement il fréquente des amis hauts placés, mais Sindona collectionne aussi les jeunes maîtresses, dont une starlette d'Hollywood, la douce Laura Turner. Elle dira plus

tard à des journalistes que Sindona est le seul homme avec qui elle ne s'est jamais ennuyée. « Michele avait un courage incroyable », déclare-t-elle. « C'était un grand sportif, un merveilleux amant et il était tout à fait charmant avec ses amis. En même temps, il se prenait pour un dieu. Il n'en faisait qu'à sa tête. Il n'obéissait qu'à ses lois et à sa morale. Comment aurait-il pu en être autrement ? Il était au-dessus de nous tous. Un rêve devenu réalité. Comme le Parrain^[264]. »

En 1970, Michele Sindona, de son propre aveu, contrôle la Bourse de Milan. Ce qui lui permet d'empocher encore et encore des bénéfices frauduleux. Étant donné qu'il possède directement ou qu'il gère pour ses clients banquiers 40 % de toutes les actions négociées, il peut jouer au yoyo avec les titres, les faire monter ou descendre à sa guise^[265]. L'acquisition de Pacchetti, une petite tannerie sans importance, démontre très bien comment il est capable de manipuler le marché à son profit.

Sindona décide de transformer Pacchetti en un conglomérat sur le modèle de la Gulf & Western. Mais au lieu d'acheter des parts dans des studios de cinéma, des firmes publicitaires et des sociétés aériennes, Sindona achète des aciéries sur le déclin et des entreprises de produits ménagers moribondes. Pacchetti devient en fait une sorte de poubelle commerciale. Mais l'entreprise possède un véritable trésor: une option sur l'achat de la Banca Cattolica del Veneto, banque catholique prestigieuse, une option achetée à l'évêque Marcinkus, qui n'est autre qu'un complice de Sindona dans cette fraude^[266]. Grâce aux économies des fidèles des régions prospères du

nord de l'Italie, les fonds affluent dans les coffres de la Banca Cattolica del Veneto. Son capital immobilier est considérable et comprend notamment de beaux bâtiments médiévaux qui abritent nombre de ses succursales.

Roberto Calvi, le troisième complice de Sindona, accepte de lui acheter la société de placements Zitropo à une date fixée d'avance. Cet accord ouvre la voie à Sindona, qui pourra dorénavant manipuler, frauduleusement bien sûr, la Bourse de Milan.

En 1971, la valeur comptable de Pacchetti s'établit à 250 liras par action. Sindona donne l'ordre au service boursier de la Banca Unione, que dirige Ugo De Luca, un membre de la loge P2, d'acheter toutes les actions de Pacchetti^[267]. Diverses institutions financières appartenant à Sindona rachètent ensuite ces actions au prix fort. Leur valeur sur le marché s'envole et, en l'espace de quelques mois, les actions s'échangent à 1 600 liras.

En mars 1972, arrive le jour où Calvi doit acheter Zitropo. Les entreprises de Sindona liquident rapidement leurs actions de Pacchetti et se mettent à acheter quantité d'actions de Zitropo, qui détient rappelons-le une option pour l'achat de la Banca Cattolica del Veneto. La valeur de Zitropo, dont Calvi est maintenant propriétaire, grimpe artificiellement.

Sindona, qui a financé l'opération grâce à des garanties fictives et sans avancer le moindre sou, réalise un profit de 40 millions de dollars. Il verse alors une ristourne de 6,5 millions de dollars : 3,25 millions à Calvi et 3,25 millions à l'évêque

Marcinkus^[268].

Le cardinal Albino Luciani, patriarche de Venise, flaire quelque chose de louche dans la vente de la Banca Cattolica à Calvi. La Banque sert à financer des œuvres de charité et des projets immobiliers catholiques. Ses capitaux serviront dorénavant à gonfler les poches d'un redoutable homme d'affaires milanais. Le cardinal Luciani s'adresse à l'évêque Marcinkus à la Banque du Vatican. Marcinkus l'écoute jusqu'au bout et lui dit : « Votre Éminence, n'avez-vous rien de mieux à faire aujourd'hui ? Faites votre travail, moi je fais le mien. » Puis, il lui montre la porte^[269]. Un geste que le président de la Banque du Vatican finira par regretter. En 1978, Luciani devient Jean-Paul I^{er} et le souvenir de sa rencontre avec Marcinkus est resté profondément gravé dans sa mémoire.

L'argent qui a servi à gonfler artificiellement la valeur de Pacchetti, dont l'action dégringole subitement à 75 lire, appartient à d'infortunés clients des banques de Sindona, dont beaucoup n'ont jamais autorisé les transactions. Plusieurs d'entre eux — dont un, Giacometti, qui a perdu plus de 500000 dollars dans l'histoire — intentent des poursuites. Mais ils sont déboutés : Licio Gelli a « ses entrées dans le système de justice », sans parler des nombreux « entretiens » qu'il aura avec les clients floués^[270].

En 1976, grâce à son association avec Sindona, Calvi a amassé plus de 50 millions de dollars, qu'il garde dans quatre comptes numérotés secrets à l'Union des banques suisses et à la Crédit Bank de Zurich: le compte 618934, le compte 619112,

le compte Ralrov/G21 et le compte Ehrenkranz^[271].

Sindona vise la prospérité de Sa Sainte Mère l'Église, aussi encourage-t-il Marcinkus à placer une partie importante des avoirs du Vatican (provenant de la vente de ses sociétés italiennes) dans sa banque suisse — la Banque de financement à Genève. Le Vatican, Sindona et plusieurs de ses associés possèdent maintenant l'institution bancaire clé qui va permettre le blanchiment de l'argent de la mafia, celui du commerce de la drogue.

Sindona utilise sa banque suisse pour faire de la « double facturation ». Grâce aux capitaux quelle a investis dans cette banque, l'Église peut aussi en profiter. Au sujet de cette pratique, Carlo Bordoni dira plus tard aux autorités : « C'était moins juteux que ce que rapportait l'exportation illégale d'argent noir mais les chiffres n'étaient vraiment pas négligeables^[272]. »

La « double facturation » de Sindona est tout à fait simple. Comme l'explique David Yallop :

On facturait les exportations pour une valeur bien inférieure à la réalité. Ainsi, la facture falsifiée était réglée officiellement à travers la Banque d'Italie qui, bien entendu, transmettait l'information au fisc. L'exportateur était ensuite imposé sur ce chiffre réduit.

Le solde était directement réglé à la Banque de Financement par celui qui recevait les marchandises à l'étranger. Bien souvent les exportateurs italiens présentaient en fait une perte que l'administration italienne convertissait en crédit

d'impôt^[273].

Pendant des années, pour continuer la double facturation sans se faire inquiéter, Sindona graisse la patte à différents hommes politiques et élus. Il a l'habitude de ces pots-de-vin. Il tente même de « prouver qu'il croit en l'Amérique » : il apporte une valise contenant un million de dollars en espèces à Maurice Stans, le responsable du financement de la campagne présidentielle de Nixon en 1972. Mais quand Sindona insiste pour que le don reste secret, Stans décline son offre car une nouvelle loi fédérale interdit les cadeaux de ce genre^[274].

L'étoile de Sindona est au zénith. En 1972, quand il quitte Milan pour Genève, il est l'un des hommes les plus riches au monde. Il peut tout acheter, faire ce que bon lui semble, au gré de sa fantaisie. Il a une épouse fidèle et une kyrielle de maîtresses superbes. Il a des amis et des associés puissants, prêts à lui obéir. Selon *The Wall Street Journal* du 17 février 1972, il est l'un des « financiers les plus respectés » au monde, véritable « Howard Hughes » italien. En janvier 1974, dans le cadre d'une cérémonie au Grand Hôtel de Rome, John Volpe, l'ambassadeur des États-Unis en Italie, le proclame « Homme de l'année ». Giulio Andreotti, le premier ministre italien, lui baise la main et le salue comme le « sauveur de la lire ». Mais l'étoile de Sindona va bientôt pâlir et il va tomber de haut. En octobre de la même année, il en sera réduit à fuir la justice. Le Vatican, pour sa part, est pris dans les filets d'un scandale terrible concernant de fausses actions.

CHAPITRE 13

Une Église de faussaires

Ne donnez pas aux chiens ce qui est sacré, ne jetez pas vos perles aux porcs de peur qu'ils ne les piétinent et que, se retournant, ils ne vous déchirent.

Matthieu, VII, 6

Le 29 juin 1971, l'un des subalternes de la famille Genovese, Vincent Rizzo, se rend à l'Hôtel Churchill à Londres pour y rencontrer un escroc autrichien, Leopold Ledl. Ils sont là pour une affaire qui a éveillé l'attention de Matteo de Lorenzo, dit « l'oncle Marty ». À 62 ans, l'oncle Marty est un petit homme corpulent, au visage rond et franc, toujours souriant. Il a tout du type sympathique et inoffensif qu'on verrait bien derrière le comptoir de l'épicerie du coin. Mais l'oncle Marty n'est en fait ni inoffensif ni sympathique. Après une enfance passée dans un bidonville du Lower East Side, il est simple soldat pendant les guerres de gangs des années 1930, 1940 et 1950. Il gravit les échelons et passe du trafic d'alcool au prêt usuraire, puis du prêt usuraire à la contrefaçon. Ce n'est pas le genre d'homme que l'on souhaite croiser sur sa route. L'oncle Marty peut parfaitement ordonner une exécution le sourire aux lèvres.

Michele Sindona, l'un des hommes les plus respectés par les

familles Gambino et Genovese, a attiré l'attention de l'oncle Marty sur une certaine affaire. L'Église catholique romaine, prétend Sindona, souhaite requérir les services de Ledl, un intermédiaire de confiance, pour acheter un milliard de dollars de fausses actions ; l'oncle Marty est la personne tout indiquée pour s'occuper de l'affaire. Rizzo secoue la tête à l'idée que l'Église veuille s'engager dans une transaction pareille. Mais l'oncle Marty a reçu l'assurance que l'affaire était « réglo », autrement dit « sans risque ». Et Rizzo est mal placé pour critiquer l'oncle Marty, et encore moins un membre de la famille aussi respecté que Don Michele, le banquier du Pape.

Rizzo, un usurier à la peau basanée, opère à partir du Columbia Civic League Club. Il prête de l'argent à des hommes d'affaires, à des propriétaires de restaurants et à d'autres gros emprunteurs de Manhattan et, grâce à une équipe d'hommes de main armés jusqu'aux dents, il veille à ce que tout ce beau monde rembourse en temps voulu. Son casier judiciaire est impressionnant. Rizzo a été arrêté pour vol de voitures, transport d'un état à un autre d'actions volées, vol, possession d'armes illégales, et pour toute une série d'agressions au pistolet et à la matraque. Les autorités du FBI et d'Interpol savent que Rizzo contrôle aussi un réseau qui passe des armes volées en Amérique du Sud, qu'il est un revendeur important de cocaïne et d'héroïne et qu'il écoule de fausses actions à partir de points de vente établis partout dans le monde^[275].

Le FBI et Interpol s'intéressent aussi à l'homme que Rizzo

s'apprête à rencontrer — Leopold Ledl, un personnage à l'élégance raffinée. Il s'adonne à la contrebande d'armes, au trafic de stupéfiants et à la contrefaçon de titres. Ce millionnaire autrichien a des relations importantes en Italie. Parmi ses amis, il y a Mario Foligni, le pseudo « comte de San Francisco », patron de Nuova Sirce, une société de placement et d'assurance qui possède des bureaux à Rome et à Munich; Tomasso Amato, avocat, escroc et faussaire milanais spécialisé dans les faux en tous genres : tableaux, documents et actions ; et Remigio Begni, l'un des courtiers les plus importants de Rome, « peu regardant » sur l'origine ou la destination des actions qu'il vend^[276].

Grâce à Foligni, à qui le Vatican a décerné des diplômes de théologie *honoris causa*, Ledl se lie d'amitié avec un groupe de dignitaires ecclésiastiques, dont le cardinal Giovanni Benelli, secrétaire d'État adjoint sous Paul VI ; le cardinal Edigio Vagnozzi, directeur de la Préfecture pour les Affaires économiques du Vatican ; le cardinal Amleto Giovanni Cicognani, secrétaire d'État émérite, et le cardinal Tisserant, doyen du Collège des cardinaux^[277]. Ces sommités se retrouvent régulièrement à la table de Ledl, dans son somptueux domaine boisé des environs de Vienne.

Plus tôt dans l'année, le cardinal Tisserant a invité Ledl à son bureau au Vatican pour l'entretenir d'une question des plus urgentes. Tisserant, comme le racontera plus tard Ledl à l'agent Richard Tamarro du FBI et à l'enquêteur Joe Coffey de la police de New York, lui apprend que les finances du Vatican se dégradent et que l'évêque Marcinkus, directeur de la

Banque du Vatican, a effectué une série de placements inconsiderés qui ont coûté des millions de dollars à l'Église. Le Cardinal demande à Ledl s'il a des idées ou des suggestions pour améliorer la situation financière du Vatican. Comme le raconte le journaliste du *New York Times* Richard Hammer dans *Vatican Connection*, Ledl a des idées à la tonne, « mais pas de celles qu'on peut exprimer devant un tel aréopage ». Tisserand insiste :

— Vraiment vous n'avez pas la moindre idée ?

Avec sa vaste expérience, Ledl devait bien connaître le moyen de trouver de grandes quantités de valeurs boursières qui permettraient de soutenir le Vatican et la nation italienne tout entière dans la passe difficile qu'ils traversaient ?

— À quelle sorte de valeurs pensez-vous ? s'enquit l'Autrichien.

— Oh, nous songions à des titres de première qualité, bien entendu, à des actions de grandes sociétés américaines. [...]

— Vous savez, argua-t-il, il sera probablement bien difficile de mettre la main sur de tels titres.

— Même si ce sont des faux? [...]

— De quelle somme auriez-vous besoin ?

— Un milliard de dollars environ. Neuf cent cinquante millions pour être plus exact.

— Vous êtes-vous préoccupés, vos amis et vous, de ce qui pourrait arriver si l'on découvrait que le Vatican trempe dans un trafic de fausses actions ? On peut imaginer qu'un homme

d'affaires, ou même une grande société, se risque sur ce terrain miné, mais une institution comme le Vatican...

[...]

— Nous pensons que le gouvernement américain ne se risquera jamais à accuser le Vatican d'avoir trafiqué en toute connaissance de cause de fausses actions. En fait, si les Américains découvrent la présence de ces papiers dans les coffres du Vatican, ils penseront que l'Église a été victime d'un individu sans scrupule et ils interviendront secrètement pour combler nos pertes.

[...]

— Quelle somme l'Église est-elle disposée à débours ?

[...] ... soixante-cinq pour cent de leur valeur nominale, soit environ six cent vingt-cinq millions de dollars.

Bien entendu, on comptait sur la compréhension de Ledl et de ses amis. Ayant eux-mêmes monté la transaction, les hommes du Vatican pensaient pouvoir réclamer le quart de cet argent, soit cent cinquante millions. Cela laisserait encore à Ledl et à ses amis quatre cent cinquante millions de dollars^[278].

Impossible de résister à une proposition de ce genre. Les deux hommes se mettent d'accord et Ledl s'attelle à la tâche. Il se met en rapport avec Manuel « Ricky » Jacobs, à New York, qui à son tour soumet l'affaire à la famille Gambino. Au même moment, Sindona rencontre l'oncle Marty pour lui donner l'assurance que la commande de fausses actions est «

bien vraie^[279] » et que Ledl, au moment convenu, pourra fournir des « preuves tangibles » de l'autorisation du Saint-Siège.

Sindona sait que cette preuve est nécessaire. L'affaire va coûter une fortune — les plaques, le papier, les graveurs, l'impression et les messagers. Et ni l'oncle Marty ni aucun autre membre des familles Gambino et Genovese n'a la moindre idée de qui est Leopold Ledl^[280].

Comme le raconte Richard Hammer, la rencontre a lieu dans une suite élégante de l'Hôtel Churchill. Ledl est accompagné de Maurice Ajzen, un interprète. Trois hommes se trouvent dans la suite avec Rizzo. Il y a Ricky Jacobs, qui a conclu le marché avec Ledl, et Jerry, le fils de Ricky, un aspirant gangster. Un petit homme corpulent, âgé, les yeux mi-clos, est assis à côté de Rizzo qui le présente comme le Dr Greenwald, un associé de Los Angeles^[281].

Après les politesses d'usage, Ledl ouvre sa mallette et en tire un document qu'il a reçu de Rome le matin même. Il s'agit d'une lettre à en-tête de la Sacrée congrégation pour les religieux — lettre aujourd'hui entre les mains du FBI — et qui se lit comme suit:

À qui de droit :

Suite à notre rencontre d'aujourd'hui, nous désirons vous confirmer les points suivants :

Nous nous portons acquéreurs d'un lot complet de

marchandises pour la somme de 950 millions de dollars ;

Nous donnons notre accord sur les chiffres et les dates de livraison comme il est indiqué ci-après :

Le 9/3/71: 100

10/9/71 : 200

10/10/71 : 200

10/11/71 : 250

10/12/71 : 200

Il est entendu que les deux dernières livraisons pourraient, plus probablement, être effectuées en même temps, le 10/11/71.

Nous garantissons que la marchandise ne sera pas revendue.

Veuillez agréer nos salutations distinguées,

(signature illisible)

Rome, le 29 juin 1971^[282]

Rizzo étudie le document et le montre au Dr Greenwald, qui hoche la tête et sourit. Ce sont les garanties promises par la famille. Rizzo, après s'être entretenu avec le Dr Greenwald, informe Ledl que ses associés commenceront à fabriquer les faux au plus tôt pour respecter les délais de livraison. Rizzo ajoute que la famille est prête à payer une pénalité de 1 % — en l'occurrence 9,5 millions de dollars — si jamais ce n'était pas le cas. La mafia démontre ainsi sa bonne volonté et sa foi en Sa Sainte Mère l'Église^[283].

Ledl informe Rizzo et ses associés que le Vatican devra pouvoir examiner un échantillon pour s'assurer de la qualité de la marchandise. Il faut produire cet échantillon le plus vite possible. Rizzo se tourne vers le Dr Greenwald, qui acquiesce d'un signe de la tête.

Ledl et Rizzo se mettent d'accord : un assortiment de différents titres d'une valeur de 14,5 millions de dollars suffira. Les messagers de la mafia livreront le colis à Ledl et à ses associés à l'hôtel Cavalieri Hilton de Rome^[284].

Une fois la question du partage réglée, Rizzo et ses associés refusent poliment l'invitation à dîner de Ledl. Ils sont pressés de rentrer aux États-Unis pour prendre les dispositions nécessaires. On échange quelques mondanités encore, puis une limousine s'annonce et ramène les invités mafieux à l'aéroport de Rome. Ledl exulte. Il a conclu l'affaire de sa vie. L'escroc autrichien va empocher 250 millions de dollars en quelques mois. Il ignorera à jamais que le mystérieux Dr Greenwald n'est nul autre que Matteo de Lorenzo, « l'oncle Marty », le vieux caïd rusé de la famille Genovese^[285].

Sitôt rentré à New York, Rizzo organise le travail. Louis Milo prépare les plaques pour les certificats qui seront imprimés dans son établissement situé au coin de l'avenue A et de la douzième rue, dans la Petite Italie. Le maître graveur Ely Lubin et ses imprimeurs — des spécialistes de la contrefaçon — l'assistent dans leur atelier de l'avenue Melrose à Los Angeles. William Benjamin, le maître faussaire de la famille Genovese de Philadelphie, apporte la touche finale. L'échantillon réclamé par le Vatican comprend 498

obligations d'American Téléphoné & Telegraph, d'une valeur de 4980000 dollars; 259 obligations de General Electric, évaluées à 2 590000 dollars; 412 obligations de Chrysler, évaluées à 2 060 000 dollars ; et 479 obligations de Pan American, d'une valeur de 4780000 dollars^[286]. La valeur nominale des faux titres s'élève à 14410000 dollars.

Les messagers de l'oncle Marty s'occupent de remettre les obligations à Ledl qui, à son tour, les achemine au Vatican pour que le cardinal Tisserant les inspecte. Il se déclare satisfait.

Pendant que le Vatican attend la livraison du reste de la marchandise, l'évêque Marcinkus veut vérifier lui-même qu'on prendra les faux pour des actions authentiques. Fin juillet, il ordonne à Mario Foligni de faire un essai en déposant des actions d'une valeur de 1,5 million de dollars à la Handelsbank de Zurich. Foligni ouvre un compte au nom de monsignore Mario Fornasari, secrétaire au Vatican. Les faux déjouent le contrôle des banquiers, un hommage à l'habileté des faussaires de la famille Genovese^[287].

En septembre, Marcinkus demande à Foligni de déposer un second échantillon d'actions à la Banco di Roma — 2,5 millions de dollars cette fois, au nom d'Alfio Marchini, propriétaire de l'Hotel Leonardo da Vinci, ami intime et émissaire de l'évêque Marcinkus. Les titres sont examinés et certifiés authentiques^[288].

Le problème surgit lorsque les deux banques envoient un échantillon de ces actions à New York pour examen.

L'Association des banquiers de New York les déclare faux. On informe Interpol. Interrogé, Foligni se met à table et raconte qu'il a acheté les titres à Leopold Ledl. Quand vient son tour, ce dernier en fait autant et parle de Vincent Rizzo, de la famille Genovese, du Vatican et du cardinal Tisserant. Ledl et Rizzo sont arrêtés, jugés et condamnés, tout comme Ricky Jacobs, Jerry Jacobs, William Benjamin, Tomaso Amato, Remigio Begni et l'oncle Marty. Louis Milo, le maître faussaire, est retrouvé mort dans le coffre de sa voiture. Foligni parvient à se soustraire à la loi en affirmant qu'il a agi comme représentant du secrétaire d'État du Vatican et qu'il jouit de ce fait de l'immunité diplomatique.

Quand William Lynch, chef de la section du crime organisé et du racket au département américain de la Justice, et William Aronwald, adjoint au chef des forces d'intervention de New York, réussissent enfin à se frayer un chemin parmi toutes des complications administratives de la bureaucratie vaticane et à obtenir un entretien avec Tisserant, le cardinal est déjà mort — de mort naturelle — et enterré. Les enquêteurs tentent alors d'interroger l'évêque Paul Marcinkus. Il faudra compter encore un an avant qu'on accepte de les recevoir à la sacro-sainte Banque du Vatican.

Au début de l'entretien, enregistré par Lynch et Aronwald, les enquêteurs interrogent Macinkus sur ses relations avec Michele Sindona.

« Michele et moi sommes de très bons amis, dit Marcinkus tout en tirant une bouffée de son cigare cubain. Nous nous connaissons depuis plusieurs années. Mais mes rapports

financiers avec lui ont été très limités. Il est, comme vous le savez, l'un des plus riches industriels d'Italie. Sur les questions financières, c'est un visionnaire. »

Interrogé sur ses rapports limités avec Sindona, Marcinkus répond :

« Je ne crois pas nécessaire d'enfreindre le secret bancaire afin de produire ma défense. »

« Si cela se révèle nécessaire, êtes-vous aussi prêt à témoigner devant un tribunal américain? », lui demande Lynch.

« Ma foi, oui, si c'est absolument nécessaire. »

Lynch passe aux choses sérieuses et demande : « Avez-vous un compte à numéro personnel aux Bahamas ? »

« Non, répond Marcinkus, non. »

« Avez-vous un compte ordinaire aux Bahamas ? »

« Non, dit Marcinkus d'un ton neutre, je n'en ai pas. »

« En êtes-vous bien sûr, Monseigneur? », insiste Lynch.

« Le Vatican possède effectivement des intérêts financiers aux Bahamas mais il s'agit strictement de transactions financières, comme bien d'autres, sous le contrôle du Vatican. Cela ne concerne pas les avoirs financiers de quiconque en particulier. »

« Non, poursuit Lynch, nous nous intéressons à vos comptes personnels. »

« Je n'ai aucun compte, privé ou public, aux Bahamas ni

nulle part ailleurs », répond Marcinkus^[289].

Les enquêteurs doivent bien savoir que Marcinkus ment. Depuis 1971, l'évêque fait partie du conseil d'administration de Banco Ambrosiano Overseas à Nassau ; il se rend souvent aux Bahamas et il détient (à titre personnel) 8 % des actions de la banque. Ils doivent aussi savoir que l'évêque possède des comptes privés dans différentes banques italiennes appartenant à Sindona et qu'il a mis de côté une petite fortune grâce à ses transactions avec Sindona et P2 à la Banque de financement de Genève^[290].

Après cette rencontre, les autorités américaines envisagent de porter des accusations contre Marcinkus. Après tout, l'évêque est citoyen américain et donc sous la juridiction de la justice des États-Unis. On pourrait demander son extradition et lui faire subir un procès. Cette mesure semble nécessaire. Le Vatican détient toujours des faux d'une valeur de plus de 10 millions de dollars et il est fort probable que d'autres actions de cette commande évaluée à un milliard de dollars aient été signées, cachetées et livrées.

Mais l'administration Nixon met un terme à l'enquête. La question est trop délicate et pourrait déplaire aux catholiques américains^[291]. Mieux vaut oublier les 10 millions, la mafia et Marcinkus. Le gouvernement ne peut quand même pas faire traverser le Tibre à ses policiers, pistolets semi-automatiques au poing, mandats et menottes en poche : « Nous n'allions pas dépenser tout cet argent du contribuable, déclarera plus tard William Aronwald, à moins d'être absolument sûrs de nos preuves. À la fin de l'enquête, il fallut classer le dossier

d'accusation contre Marcinkus car les preuves susceptibles de convaincre un jury manquaient^[292]. »

CHAPITRE 14

La chute de Vatican Inc.

Ainsi tout homme qui entend les paroles que je viens de prononcer et les met en pratique, peut être comparé à un homme avisé qui a bâti sa maison sur le roc. La pluie est tombée, les torrents sont venus, les vents ont soufflé: ils se sont précipités contre cette maison et elle ne s'est pas écroulée, car ses fondations étaient sur le roc. Et tout homme qui entend les paroles que je viens de dire et ne les met pas en pratique, peut être comparé à un homme insensé qui a bâti sa maison sur le sable. La pluie est tombée, les torrents sont venus, les vents ont soufflé: ils sont venus battre cette maison, elle s'est écroulée, et grande fut sa ruine.

Matthieu, VII, 24-27

Au moment où l'évêque Paul Marcinkus chante les louanges du grand banquier Michele Sindona aux enquêteurs américains, l'empire de ce requin de la finance commence à se lézarder. La règle est simple, quiconque vole de très grosses sommes d'argent à une banque laisse derrière lui un trou béant. Le trou s'agrandit et les déclarations de profits fictifs ne suffisent plus à le combler. Il faut alors le colmater avec des espèces si l'on veut remettre les livres comptables en ordre et retrouver un certain équilibre budgétaire. Mais quand des trous pareils apparaissent dans ses deux banques les plus importantes — la Banca Unione et la Banca Privata Finanziaria — Sindona essaie de régler le problème en fusionnant les deux

institutions en une mégabanque, la Banca Privata. Les deux trous n'en font plus qu'un, si gigantesque que, même complètement myope, n'importe quel vérificateur de la ville de Milan ne pourrait passer à côté. En juillet 1974, la nouvelle banque affiche des pertes de 200 milliards de liras^[293]. Sindona parvient à convaincre les directeurs de la Banca di Roma d'injecter 200 millions de dollars pour boucher ce trou gênant. Mais la manœuvre échoue. La somme n'est pas suffisante, l'institution s'effondre malgré tout. En septembre 1974, moins de trois mois après sa création, la Banca Privata entre en liquidation obligatoire, ses pertes dépassant les 300 millions de dollars. Après sa tentative mal avisée de venir à la rescousse de Sindona, la Banca di Roma frôle la faillite. Le Vatican, de son propre aveu, perd plus de 27 millions de dollars dans l'affaire, sans parler de sa participation au capital de la Banca Unione et de la Banca Privata Finanziaria. Selon des estimations suisses, les pertes de Sa Sainte Mère l'Église dépassent les 240 millions de dollars^[294]. Certains situent plutôt ces pertes autour du milliard de dollars^[295].

Au même moment, la Franklin National Bank, une institution financière que Sindona a achetée en 1972, se retrouve avec un énorme découvert. Cela semble inexplicable.

La Franklin National est la 19^e banque américaine, l'une des plus solides avec un actif de 3,3 milliards de dollars^[296]. Mais Sindona y effectue des retraits frauduleux. En moins de deux ans, il vide les coffres de l'institution de Long Island. Le gouvernement américain craint de voir la banque s'effondrer, ce qui aurait des répercussions graves sur l'ensemble du pays.

Il procure donc des fonds à Sindona dans l'espoir de conserver à la banque sa solvabilité. De septembre à octobre 1974, plus d'un milliard de dollars passera de la Réserve fédérale à la Franklin. Et cela sans le moindre effet. Le 8 octobre, la Franklin National s'effondre, provoquant des pertes de plus de 2 milliards de dollars pour la Fédéral Deposit Insurance Company, la société d'assurance des banques américaines. Il s'agit de la faillite bancaire la plus importante de l'histoire des États-Unis et la première à survenir depuis la Crise.

Alors qu'elles ratissent les cendres de la Franklin National, les autorités américaines découvrent que Sindona a subtilisé 45 millions de dollars à la banque juste avant la faillite — une somme qu'il dilapidera en voulant spéculer sur des devises étrangères et éponger les pertes de ses opérations en Italie^[297].

Après la Banca Privata et la Franklin National, l'onde de choc se propage à toute l'Europe, entraînant d'autres institutions financières appartenant à Sindona. En quelques semaines, la Bankhaus Wolff de Hambourg, la Bankhaus Herstatt de Cologne et l'Amincor Bank de Zurich sont ruinées^[298]. Des milliards et des milliards disparaissent dans une énorme faille — une faille que la presse italienne appellera *il crack Sindona*.

Les autorités italiennes émettent un mandat d'arrêt contre Sindona. Le Requin s'enfuit en Suisse et arrive à rejoindre New York où il s'installe à l'Hôtel Pierre, un établissement d'une élégance discrète de la Cinquième avenue. Il devient « conseiller financier » chez G & G (Gambino et Genovese), la

société de Johnny Gambino^[299]. Sur les conseils de David Kennedy, ancien secrétaire au Trésor sous Nixon, Sindona retient les services de *Mudge, Rose, Guthrie, and Alexander*, le cabinet d'avocats de Richard Nixon et John Mitchell, pour l'aider à se battre contre l'extradition^[300]. Il embauche aussi un conseiller en relations publiques qui le fait engager pour donner des conférences dans de grandes universités américaines.

À l'Université de Pennsylvanie, Sindona salue le drapeau américain et fait des déclarations dignes d'un économiste épris d'idéal. Il commence ses communications ainsi : « Le but, peut-être ambitieux, de cette brève causerie est de contribuer à restaurer la confiance des États-Unis dans leur économie, leurs finances et leur monnaie, et de leur rappeler que le monde libre a besoin de l'Amérique^[301]. »

Alors qu'un tribunal de Milan vient de le condamner *in absentia* à trois ans et demi de prison pour détournement de fonds, Sindona vante l'éthique et la responsabilité budgétaire devant des étudiants de l'Université Columbia: « Quand on effectue des paiements avec l'intention de tourner la loi afin de réaliser des bénéfices injustes, cela exige sans discussion une réaction publique. Tant le corrompu que celui qui l'a corrompu doivent être punis^[302]. »

Sindona multiplie les apparitions dans ces institutions prestigieuses. On se croirait dans un article d'un magazine satirique comme *Mad* : le grand chef financier de la mafia sicilienne donne un cours aux étudiants de l'Ivy League — ceux- là même qui deviendront les chefs d'entreprises de

l'Amérique de demain — sur l'éthique des affaires, les stratégies financières et la création de « cosmo-entreprises » blanches comme neige.

En septembre 1975, la presse internationale publie des photos où l'on voit le maire de New York, Abraham Beame, accueillant chaleureusement Sindona. Partout en Italie, on crie au scandale. Le *Corriere della Sera* fulmine : « Sindona continue de faire des déclarations et de donner des interviews ; il continue aussi, dans son exil-refuge américain, de fréquenter la Jet-society. Les lois et les mécanismes de l'extradition ne sont pas les mêmes pour tous. Tel qui a volé des pommes pourra languir pendant des mois, peut-être des années en prison. L'émigré qui travaille à l'étranger et oublie de répondre à l'appel sous les drapeaux est forcé de rentrer pour affronter la rigueur du tribunal militaire. Pour ceux-là les tours et détours de la bureaucratie n'existent pas^[303]. »

Aux États-Unis, Sindona reste complètement indifférent à ces doléances et ces lamentations. Johnny Gambino et les autres mafieux de New York le traitent comme *un uomo rispettato* (un homme respecté). On l'appelle Don Michele et l'on organise des banquets en son honneur. Nino Gambino, le fils de Johnny, rappellera plus tard combien les membres de la famille mafieuse recherchaient la compagnie de Sindona et s'exclamaient : « Don Michele, vous êtes le plus grand des Siciliens. Nous sommes fiers de vous. Laissez-nous vous aider à régler vos problèmes. Dites-nous qui supprimer ? Donnez-nous les noms de ces bâtards. Nous ferons cela pour vous parce que nous vous respectons. Pas d'argent entre nous, Don

Michele. Nous tuons seulement pour nos amis^[304]. »

Sindona doit bien leur avoir fourni une liste, car cinq des enquêteurs italiens qui fouillent dans les affaires du « banquier du Pape » (dont Giorgio Ambrosoli, l'avocat de la Banque d'Italie), sont assassinés, vraisemblablement par la mafia^[305]. D'autres, qui osent témoigner contre « Don Michele », subissent le même sort. Graziano Verzotto, ancien secrétaire régional de la Démocratie chrétienne, est abattu à Palerme. Il a révélé aux autorités que Sindona lui a versé des pots-de-vin. Il a la chance de survivre à l'attentat, mais il comprend le message et s'enfuit à Beyrouth^[306]. D'autres ont moins de chance, comme Giuseppe Di Cristina qui, pour son malheur, connaît toutes les détails des liens de Sindona avec le commerce de l'héroïne partout en Occident. Di Cristina est assassiné en pleine rue à Palerme. La police trouvera sur lui des chèques émis par une banque suisse ayant appartenu à Sindona^[307].

En septembre 1976, les autorités italiennes parviennent finalement à faire arrêter Sindona à New York. Entouré de ses amis et de ses partisans, Sindona est choqué, surpris et profondément déçu : « Les États-Unis choisissent maintenant, presque deux ans après les fausses accusations lancées contre moi en Italie, de commencer ces procédures d'extradition. Je tiens à souligner que les accusations qui ont été portées en Italie reposent sur une enquête presque inexistante et qu'elles sont manifestement fausses^[308]. » Le Requin est déféré à la Cour criminelle de New York, placé dans une cellule de détention provisoire, puis libéré contre une caution de 3

millions de dollars.

Sindona et la famille Genovese font des pieds et des mains pour éviter l'extradition. On recueille des fonds partout dans la Petite Italie pour assurer la défense de Sindona. Malheureusement, les membres de la famille, qui sont eux aussi des as du vol, ne remettent pas aux avocats de Sindona l'intégralité des sommes recueillies au cours de ces banquets et ces dîners. Ils prélèvent au passage 50 % des dons^[309].

Des personnages importants viennent témoigner en faveur du Requin devant le tribunal d'extradition. Carmelo Spagnuolo, premier président de la Cour de cassation, déclare sous serment que les accusations contre le Sicilien s'inscrivent dans un complot communiste contre les grands industriels italiens. L'extrême gauche, soutient-il, a infiltré le système judiciaire et fomenté cette machination, et Sindona — « grand protecteur de la classe ouvrière » — sera assassiné dès qu'il mettra les pieds sur le sol italien^[310]. Licio Gelli abonde dans ce sens et déclare : « La haine de Michele Sindona pour les communistes tient à son anticommunisme et au fait qu'il a toujours été en faveur de la libre entreprise dans une Italie démocratique^[311]. »

Recherché par les autorités judiciaires italiennes et accueilli à bras ouverts par la mafia américaine, Michele Sindona voit désormais les portes de bronze du Saint-Siège se fermer devant lui. À mesure que les enquêteurs italiens révèlent la *Vatican connection*, Paul VI devient objet de mépris et de dérision. Le Saint-Père, raconte la presse, aurait perdu près d'un milliard de dollars dans ses transactions secrètes avec la

mafia. À gauche du spectre théologique, les Jésuites dénoncent les ingérences du Pape dans la politique italienne et l'accusent d'avoir remis « l'avenir de l'Église entre les mains de Satan ». À droite, les conservateurs tridentins, dont l'archevêque français Marcel Lefebvre, exigent l'abdication. L'hebdomadaire catholique *The Traditionalist* publie un compte rendu détaillé de l'affaire Sindona et qualifie le Pape « de traître à l'Église ».

L'évêque Marcinkus doit subir l'humiliation d'un interrogatoire serré mené par les autorités italiennes sur ses rapports avec Sindona qu'il connaît personnellement et qu'il fréquente en sa qualité de représentant du Vatican. Le témoignage de Marcinkus n'étonne personne. En avril 1973, il avait déclaré aux enquêteurs américains : « Michele et moi sommes de très bons amis. Nous nous connaissons depuis plusieurs années. » Deux ans plus tard, interrogé par le magazine italien *L'Espresso*, il affirme : « En vérité, je ne connais même pas Sindona. Comment pourrais-je avoir perdu de l'argent à cause de lui^[312] ? »

Paul VI est saisi par la panique. Son comportement devient incohérent. Devant ses proches, il évoque la possibilité de démissionner. Mais, avant de déposer sa tiare, le Pape prétend qu'il lui faut réparer les torts financiers qu'il a causés à l'Église. Il souhaite conserver le droit de nommer son successeur et il demande qu'on abolisse le décret vieux de 400 ans qui interdit au pape de vendre sa fonction sacrée de Vicaire du Christ au cardinal le plus offrant^[313]. Il pourrait de cette façon amasser une fortune pour Sa Sainte Mère l'Église

— la fortune qu'il a perdue en faisant des affaires avec la mafia.

Le Pape se plaint de perdre le sommeil. Aux premières heures du jour, il erre dans les couloirs du Palais du Latran — il se plaint d'une présence maléfique à l'intérieur du Saint-Siège. « La fumée de Satan est entrée dans l'Église. Elle est partout autour de l'autel », déclare-t-il aux gens de sa suite^[314].

Le Pape finit par retrouver ses sens. Il sait comment venir à bout des problèmes. Il autorisera Marcinkus à se lancer dans une nouvelle affaire, plus lucrative celle-là — cette fois avec celui qui remplace Sindona comme financier en chef de la mafia et trésorier de P2, Roberto Calvi, président de la banque Ambrosiano.

Roberto Calvi ne tardera pas à engager le Vatican dans toute une série de manœuvres frauduleuses. Le 19 novembre 1976, il achète 53,3 % des parts de la Banco Mercantile pour le compte de la Banque du Vatican. Le 17 décembre, les actions se retrouvent chez Giammei & Co, agent de change de Milan et, par un tour de passe-passe, sont déposées le jour même à la Banque du Vatican. Mais tout ne se passe pas au mieux. Le Vatican ne dispose pas dans ce compte des fonds suffisants pour acheter les actions. On règle le problème en ouvrant un nouveau compte dont le solde est d'emblée, comme par enchantement, de 8 milliards de liras (plus de 10 millions de dollars). Six mois après ces transactions étranges, Giammei & Co se sert d'une société de Milan, le Credito Commerciale, pour racheter les actions. Au même moment, Calvi, au nom de

sa firme, Immobiliare XX Settembre, rachète le tout au Credito Commerciale.

C'est une fabuleuse escroquerie. La valeur des actions grimpe de façon spectaculaire chaque fois qu'elles changent de mains. L'action de la Banco Mercantile s'échange au départ à 14000 liras. Le 29 juin, quand le Credito Commerciale vend ses parts à Calvi, elles valent 26000 liras l'unité^[315]. En vendant lui-même des actions qui lui appartiennent au double de leur prix de départ, Calvi augmente la valeur, sur papier, des actions de la Banco Mercantile. On se les arrache sur le parquet de la Bourse de Milan. Ce qui permet à Calvi de se défaire des actions surévaluées en les vendant à Anna Bonomi, une concurrente, pour la somme de 33 milliards de liras (40 millions de dollars). Calvi offre gracieusement une ristourne de 800 millions de liras à la Banque du Vatican en échange du privilège d'avoir pu utiliser son nom et ses infrastructures dans cette fraude^[316].

La fraude de la Banco Mercantile est un exemple parmi bien d'autres. Le Vatican va désormais recevoir tous les ans d'énormes sommes d'argent en échange de sa complicité dans les escroqueries de Calvi. Les coffres pontificaux débordent — une fois de plus. Mais les rentrées de fond s'arrêtent net en août 1978. Le Pape Paul VI meurt d'une crise cardiaque au Palais de Castel Gandolfo, et son successeur — Albino Luciani, qui a pris le nom de Jean-Paul I^{er} — annonce des réformes.

CHAPITRE 15

Le pape doit mourir

Serpents, engeances de vipères, comment pourriez-vous échapper au châtement de la géhenne? C'est pourquoi, voici que moi, j'envoie vers vous des prophètes, des sages et des scribes. Vous en tuerez et mettrez en croix, vous en flagellerez dans vos synagogues et vous les pourchasserez de ville en ville, pour que retombe sur vous tout le sang des justes répandu sur la terre, depuis le sang d'Abel le juste jusqu'au sang de Zacharie, fils de Barachie, que vous avez assassiné entre le sanctuaire et l'autel.

Matthieu, XXIII, 33-35

Avant de mourir, Paul VI décide de mettre le Collège des cardinaux à l'épreuve. Il s'arrange pour que le processus d'élection de son successeur soit des plus pénibles. Conscient du fait que les conclaves antérieurs ont été mis sur écoute^[317], il laisse des instructions pour que tous les cardinaux fassent le serment solennel — sous peine d'excommunication — de ne divulguer les résultats du scrutin à personne en dehors du conclave et de ne pas en discuter avec d'autres princes de l'Église. On poste des gardes suisses devant chaque entrée et sous chaque fenêtre — au cas sans doute où l'un des cardinaux octogénaires essaierait de s'échapper par là.

Le conclave se réunit à la chapelle Sixtine. Les cardinaux, habitués au luxe de leurs appartements, sont affectés à de

petites chambres — des « cellules », dit Paul VI — tout à fait inconfortables. Avant d'y entrer, les cardinaux passent à la fouille. Les gardes suisses chargés de cette tâche sont à l'affût de tout dispositif d'écoute ou de tout autre moyen de communication, calepins et crayons compris.

À l'ouverture du conclave, le 25 août 1978, les 11 cardinaux se rendent en silence à la chapelle. Celui qui préside l'assemblée — le camerlingue — fait l'appel et ordonne aux prélats portant la pourpre de s'agenouiller en se frappant la poitrine et en chantant le *Veni Creator Spiritus*. Bien des membres de cette assemblée sacrée sont mécontents, outrés même, de constater qu'on les traite non pas comme des princes de l'Église mais davantage comme des détenus à la prison de Saint-Quentin^[318].

Pour arranger les choses, il fait une chaleur suffocante. La température dépasse 34 degrés à Rome. Dans la chapelle Sixtine, où toutes les portes sont fermées et barricadées, et où toutes les fenêtres sont scellées et placardées, on doit étouffer.

Rien d'étonnant dans ces conditions à ce que les traditionalistes et les progressistes en arrivent très vite à un compromis et choisissent le doux Albino Luciani comme nouveau pape. Il s'agit du conclave le plus court de l'histoire: il dure une seule journée.

À la grande satisfaction de toute l'assemblée, Luciani choisit le nom de Jean-Paul I^{er} — Jean pour Jean XXIII et Paul pour Paul VI. Les cardinaux semblent rassurés, le nouveau Pape s'inscrira dans la continuité, sans perturber le fonctionnement

de Vatican Inc.

Ils vont être amèrement déçus.

Dès que la fumée blanche s'échappe de la cheminée de la chapelle Sixtine, la presse italienne réclame au nouveau Pape de rétablir « l'ordre et la moralité » au Saint-Siège. *Il Mondo*, le journal économique le plus important en Italie, publie une lettre ouverte et pose à Jean-Paul I^{er} une série de questions précises. « Est-il normal que le Vatican agisse en spéculateur sur les marchés? », demande le journal. « Est-il normal que le Vatican possède une banque dont les opérations favorisent le transfert de capitaux hors du pays? Est-il normal que cette banque aide des citoyens italiens à échapper au fisc ? »

Il Mondo poursuit et s'interroge sur les liens unissant le Vatican « aux financiers les plus cyniques », comme Michele Sindona. D'autres questions encore : « Pourquoi l'Église tolère-t-elle des placements dans des sociétés, nationales et internationales, dont le seul but est le profit — des sociétés qui, quand elles l'estiment nécessaire, n'hésitent pas à piétiner les droits les plus élémentaires de millions de pauvres, en particulier dans ce tiers-monde qui vous tient tant à cœur ? »

La lettre, que signe le chroniqueur financier du journal, contient aussi un certain nombre de remarques sur l'évêque Marcinkus, président de la Banque du Vatican : « Il est, quoi qu'il en soit, le seul évêque membre du conseil d'administration d'une banque laïque, qui se trouve, par hasard, avoir une filiale dans l'un des plus grands paradis

fiscaux du monde capitaliste. Nous voulons parler de la Cisalpine Overseas Bank, à Nassau, aux Bahamas [qui deviendra Banco Ambrosiano Overseas]. L'utilisation des paradis fiscaux est permise par la loi humaine et on ne saurait tramer devant un tribunal un banquier laïque, quel qu'il soit, pour avoir tiré parti de cette situation (ils le font tous) ; mais cela n'est peut-être pas licite au regard de la Loi divine qui devrait marquer de son empreinte tous les actes de l'Église. L'Église prêche l'égalité mais il ne nous semble pas que la meilleure manière d'assurer cette égalité soit l'évasion fiscale, les impôts étant le moyen par lequel l'État laïque essaie de promouvoir cette même égalité^[319]. »

Le Pape prend à cœur ces commentaires et ces critiques. Il décide de corriger la situation et de ramener Vatican Inc. à ce qu'était l'Église apostolique des saints apôtres Pierre et Paul.

Le 27 août, le deuxième jour de son règne, Jean-Paul I^{er} fait part au cardinal Villot, le secrétaire d'État du Vatican, de son intention d'ouvrir une enquête sur tous les aspects des finances du Saint-Siège. « Il ne faudra exclure aucun service, aucune congrégation, aucune section^[320] », recommande le Saint-Père à Villot.

En moins d'une semaine, Jean-Paul I^{er} reçoit un rapport préliminaire sur le fonctionnement de la Banque du Vatican. La Banque, créée au départ pour promouvoir des « activités religieuses », sert désormais, de toute évidence, des objectifs séculiers. Parmi les 11 000 comptes qui figurent sur ses registres, moins de 1 650 ont un rapport avec la mission de

l'Église. Les 9 360 autres servent de « caisses noires » à des amis très spéciaux du Vatican, les Sindona, Calvi, Gelli et Marcinkus^[321].

Le 7 septembre, le cardinal Benelli apporte au Saint-Père des nouvelles plus mauvaises encore. La Banque d'Italie enquête sur les liens entre la Banque du Vatican et Roberto Calvi de la Banco Ambrosiano et, entre autres, sur l'achat de la Banca Cattolica del Veneto par celui-ci, ainsi que sur les manœuvres boursières de la Banco Mercantile de Florence. Les enquêteurs ont déjà envoyé un rapport préliminaire sur des irrégularités au juge Emilio Alessandrini. Le Pape est au bord de la syncope. Le rapport, il en est persuadé, entraînera des accusations pour activités criminelles non seulement contre Calvi mais aussi contre des représentants officiels du Vatican, comme l'évêque Marcinkus et ses deux proches collaborateurs, Luigi Mennini et Pellegrino de Strobel. Il sait qu'il doit agir sur-le-champ.

Le Pape, sans l'ombre d'un doute, ignore que tout est déjà rentré dans l'ordre. Licio Gelli et Roberto Calvi sont au courant de l'enquête et de l'existence du rapport. Ils règlent ce problème épineux en ayant recours à ce que Sindona appelle « la solution italienne ». Cinq hommes armés assassinent le juge Alessandrini alors qu'il est arrêté à un feu, au volant de sa Renault 5 orange, Via Muratori à Rome^[322]. Mission accomplie : l'enquête sur Calvi et la Banque du Vatican va s'arrêter net.

Mais la nouvelle la plus troublante arrive le mardi 12 septembre, quand Jean-Paul I^{er} s'assoit à son bureau et y

trouve un exemplaire de *L'Osservatore Politico*. Ce bulletin, publié par Mino Pecorelli, contient une liste de 121 responsables ecclésiastiques et laïcs, tous membres de diverses loges maçonniques accusées d'entretenir des liens avec Licio Gelli et P2^[323]. Si ces faits se révèlent exacts, le Pape devra prendre des mesures draconiennes. Des cardinaux, des archevêques et des évêques importants perdront leurs titres et leurs responsabilités, et il faudra les excommunier. L'affaire finira par un véritable pogrom des *papabili* — ceux qui sont susceptibles de devenir papes un jour, et qui sont donc les plus proches du Saint-Office.

Jean-Paul I^{er} lit le bulletin en détail et il en tremble. Le nom de son secrétaire d'État, le cardinal Jean Villot, vient en tête de liste — nom maçonnique « Jeanni », loge # 041 /3, inscrit dans une loge de Zurich le 6 août 1966.

Le Pape veut vérifier si l'information est exacte. Il se met en rapport avec les autorités italiennes par l'intermédiaire de ses amis intimes, le cardinal Pericle Felici et monsignore Giovanni Benelli, dont les noms ne figurent pas dans le bulletin. Puisque, on l'a déjà vu, toutes les sociétés secrètes sont tenues de transmettre à l'État les noms de leurs membres, les autorités italiennes parviennent à localiser les maçons italiens de la loge de Zurich, et confirment que Jean Villot, en effet, a été initié à l'Ordre de la franc-maçonnerie.

La liste contient également le nom de l'assistant de Villot — le cardinal Sebastiano Baggio — nom maçonnique « Seba », loge # 85-1640, initié le 14 août 1967. Encore une fois, le Pape se met en rapport avec les autorités qui lui confirment que

Baggio est bien lui aussi membre de la société secrète.

À la fin de cette journée, Jean-Paul I^{er} est de toute évidence ébranlé. On lui a confirmé que d'autres personnages importants du Vatican sont francs-maçons, et entre autres : monsignore Agostino Casaroli, son ministre des Affaires étrangères ; le cardinal Ugo Poletti, vicaire de Rome ; monsignore Pasquale Macchi, secrétaire respecté du pape Paul VI ; monsignore Donato de Bonis, de la Banque du Vatican et, le dernier mais non le moindre, l'évêque Paul Marcinkus, qui contrôle la vaste fortune de l'Église^[324].

Licio Gelli apprend que le Pape a lu le bulletin et, peu de temps après, Mino Pecorelli, l'éditeur de *L'Osservatore Politico*, est assassiné devant son bureau de la Via Orazio. On lui a enfoncé le canon d'un revolver au fond de la gorge et on a appuyé deux fois sur la détente^[325]. Les policiers trouvent une pierre dans la bouche de Pecorelli, *un sasso in bocca*, une façon de signifier, selon le code sinistre des mafieux, que le journaliste ne divulguera plus de secret.

Pendant toute la semaine, le Pape reçoit d'autres résultats de l'enquête sur la Banque du Vatican. Bientôt, il est au courant de tout : des fraudes d'import-export imaginées par Sindona, des sociétés fictives de Calvi, des contrefaçons, du blanchiment pour la mafia des milliards de dollars provenant du trafic de stupéfiants.

Alors que les activités du Vatican s'étalent de plus en plus au grand jour, Marcinkus sait que ses jours sont comptés au Saint-Siège. « Je ne serai peut-être pas ici très longtemps

encore », dit-il à un collègue de la Banque du Vatican.

Marcinkus n'est pas le seul dignitaire du Vatican à être perturbé par les initiatives du nouveau Pape. Le nombre de cigarettes que fume le cardinal Villot chaque jour en dit long sur son état d'agitation. Depuis que Jean-Paul I^{er} a été couronné, il est passé de 60 à 80 cigarettes par jour. Fin septembre, les domestiques comptent plus de 100 mégots chaque matin dans son cendrier^[326].

Le samedi 23 septembre, Jean-Paul I^{er} est intronisé évêque de Rome. Pendant son homélie, le Pape se tourne vers Marcinkus et les responsables de la Banque du Vatican et déclare : « Bien que j'aie été pendant vingt ans évêque à Vittorio Veneto et à Venise, j'admets ne pas avoir encore appris le métier comme il faut. À Rome, je vais me mettre à l'école de saint Grégoire le Grand qui écrivit : "Le pasteur devrait, avec compassion, rester proche de chacun de ses sujets : oubliant son rang il devrait se considérer au même niveau que les bons sujets, mais il ne devrait pas craindre d'exercer les droits que lui confère son autorité contre les méchants"^[327]. » Sous le regard du Pape, Marcinkus et ses complices semblent mal à leur aise.

Les rumeurs d'une purge imminente au Vatican se répandent comme une traînée de poudre. *Newsweek* annonce que Jean-Paul I^{er} a exigé du cardinal Villot un rapport complet sur les finances de l'Église et qu'un mouvement s'organise pour évincer l'évêque Marcinkus de la Banque du Vatican.

Le 28 septembre, le Pape est prêt à agir. Dans la matinée, il

convoque le cardinal Baggio à ses appartements. Il lui annonce qu'il est au courant de son appartenance à une loge maçonnique et lui indique qu'il a l'intention de l'exiler à Venise. Baggio tremble manifestement de rage et se met en colère. Le Pape, rapportera-t-on, reste calme^[328].

Dans l'après-midi, Jean-Paul I^{er} et le cardinal Villot s'assoient pour boire une camomille. Le Pape aborde sur-le-champ le sujet de la Banque du Vatican. Les mains de Villot se mettent à trembler et sa tasse avec elles. Dans les vingt-quatre heures, annonce le Pape, Marcinkus doit être démis de ses fonctions de président de la Banque. Il retournera à Chicago où on lui trouvera une charge d'évêque auxiliaire. Tous les représentants de la Banque qui ont des liens avec Marcinkus, Sindona et Calvi sont également révoqués et nommés à des postes subalternes loin du Vatican^[329].

Puis le Pape revient sur le cas de Baggio. Pour tenir compte des protestations de ce dernier, le Pape confirme sa décision de l'éloigner du Vatican mais il l'enverra non pas à Venise mais à Florence. Après tout, le Pape porte Venise dans son cœur. Jean XXIII, son prédécesseur bien-aimé, en a été l'évêque. Non, se dit Jean-Paul I^{er}, on enverra Baggio à Florence où il trouvera peu de francs-maçons et où son influence se limitera aux affaires de son diocèse.

Jean-Paul I^{er} regarde ensuite dans les yeux l'homme qui tremble devant lui. Le cardinal Villot, dit-il, doit démissionner dès le lendemain de son poste de secrétaire d'État du Vatican et se retirer dans sa France natale. Villot est âgé de 72 ans,

après tout, et sa santé est fragile. Il connaîtra une grande paix dans la vie contemplative d'un monastère et aura ainsi l'occasion de prier pour pouvoir mourir heureux^[330]. Quand Villot s'insurge contre ces « mesures draconiennes », le Saint-Père lui rappelle que le pape Pie X a révoqué le cardinal Rampolla, secrétaire d'État sous Léon XIII, après avoir découvert qu'il était franc-maçon. Il suit simplement l'exemple de son très saint et très estimé prédécesseur.

Avant de donner congé à Villot, le Pape assure le secrétaire d'État que les autres membres de la « loge maçonnique du Vatican » seront renvoyés du Saint-Siège et nommés dans des paroisses où des évêques et des prélats « véritablement catholiques » pourront surveiller leurs faits et gestes.

La rencontre se termine à 19 h 30. Le Saint-Père récite la dernière partie de son bréviaire et retrouve ses deux assistants — le père John Magee et le père Diego Lorenzi — pour la soirée. Sœur Vincenza, sa fidèle cuisinière et intendante, leur sert un bouillon, du veau, des haricots frais et une salade.

Après le dîner, le Pape regarde le bulletin de nouvelles de la soirée, se retire dans son bureau pour revoir ses notes et, à 21 h 30, prend congé de ses deux jeunes assistants et de sa vieille gouvernante : « *Buona notte. A domani. Se Dio Vuole.* » (Bonne nuit. À demain. Si Dieu le veut.)

Il semble de très bonne humeur.

Le lendemain matin — à 4 h 30 — sœur Vincenza frappe à la porte des appartements du Pape, comme elle le fait tous les matins, et elle dépose une cafetière sur une table dans le

couloir. Quand elle revient une demi-heure plus tard, elle constate que le plateau est intact. Présument que le Pape dort encore, elle frappe à sa porte : « Saint-Père ! Il est tard ! » Personne ne répond. De plus en plus inquiète, elle ouvre la porte de la chambre et appelle. La chambre reste silencieuse. Elle s'approche du lit et demande : « Ça va, *Papa* ? Vous vous sentez bien ? »

Le Pape est assis dans son lit, ses lunettes de travers sur le nez. Il a les doigts crispés sur un dossier, il y a des papiers éparpillés sur les couvertures. Sœur Vincenza s'approche de lui et recule aussitôt, horrifiée. Les lèvres du Pape sont déformées par une grimace macabre; on voit ses gencives; ses yeux semblent sortis de leurs orbites^[331].

La sœur hurle de frayeur et appuie sur une sonnette pour appeler le père Magee. « C'est par miracle que j'ai survécu, j'ai le cœur fragile », déclarera-t-elle plus tard au reporter anglais David Yallop^[332].

Magee pénètre dans la chambre et voit tout de suite dans quel état se trouve le Pape. Il téléphone au cardinal Villot, qui occupe un appartement dans le palais du Latran. Selon des sources du Vatican, Villot pousse un cri de surprise, en français : « Mon Dieu, c'est vrai tout ça ? » Puis il pose à Magee une question tout à fait étonnante : « Quelqu'un est-il au courant que le Saint-Père est mort ? » Au téléphone, Magee répond que personne ne sait, sauf la sœur du Vatican. Villot dit alors à Magee que personne — même pas la sœur Vincenza — ne doit entrer dans la chambre du Pape et que lui, à titre de camerlingue dûment désigné, prendra les choses en mains dès

son arrivée^[333].

Villot arrive quelques minutes après. À la grande surprise de Magee, le cardinal est rasé, bien coiffé et il a revêtu sa grande tenue ecclésiastique. On dirait qu'il s'apprête à paraître en public. Or il est 5 heures du matin.

Avant de donner l'extrême-onction, le cardinal Villot commence par réunir divers objets et les ranger dans un sac — la fiole du médicament que le Pape prenait pour sa tension trop basse, les papiers qui sont sur le lit, le dossier que le pape tient toujours entre les mains. Le Cardinal ouvre ensuite le bureau et en retire le carnet de rendez-vous, la liste des mutations pontificales et le dernier testament du Pape. Pour finir, il enlève au Pape ses lunettes et ses pantoufles. On ne reverra jamais tous ces objets^[334].

Villot téléphone au docteur Buzzonetti, le médecin du Vatican, et commence à donner l'extrême-onction — l'onction de la tête du pape décédé avec les saintes huiles. Sitôt le rite accompli, Villot enjoint le père Magee d'éloigner au plus vite la sœur Vincenza — de l'envoyer retrouver sa communauté dans la maison mère à Venise — pour éviter qu'elle ne communique avec la presse.

Le docteur Buzzonetti arrive à 5 h 45, examine le corps et annonce à Villot et à Magee que le Pape a été victime d'un « infarctus », qu'il est mort « entre 10 h 30 et 11 heures la veille au soir » et qu'il « n'a aucunement souffert^[335] ».

Mais les yeux gonflés du Pape et son horrible grimace indiquent tout autre chose.

Villot sort immédiatement un petit marteau en argent de sa tunique pourpre. Il frappe le front du Pape et demande : « Albino Luciani, êtes-vous mort ? » Il accomplit le rituel trois fois et déclare au père Magee que le Saint-Père est passé de vie à trépas.

D'autres choses étranges se produiront ce jour-là. Sitôt le médecin parti, deux embaumeurs — Ernesto et Arnaldo Signoracci — se présentent, sortis de nulle part. Il est 6 heures. Villot a dû convoquer les embaumeurs dès qu'il a reçu le coup de téléphone du père Magee — avant 5 heures, avant d'appeler le médecin, avant même d'avoir vu le corps^[336].

Selon la tradition, on n'embaume pas les papes. Pourtant, sous les ordres de Villot, les deux embaumeurs commencent immédiatement à injecter un fluide dans le corps de Jean-Paul I^{er}. Cette méthode fort peu orthodoxe d'embaumer le corps sans le vider d'abord de son sang empêchera d'autopsier et de déterminer des causes exactes de la mort^[337]. Les embaumeurs redressent la mâchoire du Pape, corrigent son horrible grimace et lui ferment les yeux.

Pendant qu'on s'occupe du corps du Pape, Villot instruit Magee de ce qui l'attend. Stupéfait, le prêtre apprend qu'il doit rapporter au monde non pas les événements de la matinée mais une histoire fabriquée de toutes pièces. Ni lui ni la sœur Vincenza ne doivent dire qu'ils ont découvert le corps inanimé du Pape. Le jeune prêtre ne doit parler ni des papiers éparpillés sur le lit ni des objets que Villot a placés dans un sac. Mieux encore, pour présenter le décès du Pape sous un angle plus religieusement correct, Magee devra raconter que

le Pape est mort avec à la main *L'imitation de Jésus-Christ*, le livre pieux de Thomas a Kempis^[338].

À 6 h 30, Villot annonce la nouvelle de la mort du Pape au cardinal Confalonieri, le vieux doyen — il a 86 ans — du Sacré collège, ainsi qu'à monsignore Casaroli, chef du Corps diplomatique du Vatican et au sergent Hans Roggan de la Garde suisse.

À 6 h 45, le sergent Roggan tombe par hasard sur l'évêque Paul Marcinkus devant la Banque du Vatican. C'est tout à fait étonnant. Marcinkus, qui habite à vingt minutes du Vatican, dans la villa Stritch, se lève tard et n'arrive jamais à son bureau avant 9 heures. Le sergent laisse échapper la nouvelle: « Le Saint-Père est mort. Ils l'ont trouvé dans son lit. » Marcinkus le dévisage, sans manifester la moindre émotion, sans faire de commentaire^[339]. Plus tard, quand on l'interrogera sur son comportement, Marcinkus dira qu'il avait cru que Roggan « avait perdu la tête^[340] ».

Enfin, à 7 h 27, presque trois heures après que sœur Vincenza ait découvert le corps du Pape, Radio Vatican fait l'annonce suivante: « Ce matin, 29 septembre 1978, vers 5 heures et demie, le secrétaire privé du pape ne trouva pas, contrairement à son habitude, le Saint-Père dans la chapelle de son appartement privé ; il le cherche dans sa chambre et le trouva mort dans son lit avec la lumière allumée, comme quelqu'un qui avait l'intention de lire. Le médecin, le Dr Renato Buzzonetti, mandé d'urgence, confirma le décès, qui a probablement eu lieu vers onze heures hier au soir, et le qualifia de “mort soudaine” qu'on pourrait attribuer à un

infarctus aigu du myocarde^[341]. »

Même si Villot a construit soigneusement son scénario, il ne résiste pas longtemps à l'examen. Un premier problème se pose avec *L'imitation de Jésus-Christ*. L'exemplaire de Jean-Paul I^{er} ne se trouve pas dans ses appartements. Il est resté dans ses affaires à Venise, ville dont il a été le patriarche. Le 2 octobre, le Vatican est forcé d'admettre que le Pape ne lisait pas *L'imitation de Jésus-Christ* au moment de sa mort. Le Saint-Père tenait plutôt entre ses mains « certains papiers personnels : des homélies, des discours, des réflexions et diverses notes ». Le 5 octobre, sous la pression incessante de la presse, le Vatican passe aux aveux et admet que les papiers du Saint-Père concernaient « certaines nominations à la Curie romaine et dans l'épiscopat italien ».

Le travail des embaumeurs pose un deuxième problème. Selon la loi italienne, on ne peut procéder à un embaumement dans les 24 heures suivant le décès, à moins de détenir une autorisation signée par un juge. De plus, le fait d'avoir injecté un liquide pour embaumer le corps du Pape sans avoir drainé son sang laisse croire à un meurtre. Les pressions commencent à s'accélérer pour qu'on examine le corps.

Le 1^{er} octobre, le quotidien milanais *Il Corriere della Sera* publie à la une un texte intitulé « Pourquoi refuser une autopsie ? » Le journal exige que soient dévoilés tous les faits relatifs à la mort du Pape et conclut : « L'Église n'a rien à craindre, par conséquent rien à perdre. Au contraire, elle aurait beaucoup à gagner... Or, savoir que le pape est mort

constitue un fait historique légitime, il fait partie de notre histoire visible et n'affecte en aucune façon le mystère spirituel de sa mort. Le corps que nous laissons derrière nous quand nous mourons peut être compris au moyen de nos misérables outils, c'est un reste : l'âme dépend déjà, ou mieux elle a toujours dépendu d'autres lois qui ne sont pas humaines et demeurent donc impénétrables. Ne faisons pas d'un mystère un secret à garder pour des raisons terrestres et reconnaissons la petitesse de nos secrets. Ne qualifions pas de sacré ce qui ne l'est pas^[342]. »

Ces appels s'intensifient quand les médecins personnels de Jean-Paul I^{er} déclarent que le Pape était en très bonne santé. « Il ne présentait absolument aucune caractéristique cardiopathique, affirme le docteur Carlo Frizzerio et, en outre, sa tension trop basse aurait dû, théoriquement, le mettre à l'abri d'attaques cardio-vasculaires aiguës. La seule fois où j'ai dû le soigner, c'était pour une grippe^[343]. » Le docteur Giuseppe Da Ros, qui a examiné le Pape le 23 septembre, confirme ce diagnostic et déclare à la presse : « *Non sta bene ma benone* — Il n'est pas en bonne santé, il est en excellente santé^[344]. » On attribue cet état à son hygiène de vie. Il fait de l'exercice régulièrement, il ne fume jamais, ne boit que rarement de l'alcool et suit un régime alimentaire sain.

Un peu partout dans le monde, nombre de spécialistes du cœur, dont le docteur Christiaan Barnard d'Afrique du Sud et le docteur Seamus Banim de Londres, considèrent comme ridicule et absurde de diagnostiquer un infarctus du myocarde, comme l'a fait le docteur Buzzonetti, sans qu'il y ait

eu autopsie^[345].

Ces commentaires poussent Villot à inventer une autre histoire. À ses collègues cardinaux qui le pressent de demander une autopsie, il raconte que le Pape n'a pas vraiment été victime d'une attaque cardiaque. Le Saint-Père, dit-il, a pris par mégarde une surdose fatale d'Effortil, un médicament qu'il prenait pour sa tension artérielle. Si l'on pratiquait une autopsie, argue Villot, on pourrait croire que le Pape s'est suicidé^[346].

Comme cette explication ne parvient pas à faire taire ceux qui réclament l'autopsie à grands cris, Villot soutient que le droit canon interdit expressément de pratiquer ce genre d'opération sur le corps d'un pape. Ce qui ajoute un troisième problème. Le droit canon ne bannit ni ne tolère les autopsies. Il n'aborde pas la question. De plus, les enquêteurs découvrent qu'on a pratiqué une autopsie sur le corps de Pie VIII en 1830^[347].

La presse ne tarde pas à découvrir que c'est la sœur Vincenza, et non le père Magee, qui a découvert le corps du Pape, et qu'on s'est assuré de son silence en la confinant dans un couvent.

La rumeur se répand que Jean-Paul I^{er} est mort empoisonné. Certains pensent qu'on a ajouté une dose mortelle de digitale à son Elfortil, le médicament contre l'hypotension que le Pape gardait à son chevet. Le mélange l'aurait fait vomir, d'où l'obligation pour Villot d'enlever au Pape ses lunettes et ses pantoufles.

Le Vatican convoque le conclave dans un délai très court — le 14 octobre— et émet un communiqué de presse pour faire taire la critique et couper court à toute spéculation : « À la fin des *novemdiales* [la période de deuil], le directeur de l'office de presse du Saint-Siège exprime sa ferme désapprobation envers ceux qui ces derniers jours se sont laissé aller à répandre d'étranges rumeurs, non vérifiées et souvent fausses et qui ont parfois atteint le niveau d'insinuations graves, d'autant plus sérieuses pour les répercussions qu'elles risquent d'avoir dans ces pays où les gens n'ont pas l'habitude des formes d'expressions excessivement désinvoltes^[348]. »

C'est ainsi que se termine l'histoire du meurtre de Jean-Paul I^{er}. On ne pratiquera jamais d'autopsie et aucun certificat de décès ne sera jamais rendu public.

Dans les dix-neuf pièces des appartements pontificaux, on retire tout ce qui pourrait rappeler que Jean-Paul I^{er} a vécu et qu'il a été le Souverain pontife de Sa Sainte Mère l'Église. Le Collège des cardinaux a fait une erreur en l'élisant — une erreur qui ne se répétera pas. Au cours du conclave qui va suivre, on fera tout pour élire un pape qui permettra au Vatican de vaquer tranquillement à ses affaires.

Le Polonais Karol Wojtyla, qui va devenir Jean-Paul II, peut faire son entrée. C'est le bon moment.

CHAPITRE 16

L'affaire Ambrosiano

Ne vous faites pas d'illusions; Dieu ne se laisse pas narguer; car ce que l'homme sème, il le récoltera. Celui qui sème pour sa propre chair récoltera ce que produit la chair: la corruption. Celui qui sème pour l'Esprit, récoltera ce que produit l'Esprit: la vie éternelle.

Galates, VI, 7-8

La foule nombreuse réunie place Saint-Pierre est surprise à l'annonce de l'élection de Karol Wojtyla comme souverain pontife de l'Église catholique romaine. On s'attendait plutôt à voir élire un membre connu de la bureaucratie vaticane, comme le cardinal Benelli, un progressiste, ou le cardinal Siri, un conservateur. Tout le monde est abasourdi d'entendre le nom de Wojtyla. Même les journalistes s'interrogent: « Qui est ce Wojtyla? » « *È un Polacco* (C'est un Polonais) », c'est bien tout ce que l'on peut en dire.

On aurait bien pu, certes, élire un pape polonais — le cardinal Wyszynski, par exemple, un anticommuniste notoire. Mais de là à élire un Polonais qu'on connaît à peine, il y a un monde. Qui est Wojtyla? Comment un cardinal aussi obscur peut-il se retrouver sur le trône pontifical en moins de deux jours de scrutin ?

En plus, le nouveau Pape n'a pas tout à fait le style de l'emploi. On ne retrouve pas chez lui les traits délicats de Jean-Paul I^{er}, de Paul VI ou de Pie XII. Son physique est imposant et il n'a pas les manières d'un intellectuel, les siennes sont même, selon certains observateurs, à l'opposé de la grâce et du raffinement typiquement romains des pontifes précédents^[349]. Selon ses détracteurs, ce « manque de raffinement » s'est manifesté dès sa première apparition publique. Wojtyla, désormais Jean-Paul II, s'approche d'un groupe de journalistes américains en les suppliant, mains jointes, comme un pénitent, d'être « bons » avec lui. Tout de suite après, pour mettre la presse de son côté, le nouveau pape, les mains en porte-voix cette fois, et de sa voix de stentor, bénit les fidèles qui se pressent, comme une meneuse de claque harangue la foule dans une partie de football américain. Ce portrait de Jean-Paul II en « paysan » sans tact ni raffinement, se confirme quand la presse populaire italienne publie des photos du Saint-Père prenant un bain de soleil dans le plus simple appareil. Licio Gelli montre les photos au dirigeant du Parti socialiste, Vanni Nisticò, et lui fait cette remarque : « Voyez les problèmes de la plupart des services secrets. Si l'on peut prendre ces photos du Pape, imaginez comme il est facile de lui tirer dessus^[350]. »

Peu à peu, le public finit par apprendre que, jeune, Wojtyla aurait préféré devenir acteur^[351]. On apprend aussi qu'il a travaillé dans une usine de produits chimiques contrôlée par les nazis pendant la Deuxième Guerre mondiale; qu'il a eu des liens avec certaines guérillas marxistes; et qu'il a été très ami

avec de nombreuses femmes. Une rumeur persistante veut même qu'il ait été marié, et cela en raison d'une « grande interruption » dans sa carrière — entre 1939 et 1944^[352].

Mais on finit par faire la lumière sur certains faits entourant l'ascension de Wojtyla au Saint-Office. Le cardinal Villot et quelques « cardinaux francs-maçons » ont orchestré la campagne et salué sa victoire non pas par le traditionnel *Te Deum* et les prières officielles, mais plutôt en organisant une soirée de gala au champagne, où l'on a pu voir le nouveau Pape remplir les verres des cardinaux et des religieuses qui se trouvaient à ses côtés, tout en entonnant sa chanson favorite, polonaise bien sûr, *Le Montagnard*^[353].

Après son couronnement, Jean-Paul II écarte toutes les propositions de changement que son prédécesseur a annoncées. Les affaires reprennent à Vatican Inc. Le cardinal Villot redevient secrétaire d'État; l'évêque Marcinkus retrouve son poste à la Banque du Vatican ; et les liens du Saint-Siège avec Roberto Calvi et Licio Gelli sont rétablis et renforcés. Tout est en place pour la fraude la plus célèbre de l'histoire de la finance internationale — que l'on appellera « l'affaire Ambrosiano ».

Au cours des années 1970, la Banque du Vatican a établi des relations étroites avec la banque Ambrosiano, à Milan, dont le directeur général est toujours Calvi. L'évêque Marcinkus siège au conseil d'administration de l'une des filiales d'Ambrosiano aux Bahamas^[354]. La banque Ambrosiano est une banque catholique, une institution financière au service des familles et des organisations caritatives catholiques, dont personne ne

peut détenir plus de 5 % des actions. Pour P2 et la mafia, elle représente l'outil idéal pour blanchir de l'argent. Mais deux problèmes demeurent. Il faut d'abord prendre le contrôle de la banque sans éveiller des soupçons inutiles parmi les directeurs. Puis il faut parvenir à sortir des sommes importantes sans inquiéter les enquêteurs de la police.

Calvi règle les deux problèmes grâce à son ami l'évêque Marcinkus et à la Banque du Vatican. Il commence par « prêter » de grosses sommes d'argent appartenant à la banque Ambrosiano à huit sociétés fictives. Les prêts passent par la Banque du Vatican, ce qui crée autour de ces sociétés une aura de légitimité (les directeurs de la banque Ambrosiano sont persuadés qu'il s'agit là des affaires de Sa Sainte Mère l'Église^[355]). Six de ces entreprises se trouvent au Panama: Astolfine SA, United Trading Corporation, Erin SA, Bellatrix SA, Belrose SA et Starfield SA. La septième — Manie SA — est établie au Luxembourg; la huitième — Nordeurop Establishment — est au Liechtenstein. Elles se servent des millions empruntés à des fins précises : 1) accroître la fortune personnelle de Calvi et de ses acolytes de la mafia ; 2) financer les opérations douteuses de Licio Gelli ; et 3) acquérir des parts dans la banque Ambrosiano. Quand on leur demande des garanties supplémentaires, les sociétés panaméennes inscrivent tout simplement les actions d'Ambrosiano qu'elles ont achetées, ainsi que des relevés d'actifs gonflés et des prévisions de fabuleux profits d'exportation.

Pour faire monter la valeur des actions, Calvi déclare d'énormes dividendes et émet des droits de souscription, le

tout accompagné de déclarations optimistes quant à l'avenir de la banque Ambrosiano et de ses plans d'expansion en Amérique latine. Les actions se fractionnent, encore et encore. Avec la valeur ajoutée de leurs actions, les sociétés fictives empruntent davantage d'argent et achètent d'autres actions et, grâce à celles-ci, obtiennent de nouveaux prêts. Les sociétés ne paient jamais d'intérêt sur leurs emprunts. Elles ajoutent simplement les intérêts au solde de leurs emprunts et fournissent de nouvelles actions d'Ambrosiano à titre de garanties supplémentaires. Comme les sociétés achètent de plus en plus d'actions, Calvi contrôle toujours davantage la banque.

Bellatrix, l'une des sociétés fictives du Panama, a été créée par Calvi, Marcinkus et trois membres de P2 — Licio Gelli, Umberto Ortolani (que Paul VI a gratifié du titre de « Gentilhomme de Sa Sainteté ») et Bruno Tassan Din, directeur général de la grande maison d'édition Rizzoli^[356]. Bellatrix consacre une partie des 184 millions de dollars qu'elle a tirés de la vache à lait Ambrosiano à acheter des missiles Exocet pour le compte de l'Argentine, ce pays étant en conflit avec l'Angleterre au sujet des îles Malouines. La société fictive obtient ce prêt, garanti sur papier par des actions d'Ambrosiano, avec moins de 10000 dollars de capital. De la même façon, Astolfine, une autre entreprise panaméenne, obtient 478 millions de dollars de la banque Ambrosiano avec un capital de 10 000 dollars^[357]. Le scénario se répète pour les autres sociétés fictives — pas une d'entre elles n'a plus de 10000 dollars de capital et toutes reçoivent

des millions en prêts. Cette fraude a pour effet de créer une gigantesque bulle dans la banque Ambrosiano — la valeur des actions est gonflée par des prêts à des sociétés sans valeur et par de fausses déclarations financières —, une bulle qui devait fatalement finir par éclater.

Pourtant, les vérificateurs de la Banque d'Italie semblent juger que la manœuvre est dans les règles. Quand ils posent des questions sur la nature des sociétés fictives, on leur répond que la Banque du Vatican les a créées pour pouvoir exporter des produits locaux. Pour le prouver, Calvi leur montre une photo de l'évêque Marcinkus trônant parmi les directeurs de la banque Ambrosiano Overseas à Nassau. Les vérificateurs semblent s'en satisfaire. Après tout, qui sont-ils — eux, simples représentants de l'État — pour faire enquête sur les activités caritatives de Sa Sainte Mère l'Église ?

La fraude peut donc suivre son cours. Plus d'un milliard trois cents millions de dollars passent de la banque de Milan à la Banque du Vatican, celle-ci encaissant au passage des frais de change exorbitants. On achemine ensuite l'argent vers les firmes du Panama, du Liechtenstein et du Luxembourg. Quelques-uns font même remarquer que les frais perçus par le Vatican sont superflus, la banque Ambrosiano pouvant très bien faire la conversion elle-même sans l'aide d'une autre institution bancaire.

En 1979, les manœuvres de Calvi commencent à mal tourner. Pour accorder les prêts, la banque Ambrosiano doit verser un intérêt sur des dépôts qui sont de plus en plus importants. Comme les taux d'intérêt montent en flèche dans

les banques partout dans le monde, Calvi se retrouve ligoté. En 1981, les directeurs d'Ambrosiano exigent que Calvi prouve clairement que le Vatican contrôle toujours les actions qui se retrouvent dans les huit sociétés fictives. Au même moment, la *Guardia di Finanza*, la police financière italienne, ouvre une enquête sur la gigantesque escroquerie. Soucieux d'épargner à Sa Sainte Mère l'Église les affres de la tempête qui s'annonce, le ministre italien du Trésor, Beniamino Andreatta, rencontre le ministre des Affaires étrangères du Vatican, le cardinal

Casaroli, et le presse de rompre tous les liens qui unissent Calvi au Vatican^[358]. Casaroli s'en ouvre au Saint-Père. Mais comme l'argent coule à flots dans les coffres du Saint-Siège, le Pape choisit d'ignorer l'avertissement.

Alors que le dollar est en hausse contre la lire, le filet continue de se resserrer autour de Roberto Calvi. En juillet 1980, la *Guardia di Finanza* découvre quantité d'irrégularités dans les transferts de fonds énormes de la banque Ambrosiano vers les sociétés fictives. Devant ces irrégularités, le juge Luca Mucci ordonne à Calvi de rendre son passeport pour que l'on puisse lancer une vaste enquête^[359].

Prêt à tout pour que ses manœuvres frauduleuses suivent leur cours, Calvi embauche Flavio Carboni, un « as de la magouille », pour éviter l'enquête. Carboni emploie ses tactiques habituelles — l'argent et la menace — pour traiter avec les représentants de l'État et les vérificateurs des banques qui font enquête sur les activités de Calvi. En 1984, alors que toute cette affaire sordide a pris fin, les vérificateurs

de la police financière italienne découvriront que plus de 30 millions de dollars sont passés d'une filiale péruvienne d'Ambrosiano à des comptes numérotés en Suisse appartenant à Carboni^[360].

Malgré les efforts déployés par Carboni, l'enquête se poursuit. Calvi est obligé d'appeler l'évêque Marcinkus à la rescousse. L'enquête s'arrêtera net, dit-il à son complice, sur présentation d'une preuve que les sociétés fictives appartiennent à l'Église romaine. Marcinkus s'exécute en commettant l'acte frauduleux le plus important de l'histoire de l'Église. Il rédige une « lettre de confort » attestant que les sociétés fictives sont des entreprises financières responsables dont les objectifs sont connus et approuvés par le Saint-Siège. La lettre, datée du 1^{er} septembre et écrite sur du papier à en-tête du Vatican, se lit comme suit :

Messieurs,

Nous vous confirmons par la présente que nous contrôlons directement ou indirectement les organisations suivantes :

Manie SA, Luxembourg

Astolfine SA, Panama

Nordeurop Establishment, Liechtenstein

United Trading Corporation, Panama

Erin SA, Panama

Bellatrix SA, Panama

Belrose SA, Panama

Starfield SA, Panama

Nous vous confirmons aussi que nous sommes informés de leur endettement envers vous à la date du 10 juin 1981, et nous vous renvoyons aux extraits de compte ci-joints^[361].

Les comptes joints montrent que « l'endettement », pour ce qui est seulement de la filiale de la banque Ambrosiano à Lima, s'élève à 907 millions de dollars. L'évêque Marcinkus signe la lettre, de même que ses assistants Luigi Mennini et Pellegrino de Stroebel.

Pour boucler l'affaire, Calvi, quant à lui, remet à Marcinkus une lettre signée de sa main — attestant que la Banque du Vatican « n'engage aucunement sa responsabilité » et qu'elle « ne subira ni perte ni dommage dans l'avenir » suite à ses tractations avec les huit sociétés^[362].

Commentant la « lettre de confort », Michele Sindona dira au journaliste et auteur Nick Tosches que Calvi a versé 20 millions de dollars au Vatican en échange de ce document^[363].

Le 21 janvier 1981, un groupe d'actionnaires milanais de la banque Ambrosiano écrit une longue lettre au pape Jean-Paul II. Craignant que tout s'effondre et que leurs actions perdent leur valeur, ils implorent le Pape de faire enquête sur l'alliance contre-nature entre Marcinkus, Calvi, Umberto Ortolani et Gelli, et sur les sommes d'argent importantes qui ont pris le chemin des sociétés « garanties » par le Vatican. La lettre, écrite en polonais pour que le Pape puisse la lire dans sa langue maternelle, dit ceci : « La Banque du Vatican n'est pas seulement un actionnaire de la banque Ambrosiano. Elle

est un associé et un partenaire de Roberto Calvi. Un nombre croissant de procès devant les tribunaux révèle que Calvi se trouve aujourd'hui à cheval sur les principaux carrefours de la plus dégénérée des franc-maçonneries (P2) et des milieux de la mafia, cela résultant de l'héritage du manteau de Sindona. Une fois encore cela n'a pu se faire qu'avec l'intervention de personnes généreusement élevées et soignées par le Vatican, telles qu'Ortolani, qui fait la navette entre le Vatican et de puissants groupes appartenant aux bas-fonds internationaux^[364]. »

Jean-Paul II ne daigne même pas répondre à la lettre des actionnaires milanais.

Il décide plutôt — presque par provocation — de récompenser l'évêque Marcinkus pour services rendus au Saint- Siège en l'élevant au rang de président de la Commission pontificale pour l'État de la Cité du Vatican. Marcinkus, déjà à la tête de la Banque du Vatican, devient dans les faits gouverneur de la Cité du Vatican. Il obtient du même coup le rang d'archevêque. L'intention provocatrice de ce geste ne fait aucun doute puisqu'il est annoncé le 28 septembre 1981, jour du troisième anniversaire de la mort de Jean-Paul I^{er} — celui-là même qui a tenté de révoquer Marcinkus et ses acolytes.

Mais, même promu archevêque, Marcinkus ne peut empêcher l'effondrement du château de cartes de Calvi. Roberto Rosone, directeur général et vice-président de la banque Ambrosiano, commence à intervenir dans les réunions

pour exiger la démission de Calvi de son poste de directeur et le remboursement de tous les prêts consentis au Vatican. Calvi s'inquiète du comportement de Rosone et il en parle à Flavio Carboni. Ce dernier prend les choses en mains et engage Danilo Abbruciati, un mafioso sicilien actif dans la *malavita romana*, les milieux mafieux de la ville de Rome. Rosone est blessé par balles en sortant de chez lui, le matin du 27 avril 1982^[365].

Le 31 mai 1982, la Banque d'Italie exige de Calvi et de son conseil d'administration à Milan qu'ils fournissent un rapport complet sur les prêts accordés aux huit sociétés. Sentant la pression monter, le Conseil décide d'obtempérer à 11 voix contre 3, en dépit des protestations affolées de Calvi.

Calvi n'a qu'un moyen de s'en sortir : combler le trou d'un milliard trois cents millions de dollars avec un prêt de la Banque du Vatican. Le prêt, Calvi insiste, se justifie parfaitement puisque c'est surtout le Vatican qui profite des millions manquants et qu'il est le vrai propriétaire des sociétés fictives. « Le Vatican devrait honorer ses engagements en vendant une partie de la richesse contrôlée par la Banque du Vatican. C'est un patrimoine énorme. Je l'estime à 10 milliards de dollars. Pour aider Ambrosiano, la Banque du Vatican pourrait commencer par vendre des lots d'un milliard à la fois^[366]. »

La déclaration de Calvi en dit long. S'il y a quelqu'un au monde, en dehors de certains ecclésiastiques, qui connaît la valeur de ce que possède le Vatican, c'est bien lui, qui a été son complice dans des centaines d'affaires et de fraudes. Il est

révélateur que ce banquier prudent estime les avoirs du Vatican à 10 milliards de dollars en 1982, d'autant que ce chiffre ne comprend pas les actifs appartenant à d'autres organisations du Vatican, comme l'Administration du patrimoine du Saint- Siège, l'État de la Cité du Vatican et la Congrégation pour l'Évangélisation des peuples.

Malgré les supplications de Calvi, le Vatican refuse de lui procurer les fonds.

Pire encore, quand les agents du Trésor italien l'interrogent, Marcinkus nie catégoriquement toute participation à cette sinistre affaire et prétend tout ignorer des sociétés fictives. La Banque du Vatican, explique Marcinkus, n'est que le dépositaire des fonds des organismes religieux. Il va même jusqu'à affirmer qu'avec ses quelques millions d'actifs, la Banque ne représente rien comparée à n'importe quelle autre institution financière séculière.

Pour échapper à son arrestation, Calvi décide de s'enfuir du pays. En préparant ses bagages, il annonce à un membre de sa famille: « Je révélerai des faits qui, une fois connus, feront trembler le Vatican. Le Pape sera obligé de démissionner^[367]. »

Le jour où Calvi disparaît avec une valise noire remplie de documents, Graziella Corrocher, 55 ans, secrétaire personnelle du banquier, tombe — ou est précipitée — du quatrième étage de la banque Ambrosiano à Milan. Le corps atterrit lourdement sur la rampe menant au garage souterrain de la banque. On ne procédera à aucune arrestation et la cause

de la mort de cette femme restera inconnue.

Le 17 juin 1982, on trouve Roberto Calvi pendu sous le Blackfriars Bridge de Londres; ses pieds effleurent les eaux tourbillonnantes de la Tamise. Il porte un complet léger de couleur grise ; il porte toujours son élégante Patek Philippe au poignet ; il a 20 000 dollars dans son portefeuille. La montre et l'argent laissent penser qu'il ne s'agit pas d'un vol. Ses poches contiennent quatre paires de lunettes et un faux passeport italien ; on a placé cinq briques dans son pantalon^[368].

L'emplacement éveille immédiatement les soupçons. En Italie, les membres des différentes loges maçonniques portent des toges noires et s'appellent mutuellement « frère ». *Fratellini* — *black friars*, frères noirs —, c'est le nom qu'on donne aux francs-maçons en Italie. La mort de Calvi évoque également la maçonnerie — on trouve des briques sur le corps — et le serment maçonnique — qui stipule que les traîtres seront « encordés » à proximité d'une marée montante.

Trois semaines plus tard, un jury qui assiste le juge chargé de l'enquête conclut que Calvi s'est suicidé. Mais ce verdict est cassé et un second jury se déclare incapable de déterminer s'il s'agit d'un meurtre ou d'un suicide. Seize ans plus tard, en 1998, le corps de Calvi sera exhumé et un coroner jugera que l'homme qu'on appelait le « banquier de Dieu » a bel et bien été assassiné.

À la suite de ce jugement, Francesco Di Carlo, dit Frank l'étranger, le patron du trafic d'héroïne de la mafia

sicilienne, confessera le crime, commis sous les ordres de Pippo Calò, de la famille Corleone. On reprochait à Calvi d'avoir voulu détourner des millions appartenant à la mafia. Selon Di Carlo, Licio Gelli avait remis une grosse somme d'argent à Calvi pour une opération de blanchiment. Au lieu d'effectuer le dépôt, Calvi aurait utilisé les fonds pour combler l'énorme trou dont il était responsable à la banque Ambrosiano. Quand il apprend que Calvi a utilisé les fonds pour rembourser des investisseurs, Gelli se met en rapport avec la famille Corleone et l'aide à retrouver Calvi à Londres. Il participe également à l'organisation du meurtre. Lors d'une réunion convoquée à cet effet, les enquêteurs l'apprendront plus tard, Gelli est accompagné d'un « financier important du Vatican^[369] ».

CHAPITRE 17

Les suites de la tempête

Puis Jésus entra dans le Temple et chassa tous ceux qui vendaient et achetaient dans le Temple, il renversa les tables des changeurs et les sièges des marchands de colombes. Et il leur dit: « Il est écrit: ma maison sera appelée maison de prière; mais vous, vous en faites une caverne de bandits. »

Matthieu, XXI, 12-13

Calvi est mort. Mais l'essentiel des 1,3 milliard de dollars manque toujours. Les banques créancières d'Ambrosiano, qui veulent se faire rembourser, affirment que le Vatican est parmi les principaux acteurs de toute cette affaire et, pour preuve, elles citent la fameuse lettre de confort où le Saint-Siège reconnaît qu'il contrôle les huit sociétés fictives. En mai 1982, un mois après la mort de Calvi, des commissaires de la Banque d'Italie se rendent au Vatican pour interroger Paul Marcinkus au sujet de sa participation à la fraude. Pour répondre aux accusations de complicité, l'évêque Marcinkus exhibe la lettre de Calvi déclarant que la garantie apportée par le Vatican, « n'engage aucunement la responsabilité » de la Banque du Vatican. La contre lettre signée par Calvi en sa qualité de directeur général de la banque Ambrosiano se termine sur un paragraphe confirmant que, quoi qu'il arrive à cette banque et à ses actionnaires en relation avec les huit

entreprises concernées dans la lettre de confort, le Vatican « ne subira ni perte ni dommage ». Après leur avoir montré cette lettre, Marcinkus indique la porte aux commissaires en leur rappelant que la Banque d'Italie n'a aucun pouvoir dans l'enceinte sacrée de la Cité du Vatican^[370].

Mais le gouvernement italien continue à exercer des pressions sur le Vatican pour qu'il clarifie son rôle dans cette affaire. Le gouvernement, déclare le ministre du Trésor Beniamino Andreatta après la rencontre avec Marcinkus, « attend que l'IOR [la banque du Vatican] assume clairement ses responsabilités^[371] ». Dans cette expectative, la presse italienne publie tous les jours des articles sur les rapports du Vatican avec la mafia sicilienne et P2. Le quotidien romain *La Repubblica* commence à publier une bande dessinée intitulée: *Les aventures de Paul Marcinkus*.

Pour calmer les esprits, le nouveau secrétaire d'État du pape Jean-Paul II, Agostino Casaroli, propose au gouvernement italien la création d'une commission de six personnes pour enquêter sur l'affaire : trois seraient nommées par le Vatican et trois autres par le ministère italien du Trésor. Le gouvernement acquiesce. Comme on pouvait s'y attendre, l'enquête ne mène à rien. Les responsables du Vatican déclarent que l'Église n'a pas d'intérêts dans les sociétés fictives et n'assume aucune responsabilité dans l'escroquerie: les fonctionnaires du Trésor, pour leur part, en jugent autrement^[372].

Peu satisfaits de ces résultats, les créanciers d'Ambrosiano continuent de faire pression pour qu'on trouve une entente.

Le gouvernement italien entreprend une enquête criminelle sur l'affaire et se met en quête d'informations prouvant que le Vatican possède les sociétés en question.

Finalement, on exhume des dossiers de la Banque du Gothard, en Suisse, les documents prouvant que le Vatican est propriétaire des sociétés fictives. Dans l'un de ces documents, daté du 21 novembre 1974 et dûment signé par des responsables de la Banque du Vatican, on demande à la banque suisse de créer pour le Saint-Siège une société du nom de United Trading Corporation of Panama^[373].

On découvre d'autres documents qui révèlent d'autres actes frauduleux commis par le Saint-Siège. L'un d'entre eux montre que la Banque du Vatican a reçu, le 16 octobre 1979, d'une banque péruvienne, la Banco Andino, deux versements égaux de 69 millions de dollars chacun. Quand les dépôts arrivent à échéance, en 1982, la Banco Andino réclame leur remboursement. Mais la Banque du Vatican refuse en arguant que c'est désormais la Union Trading Company of Panama qui détient l'argent et qu'il n'a aucun contrôle sur cette société^[374]. Puisqu'il a été prouvé que le Vatican possédait toutes les actions de la United Trading, le Saint-Siège est donc obligé d'admettre qu'il doit cet argent et de débloquer les fonds pour le rembourser.

Devant ces preuves, il devient difficile pour l'Église de prétendre qu'on l'a trompée. C'est pour cette raison que le pape Jean-Paul II propose de payer un dédommagement de 250 millions de dollars aux créanciers d'Ambrosiano^[375]. Le 24 mai 1984, les créanciers acceptent officiellement cette offre

au siège social de la European Trade Association à Genève.

L'entente de Genève évite au Vatican un procès en justice qui lui aurait sans doute fait du tort, mais elle ne met pas fin à l'affaire. Le 26 février 1987, les juges chargés de l'enquête concluent que la Banque du Vatican a servi de couverture aux transactions illégales de Calvi ; qu'elle possède une part considérable des actions de la Banco Ambrosiano ainsi que des sociétés fictives; et enfin qu'elle est en grande partie responsable de l'extorsion de 1,3 milliard de dollars. On émet des mandats d'arrêts contre trois des responsables de la Banque du Vatican : l'archevêque Paul Marcinkus, Luigi Mennini et Pellegrino del Strobel.

Mais personne n'est arrêté. Pour protéger ses hommes, le Vatican invoque l'article 11 des Accords du Latran de 1929 qui établit les règles gouvernant les rapports entre le Saint- Siège et l'État italien. Cet article stipule que le gouvernement italien n'a aucun droit d'ingérence dans les affaires « des organismes centraux de l'Église catholique ». La plus haute cour italienne confirmera et décidera que Marcinkus et ses deux collaborateurs ne peuvent pas être arrêtés et jugés en Italie. C'est ainsi que les trois banquiers du Vatican vont échapper à l'extradition dans l'enceinte très sainte de l'État souverain de la Cité du Vatican^[376].

Malgré les mandats d'arrêt, les accusations de fraude, d'extorsion de fonds, de complot et le paiement des créanciers d'Ambrosiano, Marcinkus reste président de la Banque du Vatican et on lui accorde plus de pouvoir que jamais. Il se rapproche de Jean-Paul II. À un certain moment, le Pape le

place même en tête de la liste des cardinaux qu'il va créer. Mais ses conseillers lui font remarquer que la promotion de Marcinkus risque de déclencher une tempête de protestations dans les milieux bancaires internationaux, avec des conséquences graves pour le Saint-Siège. Certains dignitaires, dont le cardinal Benelli et le cardinal Rossi, plaident ouvertement auprès du pape polonais pour l'expulsion de Marcinkus de la Cité du Vatican. Mais le Pape n'entend rien et fait savoir que les critiques adressées à son ami lituanien sont à la fois ingrates et malvenues^[377]. Pendant les quatre années qui suivent, Marcinkus reste au Vatican, sachant que s'il met le pied hors d'Italie il sera immédiatement arrêté et mis en prison. Jean-Paul II ne s'est jamais soucié des accusations contre le banquier du Vatican ou des appels de ceux qui demandaient justice.

Marcinkus reste sous la protection du Pape jusqu'en 1991, où il s'en va vivre à Sun City en Arizona. Pendant dix ans, les autorités italiennes vont essayer de convaincre les Américains de renvoyer Marcinkus en Italie pour qu'on puisse le juger. Mais c'est en vain. Marcinkus continue de se réfugier derrière son passeport du Vatican, soutenant qu'il n'est pas citoyen de la République italienne mais de l'État souverain de la Cité du Vatican. À Sun City, il est membre d'un club prestigieux, établit de nouveaux contacts politiques pour pouvoir faire prolonger son visa, joue au golf tous les jours et fume des cigares de prix^[378].

De nouvelles découvertes vont mettre en évidence la complicité de Jean-Paul II dans toute cette affaire. En

retrouvant la trace de transactions entre les sociétés fictives et certains comptes dans des banques suisses, les enquêteurs vont découvrir des transferts d'argent adressés à Licio Gelli pour permettre à P2 d'appuyer les juntas militaires en Argentine, en Uruguay, au Pérou, au Venezuela et au Nicaragua, mais aussi au profit du syndicat polonais *Solidarnosc*, qui est le grand projet du Pape. En fait, c'est *Solidarnosc* qui profite le plus de toute l'escroquerie, avec un financement de 100 millions de dollars pour sa lutte contre le régime communiste^[379].

Plus tôt au cours de la même année 1982, Calvi parle de l'engagement du Pape dans le financement de *Solidarnosc* à Flavio Carboni en qui il a confiance, mais qui cache sur lui un magnétophone. « Marcinkus, confie Calvi, doit faire attention au cardinal Casaroli, qui est à la tête d'un groupe qui s'oppose à lui. Si Casaroli devait rencontrer un de ces financiers de New York travaillant pour Marcinkus, qui envoie de l'argent à *Solidarnosc*, le Vatican s'effondrerait. Ou même si Casaroli devait découvrir une seule de ces feuilles de papier que je connais — Au revoir Marcinkus. Au revoir Wojtyla. Au revoir *Solidarnosc*. La dernière opération suffirait, celle pour 20 millions de dollars^[380]. »

Le vieil ami et complice de l'archevêque, Sindona, n'a pas autant de chance que lui. Le 27 mars 1980, le mafieux est reconnu coupable pour 68 chefs d'accusation de détournement de fonds, parjure et fraude impliquant la Franklin National Bank. Il est condamné à payer une amende de 207 000 dollars et à 25 ans de prison à purger au Fédéral

Correction Institute d'Otisville, dans l'État de New York. Sindona sollicite l'amnistie du président Ronald Reagan en lui écrivant une lettre datée du 1^{er} septembre 1981. C'est David Kennedy lui-même, ancien secrétaire au Trésor de Nixon et ami de longue date de Sindona, qui transmet ce courrier à la Maison Blanche. Trois mois plus tard, Sindona reçoit une réponse de l'avocat du président Reagan, Fred F. Fielding. « Je vous remercie de votre demande, écrit Fielding, j'ai pris la liberté de l'acheminer à l'avocat responsable de l'amnistie, maître David Stephenson^[381]. »

Constatant qu'on ne lui répond pas, Sindona adresse une lettre de quatre pages au bureau de l'ex-président Nixon au Fédéral Plaza. Le chef mafieux rappelle à Nixon leurs rencontres et l'offre généreuse qu'il lui a faite pendant la campagne électorale de 1972. « Je vous demande aujourd'hui de m'aider », écrit Sindona. On ne lui répond pas. Alors, Sindona fait appel à l'avocat Rudolph Guthrie, l'ancien associé de Nixon, pour qu'il intercède en sa faveur. Nixon dit à Guthrie que toute aide qu'il pourrait apporter à Sindona ne ferait que ternir davantage son image publique^[382].

Les choses s'aggravent pour le mafioso. Le 7 juillet 1981, le gouvernement italien accuse Sindona d'avoir donné l'ordre d'exécuter Giorgio Ambrosoli, le responsable de l'enquête bancaire qui avait aidé à découvrir le lien entre le Vatican et la mafia.

Le 25 janvier 1982, Sindona est inculpé à Palerme, en Sicile, en même temps que 75 membres des familles Gambino, Inzerillo et Spatola. Ils sont tous accusés de trafic d'héroïne

entre la Sicile et les États-Unis. Un trafic ayant rapporté 600 millions de dollars par an.

Deux ans plus tard, Sindona est extradé à Milan où il est jugé et reconnu coupable de fraude bancaire et de meurtre. Il est condamné à la prison à perpétuité, une sentence qu'il devra purger au pénitencier de Voghera, dans les environs de Milan.

Le 20 mars 1986, Sindona se lève dans sa cellule d'isolement pour prendre son petit-déjeuner. Comme tous les jours, son assiette en plastique et son verre en polystyrène sont scellés. Il est 8h30. Il emporte son verre de café et franchit la porte qui le mène aux toilettes de sa cellule. Quelques minutes plus tard, le chef mafieux ressort des toilettes. Il a vomi, sa chemise est tachée et il a l'air horrifié : « *Mi hanno avvelenato* », ils m'ont empoisonné, s'écrie-t-il^[383].

Ce sont ses dernières paroles. Sindona est transporté à la hâte dans un hôpital voisin où l'on déclare qu'il se trouve dans un état de coma dont il ne se réveillera pas. On détecte dans son sang une dose létale de cyanure de potassium. Dans l'après-midi, un prêtre lui donne l'extrême-onction. Quarante-huit heures plus tard, Michele Sindona, l'homme connu pour être le « banquier de Saint-Pierre », n'est plus de ce monde.

Personne n'expliquera comment on a pu empoisonner Sindona alors qu'il se trouvait enfermé dans une cellule d'isolement, à l'intérieur d'une prison à sécurité maximum.

En mai 1981, en pleine affaire de la banque Ambrosiano, la

police italienne perquisitionne le domicile de Licio Gelli et découvre des documents secrets reliant Gelli, Sindona et d'autres membres de P2 à des crimes financiers et des complots contre l'État italien. La découverte de la liste des francs- maçons de la loge P2, qui comprend les noms de 48 membres du Parlement et quatre membres du Cabinet, entraîne la chute du quarantième gouvernement formé en Italie depuis la Deuxième Guerre mondiale^[384].

Gelli est accusé d'espionnage, de complot, d'association criminelle et de fraude. Il arrive à échapper à son arrestation en s'enfuyant en Argentine. Le 13 septembre 1982, il retourne en Europe pour retirer 50 millions de dollars d'un compte en Suisse, des fonds qui ont été transférés illégalement à partir d'une filiale de la banque Ambrosiano. Il est arrêté à Genève et placé en cellule de détention pour être extradé en Italie. Astucieux jusqu'au bout, celui qu'on a appelé « le Marionnettiste » parvient à échapper à la justice en soudoyant l'un de ses gardiens.

En 1987, il se rend aux autorités suisses en Amérique du Sud, en déclarant qu'il est « au bout du rouleau » et qu'il souffre de problèmes cardiaques. Il se livre, certes, mais seulement après avoir négocié les termes de son retour en Italie. Il demande à n'être accusé que pour ses crimes financiers. Après avoir purgé deux mois de prison, il prétend que sa santé se dégrade et il est libéré sur parole. En 1992, il est condamné à 18 ans de prison pour son implication dans l'affaire Ambrosiano. Après appel, la sentence est réduite à 12 ans^[385].

Pendant les six années qui suivent, Gelli est assigné à résidence dans sa luxueuse villa en Toscane. En 1998, quand la police se présente chez lui pour le conduire dans une prison d'État, une fois de plus, il a disparu. Dans sa demeure, la police découvre des lingots d'or d'une valeur de plus de 14 millions de dollars que le Grand Maître de P2 a volés au gouvernement yougoslave quand il s'occupait des *ratlines* pour le Vatican.

Deux mois plus tard, on retrouve la trace Gelli à Cannes sur la Riviera française. Il est capturé et envoyé à Rome où il sera enfermé à la prison Regina Coeli. Une fois encore, il se plaint de problèmes cardiaques et on l'autorise à regagner sa villa.

Selon de nombreux observateurs, dont l'artiste Franc Talarico, le fait que Gelli n'ait fait que deux mois de prison ferme pour une carrière criminelle aussi bien remplie (fraude bancaire, terrorisme, meurtres, gestion d'un État dans l'État) constitue un « réquisitoire accablant » contre la justice italienne^[386].

Pendant ce temps-là au Vatican, sous la houlette de Jean-Paul II» les affaires reprennent.

CHAPITRE 18

Les affaires continuent

Jésus leur répète : « Mes enfants, qu'il est difficile d'entrer dans le royaume de Dieu! Il est plus facile à un chameau d'entrer par le trou d'une aiguille qu'à un riche d'entrer dans le royaume de Dieu. » Ils étaient de plus en plus impressionnés; ils se disaient entre eux: « Alors, qui peut être sauvé? »

Marc, X, 24-26

Pendant le long pontificat de Jean-Paul II, Vatican Inc. reprend le cours de ses affaires comme si de rien n'était. Et d'autres scandales financiers éclatent, l'un d'entre eux pouvant ressembler à une version américaine de l'affaire Ambrosiano.

L'auteur de la manigance est Martin Frankel, un homme qui a abandonné ses études secondaires dans une école de l'Ohio. Émule de Roberto Calvi, il se présente avec l'idée de créer un empire d'un milliard de dollars dans le secteur des assurances — sans assurer quoi que ce soit — avec l'aide de la Banque du Vatican. Pour y parvenir, il engage Tom Bolan, un avocat, associé du farouche anticomuniste Roy Cohn, fondateur du

Parti conservateur de New York, conseiller du président Ronald Reagan et du sénateur Alfonse d'Amato en matière de nominations judiciaires^[387].

Le 18 août 1998, Bolan arrive au Vatican pour rencontrer monsignore Emilio Colagiovanni, un juge honoraire de la Rote romaine, l'un des tribunaux importants de l'Église ; monsignore Gianfranco Piovano, un fonctionnaire du Secrétariat d'État du Vatican, et monsignore Francesco Salerno, secrétaire de la Préfecture des Affaires économiques du Saint-Siège. La rencontre a été organisée par le père Peter Jacobs, un prêtre new-yorkais qui a ses entrées à Rome^[388].

Bolan explique aux responsables du Vatican qu'il représente un philanthrope juif du nom de David Rosse (un pseudonyme de Martin Frankel), qui voudrait créer une fondation du Vatican pour distribuer des centaines de millions à différentes œuvres catholiques. Les responsables de l'Église sont enchantés. Pourquoi le Vatican devrait-il refuser les millions de ceux — juifs ou autres — qui proposent d'ouvrir leur carnet de chèques? La proposition semble trop belle pour être vraie. Et, bien entendu, elle l'est.

D'après le document officiel de six pages que Bolan présente au Vatican le 22 août, David Rosse (alias Frankel) doit créer une fondation au Liechtenstein. Celle-ci sera administrée par une série de règlements secrets. Rosse (Frankel) sera le financeur de départ pour une somme de 55 millions de dollars. Les fonds seront envoyés à la fondation à partir d'une banque suisse. De cette somme de 55 millions, 50 millions iront sur un compte de courtage aux États-Unis au nom de la

fondation et à l'usage exclusif de Rosse. Les 5 autres millions seront transférés sur un compte contrôlé par le Vatican^[389].

Mais cette rétribution généreuse n'est pas innocente. « Selon notre accord, insiste Rosse (Frankel) dans une lettre à Bolan, le Vatican s'engage à m'aider à acheter des compagnies d'assurance. Un fonctionnaire du Saint-Siège devra être autorisé à certifier auprès des autorités, si cela s'avère nécessaire, que la source des fonds de la fondation est bien le Vatican^[390]. »

Frankel présente aux trois fonctionnaires du Vatican un accord semblable à celui que Sindona et Gelli avaient proposé à Marcinkus. Le Vatican va permettre de blanchir de l'argent et, en échange, on lui accorde 10 % des millions que Frankel va extorquer aux compagnies d'assurances américaines au nom de l'Église.

Si l'accord n'avait porté que sur 5 millions, les responsables du Vatican auraient sans doute levé le nez et quitté la réunion drapés d'indignation vertueuse. Mais Bolan, au nom de Frankel, offre beaucoup plus. Avec ses 10 % du capital, Frankel va acheter aux États-Unis des compagnies d'assurance de plus en plus importantes et finir par se retrouver à la tête d'un empire financier de plusieurs milliards de dollars. Frankel contrôlera la fiducie (la fondation détenant la garantie du Vatican) propriétaire des compagnies d'assurance, tout en gérant (sous un nom d'emprunt) leurs avoirs par le biais d'une maison de courtage également sous son contrôle. Et le Vatican va gagner une fortune de plus de 100 millions de dollars simplement en donnant son imprimatur à ce système.

Avant de conclure l'entente, le Vatican exige de Frankel qu'il fournisse tous les documents prouvant qu'il possède les fonds nécessaires à l'affaire. Frankel répond à cette exigence en donnant le numéro de téléphone privé de Jean-Marie Wery, un banquier suisse qui dirige la Banque SCS Alliance. Wery assure le Saint-Siège que Frankel (Rosse) est un homme très riche qui a tout à fait les moyens de se lancer dans une aventure financière qui engage un milliard de dollars.

Le 1^{er} septembre 1998, monsignore Colagiovanni, monsignore Piovano et l'évêque Salerno entrent en contact avec Bolan pour lui annoncer que Jean-Paul II est prêt à créer une nouvelle fondation de l'Église catholique dont David Rosse (Frankel) serait le président. Ils se font également un plaisir de dire à Rosse qu'il peut ouvrir un compte à son nom à la Banque du Vatican, privilège réservé à quelques individus très choisis.

Un mois plus tard, les trois responsables du Vatican proposent à leur tour un scénario visant à protéger le Saint-Siège d'éventuelles accusations de vol et d'association de malfaiteurs, sans toutefois l'empêcher d'encaisser les profits de l'affaire. Rosse (Frankel) devra créer une institution caritative à son nom — la Fondation Saint-François d'Assise pour servir et aider les pauvres et alléger leurs souffrances — sans lien officiel avec le Vatican^[391]. Cette fondation sera jumelée à une autre, *Monitor Ecclesiasticus*, qui elle se trouve sous le contrôle direct du Pape. Monsignore Colagiovanni écrit une lettre à Rosse (Frankel) où il lui garantit que « tous les fonds ou les donations qui seront remis à la fondation

Monitor Ecclesiasticus » seront protégés par « les règles de la plus stricte confidentialité et du secret », des règles qui s'appliquent à toutes les entités reliées à la Banque du Vatican. « Seul le Pape en personne, poursuit Colagiovanni, peut divulguer les informations concernant les dépôts et les donations^[392]. »

Avec *Monitor Ecclesiasticus*, une fondation qui publie une revue de droit canon distribuée aux cardinaux et aux évêques partout dans le monde, l'Église fournit à Frankel le lien idéal avec le Vatican — qui permettra à cet arnaqueur d'escroquer des centaines de millions de dollars à des compagnies d'assurance américaines au nom du très vertueux saint François d'Assise, patron des pauvres et des déshérités.

Frankel entreprend rapidement d'acheter des compagnies d'assurance dans tout le pays. Alors que Frankel négocie pour acquérir la Capitol Life, une compagnie d'assurance du Colorado, l'avocat Kay Tatum s'enquiert de savoir où la Fondation Saint-François d'Assise trouve les fonds nécessaires à l'achat. On répond à Tatum que l'argent vient du Saint-Siège qui a remis à Frankel 51 millions de dollars par l'intermédiaire de la fondation *Monitor Ecclesiasticus*. Avec tout le zèle voulu, maître Tatum téléphone à monsignore Colagiovanni au Vatican et prend des notes pendant la conversation. Colagiovanni assure l'avocat que *Monitor Ecclesiasticus* est bien une fondation du Vatican et que le Saint-Père a fourni les fonds^[393].

Bien entendu, tout cela est faux. Le Saint-Siège n'a pas versé un sou à la Fondation Saint-François d'Assise. Le Vatican ne

fournit pas de fonds dans cette escroquerie bien ficelée. C'est Frankel qui finance, l'Église, quant à elle, se contente de se servir dans la caisse.

Pour faciliter les choses, monsignore Colagiovanni signe une déclaration affirmant que *Monitor Ecclesiasticus* « est un instrument, un canal servant à accomplir la volonté de l'administrateur suprême », c'est-à-dire le Pape.

Quelques jours plus tard, Frankel s'apprête à acheter une compagnie d'assurance à Spokane, dans l'État de Washington, une entreprise qui appartient à la Metropolitan Mortgage & Securities. C. Paul Sandifur, son président, écrit au Vatican pour avoir des renseignements sur *Monitor Ecclesiasticus* et sur la Fondation Saint-François d'Assise. « Cette fondation, écrit Sandifur, prétend agir au nom du Saint-Siège et entend s'engager dans une transaction commerciale de 120 millions de dollars. Elle prétend également qu'elle a été fondée par *Monitor Ecclesiasticus*... qu'elle présente comme une fondation du Vatican^[394]. »

C'est un Sandifur inquiet qui rapporte la réponse de l'archevêque Giovanni Battista Re à l'avocat Tatum. Ce dernier reprend contact avec monsignore Colagiovanni au Vatican et il obtient encore une fois une fausse déclaration sous serment. Dans cette déclaration datée du 13 février 1999, Colagiovanni affirme que *Monitor Ecclesiasticus* a confié un milliard de dollars à la Fondation Saint-François et que cet argent provient de « différentes commissions et œuvres caritatives de l'Église catholique romaine^[395]. »

En achetant sept compagnies d'assurance dans cinq États, Frankel est en train de siphonner les réserves de trésorerie de ces entreprises pour les verser dans des sociétés d'investissement offshore. Il a établi l'une d'entre elles, la Jupiter Capital Growth Fund, dans les îles Vierges britanniques. Jupiter Capital n'a pas vraiment de capital, elle sert seulement à faciliter l'arnaque. Si l'on jette un coup d'œil sur les transactions de cette société fictive sur une période de six mois, on peut comprendre le mécanisme de l'escroquerie. En décembre de 1997, on télégraphie 51 millions de dollars dans le compte de Jupiter à la Merrill Lynch ; un mois plus tard, 40,34 millions de dollars sont télégraphiés dans les comptes de Frankel en Suisse et en Italie. Le 5 février 1998, 40,38 millions de dollars sont télégraphiés dans le compte de la Jupiter ; 19 jours plus tard, ils en ressortent. En avril 1998, 90 millions de dollars arrivent dans le compte de la Jupiter et, deux jours plus tard, en ressortent. Le 28 avril 1998, 50 millions arrivent et, dix jours plus tard, ils ressortent^[396].

Frankel se sert de son argent pour acheter des résidences, une flotte de voitures de luxe, des diamants et de l'or. L'une de ses deux demeures de Greenwich, dans le Connecticut, lui sert de quartier général. Il y a installé un réseau de 80 terminaux d'ordinateurs branchés à des antennes paraboliques et tout un harem de plus d'une centaine de collaboratrices qui ont été sélectionnées par des petites annonces dans les journaux et sur Internet. Selon plusieurs femmes qui ont fréquenté la maison, Frankel se promène en pyjama, comme une sorte de Hugh Hefner^[397] de la haute finance. Pendant le week-end, il

sort souvent dans une boîte de nuit de New York, *The Vault*, qui a une clientèle de sadomasochistes^[398]. Les dossiers qui le concernent montrent que Martin Frankel, instigateur de la Fondation Saint-François d'Assise, est obsédé par des pratiques sexuelles un peu particulières et par l'astrologie.

Les détails de la vie privée de Frankel vont être révélés le 8 août 1997, quand on retrouve Frances Burge, 22 ans, pendue sur la terrasse arrière de la maison du financier. La jeune femme fait partie des « invitées » de Frankel. Elle l'a connu en répondant à une petite annonce parue dans *The Village Voice*. Selon Frankel, sa relation avec Burge est « chaotique » depuis le début. « Frances ne ressemblait pas à ce que j'imaginais », dit-il à la police après la mort de la jeune femme. « Elle avait des problèmes de poids mais elle était gentille. Pendant cette soirée, Frances s'est déshabillée et elle voulait qu'on fasse l'amour, et moi j'ai refusé^[399]. »

Comme bien des femmes qui vivent dans l'entourage de Frankel, Burge est chargé de certaines tâches subalternes et elle dit à sa mère qu'elle travaille comme « employée de bureau » pour le financier. Quand la police fouille sa chambre dans la propriété, ils trouvent des films et des livres sur l'esclavage sexuel, une cravache en cuir et des cordes. Ils trouvent également un carnet avec le brouillon écrit à la main d'une petite annonce : « Jeune femme cherche relation particulière avec personne sympathique aimant les relations érotiques un peu spéciales^[400] ».

Le système imaginé par Frankel marche bien jusqu'au jour où George Dale, le Commissaire aux assurances de l'État du

Mississippi, remarque d'importants transferts télégraphiés à partir des comptes de réserve de trois compagnies d'assurance de la région dont le propriétaire est la Fondation Saint-François d'Assise. Dale remarque que les fonds ont été envoyés à une firme de New York du nom de Liberty National Securities. En faisant une série de coups de téléphone, il se rend compte que Liberty National n'est en fait qu'une boîte aux lettres et un service de répondeur téléphonique automatique. En enquêtant plus avant, Dale finit par comprendre que la Fondation Saint-François d'Assise, qui possède les compagnies, n'est pas au service d'une paroisse et n'a pas de mission caritative^[401].

Quand le commissaire Dale prend contact avec le Saint-Siège pour éclaircir la situation, il reçoit une lettre officielle de la Curie précisant que ni *Monitor Ecclesiasticus* ni la fondation Saint-François-François d'Assise ne sont sous la juridiction du Vatican. Sa Sainte Mère l'Église en est donc, dans cette sinistre affaire, à la troisième déclaration frauduleuse.

Avant qu'on émette des mandats d'arrêt, Frankel consulte son guide astrologique dans une de ses demeures de Greenwich et il constate que les astres ne lui sont guère favorables.

Il plie bagage en vitesse, loue un avion Learjet et s'envole pour l'Europe avec deux de ses petites amies.

En octobre 1999, un grand jury fédéral accuse Frankel d'avoir volé plus de 200 millions de dollars à sept différentes

compagnies d'assurance. Deux mois plus tard, l'escroc est arrêté en Allemagne pour détention de faux passeport et tentative de faire entrer illégalement dans le pays des millions de dollars en diamants.

En mai 2000, le FBI saisit l'une des propriétés immobilières à Greenwich, évaluée à 3 millions de dollars, en prétendant qu'elle était le quartier général de manœuvres frauduleuses et d'opérations de blanchiment d'argent. Au même moment, l'IRS prend possession de la deuxième propriété de Greenwich, évaluée à 2,5 millions de dollars, en affirmant que celle-ci a été achetée avec de l'argent volé à des fonds d'assurance^[402].

Le mois suivant, Frankel plaide coupable à Hambourg de n'avoir pas payé les droits de douane de 1,2 million de dollars sur les 5,35 millions de dollars de diamants qu'il a fait passer illégalement dans le pays. Ce procès va retarder son extradition vers les États-Unis. En entrant dans la salle d'audience, Frankel déclare qu'il préférerait purger sa peine en Allemagne plutôt qu'aux États-Unis, où les conditions de détention sont « inhumaines ». « La Constitution allemande, déclare-t-il aux journalistes, permet la réhabilitation et je suis jugé selon le droit allemand^[403]. » Il est condamné à trois ans de prison et à une amende de 1,6 million de dollars.

En mars 2001, réalisant que son extradition vers les États-Unis est imminente, Frankel, en désespoir de cause, essaye de s'évader de prison à Hambourg. Il tente de scier les barreaux de sa cellule avec un fil de fer mais il ne s'aperçoit pas qu'il est surveillé par une caméra de sécurité. Deux semaines plus tard,

il plaide non coupable à des accusations de vol qualifié, racket, blanchiment d'argent et fraude devant les autorités judiciaires américaines.

En mai 2001, les commissaires aux assurances de cinq États intentent une action en justice massive contre l'Église catholique romaine, en prétendant que le Vatican a servi de couverture aux activités criminelles de Frankel. « Des personnages hauts placés du Vatican, peut-on lire dans l'acte d'accusation, ont autorisé et ratifié le plan qui prévoyait que *Monitor Ecclesiasticus* allait servir à faire transiter l'argent de Frankel vers la Fondation Saint-François d'Assise pour acheter des compagnies d'assurance aux États-Unis. » La poursuite réclame plus de 200 millions de dollars de dommages et intérêts. Mais les chances sont minces d'obtenir un sou du Vatican, à cause de son statut d'État souverain. Frankel, qui a réalisé le plus grand vol d'assurances de l'histoire des États-Unis, a appliqué une grande leçon de la mafia sicilienne : le Saint-Siège, remarquera Richard Behar dans un article de *Fortune*, est l'endroit idéal pour « blanchir de l'argent sale^[404] ».

L'affaire Frankel prouve éloquemment que l'Église catholique romaine n'a pas changé d'attitude après l'affaire Ambrosiano, elle se conduit toujours en rapace. L'appât du gain la pousse à avoir des fréquentations des plus louches. La signature des Accords du Latran a ouvert une voie dont l'Église ne s'est pas écartée. Une voie qui mène au Concordat avec Hitler, à la création de l'État fasciste de Croatie, aux filières d'exfiltration pour les nazis, à l'entente avec Sindona

et la mafia sicilienne, à la contrefaçon d'actions, à la mort de Jean-Paul I^{er}, à la faillite de centaines d'entreprises, au génocide de masse, aux règlements de compte entre factions et à la ruine financière de milliers de familles. Impossible de mettre fin ou d'annuler le marché avec le diable — conclu bien longtemps auparavant par le pape Pie XI quand il entendait les rats courir dans l'épaisseur des murs de son Palais du Latran.

CHAPITRE 19

Une forteresse inexpugnable

Mais lui en se retournant dit à Pierre : « Retire-toi derrière moi Satan! Tu es pour moi occasion de chute, car tes vues ne sont pas celles de Dieu, mais celles des hommes. » Alors, Jésus dit à ses disciples: « Si quelqu'un veut venir à ma suite, qu'il renonce à lui-même et prenne sa croix, et qu'il me suive. En effet quiconque veut sauver sa vie, la perdra; mais quiconque perd sa vie à cause de moi, l'assurera. Et quel avantage l'homme aura-t-il à gagner le monde entier, s'il le paie de son âme ? »

Matthieu, XIV, 23-26.

En 1982, Roberto Calvi situe la valeur de la Banque du Vatican, en dehors des autres comptes de l'Église catholique romaine, à plus de 10 milliards de dollars^[405]. Bien peu de gens connaissent le fonctionnement interne de l'institution créée par le pape Pie XII et Bernardino Nogara mieux que ce personnage de la mafia qui s'est fait connaître comme le « banquier de Dieu ». La valeur de la Banque du Vatican reste encore aujourd'hui du domaine de l'hypothèse. Plusieurs experts de la finance estiment que la valeur des biens du Vatican a dû tripler ou quadrupler pendant le boom économique entre 1980 et 1990. Mais tout cela n'est que spéculation. Il n'y a pas de trace écrite qui mène au Vatican ou qui en émane.

Aucune vérification comptable effectuée par un organisme extérieur. Tous les bilans financiers internes et externes de la Sainte Église catholique ne tiennent pas compte de la Banque du Vatican qui échappe à leur contrôle. Inévitablement, si on analyse attentivement ces états financiers, on tombera sur des phrases comme : « pour respecter le caractère particulier de l'IOR [la Banque du Vatican] », ou « à l'exception de l'IOR », ou encore « dans le plein respect de la propriété juridique de l'IOR^[406] ». La Banque du Vatican reste une entité institutionnelle séparée et distincte de toutes les autres entités et de tous les autres services du Saint-Siège.

Si on essaye d'additionner les capitaux de la Banque du Vatican et les autres comptes et capitaux de l'Église catholique romaine, on entre dans un univers financier où les calculs deviennent surréels.

Avec la création de Vatican Inc., l'alliance de Dieu et de Mammon a conduit à la décadence morale et à la corruption spirituelle. Au début du millénaire, l'Église a été secouée par un terrible scandale, mais d'un autre ordre: celui de la pédophilie des prêtres, avec des centaines de cas d'abus sexuels.

Le problème commence en 1985, quand le père Gilbert Gauthier, de Lafayette en Louisiane, confesse avoir harcelé onze jeunes garçons et admet par la suite en avoir agressé sexuellement des dizaines d'autres^[407].

Il est condamné à vingt ans de prison et l'Église parvient à une entente à l'amiable avec les victimes. Mais le cas du père

Gauthier est loin d'être isolé. L'attention de la presse autour de l'arrestation et de la condamnation du prêtre ouvre les vannes. Dans le même diocèse de Louisiane, 19 autres prêtres sont accusés d'abus sexuels au cours des deux ans qui suivent, et des millions de dollars sont distribués au compte-gouttes par l'évêque pour étouffer ces affaires. Mais cela ne suffit pas à éteindre l'incendie. Comme un feu de forêt, le scandale s'étend.

En 1985, l'année même où le père Gauthier est envoyé en prison, le père Thomas Doyle, spécialiste du droit canon pour le Vatican à Washington, écrit une note confidentielle aux évêques des États-Unis dans laquelle il fait référence à 30 cas impliquant 100 victimes. Doyle prévoit que l'Église catholique américaine devra déboursier plus d'un milliard de dollars au cours des dix années qui vont suivre^[408].

En 1989, l'évêque Joseph Ferrario d'Hawaï est le premier membre de la hiérarchie catholique des États-Unis à être accusé d'agression sexuelle sur des enfants. Un tribunal rend une fin de non-recevoir, non pas parce que la preuve est insuffisante mais à cause d'un vice de forme: les plaignants ont déposé leur requête en retard. L'évêque Ferrario, qui nie les accusations, prendra une retraite anticipée en 1993^[409].

La situation va s'aggraver. En 1990, le père Bruce Ritter, célèbre directeur de la Covenant House, un refuge pour jeunes fugueurs de New York, se retire alors qu'on l'accuse d'avoir fait des attouchements à de jeunes garçons dont il s'occupe. Le père Ritter nie les faits, mais tout un groupe d'autres jeunes garçons se fait connaître et tous confirment

les accusations. Pour faire taire ce tumulte, les supérieurs franciscains de Ritter l'envoient en Inde^[410].

En 1992, ce sont plus de 400 prêtres qui ont été accusés d'agression sexuelle sur des enfants aux États-Unis, et l'Église a dépensé plus de 400 millions de dollars en réparations auprès des victimes. Dans toutes ces affaires, pas un seul prêtre n'a été défroqué ou orienté vers des services de psychologie. On leur a plutôt attribué des paroisses dans d'autres diocèses. Et ainsi ce cancer a fait des métastases, il s'est étendu de proche en proche, impossible à contrôler.

En 1997, un jury de Dallas entend les accusations portées contre le père Rudy Kos par onze victimes et livre un verdict de 120 millions de dollars de réparations. La somme sera par la suite réduite à 30 millions, mais le diocèse se voit tout de même dans l'obligation de contracter des hypothèques et de vendre certaines propriétés pour se conformer à la décision de justice.

Deux ans plus tard, l'évêque J. Keith Symons de Palm Beach, en Floride, est le premier ecclésiastique de ce rang à démissionner après avoir admis les agressions sexuelles sur des enfants dont on l'accuse. Symons est remplacé par l'évêque Anthony O'Connell. En l'espace d'un an, ce dernier est lui aussi contraint de démissionner quand *The St. Louis Post-Dispatch* découvre qu'il a agressé sexuellement un étudiant dans un séminaire du Missouri en 1975. Le diocèse du lieu avait à l'époque acheté le silence de cet étudiant pour la somme de 125 000 dollars. On commence désormais à voir l'ampleur du problème au sein de l'Église. Cet évêque qui

devait s'occuper de son diocèse après les péchés commis par son prédécesseur se révèle être lui-même un prédateur sexuel^[411].

En 2002, le père John Geoghan est reconnu coupable d'avoir commis des abus sexuel sur 130 enfants pendant qu'il était prêtre dans l'archidiocèse de Boston. Il est condamné à 10 ans de prison. Le cardinal Bernard Law se fait vivement attaquer dans les journaux un peu partout quand on apprend qu'il n'a jamais cherché à relever Geoghan de ses fonctions, mais qu'il l'a déplacé de paroisse en paroisse, et chaque fois le prêtre a commis de nouveaux crimes sexuels.

Quand le pape Jean-Paul II convoque les cardinaux américains au Vatican en 2002 pour discuter des scandales, plus de 600 prêtres ont déjà été accusés d'agressions sexuelles sur des enfants.

Le refus du Pape de demander la démission des prêtres qui ont été reconnus coupables d'agressions sexuelles sur des enfants provoque des critiques un peu partout^[412]. On compare ce silence à celui de Pie XII devant l'Holocauste des Juifs par les nazis. Les autorités de l'Église prétendent que le Vatican choisit de prendre ses distances par rapport aux scandales, parce qu'il considère les abus sexuels comme un problème propre à l'Amérique.

Pourtant, le problème est loin de se limiter à cette région du monde. Il atteint l'ensemble du catholicisme et tous les diocèses du monde dit civilisé. En Pologne, le pays natal de Jean-Paul II, l'archevêque Juliusz Paetz de Poznan est accusé

d'agression sexuelle sur de jeunes séminaristes. Les accusations sont rendues publiques en janvier 2002. Paetz, âgé de 67 ans, qui a été nommé par le Pape, nie les charges qui sont portées contre lui, mais il reste au centre de toute une série d'autres cas d'abus sexuels rapportés dans son diocèse^[413].

En Autriche, la pression de l'opinion publique oblige le cardinal Hans Hermann Groër, archevêque de Vienne, à démissionner. Il est accusé d'attouchements sexuels sur de jeunes hommes et de jeunes garçons élèves d'un séminaire. Le cardinal Groër nie les accusations mais son remplaçant, le cardinal Christoph Schonborn, dira par la suite qu'elles sont justes et il présentera des excuses au nom de l'Église^[414].

En Irlande, la hiérarchie catholique romaine a consenti dans les 50 dernières années à payer plus de 110 millions de dollars de compensation aux victimes d'agressions sexuelles commises par des prêtres et des religieuses dans des écoles catholiques et des crèches.

En 2002, plus de 30 prêtres français avaient été reconnus coupables d'agression sexuelle sur des enfants et onze envoyés en prison. L'évêque Pierre Pican du diocèse de Bayeux-Lisieux se voit condamné à trois mois de prison avec sursis pour ne pas avoir dénoncé certains prêtres pédophiles aux autorités civiles. Il s'était contenté, comme ses homologues américains, d'envoyer les coupables dans d'autres paroisses^[415].

Bien des avocats américains qui acceptent ce genre d'affaire

considèrent inévitablement le Saint-Siège, avec son immense fortune, comme une proie facile — une vache à lait dont ils peuvent tirer des millions au profit de leurs clients. Et cette présomption se confirme quand on voit la façon dont les diocèses sont prêts à payer pour étouffer les affaires et calmer l'opinion. En 2002, l'Église catholique américaine avait payé plus d'un milliard de dollars depuis 1985, année où avait éclaté en Louisiane la première affaire importante d'agression sexuelle. Selon l'avocat de Boston Roderick MacLeish Jr, qui s'est occupé de plus d'une centaine de cas, cette somme « ne représente que la pointe de l'iceberg et avant qu'on en finisse, le problème se chiffrera en plusieurs milliards^[416] ». Il est difficile de contester la justesse des projections de MacLeish. En mai 2002, l'archidiocèse de Boston se retire d'un accord conclu avec les 86 victimes d'un seul prêtre en arguant que, les sommes à payer étant très importantes, il ne pourrait plus payer par la suite la cohorte des plaignants en attente de dédommagement. À Los Angeles, un avocat qui avait obtenu de l'Église qu'elle paye une somme de 5,2 millions de dollars en 2001 acceptera 100 nouveaux clients dans la semaine qui suit^[417].

Tous ces procès font peser une menace énorme sur les bonnes œuvres de l'Église catholique: sur ses écoles, ses collèges, ses hôpitaux et ses institutions caritatives. En 2002, partout aux États-Unis, les diocèses sont dans le rouge: l'archidiocèse de Boston affiche un déficit de 5 millions de dollars, tandis que celui de l'archidiocèse de New York se chiffre à 20 millions de dollars.

Mais le Vatican est au-dessus de tout cela. Ses comptes en banque sont hors de portée des enfants de chœur qui ont subi les abus sexuels des curés de leurs paroisses. On ne peut poursuivre un État souverain. Ses millions de capitaux vont continuer à produire des millions de revenus, même si la contribution des fidèles ne représente presque plus rien.

Les évêques qui dirigent les 194 diocèses des États-Unis reçoivent leur autorité du Pape. Ils sont liés à lui comme les vassaux du Moyen-Âge l'étaient à leurs seigneurs féodaux. Ils lui doivent obéissance et fidélité absolues. La fidélité, cela veut dire non seulement une loyauté à toute épreuve, mais cela veut dire aussi payer une dîme sur tous leurs biens. Le Pape, en tant que chef suprême de l'Église, peut exiger d'être payé sur simple demande. Il peut aussi, s'il le désire, confisquer les biens de n'importe quel diocèse. Tous les biens de l'Église restent à sa disposition^[418].

Dans la pratique, le Saint-Père autorise les évêques à gérer leurs diocèses sans intervenir, ou presque, pourvu bien entendu qu'ils contribuent pour leur juste part au financement du Saint-Siège. Puisque l'argent coule à flot vers les caisses du Vatican et que son cours ne s'inverse jamais, les 3000 paroisses des États-Unis doivent se procurer des fonds pour financer leurs activités et, entre autres, leurs écoles. En fait, les paroisses, ce sont les serfs de ce système moyenâgeux. Elles sont obligées de donner une part de leurs revenus, de 10 à 20 %, au diocèse.

Le diocèse se sert de cet argent pour financer la chancellerie (c'est ainsi que l'on désigne la bureaucratie ecclésiastique qui

est au service de l'évêque), les hôpitaux catholiques, les hospices, les soupes populaires, les séminaires, les infirmeries et autres services sociaux. Aux revenus provenant des paroisses s'ajoutent ceux qui viennent des campagnes de financement, des fondations et des investissements ainsi que les dons. Certains diocèses sont très prospères, d'autres extrêmement pauvres. Certains publient des états financiers détaillés, d'autres ne divulguent aucun renseignement sur leurs finances. Mais tous doivent fournir un rapport financier au Saint-Père tous les cinq ans.

Les scandales sexuels font des ravages dans les diocèses américains et en particuliers les plus pauvres. En 1999, le diocèse de Santa Rosa est contraint de limiter ses programmes de formation des prêtres, d'abandonner ses projets immobiliers et d'emprunter 6 millions de dollars à d'autres diocèses.

« Le résultat final des poursuites judiciaires, c'est que ceux qui ne sont pour rien dans les abus sexuels finissent par payer », déclare au *New York Times* R. Scott Appleby, directeur du Centre Cushwa pour l'étude du catholicisme américain de l'Université de Notre Dame. « On supprime les programmes sociaux et ce sont les pauvres qui en souffrent le plus^[419]. »

En 1995, l'archidiocèse de Santa Fe est contraint de vendre une maison de retraite tenue par des religieuses dominicaines ainsi que d'autres propriétés pour payer des frais de dédommagement qui ne sont pas couverts par les assurances. Ces frais sont estimés à plus de 30 millions de dollars.

En 1997, le diocèse de Dallas est contraint d'hypothéquer le bâtiment de la chancellerie, divers terrains vacants et une propriété qui abritait autrefois une école élémentaire pour payer sa part de 30 millions de dollars dans une affaire d'abus sexuel. Sans ces mesures, dira Bronson Havard, un employé de l'Église de Dallas, c'était la faillite^[420].

En 2002, le cardinal Francis E. George, de l'archidiocèse de Chicago, déclare qu'il devra probablement vendre sa résidence de 15 millions de dollars pour pouvoir payer les frais de dédommagement des victimes dans une affaire d'abus sexuels.

Les compagnies d'assurance réagissent aux scandales en augmentant leurs primes, en supprimant la couverture liée aux abus sexuels commis par des prêtres ou en résiliant les contrats. « Pas de couverture pour la pédophilie », déclarera Michael Sean Quinn, un avocat d'Austin, au Texas, qui a défendu l'Église dans des affaires d'abus sexuels et qui enseigne le droit des assurances à l'Université du Texas^[421]. En 2002, six compagnies d'assurance refusent de payer pour certains incidents survenus dans une paroisse de Stockton, en Californie. Elles invoquent la clause d'exclusion pour actes commis intentionnellement (des actes illégaux ou indécents commis par les détenteurs de la police en sachant que ces actes pourraient entraîner des poursuites judiciaires). Ces compagnies prétendent que les responsables de l'Église n'ont pas tenu compte de certaines informations prouvant que les prêtres concernés pouvaient être dangereux pour les enfants de chœur.

Résultat des scandales : une chute vertigineuse des dons provenant non seulement des familles ouvrières catholiques mais aussi des grands philanthropes et des fondations catholiques. « L'Église devrait ouvrir ses livres de comptes », déclare Erica R John, héritière de la fortune de la brasserie Miller et présidente d'une fondation privée qui donne 5 millions de dollars par an aux œuvres catholiques à Milwaukee. « L'Église n'est pas une société secrète. Nous sommes le peuple de Dieu et nous réclamons la transparence^[422]. » En faisant référence à l'Église en tant que « peuple de Dieu », Mme John va dans le sens des enseignements de Paul VI et fait songer au conflit intérieur qu'il a dû vivre, un conflit entre ses tendances socialisantes et son désir de préserver l'immense fortune du Saint-Siège. Un conflit qui a eu pour résultat l'affaire Ambrosiano et le long pontificat de Jean-Paul II.

Selon le père Andrew Greeley, éminent sociologue et écrivain, le scandale des abus sexuels « est peut-être le plus important de toute l'histoire de la religion aux États-Unis et sans doute la crise la plus grave qu'ait connue le catholicisme depuis la Réforme^[423]. » La crise a eu pour résultat la baisse considérable des dons, la diminution des services aux pauvres et aux nécessiteux, l'abandon des missions catholiques et la faillite de certains diocèses. Pourtant, le Vatican semble très loin de tous ces effets dévastateurs, il paraît ne pas s'en soucier. Ses biens sont à l'abri de tout danger de poursuite. Son fonctionnement est celui d'une grande entreprise et pas d'une institution religieuse ou caritative. C'est pour cette

raison, bien des critiques l'ont souligné, qu'il reste insensible à la situation des victimes et aux protestations des fidèles. Il a gagné le monde entier et, ce faisant, il a sans doute perdu son âme.

ÉPILOGUE

Ainsi vont les choses

Malheureux êtes-vous, scribes et pharisiens hypocrites, vous qui ressemblez à des sépulcres blanchis; au-dehors, ils ont belle apparence, mais au-dedans, ils sont pleins d'ossements de morts et d'impuretés de toutes sortes. Ainsi de vous: au-dehors vous offrez aux hommes l'apparence de justes alors qu'au-dedans vous êtes remplis d'hypocrisie et d'iniquité.

Matthieu, XXIII, 27-28

Depuis l'accession au trône pontifical de Jean-Paul II en 1978, la mafia sicilienne est très active en Pologne. Parfois elle s'allie à la mafia russe — et le plus souvent à son homologue tchéchène — pour étendre ses activités internationales.

En 2002, la Pologne est l'un des principaux points de distribution du marché des narcotiques, alors qu'il s'agissait auparavant d'un pays où la consommation et la distribution de la drogue étaient pratiquement inexistantes. Plus de 15 tonnes d'héroïne par an arrivent en Pologne en provenance du port de Sofia, en Turquie, où les *babas* (les narcotrafi-quants locaux) les vendent aux agents de la mafia sicilienne. Cette héroïne, ce n'est pas de la *numéro 3*, un produit de qualité médiocre que l'on peut seulement fumer et qui arrive de certaines régions de l'Extrême-Orient. Il s'agit d'héroïne *numéro 4*, de qualité supérieure, idéale pour l'injection, cultivée et raffinée dans le

Croissant d'Or: Iran, Pakistan et

Afghanistan^[424]. De Sofia, elle est expédiée en bateau par la Mer Noire jusqu'en Ukraine et, de là, elle arrive en Pologne. Cette route est idéale, non seulement parce que la Pologne occupe une position centrale entre l'Europe de l'Est et l'Europe de l'Ouest, mais également parce que la frontière orientale du pays est très peu surveillée.

D'autres secteurs du commerce de la drogue sont florissants en Pologne. Plus de 40 % des amphétamines vendues en Europe et aux États-Unis proviennent de ce pays qui est devenu l'une des bases importantes des barons de la drogue d'Amérique de Sud (grâce aux relations de Licio Gelli et de la loge maçonnique P2) pour transformer et raffiner la cocaïne^[425].

Ce trafic a des effets sur la population. En 1978, il y avait moins de 5 000 consommateurs d'héroïne et de cocaïne en Pologne. Vingt-quatre ans plus tard, il y en a 200 000 et la moitié d'entre eux sont dépendants^[426].

Ce pays d'Europe de l'Est est aussi devenu un centre pour la vente d'armes et de munitions où s'approvisionnent les gouvernements impliqués dans des conflits armés et les groupes terroristes. L'Organisation de libération de la Palestine, par exemple, achète presque toutes ses armes en Pologne. Dans les bazars des villes importantes de Varsovie et Cracovie, un passant peut acheter toute une gamme d'armes perfectionnées: des mines terrestres, des grenades, des viseurs infrarouges nocturnes, des canons 105 millimètres, des

missiles sol-air, des porte-hélicoptères Cobra et des chars d'assaut Léopard.

Grâce à la mafia sicilienne, un autre commerce est devenu florissant en Pologne: la traite des blanches. Des femmes et des enfants sont régulièrement enlevés en Pologne et emmenés vers Milan et d'autres destinations en Italie où on les vend à de riches hommes d'affaires arabes.

Mais la plus lucrative des activités de la mafia en Pologne, cela reste, et de loin, l'enlèvement des déchets. En Pologne, il est possible d'épandre, de décharger ou d'enterrer des matières que l'on ne peut jeter nulle part ailleurs au monde: les sacs rouges des déchets médicaux, les substances toxiques des usines de produits chimiques, les matières dangereuses du bâtiment et les déchets nucléaires des centrales électriques. La gestion et l'élimination des déchets sont devenues la principale activité de la mafia sicilienne en Europe et aux États-Unis. La mafia — depuis les familles Genovese, Gambino et Lucchese à New York, jusqu'aux familles Inzerillo, Buscetta et Greco en Sicile — s'est perfectionnée. Elle est passée des armes aux ordures. En 2002, le FBI estimait que la *camorra* (une société secrète napolitaine, plus ancienne encore que la mafia) s'est fait payer entre 3,5 et 8,5 millions de dollars pour décharger illégalement des déchets toxiques en Pologne^[427].

Il n'y a donc rien d'étonnant à ce que mafieux et hommes d'affaires ayant de bons contacts soient à la recherche de décharges partout dans le monde.

À l'automne de 1996, Mitch Grochowski et moi-même, tous deux journalistes pour *The Métro*, un hebdomadaire réputé du nord-est de la Pennsylvanie, rencontrons Renato

Mariani, propriétaire et directeur d'Empire Landfill, l'une des décharges les plus importantes des États-Unis. Mariani sera plus tard condamné pour avoir versé de l'argent provenant de ses activités d'enfouisseur d'ordures pour financer la campagne présidentielle de 1996.

Au cours de cette rencontre, Mariani parle des infrastructures d'Empire Landfill et de l'intention de son organisation d'ouvrir un site d'enfouissement aux environs de Cracovie, en Pologne. Mariani se vante de pouvoir entrer en contact avec les bonnes personnes en Pologne par l'intermédiaire d'un homme d'affaires important qui, selon des sources sûres, a des liens avec des familles mafieuses de New York et du New Jersey. L'homme d'affaires en question, qui est basé en Pologne, fait office d'ambassadeur officieux auprès du Vatican et il peut n'importe quand entrer en contact directement avec le Pape.

Mariani prétend qu'il ne veut pas avoir affaire avec qui que ce soit parmi les élus polonais, pas plus les démocrates que les communistes. Ses contacts lui ont assuré que la seule manière de monter une opération en Pologne, c'est de faire intervenir le Saint-Père de l'Église catholique romaine.

« On ne peut rien obtenir, ou rien faire en Pologne, dit Mariani, si on ne passe pas par le Pape. »

Et ainsi vont les choses.

Le rapport entre la mafia sicilienne et Vatican Inc. reste inchangé. Le pontificat de Jean-Paul II n'a pas donné suite aux réformes progressistes de Jean XXIII et Paul VI, pas plus qu'il n'a renoué avec les enseignements traditionnels de la foi catholique. Il a plutôt stabilisé le rôle de Vatican Inc. en tant qu'institution financière et politique. Le principal objectif de cette institution n'est pas de chercher une vérité spirituelle, de la porter aux peuples de la terre, à un moment de l'histoire où l'incertitude règne; c'est plutôt de servir ses propres intérêts financiers par tous les moyens : les intrigues, la mystification, le vol et même, si la situation l'exige, le meurtre.

Bien sûr Jean-Paul II n'est ni membre en règle de la Cosa Nostra, ni membre actif de P2. Mais il a permis à des membres de la société de Gelli de conserver leurs charges au Vatican et n'a pas réussi à couper tout lien entre l'Église et la mafia. Au contraire, il les a renforcés, ces liens, et il a refusé d'instaurer le moindre changement dans le fonctionnement de la Banque du Vatican. Plus encore, pour des raisons qui restent tout à fait mystérieuses, le Pape a protégé l'archevêque Marcinkus de la justice et il a même essayé de faire entrer le banquier du Vatican tombé en disgrâce au Collège des cardinaux.

Il est vrai, et c'est à porter à son crédit, que Jean-Paul II s'est opposé à la mafia lors d'un voyage en Sicile en 1993. Il dit dans un sermon : « Tu ne tueras point. Pas un homme, pas une association humaine, pas une mafia ne peut changer ou bafouer le droit à la vie. Ce droit le plus sacré appartient à Dieu^[428]. » Il est vrai également que Jean-Paul II a protesté contre l'assassinat du père Giuseppe Pugliesi, qui s'était

opposé avec vigueur à la mafia en Sicile.

Mais les paroles du Pape sonnent creux sur fond de transactions financières aussi illégales qu'incessantes entre le Vatican et les familles mafieuses. Le 3 octobre 1999, trois ans après que Jean-Paul II ait décidé de hâter le procès en béatification du père Pugliesi, 23 membres de la mafia sicilienne sont arrêtés à Palerme pour avoir organisé une arnaque financière sur Internet avec la collaboration de la Banque du Vatican. Antonio Orlando, le chef mafieux qui est le cerveau de l'affaire, est parvenu à siphonner 264 milliards de lires (près de 115 millions de dollars) dans des banques européennes. L'argent est ensuite envoyé en Emilie-Romagne, une région du Nord de l'Italie. De là, on le répartit dans des comptes numérotés de la Banque du Vatican^[429]. Juste avant d'être arrêtés, Orlando et son équipe ont lancé le projet de mettre la main sur 2 billions de lires (autour d'un milliard de dollars) appartenant à la Banque de Sicile. Giuseppe Lumia, président de la Commission parlementaire italienne antimafia, déclare que ces arrestations montrent à quel point la bande est devenue dangereuse en se servant d'Internet à des fins criminelles^[430]. Malgré ces arrestations et des condamnations ultérieures, les enquêteurs italiens ne peuvent pas prouver la participation du Vatican, en raison de son statut d'État souverain.

Pour prouver encore que les affaires continuent sous le règne de Jean-Paul II, *The Daily Telegraph*, journal anglais respecté, publie un article le 19 novembre 2001 qui identifie la Banque du Vatican — ainsi que de celle de pays comme l'île

Maurice, Macao, Nauru et le Luxembourg — comme un des lieux les plus importants du monde pour le blanchiment de l'argent de la pègre^[431].

Au cours d'un des plus longs pontificats de l'histoire de l'Église, Jean-Paul II a été notablement épargné par les critiques. Alors même que les scandales se succèdent, trop de journalistes et de commentateurs se refusent à prendre le Pape à partie, même pas pour contester sa décision de laisser agir les marchands du temple. C'est très clair en particulier dans la biographie du Pape polonais écrite par Cari Bernstein et Marco Politi. Le titre même de l'ouvrage, *Sa Sainteté Jean-Paul II et l'histoire cachée de notre époque* trahit l'obséquiosité des auteurs devant un sujet si haut placé. Au fil des pages de ce long texte, Bernstein et Politi, deux journalistes parmi les plus importants du monde, ne cherchent jamais à enquêter sur la question récurrente des fameuses « années perdues » du Pape. Ils ne font jamais référence à Sindona, à Calvi ou à Gelli ; ils n'insistent pas pour trouver des informations sur l'affaire Ambrosiano et la filière sicilienne ; ils n'évoquent jamais l'archevêque Paul Marcinkus et la Banque du Vatican.

Les informations qu'on a lues dans ces pages ne relèvent pas de l'exagération, elles n'ont pas été amplifiées pour faire vendre. Elles appartiennent à l'histoire. Elles ont été filmées par des caméras, elles constituent des preuves dans les laboratoires de la médecine légale, dans les dossiers de la police et même dans les musées de l'Holocauste. Elles ont été

recueillies et approfondies par des historiens de premier plan et des journalistes comme Richard Hammer, David Yallop, Claire Sterling, Nick Tosches et John Cornwell. Des reporters et des commentateurs en ont parlé dans leurs émissions dans le monde entier même si les médias n'en ont pas fait leurs plus gros titres. On ne peut pas les considérer comme insignifiantes et sans importance. Elles ont eu un impact sur tous les aspects de la vie humaine — sur le plan moral, spirituel, politique, économique — au tournant du XXI^e siècle.

En 1977, avant sa mort, le pape Paul VI déclare : « La fumée de Satan a pénétré dans l'Église, elle se trouve autour de l'autel^[432]. » Quand exactement Satan est-il entré dans le sanctuaire sacré de l'Église catholique romaine? Quand les portes du Paradis ont-elles cédé devant lui? Certains prétendent que cela s'est produit au moment de la signature des Accords du Latran, le 22 février 1929. D'autres évoquent une date bien antérieure — un matin ensoleillé d'octobre 312, le jour où Miltiade, archevêque de Rome, vieux et faible, s'agenouille devant l'empereur Constantin et reçoit le titre de *Pontifex maximus*, assorti de la promesse de richesses infinies.

ANNEXE I

Accords du Latran^[433]

Accords entre le Saint-Siège et le Royaume d'Italie du 11 février 1929.

(Le traité du Latran a été signé le 11 février 1929 et l'échange des ratifications a eu lieu le 7 juin 1929.)

Au nom de la Très Sainte Trinité,

Attendu :

Que le Saint-Siège et l'Italie ont reconnu qu'il convenait d'écarter toute cause de différend existant entre eux et d'arriver à un règlement définitif de leurs rapports réciproques qui soit conforme à la justice et à la dignité des deux Hautes Parties, et qui, en assurant au Saint-Siège, d'une manière stable, une situation de fait et de droit qui lui garantisse l'indépendance absolue pour l'accomplissement de sa haute mission dans le monde, permette à ce même Saint-Siège de reconnaître résolue d'une façon définitive et irrévocable la « Question romaine », née en 1870 de l'annexion de Rome au royaume d'Italie sous la dynastie de la Maison de Savoie ;

Qu'il faut, pour assurer au Saint-Siège l'indépendance

absolue et visible, lui garantir une souveraineté indiscutable même dans le domaine international, et que, par suite, est apparue la nécessité de constituer avec des modalités particulières, la Cité du Vatican, en reconnaissant au Saint-Siège, sur ce territoire, pleine propriété, pouvoir exclusif et absolu et juridiction souveraine ;

Sa Sainteté le Souverain Pontife Pie XI et Sa Majesté Victor-Emmanuel II, roi d'Italie, ont résolu de stipuler un traité, nommant à cet effet deux plénipotentiaires, c'est-à-dire, Sa Sainteté, Son Éminence Révérendissime le cardinal Pierre Gasparri, son secrétaire d'État, et pour Sa Majesté, Son Excellence le chevalier Benito Mussolini, Premier Ministre et chef du Gouvernement; lesquels, ayant échangé leurs pleins pouvoirs respectifs et les ayant trouvés en bonne et due forme, ont convenu des articles suivants :

Article premier

L'Italie reconnaît et réaffirme le principe consacré dans l'article premier du statut du royaume en date du 4 mars 1848, en vertu duquel la religion catholique, apostolique et romaine, est la seule religion de l'État.

Article 2

L'Italie reconnaît la souveraineté du Saint-Siège dans le domaine international comme un attribut inhérent à sa nature, en conformité avec sa tradition et avec les exigences de sa mission dans le monde.

Article 3

L'Italie reconnaît au Saint-Siège la pleine propriété, le pouvoir exclusif et absolu de la juridiction souveraine sur le Vatican, comme il est actuellement constitué avec toutes ses dépendances et dotations, créant de la sorte la Cité du Vatican pour les fins spéciales et avec les modalités que contient le présent traité. Les limites de la dite Cité sont indiquées sur le plan qui constitue l'annexe I dudit traité, dont il fait partie intégrante. Il reste par ailleurs entendu que la place Saint-Pierre, tout en faisant partie de la Cité du Vatican continuera à être normalement ouverte au public et soumise aux pouvoirs de la police des autorités italiennes ; celles-ci s'arrêteront au pied de l'escalier de la basilique, bien qu'elle continue à être destinée au culte public, et elles s'abstiendront par conséquent de monter et d'accéder à cette basilique, sauf le cas où elles seraient invitées à intervenir par l'autorité compétente.

Au cas où le Saint-Siège, en vue de cérémonies particulières, jugerait bon de soustraire temporairement la place Saint-Pierre au libre passage du public, les autorités italiennes, à moins d'être invitées à rester par l'autorité compétente, se retireront au-delà des lignes extérieures et de la colonnade du Bernin et de leur prolongement.

Article 4

La souveraineté et la juridiction exclusive que l'Italie reconnaît au Saint-Siège sur la Cité du Vatican impliquent cette conséquence qu'aucune ingérence de la part du

Gouvernement italien ne pourra s'y manifester, et qu'il n'y aura pas là d'autre autorité que celle du Saint-Siège.

Article 5

Pour l'exécution de tout ce qui est établi dans l'article précédent, avant l'entrée en vigueur du présent traité, le territoire constituant la Cité du Vatican devra être, par les soins du Gouvernement italien, rendu libre de toute servitude et de ses occupants éventuels. Le Saint-Siège veillera à en fermer l'accès, en entourant d'une enceinte les parties ouvertes, sauf la place Saint-Pierre.

Il reste en outre convenu qu'en ce qui concerne les immeubles y existant appartenant à des instituts ou entités religieux, le Saint-Siège pourvoira directement à régler ses rapports avec eux, l'État italien s'en désintéressant.

Article 6

L'Italie pourvoira, par les accords nécessaires avec les organismes intéressés, à ce que la Cité du Vatican soit assurée, en propriété, d'une dotation adéquate d'eau.

Elle pourvoira, en outre, à la mettre en communication avec les voies ferrées de l'État, moyennant la construction d'une gare de chemin de fer dans la Cité du Vatican, à l'emplacement indiqué sur le plan mentionné ci-dessus (Annexe I) et moyennant la circulation des wagons propres au Vatican sur les chemins de fer italiens.

Elle pourvoira, par ailleurs, à relier directement avec les autres États, les services télégraphiques, téléphoniques,

radiotélégraphiques, radiotéléphoniques et postaux de la Cité du Vatican. Elle pourvoira enfin aussi à la liaison avec les autres services publics.

À tous les services ci-dessus, il sera pourvu aux frais de l'État italien, et dans le délai d'un an à partir de l'entrée en vigueur du présent traité.

Le Saint-Siège pourvoira, à ses frais, à aménager les accès du Vatican déjà existants, et les autres qu'il jugerait bon d'ouvrir dans la suite.

Des accords seront pris entre le Saint-Siège et l'État italien pour la circulation, sur le territoire de ce dernier, des véhicules terrestres et des aéroplanes de la Cité du Vatican.

Article 7

Dans le territoire entourant la Cité du Vatican, le Gouvernement italien s'engage à ne pas permettre de nouvelles constructions qui donneraient vue sur l'intérieur, et à procéder, dans ce but, à la démolition partielle de celles déjà existantes à la porte Cavalleggeri, le long de la Via Aurélia et du Viale Vaticano.

En conformité avec les règles du droit international, il est défendu aux aéroplanes, de quelque espèce qu'ils soient, de survoler le territoire du Vatican.

Sur la place Rusticucci et dans les parties adjacentes à la colonnade où ne s'étend pas l'exterritorialité dont parle l'article 5, tout changement par mesure d'urbanisme ou de viabilité qui pourrait intéresser la Cité du Vatican se fera de

commun accord.

Article 8

L'Italie, considérant comme sacrée et inviolable la personne du Souverain Pontife, déclare punissable l'attentat contre Elle et la provocation à l'attentat, sous menace des mêmes peines établies pour attentat ou provocation à l'attentat contre la personne du roi.

Les offenses et injures publiques commises sur le territoire italien contre la personne du Souverain Pontife, par discours, par actes ou par écrits, sont punies comme les offenses et les injures à la personne du Roi.

Article 9

En conformité avec les règles du droit international, sont assujetties à la souveraineté du Saint-Siège toutes les personnes ayant une résidence stable dans la Cité du Vatican. Cette résidence ne se perd pas par le simple fait d'une demeure temporaire ailleurs, si ce fait n'est pas accompagné de la perte du domicile dans la Cité elle-même ou d'autres circonstances prouvant l'abandon dudit domicile.

En cessant d'être soumises à la souveraineté du Saint-Siège, les personnes mentionnées au paragraphe précédent, et qui, d'après les termes de la loi italienne, indépendamment des circonstances de fait prévues plus haut, et qui ne seraient pas à considérer comme possédant une autre citoyenneté, seront en Italie considérées sans autre formalité comme citoyens italiens. À ces mêmes personnes, tant qu'elles sont assujetties

à la souveraineté du Saint-Siège, seront applicables sur le territoire du royaume d'Italie, même dans les questions où doit être observée la loi personnelle (quand elles ne sont pas réglées par des normes émanant du Saint-Siège) les dispositions de la législation italienne, et, s'il s'agit d'une personne qu'il faille considérer comme possédant une autre citoyenneté, les lois de l'État auquel elle appartient.

Article 10

Les dignitaires de l'Église et les personnes appartenant à la cour pontificale, qui seront indiquées dans un tableau au sujet duquel les Hautes Parties contractantes se mettront d'accord, même quand ils ne seraient pas citoyens du Vatican, sont toujours, et en tout cas, par rapport à l'Italie, dispensés du service militaire, du jury et de toute prestation de caractère personnel. Cette disposition s'applique aussi aux fonctionnaires de carrière déclarés par le Saint-Siège indispensables, attachés d'une manière stable et avec un traitement fixe au service du Saint-Siège, ainsi qu'aux dicastères et aux offices indiqués ci-après dans les articles 13, 14, 15 et 16 qui existent hors la Cité du Vatican. Ces fonctionnaires seront indiqués sur un autre tableau à établir d'un commun accord comme plus haut, et qui sera chaque année mis à jour par le Saint-Siège.

Les ecclésiastiques qui, en raison de leur office, participent hors la Cité du Vatican à l'exécution des actes du Saint-Siège, ne peuvent, à raison de leur charge, être l'objet d'aucun empêchement, d'aucune enquête ou d'aucune molestation de

la part des autorités italiennes.

Toute personne étrangère investie d'une charge ecclésiastique à Rome jouit des garanties personnelles accordées aux citoyens italiens en vertu des lois du royaume.

Article 11

Les organismes centraux de l'Église catholique sont affranchis de toute ingérence de la part de l'État italien (étant réservées les dispositions des lois italiennes concernant les acquisitions des personnes morales), ainsi que de la conversion pour ce qui concerne les biens immobiliers.

Article 12

L'Italie reconnaît au Saint-Siège le droit de légation actif et passif, selon les règles générales du droit international.

Les envoyés des gouvernements étrangers près le Saint-Siège continuent à jouir dans le royaume de toutes les prérogatives et immunités qui concernent les agents diplomatiques selon le droit international, et leurs résidences pourront continuer à rester sur le territoire italien; ils jouiront des immunités qui leur sont dues d'après le droit international, même si leurs États n'ont pas de rapports diplomatiques avec l'Italie.

Il reste entendu que l'Italie s'engage à laisser toujours libre, et dans tous les cas, la correspondance entre tous les États, y compris les belligérants, et le Saint-Siège, et vice-versa, ainsi que le libre accès des évêques de tout l'univers auprès du Siège apostolique.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à établir entre elles des relations diplomatiques normales, en accréditant un ambassadeur italien près le Saint-Siège, et un nonce pontifical près l'Italie, lequel sera le doyen du corps diplomatique, aux termes du droit coutumier reconnu par le Congrès de Vienne dans l'acte du 9 juin 1815.

Par un effet de la reconnaissance de souveraineté et sans préjudice de ce qui est fixé à l'article 19 ci-après, les agents diplomatiques du Saint-Siège et les courriers employés au nom du Souverain Pontife jouissent sur le territoire italien, même en temps de guerre, du même traitement que celui dû aux agents diplomatiques et aux courriers de cabinets des autres gouvernements étrangers, selon les règles du droit international.

Article 13

L'Italie reconnaît au Saint-Siège la pleine propriété des basiliques patriarcales de Saint-Jean de Latran, de Sainte-Marie Majeure et de Saint-Paul, avec les bâtiments annexes (Annexe II, 1, 2, 3).

L'État transfère au Saint-Siège la libre gestion et l'administration de ladite basilique de Saint-Paul et du monastère attenant, versant par ailleurs au Saint-Siège les capitaux correspondant aux sommes fixées annuellement dans le budget du ministère de l'instruction publique pour ladite basilique.

Il reste pareillement entendu que le Saint-Siège a la libre propriété du bâtiment dépendant de Saint-Calliste, près de

Sainte-Marie-du-Transtevere (Annexe II, 9).

Article 14

L'Italie reconnaît au Saint-Siège la pleine propriété du palais pontifical de Castel-Gondolfo, avec toutes les dotations, atténuances et dépendances (Annexe II, 4) telles qu'elles se trouvent déjà maintenant en possession de ce même Saint-Siège, en même temps qu'elle s'oblige à céder, également en pleine propriété, en en effectuant la remise dans les six mois à partir de l'entrée en vigueur du présent arrêté, la villa Barberini à Castel-Gandolfo, avec toutes les dotations, atténuances et dépendances (Annexe II, 5).

Pour compléter la propriété des immeubles situés au côté nord du Janicule appartenant à la Sacrée Congrégation de la Propagande et à d'autres instituts ecclésiastiques, et ayant vue vers les palais vaticans, l'État s'engage à transférer au Saint-Siège ou aux entités qui seront indiquées par lui, les immeubles des domaines d'État ou des tiers existant sur ladite zone. Les immeubles appartenant à ladite Congrégation et aux autres Instituts et ceux à transférer sont indiqués sur le plan annexé (Annexe II, 12).

L'Italie, enfin, transfère au Saint-Siège, en pleine et libre propriété, les édifices ex-conventuels de Rome attenants à la basilique des Saints-Douze-Apôtres et aux églises de Saint-André délia Valle et de Saint-Charles ai Catinari, avec toutes les annexes et dépendances (Annexe III, 3, 4 et 5), et à les remettre libres de leurs occupants, dans l'espace d'un an à partir de l'entrée en vigueur du présent traité.

Article 15

Les immeubles indiqués dans l'article 13 et dans les alinéas 1 et 2 de l'article 14, ainsi que les palais de la Daterie, de la Chancellerie, de la Propagande, place d'Espagne, le Palais du Saint Office et les immeubles adjacents, celui des Convertendi (siège actuel de la Congrégation pour l'Église orientale), place Scossacavalli, le palais du Vicariat (Annexe II, 6, 8, 10 et 11) et les autres édifices dans lesquels le Saint-Siège, à l'avenir, jugera bon d'organiser d'autres de ses dicastères, bien que faisant partie du territoire de l'État italien, jouiront des immunités reconnues par le droit international aux résidences des agents diplomatiques étrangers.

Les mêmes immunités s'appliquent aussi à l'égard des autres églises, même hors de Rome, durant le temps où, sans être ouvertes au public, y sont célébrées des cérémonies avec l'assistance du Souverain Pontife.

Article 16

Les immeubles indiqués dans les trois articles précédents, ainsi que le siège des Instituts pontificaux suivants : Universités grégoriennes, Institut biblique, oriental, archéologique, Séminaire russe, Collège lombard, les deux palais de Saint-Apollinaire et la Maison des exercices pour le clergé de Saint-Jean et Saint-Paul (Annexe III, 1 bis, 2, 6, 7 et 8) ne seront jamais assujettis à des servitudes ou à expropriation pour cause d'utilité publique, à moins d'un accord préalable avec le Saint-Siège, et ils seront exempts d'impôts, soit ordinaires, soit extraordinaires, tant à l'égard de

l'État que de n'importe quelle autre entité.

Il est au pouvoir du Saint-Siège de donner à tous les susdits immeubles, indiqués dans le présent article et dans les trois articles précédents, les arrangements qu'il juge bon, sans avoir besoin d'autorisations ou de consentements de la part des autorités gouvernementales, provinciales ou communales italiennes, lesquelles peuvent, à ce sujet, s'en remettre, en pleine sécurité, aux nobles traditions artistiques dont s'honore l'Église catholique.

Article 17

Les rétributions, de quelque nature qu'elles soient, dues par le Saint-Siège, par les autres organisations centrales de l'Église catholique et les organisations gérées directement par le Saint-Siège même hors de Rome, à des dignitaires, employés et salariés, même sans fonction stable, seront sur le territoire italien, exemptes, à partir du 1^{er} janvier 1929, de quelque impôt que ce soit, tant à l'égard de l'État que de toute autre administration.

Article 18

Les trésors d'art et de science existant dans la Cité du Vatican et dans le palais du Latran demeureront visibles aux savants et aux visiteurs, le Saint-Siège se réservant toutefois pleine liberté de réglementer l'entrée du public.

Article 19

Les agents diplomatiques et les envoyés du Saint-Siège, les

agents diplomatiques et les envoyés des gouvernements étrangers près le Saint-Siège et les dignitaires de l'Église venant de l'étranger pour aller à la Cité du Vatican et munis de passeports des États d'où ils viennent, et visés par les représentants pontificaux à l'étranger, pourront sans autre formalité accéder à cette Cité à travers le territoire italien. Il en sera de même pour les susdites personnes qui, munies du passeport pontifical en règle, se rendront de la Cité du Vatican à l'étranger.

Article 20

Les marchandises provenant de l'extérieur et envoyées à la Cité du Vatican ou, en dehors de celles-ci, aux Instituts et Offices du Saint-Siège, seront toujours admises, de quelque point des frontières italiennes que ce soit et de n'importe quel port du royaume, à passer par le territoire italien avec pleine exemption de droits de douane et d'octroi.

Article 21

Tous les cardinaux jouissent en Italie des honneurs dus aux princes de sang; ceux qui résident à Rome, même en dehors de la Cité du Vatican, sont citoyens de cette Cité, avec tous les effets qui en résultent.

Durant la vacance du Siège pontifical, l'Italie veillera d'une manière spéciale à ce que nul obstacle ne soit opposé au libre passage et à l'accès des cardinaux à travers le territoire italien jusqu'au Vatican, et à ce que l'on ne mette pas d'empêchement ou de limitation à leur liberté personnelle.

L'Italie veillera en outre à ce que, sur son territoire, aux alentours de la Cité du Vatican, ne soient pas commis d'actes qui puissent troubler d'une manière quelconque les réunions du conclave. Ces règles valent aussi pour les conclaves qui se tiendraient hors de la Cité du Vatican, ainsi que pour les conciles présidés par le Souverain Pontife ou par ses légats et à l'égard des évêques appelés à y participer.

Article 22

À la demande du Saint-Siège, et par une délégation qu'il pourra donner, soit dans chaque cas, soit d'une manière permanente, l'Italie veillera sur son territoire à la punition des délits qui seraient commis dans la Cité du Vatican; mais quand l'auteur du délit s'est réfugié sur le territoire italien, dans ce cas on procédera sans autre formalité contre lui d'après les règles des lois italiennes.

Le Saint-Siège remettra à l'État italien les personnes qui se seraient réfugiées dans la Cité du Vatican, accusées d'actes commis en territoire italien qui seraient reconnus délictueux par les lois des deux États.

Il sera procédé de même à l'égard des personnes accusées de délits qui se seraient réfugiées dans les immeubles jouissant de l'immunité d'après l'article 15, à moins que les préposés aux dits immeubles ne préfèrent inviter les agents italiens à y entrer pour les arrêter.

Article 23

Pour l'exécution dans le royaume des sentences émanant

des tribunaux de la Cité du Vatican, on appliquera les règles du droit international.

Auront, par contre, sans autre formalité, pleine efficacité juridique, même avec tous leurs effets civils en Italie, les sentences et les mesures émanant des autorités ecclésiastiques et officiellement communiquées aux autorités civiles au sujet des personnes ecclésiastiques ou religieuses et concernant des matières spirituelles ou disciplinaires.

Article 24

Le Saint-Siège, en ce qui touche la souveraineté qui lui appartient, même dans le domaine international, déclare qu'il veut demeurer et demeurera étranger aux compétitions temporelles envers les autres États et aux réunions internationales convoquées pour cet objet, à moins que les parties en litige ne fassent un appel unanime à sa mission de paix, se réservant en chaque cas de faire valoir sa puissance morale et spirituelle. En conséquence, la Cité du Vatican sera toujours et en tout cas considérée comme un territoire neutre et inviolable.

Article 25

Par une convention spéciale signée en même temps que le présent traité, laquelle constitue l'annexe IV dudit traité et en forme partie intégrante, il est pourvu à la liquidation des créances du Saint-Siège à l'égard de l'Italie.

Article 26

Le Saint-Siège affirme que, par les accords qui sont signés aujourd'hui, il est en possession d'une manière adéquate de tout ce qu'il lui faut pour veiller à la liberté et à l'indépendance nécessaires au gouvernement pastoral du diocèse de Rome et de l'Église catholique en Italie et dans le monde; il déclare définitivement et irrévocablement résolue, et par suite éliminée, la Question Romaine, et reconnaît le royaume d'Italie sous la dynastie de la Maison de Savoie, avec Rome comme capitale de l'État italien.

À son tour, l'Italie reconnaît l'État de la Cité du Vatican sous la souveraineté du Souverain Pontife.

Est abrogée la loi du 13 mai 1871, n° 214, ainsi que toute autre disposition contraire au présent traité.

Article 27

Le présent traité, dans un délai qui ne dépassera pas quatre mois à partir de la signature, sera soumis à la ratification du Souverain Pontife et du roi d'Italie, et entrera en vigueur dès l'acte même de l'échange des ratifications.

Rome, 11 février 1929.

Cardinal Pietro GASPARRI.

Benito MUSSOLINI.

ANNEXE II

Concordat entre le Saint-Siège et le Reich allemand

Sa Sainteté le pape Pie XI et le président du Reich allemand, mus par un désir commun de consolider et d'améliorer les relations amicales existant entre le Saint-Siège et le Reich allemand, souhaitent régler les relations entre l'Église catholique et l'État pour tout le territoire du Reich, d'une façon permanente et sur une base acceptable par les deux parties. Ils ont décidé de conclure un accord solennel, qui complètera les concordats déjà signés avec certains États allemands, et assurera aux autres États un traitement fondamentalement uniforme de leurs problèmes respectifs. Dans ce but : Sa Sainteté le pape Pie XI a délégué comme plénipotentiaire le très révérend cardinal Eugenio Pacelli, son secrétaire d'État. Le président du Reich allemand a délégué comme plénipotentiaire son vice-chancelier, Franz von Papen. Qui, ayant échangé leurs créances respectives et les ayant trouvées en bonne et due forme, se sont accordés sur les articles suivants :

Article 1. Le Reich allemand garantit la liberté de confession et la pratique publique de la religion catholique. Il reconnaît le

droit, pour l'Église catholique, dans les limites des lois qui sont applicables à tous, d'organiser et régler ses propres affaires en toute indépendance, et, dans le cadre de sa compétence, de publier des règles et ordonnances engageant ses membres.

Article 2. Les concordats signés avec la Bavière (1924), la Prusse (1929) et la Bade (1932) restent en vigueur et les droits et privilèges de l'Église catholique qu'ils reconnaissent sont inchangés et garantis sur le territoire des États concernés. Pour ce qui est des autres États allemands, les ententes du présent concordat entrent en vigueur dans leur entièreté. Ces dernières engagent également les États cités plus haut pour ce qui est des questions qui ne sont pas déjà réglementées par les concordats régionaux ou qui sont complémentaires aux ententes qui ont déjà été conclues. Dans l'avenir, des concordats régionaux ne pourront être signés avec des États du Reich qu'avec le consentement du gouvernement du Reich.

Article 3. Pour favoriser les bonnes relations entre le Saint-Siège et le Reich, un nonce apostolique résidera dans la capitale du Reich et un ambassadeur du Reich au Saint-Siège, comme à ce jour.

Article 4. Le Saint-Siège jouit d'une liberté complète dans ses relations et sa correspondance avec les évêques, le clergé et les autres membres de l'Église catholique en Allemagne. Il en va de même pour les évêques et les autres responsables diocésains en ce qui concerne leurs rapports avec les fidèles sur tous les sujets ayant trait à leurs devoirs pastoraux.

Instructions, ordonnances, lettres pastorales, gazettes diocésaines officielles, et autres promulgations concernant la direction spirituelle des fidèles, émanant des autorités ecclésiastiques dans le cadre de leurs compétences (voir article 1 paragraphe 2), pourront être publiées librement et portées à la connaissance des fidèles selon les modalités utilisées jusqu'à présent.

Article 5. Dans l'exercice de leur mission spirituelle, les membres du clergé profitent de la protection de l'État, comme les fonctionnaires de cet État. L'État engagera des poursuites, conformément aux dispositions générales du droit en vigueur, contre tout outrage aux membres du clergé, que ceux-ci visent leur personne ou leur fonction ecclésiastique ; et contre tout ce qui pourrait interférer avec les devoirs de leur charge. En cas de besoin, l'État leur assurera une protection officielle.

Article 6. Les membres du clergé et les religieux sont libérés de toutes tâches officielles car ces tâches sont incompatibles, selon le droit canon, avec leur condition de religieux ou d'ecclésiastique. Ceci recouvre en particulier les postes de magistrats, la participation à un jury, à un comité sur la fiscalité ou à un tribunal fiscal.

Article 7. L'acceptation d'une charge ou d'un engagement vis-à-vis de l'État, ou de toute institution publique dépendant de lui, requiert, dans le cas du clergé, le *nihil obstat* de l'Ordinaire diocésain pour l'individu concerné, ainsi que celui de l'Ordinaire du lieu où l'institution publique a son siège. Ce *nihil obstat* peut être annulé en tout temps pour des motifs

graves concernant les intérêts de l'Église.

Article 8. Le salaire réglementaire du clergé ne peut être saisi, et cela conformément aux règles établies pour les salaires des fonctionnaires du Reich et de l'État.

Article 9. Un fonctionnaire de la justice ou tout autre fonctionnaire ne peut exiger du clergé qu'il révèle des renseignements qui lui sont confiés alors qu'il accomplit sa mission pastorale, et qui relèvent donc du devoir de secret pastoral.

Article 10. Le port des vêtements et tenues ecclésiastiques par des laïcs, ou des prêtres ou religieux qui ont reçu d'une autorité ecclésiastique compétente l'injonction valide et finale de ne pas les porter, est passible des mêmes peines de la part de l'État que ceux qui se rendent coupables de port illégal d'uniforme militaire.

Article 11. L'organisation et la division en diocèses actuelles de l'Église catholique restent en vigueur sur le territoire du Reich. D'éventuels réaménagements d'un évêché ou d'une province ecclésiastique ou des frontières d'un diocèse qui seraient jugés nécessaires dans l'avenir, dans la mesure où ils impliquent des changements à l'intérieur des frontières d'un État allemand, restent sujets à approbation du gouvernement de l'État concerné. Changements et réaménagements qui s'étendent au-delà des frontières d'un État allemand sont sujets à approbation de la part du gouvernement du Reich à qui il reviendra de s'assurer du consentement de l'État en

question. Les mêmes dispositions s'appliquent aux réaménagements et changements des provinces ecclésiastiques impliquant plusieurs États allemands. Les conditions qui précèdent ne s'appliquent pas à des divisions de l'Église qui reposent seulement sur le bon fonctionnement de la mission pastorale de l'Église. Dans le cas d'un réaménagement territorial au sein du Reich, le gouvernement du Reich entrera en contact avec le Saint-Siège pour réaménager l'organisation et les frontières des diocèses.

Article 12. Sans nuire aux dispositions de l'article 11, les charges ecclésiastiques peuvent être librement instituées et modifiées, à moins que cela entraîne des dépenses pour les finances publiques de l'État. Les paroisses seront créées ou modifiées selon les principes adoptés par les évêques des diocèses. Dans la mesure du possible, le gouvernement du Reich garantira une application uniforme de ces principes par les gouvernements des États.

Article 13. Les paroisses catholiques, les organisations paroissiales et diocésaines, les sièges épiscopaux, les évêchés et les chapitres, les ordres religieux et les congrégations, tout comme les institutions, fondations et propriétés qui se trouvent sous la juridiction d'une autorité ecclésiastique, conserveront ou acquerront une compétence légale dans le domaine civil selon les dispositions générales du droit civil. Elles resteront reconnues publiquement en tant qu'institutions, comme elles l'ont été jusqu'à ce jour; de tels droits pourraient être accordés à d'autres conformément aux

dispositions légales qui s'appliquent à toutes.

Article 14. Par principe, l'Église conserve le droit de nommer librement les titulaires des charges ecclésiastiques et des bénéfices sans la coopération de l'État ou des communautés civiles, dans la mesure où d'autres dispositions ne figurent pas dans les concordats précédents cités à l'article 2. Le règlement adopté concernant la nomination au siège de la ville de Fribourg (dans la province ecclésiastique du Haut-Rhin) sera dûment appliqué aux deux évêchés suffragants de Rottenbourg et de Mayence ainsi qu'à l'évêché de Meissen. Concernant Rottenbourg et Mayence, la même règle s'applique pour les nominations au chapitre de la cathédrale et pour l'administration du droit de disposer d'un bénéfice. De plus, on s'entend sur les points suivants :

1. les membres du clergé catholique titulaires d'une fonction ecclésiastique en Allemagne ou exerçant des fonctions pastorales ou éducatives doivent:

a) être de nationalité allemande ;

b) être diplômés d'une école secondaire allemande ;

c) avoir étudié la philosophie et la théologie pendant au moins trois ans dans une université d'un État allemand, un collège ecclésiastique allemand, ou un collège papal à Rome.

2. Toute bulle nommant les archevêques, les coadjuteurs *cum jure successionis* ou engageant un *praelatus nullius* ne sera émise que quand le nom des candidats aura été soumis au représentant du gouvernement national sur le territoire

concerné et quand on pourra vérifier qu'aucune question de nature politique ne s'y oppose.

Après accord entre l'Église et l'État, on pourrait ignorer ou écarter le paragraphe 1 section (a), (b) et (c).

Article 15. Les ordres religieux et les congrégations ne seront soumis à aucune restriction particulière de la part de l'État, tant en ce qui concerne leurs fondations, la construction de leurs divers établissements, leur nombre, le choix de leurs membres (en dehors des dispositions particulières figurant au paragraphe 2 de cet article), les activités pastorales, l'éducation, ou en ce qui concerne la direction de leurs affaires et l'administration de leurs propriétés. Les supérieurs religieux dont le siège général se trouve en Allemagne doivent être citoyens allemands. Les provinciaux et les autres supérieurs d'ordres religieux dont les sièges principaux se trouvent hors d'Allemagne ont le droit de se rendre dans leurs couvents qui se trouvent en Allemagne. Le Saint-Siège mettra tout en œuvre pour s'assurer que l'organisation provinciale des couvents situés en Allemagne soit telle que, dans la mesure du possible, les couvents allemands ne tombent pas sous la juridiction de provinciaux étrangers. Dans les cas où le petit nombre des couvents rend impraticable l'établissement d'une province spéciale pour l'Allemagne ou quand il existe des raisons particulières de maintenir une organisation provinciale bien établie et ayant un caractère historique, des ententes pourront être négociées avec le gouvernement du Reich.

Article 16. Avant que les évêques prennent possession de leur diocèse, ils devront prêter serment d'allégeance, soit au représentant du Reich de l'État concerné, soit au président du Reich lui-même, selon la formule suivante : « Devant Dieu et les Saints Évangiles je jure et promets, en devenant évêque, loyauté au Reich allemand et à l'État de... Je jure et promets d'honorer le gouvernement légalement constitué et de tout faire pour que le clergé de mon diocèse l'honore. Dans l'exécution de ma fonction spirituelle, et dans mon souci du bien-être et de l'intérêt du Reich allemand, je tenterai d'éviter tous les actes susceptibles de le mettre en danger. »

Article 17. La propriété et les autres droits des entreprises, institutions, fondations et associations de l'Église catholique et leurs intérêts particuliers sont garantis en vertu du droit coutumier en vigueur sur le territoire. Aucun bâtiment consacré au culte ne pourra être détruit, quelle que soit la raison évoquée, sans le consentement préalable des autorités ecclésiastiques concernées.

Article 18. S'il devenait nécessaire d'abroger certaines obligations de l'État envers l'Église, si ces dernières sont fondées sur le droit, sur un accord ou une charte spéciale, le Saint-Siège et le Reich établiront par une entente à l'amiable les principes de cette abrogation. Les droits traditionnels légitimes seront considérés comme valides sur le plan juridique. L'abrogation de ces obligations doit être compensée par un équivalent en faveur du requérant.

Article 19. Les facultés de théologie établies dans les

universités des différents États seront maintenues. Leurs relations avec les autorités ecclésiastiques respecteront les termes des concordats et des protocoles spéciaux annexés à ces derniers, et en tenant compte des lois de l'Église qui les concernent. Le gouvernement du Reich prendra les mesures nécessaires pour garantir à ces facultés catholiques une uniformité de pratiques administratives correspondant à l'esprit d'ensemble et à la teneur des divers accords concernés.

Article 20. L'Église a le droit de fonder des collèges de théologie et de philosophie pour la formation de son clergé là il n'existe pas d'autres ententes. Ces institutions dépendront entièrement de l'Église si elles ne sollicitent pas le financement de l'État. La création, la gestion et l'administration des séminaires de théologie et des résidences pour étudiants religieux, dans les limites de la loi applicable à tous, relèvent de la prérogative exclusive des autorités ecclésiastiques.

Article 21. Dans les écoles élémentaires, secondaires et professionnelles, l'instruction religieuse catholique fait partie des matières au programme et doit être dispensée selon les principes de l'Église catholique. Dans cet enseignement, on portera une attention particulière à la prise de conscience patriotique, civique et sociale, et au sens du devoir, dans l'esprit de la foi chrétienne et du code moral, comme c'est le cas dans les autres matières. Le contenu des cours et les livres de textes nécessaires à l'enseignement religieux seront choisis en collaboration avec les autorités religieuses. Celles-ci auront

le droit par la suite de faire enquête pour vérifier que les élèves reçoivent une instruction religieuse qui correspond aux exigences et aux enseignements de l'Église. Les conditions de ces enquêtes devront être fixées en accord avec les autorités scolaires.

Article 22. Les enseignants que l'évêque, pour des raisons doctrinales ou morales, a déclarés inaptes à donner des cours d'instruction religieuse ne peuvent être affectés à cette tâche tant que l'interdiction de l'évêque est maintenue.

Article 23. Le maintien des écoles de confession catholique et l'ouverture de nouveaux établissements sont garantis. Dans toutes les communes où les parents ou les tuteurs le demandent, des écoles élémentaires catholiques seront construites, dans la mesure où le nombre des élèves, compte tenu de la situation de l'organisation scolaire locale, permet le bon fonctionnement de l'école selon les normes établies par l'État.

Article 24. Dans toutes les écoles élémentaires catholiques, ne seront engagés que des enseignants qui appartiennent à l'Église catholique et qui peuvent répondre aux exigences particulières de l'école confessionnelle catholique.

Dans le cadre de la formation professionnelle générale des enseignants, on prendra des mesures pour assurer la formation de professeurs catholiques en tenant compte des exigences particulières des écoles confessionnelles catholiques.

Article 25. Les ordres et les congrégations religieuses sont autorisés à fonder et à diriger des écoles privées, dans les normes du droit commun et des règles établies par la loi. Ces écoles donnent les mêmes habilitations que les écoles de l'État, dans la mesure où elles respectent les mêmes conditions que ces dernières en matière de programmes d'enseignement.

Pour ce qui est de l'engagement et de la nomination à des postes d'enseignement, dans les écoles primaires élémentaires et secondaires, on appliquera aux membres des ordres et des congrégations les exigences en vigueur pour tous.

Article 26. Sans préjuger d'un règlement ultérieur et plus étendu des questions de droit matrimonial, on s'entend sur le fait que le mariage religieux pourra être célébré avant le mariage civil, en dehors des cas de maladie mortelle d'un des époux ne permettant aucun report et de cas de nécessité morale grave reconnue par l'autorité épiscopale compétente. Dans ces cas, le prêtre est tenu d'informer le bureau de l'état civil dans les meilleurs délais.

Article 27. L'Église assumera son rôle de guide spirituel auprès des officiers, du personnel et autres employés catholiques de l'armée du Reich ainsi qu'à leurs familles.

La direction de cette aide spirituelle relève de l'évêque militaire. Le Saint-Siège s'occupera de nommer ce responsable ecclésiastique après avoir consulté le gouvernement du Reich pour désigner une personne convenant aux deux parties. L'évêque militaire nomme les aumôniers militaires et autres

ecclésiastiques œuvrant dans l'armée après avoir consulté l'autorité compétente du Reich. L'évêque militaire ne peut nommer à ces postes que des ecclésiastiques qui ont obtenu de l'évêque de leur diocèse l'autorisation d'effectuer un travail pastoral dans l'armée et possèdent un certificat assurant qu'ils ont les qualités requises en ce domaine.

Les aumôniers de l'armée ont les mêmes droits que les prêtres chargés des paroisses en ce qui concerne les troupes, les employés de l'armée et leurs familles dont ils ont la charge. Les normes précises du travail pastoral des aumôniers militaires seront édictées par bref apostolique. Pour ce qui est des tâches qui relèvent de leur rôle de fonctionnaires de l'État, les aumôniers devront se conformer aux règles émises par le gouvernement du Reich.

Article 28. Dans les hôpitaux, les pénitenciers et autres établissements publics, l'Église sera admise dans le cadre du fonctionnement normal de ces institutions pour y remplir ses fonctions religieuses et s'occuper des besoins spirituels des âmes. Si, dans ces établissements, on décide d'assurer une aide spirituelle régulière et si, à de telles fins, on emploie des ecclésiastiques, le tout sera institué avec l'accord des autorités ecclésiastiques supérieures.

Article 29. Les catholiques qui résident sur le territoire du Reich et qui appartiennent à des minorités ethniques non allemandes pourront bénéficier, pour ce qui est de l'intégration de leur langue maternelle au culte, de l'enseignement religieux et des associations ecclésiales, d'un

traitement non moins favorable à la situation de droit et de fait des citoyens d'origine et de langue allemande dans les États étrangers respectivement concernés.

Article 30. Le dimanche et le jour des fêtes obligatoires, dans toutes les cathédrales, les églises paroissiales et les couvents du Reich, on récitera une prière pour la prospérité du Reich et du peuple allemand à la fin du service religieux et selon les indications de la sainte liturgie.

Article 31. Les organisations et les associations catholiques, bien qu'elles aient des fins strictement religieuses, culturelles et caritatives et qu'en tant que telles elles dépendent de l'autorité de l'Église, seront protégées dans leurs institutions et leurs activités.

Les organisations catholiques qui, en plus de leurs missions religieuses, culturelles et caritatives, poursuivent d'autres buts, entre autres sociaux ou professionnels, même si elles font partie d'organisations nationales, seront protégées par les dispositions de l'article 31 section I, pourvu qu'elles garantissent que leurs activités se dérouleront en dehors de tout parti politique.

Le gouvernement du Reich et l'épiscopat allemand se réservent le droit de déterminer d'un commun accord les organisations et associations qui sont concernées par cet article. Dans la mesure où le Reich et ses États constitutants s'occupent des organisations sportives et autres organismes destinés à la jeunesse, on prendra soin de s'assurer que les membres de ces organisations puissent s'acquitter

normalement de leurs devoirs religieux le dimanche et les jours de fête et qu'on n'exige pas d'eux qu'ils fassent quoi que ce soit qui pourrait être contraire à leurs obligations et leurs convictions morales et religieuses

Article 32. En raison de la situation particulière de l'Allemagne, et compte tenu des garanties du présent concordat concernant la sauvegarde des droits et privilèges de l'Église catholique romaine dans le Reich et les États qui le composent, le Saint-Siège établira des règles interdisant à tous les membres du clergé et des ordres religieux d'appartenir à un parti politique et de s'engager à agir en sa faveur.

Article 33. Pour tout ce qui concerne les ecclésiastiques ou les affaires de l'Église dont il n'a pas été question dans les articles qui précèdent, le droit canon en vigueur s'applique.

Si, dans l'avenir, des divergences apparaissaient sur l'interprétation ou sur l'application d'une disposition du présent concordat, le Saint-Siège et le Reich allemand procéderaient d'un commun accord pour trouver une solution amiable.

Article 34. Le présent concordat, dont le texte allemand et le texte italien ont l'un et l'autre force de loi, sera ratifié et les certificats de ratification seront échangés dans les meilleurs délais. Il entrera en vigueur dès l'acte même de l'échange des ratifications. En foi de quoi, les deux plénipotentiaires ont signé.

Signé en deux exemplaires originaux à la Cité du Vatican, le

20 juillet 1933

CARDINAL EUGENIO PACELLI

FRANZ VON PAPEN

Protocole final

À la signature du Concordat conclu aujourd'hui entre le Saint-Siège et le Reich allemand, les soussignés, dûment mandatés, ont ajouté les explications suivantes qui font partie intégrante du Concordat.

À l'article 3 : Comme il a été entendu dans la correspondance entre la nonciature apostolique à Berlin et le ministère des Affaires extérieures en date du 11 et du 30 mars 1930, le nonce apostolique auprès du Reich sera le doyen du corps diplomatique accrédité.

À l'article 13:11 est entendu que l'Église conserve le droit de lever une dîme ecclésiastique.

À l'article 14, paragraphe 2: Il est entendu que si des objections de nature politique devaient surgir, elles devraient être présentées dans les plus brefs délais. Au-delà d'un délai de 20 jours, le Saint-Siège pourra considérer qu'il n'existe pas d'objection à la candidature en question. Les noms des personnes concernées seront tenus secrets jusqu'à l'annonce officielle de l'engagement. L'État ne pourra pas invoquer le présent article pour revendiquer un droit de veto.

À l'article 17 : Les bâtiments et propriétés de l'État qui sont utilisés à des fins ecclésiastiques resteront soumis aux termes

des accords signés antérieurement.

À l'Article 19 paragraphe 2 : Cette clause est fondée, au moment de la signature du présent concordat, sur la Constitution apostolique *Deus Scientiarum Dominus*, datant du 24 mai 1931, et sur l'instruction du 7 juillet 1932.

À l'article 20 : Les résidences qui sont administrées avec certaines universités et certaines écoles secondaires seront reconnues, du point de vue fiscal, comme étant essentiellement des institutions ecclésiastiques au sens propre du terme, et faisant donc partie intégrante de l'organisation des diocèses.

À l'article 24 : Dans la mesure où les institutions privées répondent aux exigences des nouvelles normes pédagogiques sur la formation des professeurs, tous les établissements d'enseignements existants qui appartiennent à des ordres et des congrégations religieuses verront leurs demandes de reconnaissance examinées avec attention.

À l'article 26: On considérera qu'on se trouve dans un cas d'urgence morale grave quand des obstacles insurmontables ou exceptionnellement difficiles ou coûteux empêchent que l'on puisse se procurer les documents nécessaires pour qu'un mariage ait lieu en temps voulu.

À l'article 27, paragraphe 1 : Les officiers, les fonctionnaires et le personnel de l'armée ainsi que leurs familles n'appartiennent pas aux paroisses locales et ne sont pas tenus de contribuer à leur financement. Paragraphe 4. Après avoir consulté le gouvernement du Reich, un bref apostolique sera

publié.

À l'article 28 : En cas d'urgence les membres du clergé sont assurés de pouvoir entrer en tout temps.

À l'article 29 : Puisque le gouvernement du Reich a consenti à trouver un accord au sujet des minorités non allemandes, le Saint-Siège déclare — conformément aux principes qu'il a toujours suivis concernant l'emploi de la langue vernaculaire pour les sermons, l'instruction religieuse et la direction des sociétés de l'Église — qu'il n'oubliera pas d'établir des clauses semblables pour protéger les minorités allemandes quand il signera des concordats avec d'autres pays.

À l'article 31, paragraphe 4 : Les principes établis à l'article 31, section IV valent également pour les services de main-d'œuvre.

À l'article 32 : Il est entendu que le gouvernement du Reich adoptera des dispositions semblables sur les activités dans les partis politiques pour les fidèles de religion non catholique. La conduite que l'on exige du clergé et des membres des ordres religieux en Allemagne en vertu de l'article 32 n'implique aucune limitation en ce qui concerne les sermons publics, l'interprétation des enseignements moraux et doctrinaux et les principes de l'Église.

Signé par:

Cardinal Eugenio Pacelli

Franz von Papen

À la Cité du Vatican,

le 20 juillet 1933.

Avec plus de 50 milliards de dollars en titres, des réserves en or qui dépassent celles de nombreuses nations industrialisées, des biens immobiliers dont la surface totale est supérieure à celles de plusieurs pays et des palais contenant les plus grands trésors artistiques, les richesses de l'Église catholique sont immenses.

Pourtant, en 1929, le Vatican est au bord de la ruine. C'est alors que le pape Pie XI décide de signer un traité avec le dirigeant fasciste Benito Mussolini. Grâce à cet accord, le Duce obtient le soutien de l'Église tandis que le Vatican reçoit un paiement de 90 millions de dollars, le statut d'État souverain et la garantie de salaires payés par le gouvernement pour tous les prêtres du pays. Ainsi le pape résout-il d'un coup tous ses problèmes financiers au prix de la soumission de l'Église à l'un des régimes politiques qui allaient bientôt mettre l'Europe à feu et à sang.

Cette terrible compromission n'est pourtant que la première d'une longue série...

Dans ce livre explosif, Paul Williams expose les preuves irréfutables des accords financiers plus que douteux conclus par l'Église catholique. Il examine, entre autres, les liens qui unissent l'or des nazis à la banque vaticane, la dépendance de Paul VI envers un chef de la mafia internationalement connu, le gigantesque scandale de la banque Ambrosiano, la mort mystérieuse de Jean-Paul I^{er} et les conséquences sociales désastreuses des affaires de pédophilie.

Paul L. Williams est docteur en philosophie ; il est titulaire d'un master de théologie en histoire des religions de la Drew University. Il a enseigné ces matières dans les universités de Scranton et de Wilkes. Il est l'auteur de nombreux livres et articles. Il a par ailleurs été pendant sept ans consultant auprès du FBI.

19 €



Photo de couverture © Allan Baxter / The Image Bank / Getty Images

-
- [1] Réflexions du cardinal John O'Connor tirées d'une interview avec le cardinal Francis Spellman, *The Métro*, mars 1980, p. 7.
- [2] Description de Pie XI dans John Cornwell, *Le pape et Hitler: l'histoire secrète de Pie XII*, Paris, Albin-Michel, 1999, p. 128.
- [3] Ibid.
- [4] Ibid. Voir aussi Richard P. McBrien, *Lives of the Popes*, San Francisco, Harper, 1997, p. 39.
- [5] Ibid., p. 360.
- [6] Malachi Martin, *Rich Church, Poor Church*, New York, G. P. Putnam's Sons, 1984, p. 23.
- [7] Will Durant, *Histoire de la civilisation*, vol. 12, L'âge de la foi, tome 3, L'apogée du christianisme, Lausanne, Éditions Rencontre, 1962, p. 358.
- [8] Paul L. Williams, *Everything You Always Wanted To Know About The Catholic Church But Were Afraid To Ask For Fear Of Excommunication*, New York, Doubleday, 1990, p. 39.
- [9] Martin, p. 114.
- [10] Ibid., p. 115.
- [11] Pape Pie IX, cité dans McBrien, p. 345.
- [12] Ibid.
- [13] Le Syllabus de Pie IX, [<http://lesbonstextes.ifastnet.com/pixsyllabus.htm>]
- [14] *Pastor Aeternus* [http://nouvl.evangelisation.free.fr/pastor_aeternus.htm]
- [15] Le dogme de l'infaillibilité pontificale énoncé par le premier concile du Vatican, cité dans ibid.
- [16] Ibid.
- [17] Martin, p. 22.

- [18] *Sacrorum Antistitum*, cité dans McBrien, p. 354.
- [19] Ibid., p. 356.
- [20] Cornwell, p. 34-35. Voir aussi McBrien, p. 355.
- [21] McBrien, p. 357.
- [22] Cornwell, p. 145-146.
- [23] Martin, p. 23.
- [24] Ibid.
- [25] Benito Mussolini, cité dans Paul Johnson, *Une histoire du monde moderne de 1917 aux années 1980*, Paris, Robert Laffont, 1985, p. 112.
- [26] Ibid., p. 111.
- [27] Ibid., p. 109.
- [28] Mussolini, cité dans John Cooney, *The American Pope: The Life and Times of Francis Cardinal Spellman*, New York, Times Books, 1984, p. 44.
- [29] *Le Syllabus de Pie IX*, [<http://lesbonstextes.ifastnet.com/pixsyllabus.html>]
- [30] Mussolini, cité dans Cooney, p. 44.
- [31] Mussolini, cité dans Johnson, p. 114.
- [32] Cooney, p. 44.
- [33] Mussolini, cité dans Martin, p. 27
- [34] Ibid. Voir aussi Cooney, p. 43.
- [35] Ibid., p. 28.
- [36] Ibid.

- [37] Ibid.
- [38] O'Connor, *Métro*, p. 7.
- [39] *The New York Times*, 12 février 1929, p. 1.
- [40] Martin, p. 29.
- [41] Hitler, cité dans Cornwell, p. 14.
- [42] Martin, p. 31.
- [43] Ron Chernow, *The house of Morgan*, New York, Simon and Shuster, 1990, p. 285.
- [44] Cardinal Spellman, cité dans David Yallop, *Au nom de Dieu*, Paris, Bougois, 1984, p. 139.
- [45] Malachi Martin, *Rich Church, Poor Church*, New York, G. P. Putnam's Sons, 1984, p. 25
- [46] Yallop, p. 134.
- [47] John Cooney, *The American Pope: The Life and Times of Francis Cardinal Spellman*, New York, Times Books, 1984, p. 46.
- [48] Martin, p. 40.
- [49] Ibid.
- [50] Ibid., p. 39.
- [51] Ibid.
- [52] Yallop, p. 135.
- [53] Martin, p. 41.
- [54] Ibid.
- [55] John Cornwell, *Le pape et Hitler: l'histoire secrète de Pie XII*, Paris, Albin- Michel, 1999, p. 141-142.

- [56] *Der Gerade Weg*, n° 37, 11 septembre 1932, p. 1.
- [57] Adolf Hitler, *Mon combat*, traduction intégrale de J. Gaudefroy-Demombynes et A. Calmettes, Paris, Éditions latines, 1934, p. 120.
- [58] Cornwell, p. 181.
- [59] Ibid. p. 159.
- [60] Guenter Lewy, *L'Église catholique et l'Allemagne nazie*, Paris, Stock, 1965 p. 68.
- [61] Cornwell, p. 176.
- [62] Ibid., p. 177.
- [63] David Yallop, *Au nom de Dieu*, Paris, Bourgois, 1984, p. 136.
- [64] Avro Manhattan, *Catholic Imperialism and World Freedom*, London, Watts and Co, 1952, p. 252.
- [65] Ibid.
- [66] Cité dans Lewy, p. 78.
- [67] Ibid.
- [68] Manhattan, p. 252. Traduction française à :
[www.dicocitations.com/citation_auteur_ajout/4906.php].
- [69] <http://fr.wikipedia.org/wiki/Horst-Wessel-Lied>
- [70] Cornwell, p. 210.
- [71] www.thehistoryplace.com/worldwar2/holocaust.
- [72] Cornwell, p. 227.
- [73] Ibid., p. 184.
- [74] Ibid., p. 189.

- [75] *The National Catholic Reporter*, 15 décembre 1972, p. 14-20.
- [76] George Passelecq et Bernard Suchecky, *L'encyclique cachée de Pie XI: une occasion manquée de l'Église face à l'antisémitisme*, Paris, La Découverte, 1995, p. 45-67.
- [77] Ibid.
- [78] Avro Manhattan, *Murder in the Vatican*, Springfield, Missouri, Ozark Books, 1985, p. 84. En tant que journaliste d'enquête pour *The Métro* et consultant pour le FBI, j'ai eu le privilège d'examiner très attentivement les journaux du Cardinal Eugène Tisserant qui ont quitté le Vatican avant sa mort. Les journaux confirment ce que rapporte le commentateur de la BBC, Avro Manhattan, dans son livre.
- [79] Ibid., p. 81.
- [80] Ibid. p. 89.
- [81] Ibid.
- [82] Les journaux de Tisserant, voir note n° 78.
- [83] Manhattan, p. 89.
- [84] Ibid.
- [85] Les journaux de Tisserant.
- [86] Manhattan, p. 90.
- [87] Ibid. p. 92.
- [88] Thomas J. Reese, *Inside the Vatican*, Cambridge, Harvard University Press, 1996, p. 205.
- [89] Ibid.
- [90] Jonathan Levy, « The Vatican Bank », dans *Everything You Know Is Wrong*, New York, The Disinformedia Company, 2002, p. 18-22.
- [91] Paul L. Williams, *Everything You Always Wanted To Know About The Catholic Church But Were Afraid To ask For Fear Of Excommunication* (New York: Doubleday, 1990), p. 266.

- [92] Malachi Martin, *Rich Church, Poor Church*, New York: G. P. Putnam's Sons, 1984, p. 76-77.
- [93] Cardinal Vagozzi, cité dans Yallop, p. 148.
- [94] Pallenburg, cité dans John Cornwell, *Le pape et Hitler: l'histoire secrète de Pie XII*, Paris, Albin-Michel, 1999, p. 13.
- [95] Lees-Milne, cité dans ibid.
- [96] Ibid., p. 272.
- [97] Avro Manhattan, *Catholic Imperialism and World Freedom*, London, Watts and Company, 1952, p. 41.
- [98] Ibid., p. 209.
- [99] Martin, p. 41-42.
- [100] Ibid., p. 39.
- [101] John Cooney, *The American Pope : The Life and Times of Francis Cardinal Spellman*, New York, Times Books, 1984, p. 46.
- [102] Martin, p. 42.
- [103] Ibid. p. 45.
- [104] Ibid.
- [105] Avro Manhattan, *Catholic Imperialism and World Freedom*, London, Watts and Company, 1952, p. 445.
- [106] Ibid., p. 447-448.
- [107] Ibid. p. 446.
- [108] John Cornwell, *Le Pape et Hitler: l'histoire secrète de Pie XII*, Paris, Albin Michel, 1999, p. 314.

- [109] David M. Crowe, *A History of Gypsies of Eastern Europe and Russia*, New York, St. Martin's Griffin, 1994, p. 105.
- [110] Milovan Zanitch, cité dans Hervé Laurière, *Assassins au nom de Dieu*, Lausanne, Editions l'Age d'Homme, 1993, p. 54.
- [111] Dr Mile Budak, cité dans Vladimir Dedyer, *The Yugoslav Auschwitz and the Vatican*, Fribourg, Allemagne, Anriman-Verlag, 1988, p. 30.
- [112] Cornwell, p. 317.
- [113] Manhattan, *The Vatican Holocaust*, p. 54.
- [114] « Mémorandum on Crimes of Genocide Committed Against the Serbian People by the Government of the Independent State of Croatia during World War II », octobre 1950, envoyé au président de l'Assemblée générale des Nations Unies par Adam Pribicevic, président du Parti démocrate indépendant de Yougoslavie, Vladimir Bilayco, ancien juge à la Cour suprême de Yougoslavie, et Bran ko Miljus, ancien ministre yougoslave.
- [115] Manhattan, *Catholic Imperialism and World Freedom*, p. 453-457.
- [116] Mark Aarons et John Loftus, *Unholy Trinity: The Vatican, The Nazis, and The Swiss Banks*, New York, St. Martin's Press, 1997, p. 70-87.
- [117] Cornwell, p. 316.
- [118] Scott et John Lee Anderson, *The League*, New York: Dodd, Mead and Company, 1986, p. 120.
- [119] Cornwell, p. 318-319.
- [120] Ibid.
- [121] Manhattan, *Catholic Imperialism and World Freedom*, p. 453.
- [122] Ibid.
- [123] Ibid., p. 455.
- [124] Ibid., p. 454.

- [125] Ibid. p. 456-457.
- [126] Cornwell, p. 324.
- [127] Manhattan, *The Vatican Holocaust*, p.92.
- [128] Manhattan, *Catholic Imperialism and World Freedom*, p. 463.
- [129] Cornwell, p. 321.
- [130] Manhattan, *Catholic Imperialism and World Freedom*, p. 464.
- [131] Aaron et Loftus, p. 237-238.
- [132] Avro Manhattan, *The Vatican Holocaust*, Springfield, Missouri, Ozark Books, 1988, p. 110.
- [133] Mark Aarons et John Loftus, *Unholy Trinity: The Vatican, The Nazis and The Swiss Banks*, New York: St. Martin's Press, 1997, p. 75-78.
- [134] Counter Intelligence Corps, United States Army, Rome Detachment, 12 septembre 1947, Case #5650-A.
- [135] John Cornwell, *Le pape et Hitler: l'histoire secrète de Pie XII*, Paris, Albin- Michel, 1999, p. 333.
- [136] U.S. Neuis and World Report, 30 mars 1998, p. 34.
- [137] U. S. State Department Report, « The Fate of the Wartime Ustachi Treasury », juin 1988. Voir également Aarons et Loftus, p. 78-79.
- [138] Manhattan, p. 110.
- [139] Note adressée à Harold Glasser, Director of Monetary Research, U.S. Treasury Department from Emerson Bigelow, Stratégie Services Unit (RG226).
- [140] Counter Intelligence Corps, United States Army, Rome Detachment, 12 février 1947. Note de l'agent William Gowan.
- [141] Cornwell, p. 334.

- [142] Manhattan, p. 142.
- [143] David Yallop, *Au nom de Dieu*, Paris, Bourgois, 1984, p. 158. Voir aussi Cornwell, p. 333.
- [144] Cornwell, p. 335.
- [145] Aarons et Loftus, p. 75-78.
- [146] Ibid.
- [147] U. S. State Department Report, voir note n° 136.
- [148] Ibid.
- [149] Manhattan, p. 162.
- [150] <http://www.cnsnews.com>. 11/23/1999
- [151] Malachi Martin, *Rich Church, Poor Church*, New York, G. P. Putnam's Sons, 1984, p. 47.
- [152] Ibid.
- [153] De Gasperi, cité dans Paul Johnson, *Une histoire du monde moderne*. Tome II, Le nouvel échiquier (1945-1980), Paris, Robert Laffont, 1985, p. 170.
- [154] Ibid., p. 171.
- [155] Martin, p. 48.
- [156] John Cornwell, *Le pape et Hitler : l'histoire secrète de Pie XII*, Paris, Albin- Michel, 1999, p. 411.
- [157] John Cooney, *The American Pope: The Life and Times of Francis Cardinal Spellman*, New York: Times Books, 1988, p. 157.
- [158] Ibid.
- [159] Ibid., p. 161.

- [160] Gaspare Pisciotta, cité dans Luigi DiFonzo, *St. Peter's Banker: Michele Sindona*, New York, Franklin Watts, 1983, p. 33.
- [161] Ibid.
- [162] Giuseppe Siri, cité dans Cornwell, p. 413.
- [163] Hatch, cité dans DiFonzo, p. 33.
- [164] Cooney, p. 161.
- [165] Spellman, cité dans ibid.
- [166] Martin, p. 50.
- [167] Ibid.
- [168] Ibid., p. 51.
- [169] Ibid., p. 52.
- [170] Ibid., p. 52-53.
- [171] Ibid.
- [172] David Yallop, *Au nom de Dieu*, Paris, Bourgois, 1984, p. 50.
- [173] Ibid., p. 138-139.
- [174] Ibid.
- [175] Cornwell, p. 340-341.
- [176] Ibid., p. 341-342.
- [177] Ibid., p. 437.
- [178] Ibid., p. 438-439.
- [179] Ibid., p. 448.

- [180] Ibid. p. 449.
- [181] Ibid.
- [182] Avro Manhattan, *Murder in the Vatican*, Springfield, Missouri, Ozark Books, 1985, p. 29.
- [183] John Cooney, *The American Pope: The Life and Times of Francis Cardinal Spellman*, New York, Times Books, 1988, p. 260.
- [184] Source: FBI. Voir également, Manhattan, p. 28-29.
- [185] Source: FBI.
- [186] Ibid., p. 31.
- [187] Source: FBI.
- [188] Cooney, p. 259.
- [189] Source: FBI. Des journalistes étrangers finissent par entendre parler de cet étrange événement. Parmi eux, Louis Remy, qui écrit par la suite un article intitulé : « Le Pape : pourrait-il être le Cardinal Siri ? » Cet article est paru dans *Sous La Bannière*, n° 6, juillet-août 1986.
- [190] Les paroles mêmes du présentateur sont citées dans *The London Tablet*, 1er novembre 1958, p. 387.
- [191] *The Houston Post*, 27 octobre 1958, p. 1 et 7.
- [192] Source: FBI.
- [193] Manhattan, p. 37. Richard P. McBrien, *Lives of the Popes*, San Francisco, Harper, 1997, p. 71-72.
- [194] Spellman, cité dans Cooney, p. 261.
- [195] Manhattan, p. 37-38.
- [196] Mater et Magistra in *Renewing the Earth: Catholic Documents of Peace, Justice and*

Liberation, édition sous la direction de David O'Brien et Thomas A. Shannon, Garden City, New York, Image Books, 1977, p. 50-116.

[197] Pacem in Terris, Ibid. p 124-170.

[198] Jean XXIII, cité dans Manhattan, p. 41.

[199] Jean XXIII, cité dans McBrien, p. 373.

[200] Manhattan, p. 44.

[201] Harry Hearder, *Italy: A Short History*, Cambridge, Cambridge University Press, 2000, p. 259-260.

[202] Source du FBI.

[203] Ibid.

[204] Avro Manhattan, *Murder in the Vatican*, Springfield, Missouri, Ozark Books, 1985, p. 50.

[205] Selon une source au FBI, le prélat en question serait le cardinal Francis Spellman.

[206] *Populorum Progressio*, Lettre encyclique de sa Sainteté le pape Paul VI sur Le développement des peuples, www.vatican.va/holy_father/paul_vi/encyclicals/documents/hf_p-vi_enc_26031967_populorum_fr.html.

[207] Ibid.

[208] Peter De Rosa, *Vicars of Christ*, New York, Crown Publishers, 1988, p. 293.

[209] *Humanae Vitae*, Lettre encyclique de sa Sainteté le pape Paul VI sur le mariage et la régulation des naissances, p. 16. www.vatican.va/holy_father/paul_vi/encyclicals/documents/hf_p-vi_enc_25071968_humanae-vitae_fr.html

[210] De Rosa, p. 307.

[211] Ibid.

[212] Ibid.

- [213] Entrevue avec Victor Marchetti, ancien agent de la CIA, mai 1990.
- [214] Di Fonzo, p. 11.
- [215] Ibid.
- [216] Ibid., p. 12.
- [217] Luigi DiFonzo, *St. Peter's Banker: Michele Sindona*, Londres, Franklin Watts, 1983, p. 25.
- [218] *Murder Incorporated* est le nom que la presse américaine donne à l'époque au bras armé de la mafia, à l'organisation interne qui élimine les éléments ayant commis des fautes ou jugés peu fiables (Ndt.)
- [219] Une source du FBI.
- [220] Une source du FBI.
- [221] DiFonzo, p. 6.
- [222] Ibid.
- [223] Ibid.
- [224] Ibid.
- [225] *Mammasantissima* signifie littéralement très sainte mère, mais c'est également ainsi que l'on désigne la mafia et les mafieux. Ndt.
- [226] Ibid., p. 86. Voir aussi Nick Tosches, *Power on Earth: Michele Sindona's Explosive Story*, New York, Arbor House, 1986, p. 89-90. Voir aussi Malachi Martin, *Rich Church, Poor Church*, New York, G. P. Putnam's Sons, 1984, p. 60.
- [227] Claire Sterling, *Octopus: The Long Reach of the International Sicilian Mafia*, New York, Simon and Schuster, 1990, p. 82-96.
- [228] David Yallop, *Au nom de Dieu*, Paris, Bourgois, 1984, p. 153.
- [229] Bordoni, cité dans *ibid.*, p. 155.

- [230] Ibid.
- [231] Ibid., p. 156.
- [232] Ibid
- [233] Sterling, p. 191.
- [234] Andreotti, cité dans ibid.
- [235] Une source du FBI.
- [236] Agence Reuters, Rome, le 14 septembre 1998.
- [237] David Yallop, *Au nom de Dieu*, Paris, Bourgois, 1984, p. 158.
- [238] Une source du FBI.
- [239] Yallop, p. 160.
- [240] Ibid.
- [241] Il s'agit d'une saga cinématographique américaine où le héros, Austin Powers, photographe de mode le jour et agent secret la nuit, connaît des aventures toutes plus invraisemblables et grand-guignolesques les unes que les autres. Ndt.
- [242] Luigi DiFonzo, *St. Peter's Banker. Michele Sindona*, New York, Franklin Watts, 1983, p. 73. Voir aussi Yallop, p. 161.
- [243] DiFonzo, p. 68.
- [244] Selon une source du FBI. Voir aussi Yallop, p. 161-162.
- [245] Ibid.
- [246] Ibid. Voir aussi Yallop, p. 164-165, et Philip Willan, *Puppetmasters: The Political Use of Terrorism in Italy*, Londres, Constable, 1991, p. 375.
- [247] DiFonzo, p. 259.

- [248] Yallop, p. 163.
- [249] Congrégation pour la doctrine de la foi, Déclaration sur l'incompatibilité entre l'appartenance à l'Église et la franc-maçonnerie, 26 octobre 1983. www.vatican.va/roman_curia/congrégations/cfaith/documents/rc_con_cfaith_doc_19831126_declaration-masonic_fr.html
- [250] On trouve une liste des membres de P2 à <http://www.virgo-maria.org/articles/2007/Agnoli-Liste.pdf>
- [251] Associated Press, International News, PM Cycle, 23 mai 1981.
- [252] DiFonzo, p. 73-74.
- [253] Yallop p. 148.
- [254] David Yallop, *Au nom de Dieu*, Paris, Bourgois, 1984, p. 86-87.
- [255] Luigi DiFonzo, *St. Peter's Banker. Michele Sindona*, New York, Franklin Watts, 1983, p. 73.
- [256] Yallop, p. 125.
- [257] Ibid., p. 169.
- [258] DiFonzo, p. 87. Voir aussi Malachi Martin, *Rich Church, Poor Church*, New York, G. P. Putnam's Sons, 1984, p. 65.
- [259] DiFonzo, p. 87.
- [260] Nick Tosches, *Power on Earth: Michele Sindona's Explosive Story*, New York, Arbor House, 1986, p. 113-114.
- [261] DiFonzo, p. 10.
- [262] Ibid., p. 261.
- [263] Ibid.
- [264] Ibid., p. 109-110.

- [265] Yallop, p. 169.
- [266] Rupert Cornwell, *God's Banker: An Account of the Life and Death of Roberto Calvi*, London, Victor Gollancz Ltd., 1984, p. 60-61. Voir aussi *ibid.*, p. 170.
- [267] DiFonzo, p. 88.
- [268] Yallop, p. 170.
- [269] *Ibid.*, p. 233.
- [270] DiFonzo, p. 88.
- [271] Yallop, p. 171.
- [272] Bordoni, cité dans *ibid.*, p. 172.
- [273] *Ibid.*
- [274] *Ibid.* p. 177-178.
- [275] Richard Hammer, *Vatican Connection*, Paris, Balland, 1982, p. 34-35.
- [276] *Ibid.*, p. 207-212.
- [277] *Ibid.*, p. 208.
- [278] L'entretien avec Ledl est reproduit dans Hammer, p. 213-216.
- [279] Révélé par Sindona à l'occasion d'un entretien avec un informateur à la prison fédérale d'Otisville à New York.
- [280] *Ibid.*
- [281] Hammer, p. 222-223.
- [282] *Ibid.*, p. 223-225.
- [283] *Ibid.*, p. 225

- [284] Ibid., p. 226.
- [285] Ibid., p. 225.
- [286] Ibid., p. 229-230.
- [287] Yallop, *Au nom de Dieu*, Paris, Bourgois, 1984, p. 64.
- [288] Ibid.
- [289] L'entretien avec Marcinkus est reproduit dans Yallop p.68-69.
- [290] Ibid., p. 68-69.
- [291] Hammer, p. 293-294.
- [292] Yallop, p. 73.
- [293] David Yallop, *Au nom de Dieu*, Paris, Bourgois, 1984, p. 180.
- [294] Ibid.
- [295] Malachi Martin, *Rich Church, Poor Church*, New York, G. P. Putnam's Sons, 1984, p. 67.
- [296] Richard Hammer, *Vatican Connection*, Paris, Balland, 1982, p. 267.
- [297] Ibid., p. 267-268.
- [298] Claire Sterling, *Octopus: The Long Reach of the International Sicilian Mafia*, New York, Simon and Shuster, 1990, p. 192.
- [299] Ibid., p. 193.
- [300] Luigi DiFonzo, *St. Peter's Banker: Michele Sindona*, New York, Franklin Watts, 1983, p. 152.
- [301] Yallop, p. 197.
- [302] Ibid.

- [303] Ibid., p. 196.
- [304] Nino Gambino, cité dans Steding, p. 191.
- [305] Hammer, p. 268.
- [306] DiFonzo, p. 224-225.
- [307] Sterling, p. 238.
- [308] Yallop, p. 198.
- [309] Sterling, p. 191.
- [310] Yallop, p. 198.
- [311] Ibid., p. 199.
- [312] Ibid., p. 183.
- [313] DiFonzo, p. 213.
- [314] Malachi Martin, *Le déclin et la chute de l'Église romaine*, Paris, Éditions Exergues, 1997, p. 282.
- [315] Yallop p. 190.
- [316] Ibid.
- [317] CIA, dossier « Francis Cardinal Spellman ». Voir aussi John Cooney, *The American Pope: The Life and Times of Francis Cardinal Spellman*, New York, Times Books, 1984, p. 281.
- [318] Commentaires du cardinal Spellman à John Cardinal O'Connor tels que rapportés à l'auteur en octobre 1980.
- [319] Cité dans David Yallop, *Au nom de Dieu*, Paris, Bourgois, 1984, p. 122.
- [320] Ibid., p. 124.
- [321] Ibid., p. 203-205.

- [322] Rupert Cornwell, *God's Banker: An Account of the Life and Death of Roberto Calvi*, London, Victor Gollancz, 1984, p. 96-97.
- [323] David Yallop, p. 235-236.
- [324] Ibid.
- [325] Nick Tosches, *Power on Earth: Michele Sindona's Explosive Story*, New York, Arbor House, 1986, p. 195.
- [326] Avro Manhattan, *Murder in the Vatican*, Springfield, Missouri, Ozark Books, 1985, p. 195.
- [327] Jean-Paul Ier, cité dans Yallop, p. 266.
- [328] Ibid., p. 277.
- [329] Ibid., p. 279. Selon une source du FBI, le pape Jean-Paul I^{er} souhaitait voir monsignore Angelo Abbo, secrétaire de la Préfecture des affaires économiques du Saint-Siège succéder à Marcinkus.
- [330] Une source au FBI.
- [331] Manhattan, p. 156.
- [332] Yallop, p. 291.
- [333] Manhattan, p. 156.
- [334] Yallop, p. 293.
- [335] La déclaration du docteur Buzzonetti est reproduite dans le communiqué de presse officiel du Vatican annonçant la mort du Pape.
- [336] Yallop, p. 295.
- [337] Ibid., p. 303-304.
- [338] Manhattan, p. 158.

- [339] Ibid., p. 221.
- [340] Ibid.
- [341] Cité dans Yallop p. 296.
- [342] Carlo Po, « Pourquoi refuser une autopsie? », *Il Corriere della Sera*, 1er octobre 1978, cité dans ibid., p. 312.
- [343] Dr Carlo Frizzerio, cité dans ibid., p. 328.
- [344] Ibid., p. 330.
- [345] Ibid., p. 323.
- [346] Manhattan, p. 171.
- [347] Ibid, p. 316.
- [348] Cité dans Ibid. p. 321.
- [349] Avro Manhattan, *Murder in the Vatican*, Springfield, Missouri, Ozark Books, 1985, p. 215-216.
- [350] Licio Gelli, cité dans David Yallop, *Au nom de Dieu*, Paris, Bourgois, 1984, p. 422.
- [351] Cari Bernstein et Marco Politi, *Sa Sainteté Jean-Paul II et l'histoire cachée de notre époque*, Paris, Pion, 1996, p. 36-37.
- [352] Manhattan, p. 216.
- [353] Ibid.
- [354] Rupert Cornwell, *God's Banker: An Account of the Life and Death of Roberto Calvi*, Londres, Victor Gallancz Ltd, 1984, p. 208-209.
- [355] Malachi Martin, *Rich Church, Poor Church*, New York, G. P. Putnam's Sons, 1984, p. 68-69. Voir aussi Paul L. Williams, *Everything You Always Wanted To Know About The Catholic Church But Were Afraid To Ask For Fear Of Excommunication*, New York, Doubleday, 1990, p. 263-264.

- [356] Yallop, p. 379.
- [357] Ibid.
- [358] Ibid., p. 382.
- [359] R. Cornwell, p. 126.
- [360] Yallop, p. 411.
- [361] Lettre de confort, dans Ibid. p. 387-388.
- [362] Ibid., p. 388.
- [363] Nick Tosches, *Power On Earth: Michele Sindona's Explosive Story*, New York, Arboar Books, 1986, p. 247-248.
- [364] Lettre des actionnaires milanais à Jean-Paul II, citée dans Yallop, p. 391-392.
- [365] R. Cornwel, page 175.
- [366] Demande de Calvi au Vatican, citée dans Yallop, page 395.
- [367] Paroles de Calvi à son fils, citées dans Manhattan, p. 256.
- [368] Cornwell, p. 198.
- [369] *BBC News*, 19 avril 2002.
- [370] Nick Tosches, *Power On Earth: Michele Sindona's Explosive Story*, New York, Arbor House, 1988, p. 246.
- [371] Andreatta, cité dans ibid.
- [372] Malachi Martin, *Rich Church, Poor Church*, New York G. P. Putnam's Sons, 1984), p. 71.
- [373] David Yallop, *Au nom de Dieu*, Paris, Bourgois, 1984, p. 403.
- [374] Laura Colby, « Vatican Bank Played a Central Rôle in Fall of Banco Ambrosiano », *The Wall Street Journal*, 11 avril 1987.

- [375] Martin, p. 75. Voir aussi Paul L. Williams, *Everything You Always Wanted To Know About The Catholic Church But Were Afraid To Ask For Fear Of Excommunication*, New York, Doubleday, 1990, p. 265.
- [376] Wilton Wynn, *Keeper of the Keys: John XXIII, Paul VI and John Paul II - Three Who Changed the Church*, New York, Random House, 1988, p. 172.
- [377] Avro Manhattan, *Murder in the Vatican*, Springfield, Missouri, Ozark Books, 1985, p. 267-269.
- [378] Une source au FBI.
- [379] Yallop, p. 412.
- [380] Dossier de la CIA, « Roberto Calvi », cité dans Yallop, p. 412.
- [381] Réponse de Fielding à Sindona, citée dans Tosches, p. 254.
- [382] Tosches, p. 255.
- [383] Sindona, citées dans Ibid, p. 277.
- [384] « Justice Minister Quits In Scandal Over Masonic Lodge », *The Associated Press, International News*, PM Cycle, 23 mai 1981.
- [385] *BBC News World Service*, 16 octobre 1998.
- [386] Ibid.
- [387] Richard Behar, « Washing Money in the Holy See », *Fortune*, août 1999. On peut trouver cet article à l'adresse suivante: http://money.cnn.com/magazines/fortune/fortune_archive/1999/08/16/264285/index.htm
- [388] Ibid.
- [389] Ces détails proviennent des documents de la poursuite du gouvernement fédéral contre le Vatican, déposés par le service des assurances du Mississippi et alia au Tribunal fédéral de district du sud Mississippi à Jackson.
- [390] Lettre de Frankel, dans l'article de Behar cité plus haut à la note n° 387.

- [391] Mark Morris, « Missouri Regulators Sue Vatican », *The Kansas City Star*, 11 mai 2002.
- [392] Colagiovanni, cité dans Behar.
- [393] Ibid.
- [394] Ibid.
- [395] Ibid.
- [396] Ibid.
- [397] Patron du magazine *Playboy*. NdT.
- [398] « Frankel Played Benefactor to a Gagggle of Women », *Court TV*, 13 juillet 1999.
- [399] Ibid.
- [400] Ibid.
- [401] Rachel Bell, « Martin Frankel, Sex, Greed and \$200 Million Fraud », *The Crime Library*, New York, Dark Horse, 2002, p. 180.
- [402] Ibid. page 185.
- [403] Frankel, cité dans « Rogue U.S. Financier Pleads Guilty to Tax Evasion », *Court TV*, 16 juin 2000.
- [404] Behar, loc. cit.
- [405] Richard Behar, « Washing Money in the Holy See », *Fortune*, août 1999. On peut trouver cet article à l'adresse suivante: http://money.cnn.com/magazines/fortune/fortune_archive/1999/08/16/264285/index.htm
- [406] Ibid.
- [407] Jason Berry, *Lead Us Not Into Temptation: Catholic Priests and Sexual Abuse of Children*, Chicago, University of Illinois Press, 2000, p. 34-46.
- [408] *CBS News*, « Catholic Sex Scandal », 23 avril 2002.

- [409] Ibid.
- [410] P. Williams, « The Strange Case of Fr. Ritter », *The Métro*, octobre 1992, p. 5-7.
- [411] *CBS News*, op. cit.
- [412] Andrew Greeley, *Prologue to Berry*, op. cit., vii-xii.
- [413] « As Scandal Keeps Growing, Church and Its Faithful Reel », *World Wide News*, avril 2002.
- [414] Ibid.
- [415] Ibid.
- [416] Roderick MacLeish Jr., cité dans William C. Symonds, « The Economie Strain on the Church », *Business Week*, 15 avril 2002, p. 48.
- [417] « As Scandal Keepings Growing... », op. cit.
- [418] Paul L. Williams, *Everything You Always Wanted to Know About The Catholic Church But Were Afraid to Ask for Fear of Excommunication*, New York, Doubleday, 1990, p. 30-31.
- [419] R. Scott Appleby, cité dans Sam Dillon et Leslie Wayne, « As Lawsuits Spread, Church Faces Questions On Finances », *The New York Times*, 13 juin 2002, p. A36.
- [420] Ibid.
- [421] Michael Sean Quinn, cité en *ibid.*
- [422] Erica P. John, citée en *ibid.*, p. 1.
- [423] Greeley, op. cit., p. xi.
- [424] Paul L. Williams, *Al Qaeda: Brotherhood of Terror*, New York, Alpha, 2002, p. 164-166.
- [425] Robert Young Pelton, *The World's Most Dangerous Places*, New York, Harper Resource, 2000, p. 147.
- [426] « International Crime assessment », un rapport préparé pour le président de

International Crime Control Strategy (Stratégie pour le contrôle de la criminalité internationale) par le FBI, la CIA, la Drug Enforcement Administration (un service fédéral chargé de la mise en application de la loi sur les stupéfiants), le Service des douanes des États-Unis et les Services secrets des États-Unis, mai 1998.

[427] *Ibid.*

[428] *Catholic News Service*, 28 octobre 1993.

[429] *Xinhua News Agency*, 3 octobre 1999 (<http://www.xinhua.org>).

[430] *Ibid.*

[431] Michael Becket, « Gangster's Paradise » *The Daily Telegraph*, 19 novembre 2001, p. 31.

[432] Paul VI, cité dans Malachi Martin, *Le déclin et la chute de l'Église romaine*, Éditions Exergue, 1998, p. 282.

[433] Nous reprenons ici la traduction disponible sur le site de l'Université Laval à Québec www.tlfq.ulaval.ca/axl/europe/Vatican-Latran.htm.

Table des Matières

INTRODUCTION	7
CHAPITRE 1	15
CHAPITRE 2	43
CHAPITRE 3	53
CHAPITRE 4	74
CHAPITRE 5	86
CHAPITRE 6	101
CHAPITRE 7	110
CHAPITRE 8	124
CHAPITRE 9	133
CHAPITRE 10	142
CHAPITRE 11	152
CHAPITRE 12	169
CHAPITRE 13	179
CHAPITRE 14	192
CHAPITRE 15	203
CHAPITRE 16	221
CHAPITRE 17	235
CHAPITRE 18	245
CHAPITRE 19	257
ÉPILOGUE	269

ANNEXE I	277
ANNEXE II	293